

THEORIE COMMUNISTE

N°18

FEVRIER 2003

Directeur de publication :
Roland Simon
B.P. 17
84300 Les Vignères
<http://www.geocities.com/theocommunist/>
Lemel: philippeportet@free.fr
Imprimerie spéciale : Théorie Communiste

SOMMAIRE

EDITORIAL.....	5
"APRES GENES".....	13
L' " anti-capitalisme "comme idéologie... et comme mouvement.....	13
Après Gênes.....	35
Réflexions critiques sur le texte intitulé Après Gênes	69
Remarques sur cette critique.....	79
"Centri Sociali"	95
PÉTROLE, SEXE ET TALIBANS	99
LA SECONDE INTIFADA.....	123
M. LE PEN ET LA DISPARITION DE L'IDENTITÉ OUVRIÈRE	149
L'ANGLE MORT	185
EN BREF : LE DÉMOCRATISME RADICAL.....	211
ARGENTINE	215
COURRIER.....	221
Lettre de H.	221
Réponse, (Mai 02)	223
Réflexions.....	228
Extrait de "Communisme", revue du Groupe Communiste Internationaliste (GCI).....	235
Réponse à l' " Organe Central en français "du " Groupe Communiste Internationaliste ", " Guide et organisateur de l'action communiste "(sic).....	237
SENONEVERO.....	246
INTERNET.....	250
DÉJÀ PARUS.....	251

EDITORIAL

Le texte qui suit a été écrit pour le n° 13 de la revue anglaise Aufheben afin de présenter Théorie Communiste en introduction à la traduction de la critique que nous avons faite de leur texte sur la " Décadence "(cette critique ainsi que le texte d'Aufheben avaient été publiés dans le n° 15 de TC). Nous en profitons pour donner une traduction anglaise de cette présentation. A l'occasion des vingt-cinq ans de TC nous avons ajouté le titre.

Nous Jubilons

Le premier numéro de la revue *Théorie Communiste* (TC) est paru en 1977, le groupe qui en était à l'origine s'était constitué vers 1975, auparavant certains avaient publié la revue *Intervention Communiste* (deux numéros parus en 72 et 73) et avaient participé à la revue les *Cahiers du Communisme de Conseils* (éditée à Marseille entre 68 et 73, très liée à *ICO* qui est devenue depuis *Echanges*), revue dont ils s'étaient séparés au moment où celle-ci commençait à fusionner avec " Révolution Internationale "(le CCI). Ce bref historique permet, en partie, de saisir les problématiques et les interrogations qui furent à l'origine de TC.

Au début des années 70, il apparaît à toute une mouvance déjà critique de l'Ultra-gauche historique, que la remise en cause par celle-ci de toutes les médiations politiques et syndicales qui mettent en forme l'appartenance, en tant que classe, du prolétariat au mode de production capitaliste est loin d'être suffisante. Dans le bilan que l'on peut alors faire de la vague de luttes de classe de la fin des années 60, l'appel à l'action de la classe *pour elle-même* masque la question essentielle : il ne s'agit pas de retrouver une pureté de l'affirmation du prolétariat ; la révolution, abolition du capital, sera la négation immédiate de toutes les classes, prolétariat inclus. Cependant nous ne pouvions accepter la démarche d'*Invariance* qui, de cette constatation, en arrivait à rejeter toute perspective classiste des contradictions de la société actuelle et de la révolution, ni celle de *Mouvement Communiste*, animé par Jean Barrot, qui, par une injection de bordiguisme, cherchait à radicaliser la problématique Ultra-gauche.

Dans un premier temps, le travail théorique de TC (en liaison alors avec le groupe qui publiait la revue *Négation*) consista à élaborer le concept de *programmatisme*. La crise de la fin des années 60 / début des années 70 est la première crise du capital en subsomption réelle du travail sous le capital, elle marque la fin de tous les cycles antérieurs qui depuis le début du XIX^{es} avaient pour contenu immédiat et pour objectif la montée en puissance de la classe à l'intérieur même du mode de production capitaliste et son affirmation en tant que classe du travail productif, au travers de la prise du pouvoir et de l'instauration d'une période de transition. Pratiquement et théoriquement, le programmatisme désigne tout cette période de la lutte

de classe du prolétariat. Avec une problématique nécessairement renouvelée, *Echanges* (publication en anglais et en français) demeure sur cette base générale : dans chaque lutte, le prolétariat doit se retrouver lui-même, la révolution devient le procès des luttes, le procès de cette conquête de soi.

La question théorique centrale devient alors : comment le prolétariat agissant strictement en tant que classe de ce mode de production, dans sa contradiction avec le capital à l'intérieur du mode de production capitaliste, peut-il abolir les classes, donc lui-même, c'est-à-dire produire le communisme? Une réponse à cette question qui se référerait à une quelconque humanité sous le prolétaire ou activité humaine sous le travail, non seulement s'enferme dans une marmelade philosophique, mais encore en revient toujours à considérer que la lutte de classe du prolétariat ne peut produire son dépassement que dans la mesure où elle exprimerait déjà quelque chose qui l'excède et s'affirme (ce que l'on retrouve jusque dans les formalisations théoriques actuelles du " mouvement d'action directe "). On a remplacé le " pue-la-sueur " par l'Homme, mais on n'a pas changé la problématique qui reste celle de " l'*Aufhebung* ".

C'est à partir de là que nous avons entrepris un travail de redéfinition théorique de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Il fallait dans un premier temps redéfinir la contradiction de telle sorte qu'elle fut simultanément contradiction portant le communisme comme sa résolution, et contradiction reproductrice et dynamique du capital. Il fallait produire l'identité du prolétariat comme classe du mode de production capitaliste et classe révolutionnaire, ce qui impliquait de ne plus concevoir cette "révolutionnarité" comme une nature de la classe se modulant, disparaissant, renaissant, selon les circonstances et les conditions. Cette contradiction c'est l'*exploitation*. Avec l'exploitation comme contradiction entre les classes nous tenions leur particularisation comme particularisation de la communauté, donc comme étant simultanément leur *implication réciproque*. Ce qui signifie que nous tenions : l'impossibilité de l'affirmation du prolétariat ; la contradiction entre prolétariat et capital comme histoire ; la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat comme une essence définitoire enfouie ou masquée par la reproduction d'ensemble (l'autoprésupposition du capital). Nous avons *historicisée* la contradiction et donc la révolution et le communisme et pas seulement leurs circonstances. Ce que sont la révolution et le communisme se produisent historiquement à travers les *cycles de luttes* qui scandent le développement de la contradiction. La contradiction entre le prolétariat et le capital était réellement désobjectivée, sans prendre l'économie pour un leurre. La baisse tendancielle du taux de profit devenait immédiatement une contradiction entre des classes et non ce qui la déclenche, comme cela reste toujours le cas chez Mattick dont pourtant la théorie des crises ouvre la voie au dépassement de l'objectivisme.

Outre l'approfondissement de ces présupposés théoriques, le travail de TC consiste à définir quels sont maintenant la structure et le contenu de la contradiction entre les classes à l'oeuvre depuis la fin des années 70 et se consolidant dans les années 80. Il y a eu restructuration du rapport d'exploitation, c'est-à-dire de la contradiction entre les classes, c'est la *seconde phase de la subsomption réelle*.

L'extraction de plus-value relative est devenue un procès de reproduction du face à face du capital et du travail qui lui est adéquat en ce qu'il ne comporte aucun élément, aucun point de cristallisation, aucune fixation qui puisse être une entrave à sa fluidité nécessaire et au bouleversement constant qu'elle nécessite. Contre le cycle de luttes antérieur, la restructuration a aboli toute spécification, statuts, "welfare", "compromis fordien", division du cycle mondial en aires nationales d'accumulation, en rapports fixes entre centre et périphérie, en zones d'accumulation interne (Est / Ouest). L'extraction de plus-value sous son mode relatif se doit de bouleverser constamment et d'abolir toute entrave en ce qui concerne le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, le rapport des capitaux entre eux.

Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste sans défaite ouvrière. Cette défaite c'est celle de l'identité ouvrière, des partis communistes, du socialisme réel, du syndicalisme, de l'autogestion, de l'auto-organisation. C'est tout un cycle de luttes, dans sa diversité et ses contradictions, qui a été défait dans les années 70 et au début des années 80. La restructuration est essentiellement contre-révolution. Son résultat essentiel, depuis le début des années 80, est la disparition de toute identité ouvrière produite, reproduite et confirmée à l'intérieur du mode de production capitaliste.

Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital ne se définit plus que dans la fluidité de la *reproduction* capitaliste, *le prolétariat ne peut s'opposer au capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe*. Le prolétariat ne porte plus aucun projet de réorganisation sociale comme affirmation de ce qu'il est ; en contradiction avec le capital, il est, dans la dynamique de la lutte de classe, *en contradiction avec sa propre existence comme classe*. C'est maintenant le contenu et l'enjeu de la lutte des classes. C'est la base de notre travail actuel au travers des analyses non seulement du cours du capital mais aussi, indissociablement, de luttes telles que celle de décembre 95 en France, du mouvement des chômeurs ou des sans-papiers, ainsi que de luttes quotidiennes moins spectaculaires, mais tout aussi significatives de ce nouveau cycle.

Ce qui est la radicalité fondamentale de ce cycle de luttes est simultanément sa limite : l'existence de la classe dans la reproduction du capital. Cette limite propre au nouveau cycle de luttes est le fondement et le contenu historiquement spécifiques de ce que dès 1995 nous avons appelé le *démocratisme radical*. Il est l'expression et la formalisation des limites de ce cycle de luttes, il élève en pratique politique ou en perspective alternativiste la disparition de toute identité ouvrière pour entériner l'existence de la classe dans le capital comme ensemble de citoyens et /ou de producteurs, existence à laquelle il est demandé au capital de se conformer. A l'inverse, mais sur la même base, le " mouvement d'action directe " se veut déjà l'existence de nouveaux rapports sociaux " désaliénés " *face* au capitalisme.

La révolution est à partir de ce cycle de luttes un *dépassement produit* par celui-ci. Il ne peut y avoir transcroissance des luttes actuelles à la révolution pour la simple raison que celle-ci est abolition des classes. Ce dépassement c'est le moment où,

dans la lutte des classes, l'appartenance de classe devient elle-même une contrainte extérieure imposée par le capital, c'est un procès contradictoire interne au mode de production capitaliste. En attendant, ni orphelins du mouvement ouvrier, ni prophètes du communisme à venir, nous sommes dans la lutte de classe telle qu'elle est quotidiennement et telle qu'elle est productrice de théorie.

Traduction

The first issue of the review *Théorie Communiste* (TC) came out in 1977. The original group involved had got together in 1975. Previously some of the members of this group had published the review *Intervention Communiste* (two issues appeared in '72 and '73) and had participated in the publication *Cahiers du Communisme de Conseils* – Notebooks on Council Communism. Edited in Marseille between '68 and '73, this publication was very much linked to ICO (*Informations and Correspondance Ouvrière* - Workers' News and Correspondence, which has since become *Echanges et Mouvement* – Exchanges and Movement). The group separated from *Cahiers du Communisme de Conseils* as soon as it started to fuse with *Révolution Internationale* (the International Communist Current). The brief history which follows allows us, in part, to get to grips with the problems and questions which existed at the origin of TC.

At the beginning of the '70s a whole tendency already critical of the historic ultra-left began to find aspects of the ultra-left's analysis inadequate, in particular their critique of all the political and union mediations which give form to the proletariat's belonging, as a class, to the capitalist mode of production. In the balance sheet that we can draw up of the wave of class struggle at the end of the '60s, the call for class action in itself masks the essential problem: it is not a question of rediscovering a pure assertion of the proletariat. The revolution, the abolition of capital, will be the immediate negation of all classes, including the proletariat. Yet we didn't want to adopt the approach of *Invariance* who, from this observation, ended up rejecting any classist perspective on the contradictions of existing society and the revolution, nor that of *Mouvement Communiste*, led by Jean Barrot, who, by an injection of Bordigism, sought to radicalize the ultra-left problematic.

At first the theoretical work of TC (in cooperation with the group who published *Négation*) consisted of elaborating the concept of programmatism. The crisis at the end of the '60s/beginning of the '70s was the first crisis of capital during the real subsumption of labour under capital. It marked the end of all the previous cycles which, since the beginning of the 19th Century, had for their immediate content and for their objective the increase in strength of the class within the capitalist mode of production and its affirmation as the class of productive work, through the taking of power and the

putting in place of a period of transition. Practically and theoretically, programmatism designates the whole of that period of the class struggle of the proletariat. Despite having renewed this problematic out of necessity, *Echanges* (published in English and French) remains on the same general basis, namely that in each struggle the proletariat must rediscover itself; revolution becomes the process of struggles, the process of this conquest of itself.

The central theoretical question thus becomes: how can the proletariat, acting strictly as a class of this mode of production, in its contradiction with capital within the capitalist mode of production, abolish classes, and therefore itself, that is to say: produce communism? A response to this question which refers to some kind of humanity underneath the proletarian or to human activity underneath work, not only traps itself in a philosophical quagmire, but always returns to the consideration that the class struggle of the proletariat can only go beyond itself in so far as it already expresses something which exceeds and affirms itself (we can find this even in the present theoretical formalisations of the 'direct action movement'). The sweaty labourer has been replaced by Man, but the problem has not changed, which remains that of 'Aufhebung'.

Starting from this basis, we have undertaken a work of theoretical redefinition of the contradiction between the proletariat and capital. In the first place it was necessary to redefine the contradiction as being simultaneously the contradiction bearing communism as its resolution and the reproductive and dynamic contradiction of capital. It was necessary to produce the identity of the proletariat as a class of the capitalist mode of production and as a revolutionary class, which implies that we no longer conceive this 'revolutionariness' as a class nature which adjusts itself, disappears, is reborn, according to circumstances and conditions. This contradiction is exploitation. With exploitation as a contradiction between the classes we grasped their characterisation as the characterisation of the community, therefore as being simultaneously their reciprocal involvement. This meant that we were able to grasp: the impossibility of the affirmation of the proletariat; the contradiction between the proletariat and capital as history; the critique of any revolutionary nature of the proletariat as a defining essence buried or masked by the reproduction of the whole (the self-presupposition of capital). We had historicized the contradiction and therefore the revolution and communism, and not only their circumstances. The revolution and communism are what is produced historically through the cycles of struggles which accentuate the development of the contradiction. The contradiction between the proletariat and capital was really disobjectified, without taking the economy to be an illusion. The tendential fall in the rate of profit became immediately a contradiction between classes and not that which triggers it, as always remained the case with Mattick, even though his theory of crises opens the way to the supersession of objectivism.

In addition to the deepening of these theoretical presuppositions, the work of *TC* consists of defining the structure and content of the contradiction between classes at work since the end of the '70s, and consolidated in the '80s. There was a restructuring of the relations of exploitation, that is to say of the contradiction between classes, which was the second phase of real subsumption.

The extraction of relative surplus has become a process of reproduction of the interface between capital and labour which is adequate to it in that it contains no element, no point of crystallisation, no sticking point which can be a hindrance to the necessary fluidity and constant overturning which it needs. Against the previous cycle of struggles, restructuring has abolished all specificity, guarantees, 'welfare', 'Fordian compromise', division of the global cycle into national areas of accumulation, into fixed relations between the centre and the periphery, into internal zones of accumulation (East/West). The extraction of surplus value in its relative mode demands constant upheaval and the abolition of all restrictions to the immediate process of production, the reproduction of labour power and the relations of capitals with each other.

The restructuring of the capitalist mode of production cannot exist without a workers' defeat. This defeat was that of the worker's identity, of the Communist parties, of 'actually existing socialism', of trade unionism, of self-management, of self-organisation. It is a whole cycle of struggles in its diversity and its contradictions which was defeated in the '70s and early '80s. Restructuring is essentially counter-revolution. Its essential result, since the beginning of the '80s, is the disappearance of any productive worker's identity reproduced and confirmed within the capitalist mode of production.

When the contradictory relation between the proletariat and capital is no longer defined in the fluidity of capitalist reproduction, the proletariat can only oppose itself to capital by calling into question the movement in which it is itself reproduced as a class. The proletariat no longer carries a project of social reorganisation as an affirmation of what it is. In contradiction with capital, it is, in the dynamic of the class struggle, in contradiction with its own existence as a class. This is now the content of, and what is at stake in, the class struggle. It is the basis of our present work through analyses not only of the course of capital but also, indissociably, of struggles such as that of December '95 in France, of the movement of the unemployed or the *sans-papiers*¹, as well as everyday struggles which are less spectacular but, even so, indicative of this new cycle.

That which is fundamentally radical about the cycle of struggles is simultaneously its limit: the existence of the class in the reproduction of capital. This limit which is specific to the new cycle of struggles is the foundation and the

¹ (Translators' note:) Immigrants without legal documentation.

historically specific content of what from 1995 we have called 'radical democratism'. It is the expression and the formalisation of the limits of this cycle of struggles. It sets up in political practice or in an alternativist perspective the disappearance of any worker's identity so as to ratify the existence of the class within capital as a collection of citizens and/or producers, an existence to which it asks capital to conform. In opposition to this, but on the same basis, the 'direct action movement' thinks of itself as already being new 'disalienated' social relations opposed to capital.

Starting out from this cycle of struggles, revolution is a supersession produced by it. There cannot be an extension of present struggles as they are in themselves to revolution for the simple reason that revolution is the abolition of classes. This supersession is the moment when, in the class struggle, class belonging itself becomes an exterior constraint imposed by capital. It is a contradictory process internal to the capitalist mode of production. In the meantime, neither orphans of the labour movement, nor prophets of the communism to come, we participate in the class struggle as it is on a daily basis and as it produces theory

"APRES GENES"

Nous avons déjà abordé les questions que soulèvent le mouvement d'action directe et les manifestations de Londres, Seattle, Washington, Prague, Nice, Québec, dans *TC 17* (nous avons utilisé alors l'importante publication de textes du mouvement d'action directe publiés par *Mutines Séditions*). Les cinq textes qui suivent poursuivent, avec des orientations parfois différentes, l'analyse du contenu et des perspectives du mouvement d'action directe après les manifestations de Gênes en juillet 2001.

Le premier est la traduction d'un texte du numéro 10 d' *Aufheben*.

Le deuxième (de *TC*) est un développement du texte de *TC 17* s'appuyant de façon critique sur le texte d' *Aufheben*.

Le troisième est une critique du précédent que nous a fait parvenir un camarade.

Le quatrième, une réponse de *TC* à cette critique.

Le cinquième est une présentation et un panorama des *Centri Sociali* rédigés par un camarade italien.

L' " anti-capitalisme " comme idéologie... et comme mouvement

* les (...) indiquent des passages sautés dans la traduction car ils ne faisaient que reprendre des idées déjà exprimées ou développées des thèmes qui avaient un intérêt moindre ou étaient largement connus.

* les passages en italiques à l'intérieur de parenthèses sont des résumés

La récente série de mobilisations, à l'occasion des sommets internationaux, a été considérée par certains comme un "mouvement", et a été souvent traitée par l'Etat comme une entité indifférenciée. Cependant le " mouvement " n'a que peu d'existence en dehors des mobilisations et il est divisé par des contradictions internes. S'il est un mouvement politique plutôt que social, la question de l'idéologie doit être posée. Nous analysons ici la relation aux mobilisations de quatre tendances idéologiques qui se sont imposées sur la scène britannique : les " démocrates progressistes "(the progressive liberals), la gauche institutionnelle, les anarchistes / black bloc, et Ya Basta! Nous avançons que pour que les prétendues mobilisations " anti-capitalistes "deviennent un

mouvement prolétarien, le lien doit être établi avec les luttes du prolétariat dans son ensemble.

Est-ce qu'un nouveau mouvement apparaît ?

Notre intention ici n'est pas de discuter les théories de la " globalisation "mais plutôt de nous affronter aux contradictions des mobilisations elles-mêmes. (..) L'usage du terme de "globalisation", comme s'il allait de soi et ne posait pas problème, est une preuve de l'emprise de l'idéologie sur les mobilisations (...): la focalisation sur le capital comme circulation et finance, écarte précisément la vraie question : comment pouvons nous dépasser le mode de *production* capitaliste ? (...)

Tandis que l'usage de ce terme (anti-capitalisme) semble assez rafraîchissant au premier abord, il n'y a pas de signes réels que la compréhension, par la plupart des participants de ce qu'est l'anti-capitalisme, serait plus radicale ou cohérente que celle de la majorité des participants qui se réfère à " l'anti-globalisation "ou à " l'anti-grandes entreprises ". (...)

Tandis que le terme d'action directe avait dans le passé (cf. IWW) le sens précis d'appropriation directe ou de blocage de la reproduction capitaliste, la distinction entre la revendication et l'action directe n'est plus aujourd'hui aussi claire. En outre, tandis que le fait d'occuper pour empêcher la construction de routes, la prise de rues pour nos fêtes et le passage des bureaux de la City - actions associées à la récente pré-histoire de l'anticapitalisme en Grande-Bretagne peuvent se présenter comme des actions directes (dans la mesure où dans chaque cas nous avons pris au capital sans demander), beaucoup des actions incluses dans la plupart des événements des Sommets anti-globalisation ont pris la forme de défilés traditionnels : banderoles au vent et revendications. (...)

Le caractère durable de ces mobilisations - le fait qu'elles ont été des mobilisations de masse dans plusieurs pays apparemment autour d'objectifs et d'actions semblables – suggère, peut-être, que ce qui apparaît est un nouvel internationalisme. Le vide laissé par l'effondrement du stalinisme et le recul de la social-démocratie est-il maintenant comblé par une force qui trouve son expression dans le communisme plutôt que dans ces impasses historiques? L'auto-définition comme anti-capitaliste dont nous sommes les témoins suggère que c'est une possibilité.

Cependant, un des traits caractéristiques communs à la social-démocratie et au stalinisme et qui leur a permis d'être une forme durable au travers de laquelle la résistance ouvrière était mobilisée (et récupérée) était le fait qu'ils se rattachaient eux-mêmes aux luttes quotidiennes sur " le pain et le beurre ". (...) Certains des commentateurs de l'anti-globalisation identifient l'énergie du nouveau " mouvement "aux divers mouvements de masse dans l'hémisphère sud ...(...). D'autres revendiquent, pour ce dernier, diverses luttes dans le monde contre les politiques néo-libérales comme les coupes claires dans la sécurité sociale, l'élimination de la

législation du travail, les baisses de salaire. Mais tandis que ces considérations suggèrent que les mobilisations à l'occasion des Sommets sont juste la plus haute forme d'expression d'un large mouvement mondial de luttes quotidiennes, il apparaît de façon certaine, dans les pays capitalistes avancés, que le mouvement existe seulement dans et autour des mobilisations de masse elles-mêmes. (...)

Bien sûr, l'impulsion qui pousse beaucoup de ceux qui prennent part au mouvement jaillit de leur dégoût quotidien des obligations ennuyeuses d'un monde dominé par le capital : un monde du travail, de la destruction écologique, de la pauvreté, etc. Mais le mouvement n'existe pas encore comme un effort quotidien de résistance aux conditions de vie déterminées par le travail salarié. En ce sens, on peut raisonnablement remettre en question l'appellation " mouvement ", et encore plus mouvement de classe.

Contradictions dans le mouvement

(...)

On peut dire que les mobilisations lors des Sommets sont simplement l'occasion pour de nombreux et divers mouvements ou tendances de faire chacun leurs propres affaires. (...). L'importance de l'opposition entre " globalisation " et " capitalisme " reflète typiquement de profondes différences d'analyses, d'approches, et au fond de positions de classe. Par exemple, sur le continent, il y a des organisations comme ATTAC (...). Mais il y a aussi de nombreux anarchistes et des tendances similaires impliqués dans les mobilisations de masse qui rejettent ce courant principal ; ils ont précisément tenu, à au moins une occasion (Barcelone), un contre-contre-sommet face au contre-sommet du " mouvement officiel ".

Même parmi ceux qui sont impliqués et qui définissent ce qui est arrivé - ou qui aurait pu arriver - comme " anti-capitaliste ", il y a des différences cruciales. Le manque de volonté d'analyser sérieusement le capital permet d'écarter ces différences. Le dialogue sélectif de l'Etat avec quelques ONG impliquées dans et autour des mobilisations apparaît comme une tentative de capitaliser ce type de divisions. (...) Par exemple, Blair a tenu des réunions contradictoires avec des personnes de " Abolir la dette ". (...).

L'Etat en lutte contre le mouvement

(L'utilisation partout d'une extrême violence dans la réaction des Etats, pas seulement en Amérique du nord, selon les traditions de la police américaine, utilisation des lois anti-hooligans en Grande Bretagne) (...)

De façon significative, les Etats et les organisations supranationales perçoivent – et ils agissent en conséquence - une continuité manifeste dans les mobilisations. En d'autres termes, la continuité - en fait une escalade - dans la réponse de l'Etat aux

mobilisations montre qu'ils traitent celles-ci comme un tout : c'est-à-dire comme un mouvement menaçant.

(Pas seulement une menace pour la tenue de leurs réunions) (...)

La menace la plus intéressante est dirigée contre le climat général d'inéluctabilité de la situation social et économique que Blair et les autres dirigeants occidentaux ont cherché à cultiver durant les dernières années. (...) La visibilité et la perpétuation de l'existence de mobilisations de masse anti-globalisation - et même anti-capitalistes - pourraient constituer une force d'opposition. Ceci pourrait enfin élargir le climat de résistance. Dans un tel climat, une résistance dans d'autres secteurs commence à paraître possible et pouvoir se déployer. Un mouvement, pourtant critiqué pour sa composition souvent "middle class" et son idéologie confuse, pourrait cependant préfigurer et contribuer au développement d'une vague de luttes posant une authentique menace pour l'auto-reproduction du capital.(...)

Tandis qu'à l'intérieur du mouvement lui-même d'importantes divergences existent, l'Etat, lui, apparaît moins discriminatoire. (...) L'attaque brutale de la police contre l'école accueillant les gens du Genoa Social Forum et d'Indymedia, et les tortures subies par ceux qui furent arrêtés en ont été le plus bel exemple.

Toutefois les causes de cette attaque ne sont pas claires. *(Revanche de la police, c'est très improbable)*. L'action de la police apparaît au moins cohérente avec la position de Berlusconi selon laquelle "il n'y a pas de différence entre les deux groupes - manifestants pacifiques et black bloc - et avec sa proclamation de la connivence entre les éléments "démocrates" (*liberals*) et les violents. Attaquer une cible aussi "soft" (...) a pu constituer, de la part d'une police qui avait reçu l'ordre de défendre le sommet par tous les moyens nécessaires, un avertissement au reste des manifestants.

Toutefois, l'attaque de la police est peut-être stratégique : les "démocrates" (*liberals*) peuvent être considérés - avec raison - par les forces de l'Etat comme la logistique de cette sorte d'événements (...). L'intention derrière cette attaque a pu être de dissuader les "démocrates" de venir aux prochains événements (...).

Quelques conséquences inattendues des actions de l'Etat.

(Créer une plus grande unité parmi les gens extrêmement divers qui étaient réunis).

Par exemple, l'énorme mobilisation à Seattle était dominée par une tendance "libéral-NVDA" (*Non Violent Direct Action*) qui tenta activement d'empêcher beaucoup d'actions militantes (ils se sont souvent discrédités). (...) Mais à Québec les actions de la police permirent aux éléments non-violents de la foule de considérer le même black bloc comme partie d'eux-mêmes. (...). A Gênes, à nouveau, l'élément non-violent constitua la majorité. Mais la tactique de la police de matraquer tout le monde dans l'intention de disperser la foule a provoqué un retour de flammes quand entrèrent dans la bagarre beaucoup plus de gens que ceux qui étaient venus au départ dans cette intention - y compris quelques uns des "démocrates" (*liberals*) et des non-violents.

Le fait de " surfer sur les Sommets " de nombreux événements anti-globalisation a parfois caché le niveau réel de la participation locale. Par exemple, Seattle, Québec et Gênes furent des occasions pour les locaux d'agir contre les flics et la propriété. Gênes, qui a une longue histoire de résistance à l'autorité, a témoigné de formes variées de solidarité entre les locaux et ceux qui étaient venus seulement pour les manifestations (*montrer des itinéraires, cacher les manifestants, envoyer de l'eau ...*). (...) les locaux participèrent au pillage des boutiques.

Malgré ces exemples, il y a eu souvent division entre locaux et manifestants dans plusieurs des Sommets, illustrant à nouveau le point selon lequel ces événements expriment typiquement une séparation entre la lutte quotidienne et la résistance comme " activisme ". Les manifestations de Prague montrent peut-être cette séparation de la façon la plus dramatique : parmi les Tchèques, la mobilisation fut limitée à une petite communauté d'activistes. Jusqu'à présent c'est l'action de la police qui a eu pour conséquence de briser cette séparation. (...).

Le rôle des idéologues

Les perspectives possibles de ce mouvement volontariste, sa durée, son caractère international et, au moins pour quelques uns, son ordre du jour ouvertement " anti-capitaliste " - ont entraîné la tentative d'une espèce d'hégémonie de différents groupes ou tendances. (*Ce qui implique la reconnaissance tout d'abord qu'il s'agit bien d'un mouvement et que chaque groupe définisse ce mouvement d'une façon particulière susceptible de lui conférer une place centrale*).

Si les mobilisations deviennent un mouvement, l'auto-critique est un moment important de ce processus. Une critique des idéologues est nécessaire pour la raison pratique suivante : leur définition positive de l'unité du mouvement contient une négation inévitable, l'exclusion, dans leur définition, de ceux qu'ils perçoivent comme une menace pour elle.

Nous allons maintenant examiner les approches du mouvement de quatre tendances impliquées dans et autour des mobilisations et qui sont devenues saillantes à partir d'une vision anglaise : les " démocrates progressistes " (" progressive liberals ") ; les anarchistes / black bloc ; la gauche traditionnelle - en Grande Bretagne, les trotskistes - et Ya Basta! Il y a eu de nombreuses tentatives de telles tendances à marginaliser certains " autres " - souvent les éléments plus militants. En outre, cette marginalisation ne se borne pas aux définitions, mais peut impliquer des exclusions réelles et des défaites. (...)

Nous reconnaissons qu'une analyse des règlements de compte des idéologues ne peut en elle-même nous en dire beaucoup plus sur la nature et la dynamique du mouvement ; une telle analyse risque également de se limiter au niveau des idées.

Toutefois nous entreprenons cette analyse non seulement parce qu'il est nécessaire de développer quelques outils théoriques pour combattre les idéologues et défendre les tendances les plus prometteuses qu'ils pourraient exclure - tout comme pour critiquer certaines tendances qu'ils peuvent inclure -, mais aussi parce que critiquer ces autres compréhensions du mouvement est un pas nécessaire pour développer notre propre compréhension.

Le mouvement, du point de vue des " démocrates progressistes ".

(Critique des thèses de Naomi Klein dans son livre " No Logo ": critique des entreprises multinationales).

(...) pour Naomi Klein, ce n'est même pas la " globalisation "comme telle qui est le problème, mais un système global qui " va de travers ". (...) Pour Klein, le mouvement est essentiellement mobilisé autour de la menace que représente le pouvoir des multinationales face aux capacités de l'Etat et à cause de cela pour la citoyenneté. (...).

Interlocuteurs de l'Etat ?

La menace que représentent les idéologues " démocrates progressistes "comme Klein réside dans leur légitimation du rôle de l'Etat démocratique par le lien qu'ils font entre le mouvement d'une part et l'Etat et les courants politiques principaux d'autre part : " nous - les ouvriers super-exploités de la confection à Jakarta, les activistes anti-multinationales, et les classes moyennes démocrates progressistes comme Klein - " réclamons "la totalité des droits de citoyens que seulement un Etat réellement démocratique peut garantir afin de nous protéger des excès des entreprises globales. Si ceci est ce qui " nous " unit, alors cela signifie la marginalisation de la plupart des tendances les plus militantes ".

Le rôle des " idéologues démocrates progressistes " comme Klein est récupérateur en ce qu'ils se présentent eux-mêmes comme la voix - la plus construite - du " mouvement ", qu'ils peuvent alors représenter dans un dialogue avec les institutions démocratiques et les grandes entreprises qui viennent à la table des négociations. Tandis que ces tendances, qui acceptent la direction des idéologues démocrates, vont modérer leurs revendications dans l'espoir de telles négociations, les autres, les durs, deviennent une excroissance contre laquelle, plus tard, la répression de l'Etat gagne une plus grande légitimité.

Ce travail d'exclusion est évident dans la distinction tranchée que fait Klein entre " manifestations "et " émeutes ". Il répète le message pleurnichard et redondant des libéraux : " Le contenu du message est masqué par la violence et les dégâts ". En fait, comme souvent quelques réformistes le reconnaissent, s'il y a un effet incontournable des émeutes, c'est d'amener les gens à parler du sujet de l'émeute : l'émeute définit l'ordre du jour - peut-être au moins jusqu'à ce qu'elle devienne un rituel. *(Les démocrates progressistes ne comprennent pas le rapport entre l'Etat et les*

forces de la globalisation ; l'Etat cherche à faciliter l'accumulation du capital dans chaque aire nationale).

En appelant de leurs vœux un capitalisme acceptable, avec l'Etat comme organe d'intervention d'un contrôle démocratique, non seulement ces démocrates justifient l'aliénation qu'est le capital mais ils appréhendent également l'Etat de façon incorrecte comme un outil neutre. Ou peut-être plus sûrement, ils comprennent bien celui-ci, instinctivement : comme une structure nécessaire pour garantir la version du capitalisme dont ils sont partisans.

Le rapport aux mobilisations des anarchistes et du black bloc

(Les médias couvrent bien la présence des anarchistes dans les mobilisations, mais les anarchistes parlent à contre coeur dans les médias par crainte de la récupération, ils ont de toute façon un rôle déterminant dans la genèse et le développement des mobilisations)

(En Grande Bretagne, les anarchistes ont eu une forte influence dans le mouvement " Reclaim the Steet "- RTS - et lors de l'émeute dans la City le 18 juin 1999)

Bien que les organisateurs de Seattle ont été plutôt des démocrates / gauchistes, un anarchisme " soft "était présent : le Direct Action Network qui a introduit des formes anarchistes de prises de décisions. Contre cette sorte d'implication beaucoup d'anarchistes sur une ligne idéologique plus dure ont taxé ces militants de masse de manœuvre de la campagne libérale/gauchiste. Une brochure - " We are winning! the battle of Seattle. A personal account "- assure que de nombreux anarchistes étaient en colère contre la direction imposée par DAN refusant la violence contre les personnes et la propriété. (Cela est dû à l'histoire particulière de l'anarchisme aux Etats-Unis qui a une culture individualiste et non-historique).

Toutefois, une partie des anarchistes a trouvé à l'occasion de la mobilisation de Seattle le type d'intervention qui allait ensuite les définir lors des autres rassemblements : le black bloc. C'est cette association de l'anarchisme avec cette forme d'actions militantes qui a principalement défini les relations de l'anarchisme avec les mobilisations contre la " globalisation ".

Les émeutes qui, ce mois de juillet, ont dévasté Gênes ont permis aux organisations gauchistes de provoquer un retour de flamme contre le leadership du black bloc. Sur leurs propres bases idéologiques, et utilisant la mort de Carlo Giuliani, la fraction de la gauche démocratique du mouvement a diabolisé les manifestants violents dans une grande offensive de propagande en Italie. *(Infiltration par la police ; ceux qui avaient embrassé la tactique violente se sont retrouvés sur la défensive).* Il est alors nécessaire d'examiner les moyens que cette tactique a développés.

Le problème du black bloc durant ces événements est la contradiction entre son existence comme tactique et son existence comme identité idéologique et la manière dont, dans sa forme, le mouvement anti-globalisation contraint ces deux aspects à

coïncider. Pour contrer la propagande gauchiste qui décrit le black bloc comme un groupe homogène facilement identifiable et marginalisable (jeune, masculin, anarchiste, fanatique, nihiliste), d'autres ont insisté sur son hétérogénéité, sa fluidité et le fait qu'il est d'abord et avant tout une tactique.

A ce titre il est défini comme n'étant pas une identité idéologique, se transformant selon les contraintes pratiques que dictent l'endroit et le moment. Toutefois, bien que cela soit en partie vrai - et bien que certaines personnes à l'intérieur du black bloc le voient ou le souhaitent ainsi - , il y a une forte tendance à confondre radicalité et fétichisme dur de la violence. Une détermination, si ce n'est pas un trait caractéristique du black bloc, qui le distingue du simple combat de rue durant les manifestations, est l'existence d'un groupe associé engagé dans une forme d'action séparée du reste de la foule. Le black bloc cherche à se définir lui-même comme un groupe de militants habillés de noir qui travaillent ensemble, se protègent les uns les autres, affrontent les flics et attaquent la propriété, et par cela même se voient eux-mêmes comme l'aile radicale et autonome des manifestations. En pratique, la tendance black bloc s'adapte de façon significative aux conditions locales, mais n'échappe pas aux limites d'un rôle militant.

Seattle : l'idéologie anarchiste et le black bloc

La principale origine de la tactique du black bloc est le mouvement autonome allemand des années 70 et 80, connu pour sa large présence et sa grande organisation sur la scène des squats. Les autonomes se divisèrent entre une tendance anti-impérialiste s'identifiant avec la Fraction Armée Rouge et une tendance "social-révolutionnaire" fortement inspirée par l'autonomie italienne. La tactique du black bloc est plus liée au côté anti-impérialiste, ce à quoi on peut rattacher son avant-gardisme et son manque d'orientation vers la classe ouvrière - allemande -.

Il y a eu des formations black bloc inspirées par les blocs allemands aux Etats-Unis durant les années précédentes, mais elles n'eurent jamais vraiment d'impact, étant donné les énormes restrictions aux manifestations aux Etats-Unis, et le pouvoir de la police. Toutefois, à Seattle, le black bloc a remporté un grand succès en attaquant la propriété de grandes entreprises comme Nike et Starbucks. Dans un communiqué quelques membres du black bloc ont explicité leur tactique : ils décrivent leur pratique sophistiquée comme celle d'un groupe qui échappe à des coups sérieux en demeurant constamment en mouvement et en évitant les engagements avec la police, mais ils présentent leurs actions contre la propriété comme symbolique : ce qui importe c'est la "destruction de symboles", le "nombre de fétiches brisés". Ils affirment également que leur action est en phase avec l'aspect "anti-grande-entreprise" du mouvement, sous-entendant qu'ils sont contre toutes les relations de propriété. Etant donné les cibles limitées des manifestations, les pacifistes qu'ils tournent en dérision sont probablement plus efficaces en bloquant le centre de la ville. Il n'est pas suffisant d'opposer aux pacifistes un spectacle de violence, en espérant que cela dévoilera la mauvaise odeur de l'idéalisme hippie, comme un "exorcisme". Opposer une action militante dure comme

étant une action " en soi " contre le NVDA (Non Violent Direct Action) révèle seulement une grande confusion idéologique.

A Seattle, ce qui a le mieux défini le black bloc, c'est son isolement du reste du mouvement. Ils étaient peu. Ils ont eu à affronter l'incompréhension du reste de la foule, et même à se défendre eux-mêmes contre les " flics pacifistes ". Ils ont eu à défendre leurs actions en reprenant les termes mêmes des " démocrates " (*liberals*). Là, le black bloc comme tactique était inséparable de son identité particulière. En même temps, le black bloc peut considérer que l'énorme impact international de Seattle est dû en partie à son action.

Le black bloc de Seattle a été plus tard stigmatisé comme " un groupe d'anarchistes venu d'Eugène et qui suivent le primitiviste John Zerzan ". Cela exagère l'influence du primitivisme sur le black bloc en particulier et sur l'anarchisme américain en général. Toutefois, l'attrait du primitivisme, avec son fétichisme anti-technologique et son absence d'analyse de classe, est une expression du très large mode de vie en ghetto de l'anarchisme américain. Une limite du black bloc en Amérique est son intérêt pour ce qui a trait à cette culture. Mais naturellement, dans le voisinage du " mouvement " anti-globalisation, cette espèce de style de vie avant-gardiste peut sembler être le radicalisme contre les démocrates (*liberals*). Si cela avait été impliqué dans un mouvement de classe cela aurait amené les anarchistes à remettre en cause leur séparation.

Les émeutes de Washington, bien qu'elles présentent un plus haut degré de répression policière, ont révélé une avancée dans le niveau de collaboration entre manifestants " violents " et " non-violents ". La décision de ne pas s'affronter a débouché sur une coordination et une collaboration effective entre les différentes tactiques, et sur le fait de ne pas gêner l'autre. Les positions idéologiques de chacun des deux groupes ont commencé à disparaître dans des considérations pratiques.

Grande Bretagne

Tandis que quelques activistes britanniques sont tombés amoureux du black bloc et de ses tactiques, et ont joyeusement espéré un sommet auquel prendre part, les manifestations " anti-capitalistes " en Grande Bretagne - J18 ; Mayday 2000 et 2001 - n'ont pas eu de black blocs. Des gens se sont masqués et habillés de noir pour éviter la surveillance, mais il n'y eut pas la même ségrégation sur la scène activiste entre " démocrates " et militants. Quand les bagarres sont arrivées, ceux qui y prirent part, en fait, n'étaient souvent pas des " politicos ". Une telle situation a pu se développer de par l'absence d'une gauche institutionnelle encadrant les événements. La tolérance du style " chacun pour soi " de la foule hippie a aidé à cela. Néanmoins, après la surprise du J18, le nombre limité de participants a permis à la police de contrôler les événements suivants.

Prague et Québec

La tactique du black bloc a été utilisée à Prague en septembre 2000, d'une façon totalement différente qu'à Seattle. Informé des différentes tendances qui pourraient être présentes ce jour là, et des tensions qui pourraient survenir entre elles, le groupe organisateur, Inpeg, décida d'organiser, pour encercler la conférence, un effort séparé mais concerté. Trois itinéraires différents pouvaient être utilisés pour approcher la zone interdite, chacun correspondant à une tendance politique différente. Chacun pouvait se joindre au groupe de son choix - les "créatifs" dans le bloc rose (pendant la journée les "créatifs" du RTS ne furent pas satisfaits de leur colonne à cause de leur rassemblement avec les trotskistes et d'autres gauchistes, pour cela ils formèrent une quatrième colonne propre "rose et argent"), Ya Basta! et politicos-rabougris ("stunt-políticos") dans le bloc jaune, le black bloc dans le bloc bleu. En outre, chacun pouvait aider l'autre pour diviser les forces de la police dans une attaque unifiée contre la conférence (à la différence de Seattle ou de Gênes). Quelques éléments du black bloc parvinrent réellement au rez-de-chaussée du centre de conférence avec la colonne rose et argent, aidé par les assauts du bloc bleu sur les lignes de police lors de différentes approches. Le bloc bleu ne fit pas trop bouger les lignes mais blessa beaucoup de flics. Ce fut l'action la plus ciblée du black bloc jusque là, mais quelques uns d'entre eux se demandèrent si en un sens elle n'était pas trop ciblée - "est-ce que viser le centre de conférence suggère un soutien au programme réformiste des "démocrates"? " - comme si en visant indirectement les conférences en dévastant la cité hôte ne revenait pas au même.

Comme nous le disions plus haut, Québec, en avril 2001, a vu le plus grand nombre de soutiens publics pour une action du black bloc,. Ce fut là que le black bloc comme tactique, en défonçant la très impopulaire palissade, s'est réellement connecté au sentiment de la marche et de beaucoup de personnes dans la ville. L'initiative du black bloc se révéla un moment charnière (les spectateurs le rejoignirent après la première attaque contre la palissade). Le bloc, en tant que force organisée et déterminée a pratiquement été considéré comme l'égal des combattants pacifistes de Ghandi, comme le montre un témoignage sur Indymédia. Des dames âgées de Québec ont été vues tenant des affiches disant "Dieu bénisse les gars en noir".

Gênes - le black bloc sous l'attaque.

La manifestation de juin 2001 à Göteborg contre le sommet de l'Union Européenne dégénéra en une vaste émeute des militants du black bloc et vit le premier tir contre un manifestant. La principale victime des tirs, dans un état critique pendant plusieurs semaines, était un Suédois, et il semble que la scène anarchiste suédoise a fourni beaucoup d'éléments au black bloc. A un moment, le black bloc accula les flics à la retraite (les images de la télé montre ce qui ressemble assez à une déroute) et Göteborg vit quelques uns des affrontements les plus intenses avec la police. Contrairement à Prague, le black bloc était en mauvais termes avec les éléments

pacifistes dont le pique-nique au soleil dans le parc fut interrompu par les charges de police contre les émeutiers.

A Gênes, le black bloc était dispersé et répandu sur une large étendue, et leurs vêtements étaient devenus bariolés et de couleurs plus claires, adaptés aux conditions italiennes - c'est-à-dire la chaleur et une faible surveillance par vidéo. Les participants ont débattu de la composition des blocs militants. Certains disent qu'il y avait beaucoup de locaux impliqués et que cela prouvait que Gênes était la manifestation contre les sommets plus socialement connectée. D'autres défendent que bien que la population fut amicale et en général aida, la plupart des locaux présents lors des émeutes n'étaient que des spectateurs médusés, qui peuvent avoir aidé le black bloc en certaines occasions, mais qui, de façon générale, considéraient l'événement comme un spectacle extraordinaire, ce que dans un certain sens il était.

Il y avait, à Gênes, de nombreux éléments du black bloc originaires de pays différents, ainsi que de nombreux blocs peu organisés, mais à nouveau les problèmes de la façon d'agir du black bloc sont réapparus, ce qui a entraîné des bagarres entre différents groupes de militants le vendredi. Une section du black bloc, à la jonction des COBAS et de l'activité du black bloc, attaqua les flics trop tôt dans l'avancée de la manifestation. Les flics intervinrent et dispersèrent la foule. Les Cobas furent en colère contre la première sortie du black bloc. Ceux des COBAS qui avaient rejoint la manifestation avec le black bloc se préparaient, comme ils le firent, à affronter les flics et à attaquer la zone interdite. C'était, apparemment, la tendance la plus militante des COBAS.

Plus tard ils se battirent avec le black bloc pour l'empêcher de continuer à les suivre jusqu'à leur point de rassemblement, les menaçant réellement de jeter le bloc dans les bras des flics. Le black bloc insista et fut finalement admis parmi eux. Il semble qu'une certaine culture anarchiste européenne avec son fétichisme obsessionnel du combat de rue peut être vue à l'œuvre dans cet épisode. D'autres font remarquer que beaucoup d'anarchistes dans le bloc étaient très contents d'agir tactiquement en compagnie des COBAS et que les problèmes eurent pour origine les actions de quelques éléments stupides, et d'une absence d'organisation à la base.

Sur le Corso Torino (lieu de la plus grande manifestation du samedi, largement dominé par la gauche institutionnelle) de jeunes anarcho-punks et d'autres dans le black bloc qui accompagnaient le défilé étaient très contents de détruire les banques et les stations services, et, lorsque cela fut fait, d'attaquer des cibles insignifiantes comme les arrêts de bus et les panneaux de signalisation. Certains mirent le feu à une station service qui était près d'un bloc d'immeubles, d'autre virent la stupidité de cet acte, et éteignirent le feu. Pour certains, le plus important était de marquer d'entailles les cibles détruites, au lieu de penser à développer un effort concerté contre les flics, ce que d'autres pensaient être plus approprié. Toutefois, une barricade efficace fut construite sous un pont de chemin de fer et resta en feu, ce qui retarda l'avancée de la police.

La plupart du temps, la police progressait lentement, attaquant aux lacrymogènes, ce qui chaque fois provoquait la panique dans la foule qui battait en

retraite. Finalement, la foule fut chassée du Corso Torino par un véhicule blindé. L'ensemble fut assez rituel et ennuyeux. Au même moment, une autre partie de la manifestation fut prise au piège en face du centre de convergence par un mouvement de police déclenché par une attaque du black bloc. Après un bref affrontement avec les éléments du black bloc qui étaient restés, la police avança en menant une attaque vicieuse, tirant une grande quantité de gaz lacrymogène et chargeant la foule avec des véhicules blindés, l'effet de cette action fut complétée par l'action des membres de *Rifondazione* faisant la chaîne pour empêcher les gens de s'échapper. Ce fut un carnage effrayant et il est surprenant qu'il n'y ait eu aucun mort.

Beaucoup furent en colère et consternés qu'aucune réponse concertée n'ait pu être faite à la mort de Carlo Giuliani le jour suivant. Sans un puissant mouvement enraciné, les émeutiers furent impuissants devant le meurtre d'Etat d'un des leurs - beaucoup quittèrent Gênes l'après-midi même.

Il faut dire que l'on ne pouvait pas faire grand chose d'autre. La plus grande partie du bloc n'étaient pas équipée de bons masques à gaz et de bonnes armes, ainsi la meilleure solution était de se replier et de se disperser face à l'avance de la police qui causait des ravages. En ce sens, Gênes fut aussi le plus grand succès du black bloc étant donné l'énorme accumulation de dégâts causés à la propriété (plus de trente banques détruites), et la plus grande extension des émeutes sur la ville. Si les autorités parvinrent à défendre la conférence avec succès, la crainte des casseurs demeure encore. L'extension vers d'autres cibles peut être vue en elle-même comme une évolution positive du mouvement par rapport à l'identification du capital à quelques individus cupides conspirant derrière une palissade. Mais encore une fois, c'est une généralisation extrêmement limitée par la forme du mouvement tel qu'il est : "vous faites un théâtre de rue symbolique et inutile sous les portes de la conférence, nous, nous effectuons des destructions concrètement symboliques de toutes sortes de manifestations du capital" - c'est-à-dire que la pratique est confondue avec le bris de vitrines.

Mais on ne peut pas simplement attribuer les insuffisances des événements de Gênes à l'idéologie des militants. D'une part, les gens viennent de l'extérieur pour chaque événement avec leur bagage idéologique. D'autre part, c'est la limitation du mouvement qui empêche le moment de vérité dans ce mouvement militant de se réaliser en tant que partie d'un vrai mouvement contre le capital.

De façon encourageante, dans les discussions après Gênes, on peut voir que beaucoup qui s'identifiaient avec le black bloc sont parvenus à une compréhension de ses limites après ses succès et ses échecs à Gênes.

Sous le prétexte d'exprimer son action militante et d'éviter l'échec d'une confrontation avec l'Etat, le black bloc tend à devenir une sorte de bande de casseurs errante et sans racines (et une grande partie de son succès tient justement à cela). Pourtant en faisant cela, ses actions s'isolent par rapport aux buts immédiats de la mobilisation, aussi longtemps qu'il n'est pas relié à un mouvement social plus large qui pourrait rendre ses actions militantes utiles (ou hors-sujet!). Comme telles ses perspectives ne peuvent être que de présenter ses actions d'une manière qui s'accorde avec les principes de base de l'idéologie "démocratico-gauchiste" et "anti-

globalisation "(du lobbying avec des cocktails molotov), ou de célébrer ses actes comme des pratiques autonomes contre l'Etat et le capital (une coupure positive avec le courant dominant du mouvement aussi loin qu'il puisse aller). Toutefois, alors que cela renforce sa singularité, cela ne nous avance pas beaucoup pratiquement. Dans le long terme, sans un plus large mouvement qui lui donnerait un sens, une telle pratique ne peut être autre que symbolique et un exorcisme.

Une complication supplémentaire dans la dynamique des mobilisations " anti-globalisation "est que, objectivement, ce sont les actions militantes des casseurs qui ont créé un véritable problème pour les autorités. Sous l'attaque, les institutions capitalistes peuvent avec assez de succès se barricader, mais il n'est pas acceptable pour l'Etat que le black bloc bloque tout le reste de la ville, leur dérobant également, par leur violence, la vedette dans les médias.

Le mouvement pour la gauche traditionnelle

(Le mouvement s'est développé en Grande -Bretagne sans la présence de la gauche traditionnelle, essentiellement les trotskistes du SWP, les plus opportunistes, tous leurs efforts pour relayer le mouvement sont tombés à plat). (...).

Quand le SWP a tardivement essayé de se relier au mouvement " anti-globalisation "ce fut au travers de la campagne " abolir la dette "(*" drop the debt "*), avec une tentative d'appel aux groupes les plus " démocrates "(*liberals*) et les plus liés à l'Eglise, dans et autour d'événements comme la manifestation contre le G 7, à Birmingham, en 1998.

Le SWP comme l'alternative démocrate radicale (radical liberal alternative)

(Le SWP totalement absent du 18 juin ; c'est après les événements de Seattle que les trotskistes ont commencé à être très excités par ce qu'ils appelaient le mouvement " anti-capitaliste ". Le SWP s'engage tardivement dans le PGA - People's Global Action - en même temps qu'avec les meneurs du mouvement démocrate-progressiste - Klein, Susan Georges, etc. -, et même Tony Benn - gauche du Labour. Ils cherchent à créer des organisations récupératrices)

Le SWP a complété ces débats et son activité organisationnelle par un travail idéologique considérable consistant en une réécriture du " mouvement anti-capitaliste ". Tandis qu'ils considèrent le J 18 comme un signe passager - pour beaucoup d'entre nous, le début de la mobilisation " anti-capitaliste "de masse - le SWP, comme la plus grande partie de la gauche occidentale, date le début du mouvement des événements de Seattle. En un sens, c'est justifié. Seattle visait un sommet international, tandis le J 18 à Londres visait les institutions de la City plutôt qu'un sommet particulier. Toutefois, Seattle ne fut pas seulement une mobilisation très massive (spécialement pour les USA qui n'avaient connu que de petites actions de masse durant ces dernières années), mais

aussi saisissante quant à ses cibles. En revanche, Seattle a d'autres traits caractéristiques qui empêchent de le considérer comme le point de départ du " mouvement ": en particulier, nous l'avons dit plus haut, il fut dominé par une tendance démocrate-progressiste qui combattit la violence et tenta de marginaliser les éléments les plus militants et les plus radicaux.

Débattre avec les démocrates-progressistes et négliger certains aspects de l'histoire du " mouvement " permet au SWP de se positionner comme l'alternative radicale. (...)

Bien sûr, les gens finiront par trouver l'approche " démocrate " profondément inadéquate ; le SWP espère que les gens chercheront une alternative radicale à l'intérieur du contexte qu'il définit et qui le rend attractif. Le SWP reste très discret sur les tendances plus radicales comme les anarchistes ou les " *Tutte bianche* " alors qu'il parle beaucoup des " démocrates ". Démocrates et SWP se soutiennent mutuellement. Ceux qui observent l'action du SWP aujourd'hui seront conscients qu'il a basculé vers la droite. Il est évident que leur pratique dans " Résistance Globale " montre qu'ils sont maintenant en train d'essayer de se positionner comme de respectables démocrates (libéraux). (*Ils demandent à l'Etat plus d'intervention et un contrôle de la finance internationale*). En théorie, comme léniniste, le SWP devrait bien sûr défendre que l'Etat (bourgeois) ne peut simplement être pris mais qu'il doit être détruit pour ouvrir la voie à un " Etat ouvrier ". Mais, comme opportuniste, le SWP est quasiment semblable à ses partenaires " démocrates ", considérant l'Etat comme organe neutre plutôt que comme fonction historique nécessaire de l'accumulation du capital.

Encore plus de politique ennuyeuse

Sur cette question de l'Etat, beaucoup ont vu dans les mobilisations " anti-capitalistes " britanniques et leurs mouvements précurseurs une alternative au bulletin de vote : des milliers de gens tentent de développer des formes d'action directe parce que les institutions de la démocratie sont comprises comme faisant partie du problème. Mais pour le SWP, les mobilisations sont une occasion pour donner à ce moyen aliéné une importance refondée et un renouveau. Ainsi, ils ont promu " L'Alliance Socialiste " comme un moyen de mener à terme les buts supposés du " mouvement anti-capitaliste ", essayant de faire revenir les gens dans l'impasse des politiques électorales.

Une autre caractéristique stimulante de quelques unes des mobilisations " anti-capitalistes " et de leurs précurseurs du RTS, au moins en Grande-Bretagne, a été la façon dont à l'occasion elles ont noué des liens avec des ouvriers en lutte. Par exemple : la manifestation du RTS avec les dockers pillards de Trafalgar Square en 1997 (la " Marche de la Justice Sociale ") ; l'occupation des docks de la Mersey et les occupations des lignes et des bureaux en soutien aux travailleurs du métro en grève en 1996. Dans ces exemples, plutôt que la solidarité passive et les initiatives syndicales mettant fin aux grèves qui sont habituellement offertes de l'extérieur aux groupes d'ouvriers en grève, il y avait une tentative d'intervenir avec les méthodes du

mouvement d'action directe. Dans quelques cas, ouvriers et activistes, ensemble, furent aspirés par ce qui arrivait ; ils parvinrent à une compréhension différente les uns des autres et à entrevoir des possibilités de luttes liant les objectifs alimentaires et des envies " utopiques "(révolution, résistance écologique). (En note, les déclarations d'un docker de la Mersey : " fuck you and your jobs and your slave labour "; il parle également des militants de RTS comme d'une brise d'air frais avec leur refus du travail salarié : " il faut prendre en considération ce qu'ils disent. "). Comme nous le disions alors, la faiblesse même du mouvement ouvrier était une partie de la raison pour laquelle le soutien aux formes d'occupations du RTS devinrent si importantes pour quelques luttes ouvrières : dans la mesure où l'efficacité des médiations du mouvement ouvrier a décliné, " l'action directe "est devenue² plus nécessaire, plus applicable et pertinente.

Toutefois, le SWP et d'autres trotskistes ont trouvé d'autres raisons de s'intéresser au mouvement. Seattle et l'interruption de la conférence de l'OMC n'ont pas seulement impliqué le mouvement environnementaliste et les militants anti-dette ou anti " bagnes à sueur ", mais ont également généré une importante manifestation organisée par l'AFL-CIO, l'équivalent américain du TUC. Pour le SWP, le " mouvement anti-capitaliste "est et doit être fondé sur diverses luttes syndicales dans le monde. Ce qui est aussi vital pour que les syndicats gardent un sens : pour les trots, les liens entre les syndicats et les autres dans le mouvement " anti-capitaliste "sont essentiels. Toutefois, ce que le SWP ne peut pas pleinement comprendre c'est la résistance des ouvriers aux syndicats, jusqu'à l'intérieur des mobilisations. Ainsi, par exemple, bien que les syndicats aient organisé un défilé traditionnel à Seattle, beaucoup d'ouvriers présents l'ont rejeté et, à la place, ont rejoint les éléments les plus militants dans l'action directe.

(Suit une critique de la tactique électorale des trotskistes, tactique destinée à enlever aux ouvriers leurs illusions, l'appel à l'Etat n'est pas seulement une tactique opportuniste mais peut se relier à la conception léniniste générale du capital comme anarchie du marché. Puis une critique de la révolution comme affaire de parti ... Ce n'est pas le parti, mais les luttes elles-mêmes qui dissolvent les illusions).

Le moment de vérité dans l'approche du SWP est la tentative de se relier aux luttes de la classe ouvrière : c'est-à-dire la tentative de saisir les récentes mobilisations comme des actions de classe. Cela rend leur analyse supérieure à celle des " démocrates progressistes ". Le problème est d'abord la façon dont le SWP identifie la classe avec sa représentation (c'est-à-dire le mouvement ouvrier), et, ensuite, la manière dont il se relie à de telles luttes de classe : comme *mercenaires* plutôt que comme êtres humains. *(De par ses positions, de par notre expérience du SWP et des autres trots et de par sa faiblesse actuelle, il n'y a rien à craindre de lui).*

En outre, l'absence de structure et le côté informel même du " mouvement anti-capitaliste "en Grande Bretagne rend difficile pour le SWP de s'en emparer selon la manière habituelle. *(Le SWP en définissant son action comme " politique radicale "dégoûte en fait les gens participant aux mobilisations de la " politique radicale "en général).*

La relation de " Ya Basta! "avec les mobilisations

L'approche de *Ya Basta!* - la pratique de *Tutte Bianche* - est apparue comme un renouveau dans le militantisme anti-capitaliste à quelques personnes en Grande-Bretagne, renouveau qui dépasse simultanément l'absence d'organisation du black bloc et le brutal ouvriérisme des Trots. (...).

L'arrière-plan politique de *Ya Basta!* (dans les restes de l'*Autonomie*) et leur inspiration propre (les Zapatistes) leur donnent également une certaine crédibilité. La capacité de *Ya Basta!* d'atteindre ses buts - détournement de trains, gestion de centres sociaux, résistance à la violence des flics - accroît leur attrait : il pouvait apparaître à beaucoup que c'était une tendance assez puissante pour transformer les volontés " anti-capitalistes "en une réalité concrète.

Des symboles pour des citoyens

Toutefois, quelque-uns avaient fait l'expérience de la pratique de *Ya Basta!* comme étant au fond guère moins aliénée que celle des vieux partis léninistes ancienne manière, cette approche passée de mode qu'ils avaient parait-il dépassée : ils sont essentiellement une autre organisation hiérarchique qui, pour atteindre ses buts, étouffera effectivement les autres tendances de la foule.

Et finalement quels sont ces buts ? Les raisons de s'habiller de blanc et de mener une manifestation incluent le fait de s'exposer prétendument à la brutalité des flics et de définir une nouvelle " voie moyenne "entre la violence et la non-violence. Dans un climat politique italien dans lequel la violence est presque une routine, *Ya Basta!* doit au moins se présenter comme prêt à la confrontation pour obtenir une crédibilité radicale. Même s'il s'agit d'une forme symbolique de confrontation ; et naturellement toutes leurs déclarations publiques insistent sur l'importance des " symboles "et de la " communication ".

Ya Basta! dément avec vigueur les accusations selon lesquelles leurs confrontations sont pré-arrangées avec les flics, citant de réelles blessures comme preuves. Encore après Gênes, Luca Casarini, le meneur des *Tute Bianche*, pleurnichait que la police avait trompé les *Tutte Bianche* en négligeant leur accord mutuel de conduite ! *Ya Basta!* raille l'accusation de spectacle car ils pensent naturellement que le message compte plus que la pratique qui le produit. Leur activité est essentiellement orientée vers la " société civile "au travers des mass médias. Mais à qui est destiné le témoignage de leurs actions à travers les médias ? Qui sont les pauvres d'esprit qui ont besoin de *Ya Basta!* pour comprendre la nature des flics ? le rejet d'une identité ouvrière de la part de *Ya Basta!* et des autres *Tute Bianche* est lié au désespoir " post-fordiste "que la classe ouvrière elle-même puisse être le sujet de l'histoire. De là, particulièrement dans le nord de l'Italie, l'audience que *Ya Basta!* tente d'attirer

apparaît comme la même classe moyenne et de même milieu étudiant qui composent la base de sa direction.

Dans le sud de l'Italie où les conditions sont beaucoup plus dures, beaucoup de partisans de *Ya Basta!* proviennent d'un milieu ouvrier. Mais l'implication de plus d'éléments prolétariens dans *Ya Basta!* fait partie de la récupération même que nous avons décrite. (...)

Si l'accent mis sur l'image a un arrière goût de post-modernisme, il n'est que concordant avec la politique de *Ya Basta!*. Ils disent s'appuyer sur les *Grundrisse* - mais de la même façon que le Negri tardif : le même abandon de la notion de prolétariat comme la classe universelle capable d'empoigner et de dépasser le capital comme totalité. En conséquence ils ne sont certainement pas communistes. Et pas révolutionnaires non plus : plutôt que d'abolir l'Etat et le capital, ils luttent - à travers des moyens aussi imaginaires que " la grève générale de la citoyenneté " - pour la pleine réalisation du sujet bourgeois sous la forme d'un revenu de citoyenneté et autres droits universels, et cela pas en tant que simples " revendications de transition ". Le sujet de cette lutte c'est la " multitude " - en particulier, les " invisibles ", comme les *sans papiers*, ce que symbolise la tunique blanche.

D'une part, *Ya Basta!* et les autres *Tute Bianche* prennent la position post-autonomia / post-moderniste selon laquelle la différence et la pluralité, c'est-à-dire la fragmentation, est la force du mouvement, selon laquelle toutes ces sortes de tactiques différentes sont nécessaires. Ils se réfèrent même au soutien à la coopération avec le black bloc à Québec et Göteborg. D'autre part, ils ont aussi attaqué ceux dont la tactique diffère de la leur. Certains des leurs se sont battus avec des éléments du black bloc à Gênes, car ils leur reprochaient la violence de la police. De plus, alors que *Ya Basta!* accuse le black bloc d'être infiltré par les flics, ils coopèrent eux-mêmes tout le temps avec ces derniers. Alors qu'une critique de la manière de faire du black bloc est nécessaire, l'analyse de cette tactique par *Ya Basta!* est aussi fausse qu'hypocrite. Le fait est que l'approche symbolique de *Ya Basta!* n'a simplement pas marché à Gênes parce que les flics avaient décidé d'être réellement durs : ils avaient pour mission que la foule n'interrompe pas la conférence, comme cela avait été le cas lors de rassemblements précédents. La méthode de *Ya Basta!* n'a pas marché en dépit des buts des organisateurs : leurs boucliers, leurs casques, leurs masques à gaz et leurs rembourrages ne furent pas utilisés par les participants simplement comme des moyens de défense mais aussi comme des armes réelles en réponse à l'attaque des flics.

Ya Basta! a été critiqué par le SWP comme étant post-moderne, élitiste, et inefficace. " *Workers Powers* " les a critiqué pour avoir agi comme des flics. *Ya Basta!* répond en accusant ces gauchistes de n'être que des léninistes vieux style étouffés dans l'orthodoxie marxiste. Toutes ces critiques sont justes. Les différences superficielles entre *Ya Basta!* et les Trots cachent leurs profondes similitudes. Dans la mesure où ils défendent le fait que la lutte devrait porter sur des objectifs tels qu'une distribution plus équitable (du travail aliéné), les droits des citoyens, le contrôle démocratique des

ressources, etc. Ils évoluent en totalité à l'intérieur de la pensée bourgeoise. Les Trots et les " post-léninistes " de *Ya Basta!* sont réellement le reflet l'un de l'autre.

Le radicalisme comme réformisme

Ya Basta! est apparu dans les centres sociaux où le mouvement autonome s'est réfugié après la défaite de la fin des années 70. En fait, une racine de leur propension à négocier avec les flics peut se trouver dans le passé de leur équipe dirigeante sur la scène autonome de Padoue dans les années 80 qui était devenue si petite que les activistes restant et les flics pouvaient presque s'appeler par leur prénom. L'arrière-plan social et historique de *Ya Basta!* a facilité le développement de traits spécifiques de l'*autonomia* comme rationnels pour un réformisme récupérateur, un défaitisme habillé en nouvelle vision du " changement social " (1, voir à la fin du texte). L'exemple le plus lumineux de cela sont les liens institutionnels qu'ils célèbrent comme un signe de leurs succès. Le mouvement plus large des *Tute Bianche* en Italie, dont *Ya Basta!* est une composante, a flirté avec les autorités depuis le début des années 90. Les *Tute Bianche* ont des liens financiers considérables et des arrangements avec les autorités. Cela inclut leur partenariat et leur soutien par des sections de l'ex-Parti Communiste *Rifondazione Comunista* et le soutien étatique de quelques centres sociaux dans lesquels ils sont impliqués. Ces liens formels ainsi que leur dialogue avec les autorités, leur présence aux élections locales, pire encore, leur appartenance aux coopératives de l'économie solidaire (qui ont sapé les salaires des autres travailleurs), et la présence des *Tute Bianche* comme partie prenante de la construction de la " société civile ", sont capables de mener à bonne fin les réformes qu'ils désirent. Peut-il y avoir une plus grande évidence de la faiblesse d'un mouvement ? !

La menace que représente *Ya Basta!* est celle de la récupération de l'énergie et des activités des éléments les plus radicaux pour un projet réformiste dans et autour des mobilisations anti-globalisation. Avec leurs manœuvres et leur opportunisme, les *Tute Bianche* peuvent être vues, en Italie, comme une malhonnêteté de plus. Mais dans d'autres pays, ils apparaissent comme l'alternative radicale que les gens étaient en train de rechercher. A travers leur occupation d'une " situation symbolique ", une perspective radicale - incarnée dans les centres sociaux autorisés - peut apparemment se développer en association avec les rapports sociaux capitalistes. De telles réformes " réalisables " transforment la révolution totale en un objectif mouvant.

Lors de quelques événements " anti-capitalistes ", les limites de l'approche de *Ya Basta!* ont été identifiées par des membres de *Ya Basta!* eux-mêmes, et la direction, avec son programme gauchiste-réformiste post-moderne, n'a pas toujours été capable de ramener l'ordre dans les rangs. A Gênes, *Ya Basta!* a, à nouveau, essayé de décréter une alternative au combat de rue avec les flics. Mais à cette occasion la notion de " dépassement de la violence et de la non-violence " est apparue pour ce qu'elle est - une rhétorique creuse - et quelques *Tute Bianche* ont rejoint les émeutes. De la part des *Tute*

Bianche, vu leur histoire faite d'abstention et de lancement de projectiles, c'était en fait faire ce que l'autre n'attendait pas, mais pas de la façon espérée par la direction de *Ya Basta!*.

De l'idéologie à la théorie

En Grande-Bretagne, où les récentes mobilisations ont souvent été interprétées comme plus radicales, " anti-capitalisme " plutôt que " anti-globalisation ", certains ont le sentiment que le sommet du mouvement est déjà passé. Les fêtes de rue du RTS commencèrent en 1995 et ont culminé dans le réjouissant " Carnaval contre le capital " du 18 juin ; mais les événements " anti-capitalistes " qui ont suivi - Euston le 30 novembre 1999, 1^{er} mai 2000 et 2001 - ont été des succès plus modestes et moins dépourvus d'ambiguïtés. Tous ces événements diffèrent de ceux de Seattle, Prague, et Gênes, qui continuent à exciter et intéresser les gens, en ce qu'ils n'ont pas été concentrés sur un Sommet. A vrai dire, la raison pour laquelle ils ont été progressivement moins suivis est peut-être l'absence d'une spécialisation et d'une cible particulière. La perception que le " mouvement " est déjà déclinant reflète peut-être le même " anglo-centrisme " qui limite nécessairement les analyses que nous avons exposées.

Néanmoins, les mobilisations de masse centrées sur un Sommet ne peuvent en elles-mêmes constituer un mouvement, aussi impressionnantes soient elles. La tentative de lier ces mobilisations de masse avec des expressions particulières de la résistance à la rationalisation économique que nous avons vue dans divers pays - y compris les grèves, les mouvements pour la terre, les occupations d'étudiants - est absolument nécessaire. En ce sens, les idéologues ont raison. Mais remarquer, avec pertinence, que les différentes luttes sont liées par une relation commune au capital global n'est pas nécessairement la même chose que d'observer si et comment ces diverses luttes sont reliées entre elles dans la pratique, en tant que sujet collectif.

La reconnaissance que différentes activités et tendances représentent ensemble un mouvement est un élément nécessaire de n'importe quel développement d'un mouvement. Mais poser une unité qui n'existe pas - faire des commentaires sur des contradictions - ne peut en soi servir à créer un mouvement. De plus, pour les idéologues, dans le but de parvenir à une certaine hégémonie, il est nécessaire de proclamer que ce qui est arrivé est naturellement un mouvement - et ainsi de geler les limites actuelles.

En conséquence, les " démocrates ", les gauchistes et *Ya Basta!* ont fait de bruyantes déclarations pour dire qu'il s'agit d'un mouvement unique. Excepté peut-être le black bloc, chaque tendance que nous avons critiquée ici a cherché à définir un sujet particulier du mouvement qui serait le produit de conditions historiques spécifiques. Définir ces conditions historiques spécifiques est donc inclus dans la tentative de comprendre la nature du " mouvement ". Pour la plupart, leur définition de ces conditions sont idéologiques : " globalisation ", " néo-libéralisme ", l'émergence de la

" société civile " et la " multitude " comme nouveau sujet. Le black bloc, au contraire, se définit simplement comme une pratique du combat de rue et d'attaque de la propriété - et donc pourrait peut-être proclamer qu'il est non-idéologique. Mais, comme nous l'avons vu, la tactique est elle-même idéologique dans la mesure où elle est fétichisée comme une identité politique. Chacune des quatre tendances que nous avons examinées possède donc une compréhension idéologique du supposé " mouvement " - déformée et unilatérale. Chacune prend un aspect des différentes luttes et pratiques - l' (anti) logo, les travailleurs organisés en grève, les invisibles voulant devenir citoyens, le cassage de la propriété et le combat avec les flics - pour le secret de la totalité.

Mais qu'elle est la totalité - l'essence - du phénomène anti " globalisation " ?

Une perspective ne voudrait voir que la composition " classe moyenne " démocrate de la direction du mouvement, son soutien par le mouvement ouvrier représentatif, et leur programme réformiste de partage. Sur cette base, certains voudraient traiter brièvement ce qui est arrivé comme ayant peu d'importance pour la lutte de classe.

Une approche différente de la question voudrait ignorer entièrement la direction et l'idéologie et se concentrer seulement sur les actions radicales de beaucoup de participants et sur le climat de résistance aux forces de l'Etat qu'elles ont engendrées au cours de ces mobilisations. De ce point de vue, le phénomène anti- " globalisation " est naturellement partie prenante de la lutte de classe.

Nous avons défendu précédemment (Editorial Aufheben n° 8) que s'il doit y avoir un " mouvement anti-capitaliste ", alors il doit se constituer lui-même comme le prolétariat, la négation déterminée du capital. Cela signifierait non seulement rompre avec l'hégémonie " démocratico-gauchiste ", mais aussi - et naturellement centralement - être relié pratiquement aux autres sections du prolétariat mondial.

En termes de rupture avec l'hégémonie démocratico-gauchiste, l'accent mis dans cet article sur les idées et les idéologues reflète simplement le fait que le phénomène " anti-globalisation " n'existe au jour le jour que comme mouvement politique.

En tant que phénomène d'alliance de classes et quelque peu informe, il est une lutte idéologique. A cause de cela, même si de nombreuses actions des participants sont des contributions à la lutte de classe, la question de l'idéologie devait être posée.

En termes de connections concrètes avec l'ensemble de la classe ouvrière, on ne peut bien sûr dépasser les distinctions : de nombreux éléments prolétariens ont été impliqués dans les mobilisations anti- " globalisation ". Mais ils ne peuvent se relier abstraitement avec une classe ouvrière plus large - c'est-à-dire à travers la présence aux manifestations des syndicats comme représentations de la classe ouvrière. De telles connections peuvent seulement être réalisées au travers de la lutte elle-même. Leurs échecs jusqu'à maintenant, et à cause de cela les limites des mobilisations elles-mêmes, sont en grande partie le reflet du faible niveau des luttes sociales. Cette absence, à son tour, est le résultat des défaites historiques dans la lutte de classe auxquelles nous avons assisté depuis 20 ou 30 ans. A cause de cela les mobilisations contre la " globalisation " peuvent de venir un mouvement social plutôt que simplement un

phénomène politique seulement dans le sens où elles deviendraient un élément d'une reprise plus générale de la lutte de classe.

Aufheben n° 10 ; septembre 2001

(1) Ce point est bien développé par Neil Fernandez, reprenant des arguments exprimés par *Insurrezione* : la compréhension théorique par l'Autonomie italienne du fait que la prise du pouvoir par la classe ouvrière est nécessairement une rupture tendancielle dans la réalisation des nécessités du capital, tant qu'elle reste détachée d'une complète compréhension des modes d'intégration, peut rendre possible un mouvement partant de l'ouvriérisme originel des années 60 vers une appréciation positive de diverses sortes d'accommodation, ou au moins à un abandon du besoin de les critiquer sans distinction. L'idée d'une révolution communiste globale peut alors être transformée en un concept d'occupation contestataire permanente d'une " aire de l'autonomie " militante et sous-culturelle, correspondant en réalité à une forme d'autogestion.

Après Gênes

Ce texte est à la fois une suite du texte publié dans TC 17 sur " Le Mouvement d'Action directe "et un commentaire du texte d'*Aufheben*, " L'anti-capitalisme comme idéologie et comme mouvement "(traduction dans ce n° de TC). L'analyse du mouvement d'action directe présentée dans le texte de TC 17 était essentiellement une analyse de l'idéologie de ce mouvement, la critique de sa pratique était constamment présente mais comme illustration de cette idéologie, nous essaierons ici de faire en quelque sorte le cheminement inverse en partant de l'élément central de cette pratique : l'émeute. Quelle que soit la critique que l'on peut faire, on doit reconnaître que ces mobilisations, comme le fait remarquer *Aufheben*, ont été des mouvements massifs, récurrents, internationaux, et (c'est peut-être plus discutable) ont modifié le climat général de la lutte de classe.

Un autre aspect du mouvement d'action directe (Mad) avait quant à lui complètement été négligé dans le texte précédent : la relation entre le Mad et toutes les autres composantes des grandes mobilisations anti-mondialisation. Peut-on regrouper toutes ces tendances en un mouvement unique, quelle serait alors la nature des contradictions (ou simplement des clivages) en son sein, et si, même clivé, il ne s'agit pas d'un mouvement unique, pour quelles raisons le Mad saisit-il constamment l'opportunité de ces mobilisations pour se manifester ? Les réponses à ces questions passent par celles que l'on peut apporter à d'autres questions : quelle est la raison d'être actuelle d'un tel mouvement dans son ensemble et du Mad en particulier à l'intérieur de cet ensemble ? quelles sont ses limites ? possède-t-il une dynamique interne lui permettant de surmonter ses faiblesses actuelles ? En un mot, peut-on, comme l'envisage *Aufheben*, concevoir qu'une " montée d'amples luttes ouvrières "sortirait le Mad de son confinement actuel dans l'émeute spectaculaire mais stérile ? C'est-à-dire finalement : quelle est la nature de cet anti-capitalisme du Mad ?

Nous commencerons par rappeler l'analyse présentée dans le texte du n° 17, sur laquelle nous continuons à nous fonder même si elle nécessite des éclaircissements et des développements. La thèse principale est la suivante : le Mad est l'autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes. Nous formulons les caractéristiques suivantes de cette autonomisation. Le Mad transforme la lutte de classe en un combat, à l'intérieur du prolétariat, entre deux situations *individuelles* abstraites (dans l'autonomisation est perdue la relation sociale d'implication réciproque par lesquelles les classes existent) : la subversion et la soumission. L'émeute est considérée et, devons nous ajouter, pratiquée comme étant en elle-même un rapport social : d'un côté le rapport social capitaliste, de l'autre un nouveau rapport social en construction. Mais alors c'est le

capital lui-même qui disparaît en tant que rapport social pour devenir une somme de représentations aliénées et aliénantes. Pour le Mad, ce qui compte ce n'est pas de considérer, à partir du rapport d'exploitation, le capital comme une contradiction en procès, mais d'opposer *deux mondes se constituant face à face*, il se veut une *préfiguration* même s'il est théoriquement bien embarrassé lorsqu'il doit se définir ainsi. Se voulant idéalement préfiguration il est réellement autonomisation. S'il peut se présenter comme cette préfiguration c'est qu'à la facticité du capital (l'aliénation) il oppose le " moi authentique " de chacun et son " être véritable ", la révolution est en marche dans ma vie quotidienne, elle devient une éthique, un style de vie. Il est coincé dans ce dilemme : il n'y a pas d'alternative et pourtant " il faut faire comme si ". Etre une classe sans confirmation d'elle-même dans la reproduction du capital, être une classe qui se produit dans le capital, dans sa contradiction avec lui qu'est l'exploitation, ce qui est un rapport et fonde la limite actuelle des luttes de classe, s'autonomise en une essence, un mode d'être qui ne peut alors qu'être celui de quelques-uns et qui trouve dans la catégorie sociale des jeunes chômeurs son " avant-garde ". En conclusion, avec le Mad, la limite a disparu, ou plutôt elle est totalement rejetée à l'extérieur. Ce qui est la façon pour le Mad de se saisir comme limité n'est pas sa limite mais sa définition. Quand il se comprend lui-même comme quelque chose qui serait limité par son manque d'extension, il ne comprend pas que son manque d'extension lui est consubstantiel, le définit en propre parce qu'il est l'autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes. Etre une classe sans confirmation d'elle-même dans la reproduction du capital (d'où la situation paradigmatique du jeune chômeur), être une classe de ce mode de production dans la contradiction avec lui, s'autonomise en une essence, un mode d'être. Ainsi est rejetée comme une extériorité la limite inhérente à ce rapport contradictoire qui définit le nouveau cycle de luttes : la définition de la classe exclusivement dans son rapport contradictoire au capital.

1) La tension interne du nouveau cycle

Dans ce cycle de luttes, à la suite de la restructuration du capital, la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction d'ensemble donc de la reproduction réciproque des classes. Cette contradiction ne comporte plus aucune confirmation du prolétariat pour lui-même, c'est la fin de ce que nous appelons le programmatisme, de l'identité ouvrière et de ce que d'autres nomment le " vieux mouvement ouvrier ". Dans cette structure de la contradiction, le prolétariat est à même, dans sa contradiction avec le capital qui est implication réciproque avec lui (l'exploitation), de se remettre lui-même en cause comme classe. Il en résulte que l'abolition du capital est sa propre abolition, abolition de toutes les classes et communisation de la société. Cependant cette dynamique révolutionnaire (communiste) de ce cycle comporte immédiatement, de façon inhérente à elle, comme sa limite, ce par quoi elle n'existerait même pas : le prolétariat produit toute son existence en tant que classe dans le capital et non plus dans un rapport à soi-même. Cette situation fait du cycle actuel *une tension constante entre d'une part l'autonomisation de sa dynamique,*

la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe, et d'autre part la reconnaissance de son existence toute entière dans les catégories du capital. C'est ce point essentiel qui n'était pas posé clairement dans le texte de TC 17. Cette tension est mise en forme par le Mad d'un côté, et le démocratisme radical de l'autre. Frères ennemis, mais vitalement liés l'un à l'autre dans la mesure où chacun, autonomisation des éléments d'une même totalité, ne peut exister pour lui-même qu'en rapport à son négatif. Attac n'aurait plus qu'à aller manger chez Chirac et le Black Bloc (bb) à jouer à pile ou face ses lieux d'intervention. Nous ne renvoyons pas dos à dos ces deux tendances. Malgré toutes les critiques que nous allons faire, dans la seconde nous reconnaissons la dynamique révolutionnaire de ce cycle, dans la première la mise en forme comme barrières indépassables de ses limites actuelles et la définition pratique des bases de la contre-révolution spécifique à ce cycle, même si en tant que tel le démocratisme radical sera lui aussi balayé par cette contre-révolution qui donnera à la démocratie directe sa forme adéquate de légitimation de l'Etat et au travail productif sa forme adéquate d'une nécessité *toujours de trop*. Dans le texte de TC 17, si nous constatons et donnons les caractéristiques de cette autonomisation nous en expliquons peu ou mal l'origine.

C'est le rapport nécessaire entre les luttes dans le cadre de l'exploitation et leur dépassement, c'est-à-dire l'abolition des classes comme dépassement produit de la contradiction entre le prolétariat et le capital dans ce cycle, qui se brise. La coïncidence entre dynamique et limite ne sera toujours qu'une construction théorique abstraite rendant compte de ce cycle comme totalité. *Empiriquement, cette coïncidence est invivable autrement que comme confrontation et c'est bien ainsi qu'elle existe aussi réellement.* C'est en s'autonomisant, et avec toutes les re-formulations idéologiques que cela implique, que la dynamique de ce cycle de remise en cause pour le prolétariat de sa propre existence en tant que classe parvient à se poser et à se comprendre elle-même. C'est toute la positivité du Mad dans sa liaison et sa confrontation nécessaires avec le démocratisme radical. Il y a autonomisation parce que dans chacun des termes (dynamique et limite) il y a l'exclusion de l'autre ; la coïncidence ne peut se dire et se vivre que dans l'exclusion. Cela ne tient pas aux mystères de la dialectique : en se résolvant comme accumulation du capital et autoprésupposition, la contradiction entre le prolétariat et le capital évacue sa dynamique hors de son résultat. L'appartenance de classe est pratiquement considérée comme déjà dépassée parce que, dans l'émeute-rapport social, le capital est lui-même déjà posé comme aliénation, facticité, symbole, extériorité. L'attaque se dit elle-même (et est bien en réalité) symbolique et "symboliquement concrète".

Les émeutiers peuvent se dire "prolétaires" parce qu'être prolétaires n'est plus qu'un signe, le nom donné à une pratique qui se désigne elle-même comme négatrice du capital (voir plus loin).

2) *Mad / anarcho / bb et Démocratisme radical*

Aufheben pose comme principe d'analyse que le problème du bb durant ces événements est la contradiction entre son existence comme tactique et comme identité idéologique, le mouvement anti-globalisation contraint ces deux aspects à coïncider "(il n'est plus qu'un rôle dans le mouvement général où il a sa place). Plus loin : " (...) , il y a une tendance précise à confondre radicalité et fétichisme de la violence "et les militants du bb " se voient eux-mêmes comme l'aile radicale et autonome des manifestations ". A Seattle, le bb a été amené à défendre son action en reprenant les termes du démocratisme radical : " là le bb comme tactique était inséparable de son identité particulière "(l'histoire spécifique de l'anarchisme américain et de son goût pour le ghetto n'était pas étrangère à cela). A Washington, les différences idéologiques entre anarcho / bb et démocrates radicaux (c'est nous qui utilisons le terme de " démocrates radicaux "qui nous semble plus adapté à cette tendance dominante des mouvements anti-globalisation que le terme anglais utilisé par *Aufheben* de " liberals "- de toute façon quasiment intraduisible en français) ont été emportées par des considérations pratiques de résistance commune aux flics. A Prague, l'organisation de la manifestation sépara les diverses tendances en plusieurs colonnes dans " un effort séparé mais concerté pour encercler la conférence ". Cependant, à cause même de la convergence sur le but : " quelques éléments du bb se demandaient si en un sens l'action n'était pas trop ciblée - est-ce que viser le centre de conférence suggère un soutien au programme réformiste des démocrates ? ". *Aufheben* ajoute : " comme si viser indirectement les conférences en dévastant la cité hôte ne revenait pas au même. ". A Québec : " ce fut là que le bb comme tactique en défonçant la très impopulaire palissade, s'est réellement relié au sentiment de la marche, et de beaucoup de personnes dans la ville ". Déjà à Göteborg les choses se retournent, le bb est en très mauvais termes avec les autres tendances de la manifestation.

Enfin, à Gênes, le bb est " sous l'attaque ". L'action du bb, isolée par rapport aux buts immédiats de la manifestation, se trouve alors face à ce dilemme : soit présenter ses actions " d'une manière qui s'accorde avec les principes de base de l'idéologie démocratique-gauchiste et anti-globalisation (du lobbying avec des cocktails molotov) "; soit " célébrer ses actes comme des pratiques autonomes contre l'Etat et le capital ", ce qui signifie alors une coupure franche et nette avec les courants dominants de ces mobilisations. Cela pourrait renforcer la singularité du bb, mais ne nous avancerait guère pratiquement, ajoute *Aufheben*.

Identité idéologique et tactique ont été contraintes de coïncider car d'une part la tactique ne s'est pas généralisée aux autres tendances présentes dans ces mobilisations et ne le pouvaient pas de par la nature même de ces mobilisations et de cette tactique (autonomisation, émeutes auto-référentielles) et, d'autre part, la destruction " symbolico-concrète "du capitalisme trouvait sa raison d'être en s'insérant dans ces mobilisations (la tactique a trouvé, dans le mouvement, une identité

idéologique particulière). Malgré les heurts et le caractère auto-référentiel de l'émeute, celle-ci n'a de sens que parce que des dizaines de milliers d'autres personnes sont là. Pour échapper à la coïncidence, il fallait généraliser la pratique, pour généraliser la pratique il fallait s'insérer dans le vaste ensemble de ces mobilisations, mais alors il faut accepter de se voir soi-même défini comme présence dans cet ensemble et l'on devient "son aile radicale". Cette coïncidence que lui impose sa présence dans ces mobilisations renvoie l'action du Mad et du bb à sa nature même de dynamique de ce cycle *autonomisée en un comportement particulier* devenu un mode d'être déterminé face au capital. La même raison qui contraint à cette coïncidence et signe l'impossible généralisation de cette tactique contraint simultanément le Mad à être là comme éléments dans la "multitude".

Le bb fait partie intégrante de la mobilisation, mais il n'est pas démocrate radical. La réaction de l'Etat ne s'y trompe pas en attaquant la partie proprement démocrate radicale de la mobilisation afin de l'amener à couper avec les anarcho / bb et à devenir sérieusement lobbyiste. Le mouvement anti-mondialisation, dans sa tendance dominante se trouve maintenant confronté à la nécessité pour continuer de "devenir sérieux", de faire des propositions acceptables ou au moins pouvant donner lieu à des négociations. Pour cela, comme le disait Agnoletto (directeur du *Genoa Social Forum*) après les manifestations de Gênes, le mouvement "contre les violents, doit créer son propre agenda"; "défendre la démocratie contre la globalisation"; "maintenir la pression sur les gouvernants" (*Le Monde*, 24 juillet 01). Dans le cours même des manifestations de Gênes, les services d'ordre des *Tute bianche*, de *Rifondazione*, des *Cobas* se sont unis contre les infiltrations du bb (*La Repubblica*, 22 juillet 01). Pour les *Tute Bianche* du centre social *Leoncavallo* de Milan "il ne faut surtout pas que la lutte évolue en radicalisation violente comme dans les années 70" (*ibid*) et de fait après le meurtre de Carlo Giuliani, Luca Casarini (leader - "porte-parole", c'est le nouveau nom des chefs - des *Tute Bianche*) propose l'envoi d'une délégation de parlementaires aux dirigeants du G8 (*Il Messaggero*, 21 juillet 01).

Il n'empêche que le bb faisait partie intégrante de ces mobilisations parce que son ennemi déclaré, ennemi adéquat à son idéologie, à sa pratique et aux raisons mêmes de son existence dans ce cycle de luttes (être un rapport social libéré ou en voie de libération face au capital), c'est le citoyen dans la mesure où lui-même ne connaît que l'individu tel qu'il est dans la société capitaliste, c'est-à-dire atomisé et dont le citoyen est pour lui la forme aliénée. Mais par cela même il n'est pas démocrate radical. Cet individu qui a le citoyen comme repoussoir affirme déjà, et surtout de façon *existant pour elle-même*, non pas l'appartenance de classe comme une contingence imposée par l'adversaire, mais la sortie de cette classe comme réalisée dans l'*activité* par laquelle le bb et le Mad en général se définissent comme mouvement et identité spécifique. Cette sortie est alors théorisée au travers des concepts d'homme et d'aliénation. Mais toujours le citoyen demeure la référence négative face à l'Homme, comme dans les textes de la publication "les Témoins de Genova".

Cependant là où le Mad et plus précisément le bb se différencient strictement du démocratisme radical c'est dans ce qui est leur limite même : la lutte des classes est derrière eux, ils sont déjà pour eux-même un au-delà de celle-ci. Si lutte des classes il y a encore, cela tient seulement à ce qu'ils sont, contre le capital, le communisme en fait ou potentiellement. L'autonomisation est une dénégation qui porte sur le fait qu'être un prolétaire en lutte contre le capital ce n'est pas lui opposer *maintenant* l'existence, même en voie de développement, d'autres rapports sociaux. Le cours de la lutte de classe n'est pas la révolution potentielle. Mais pour cela même qui constitue l'essentiel de notre critique, le Mad et le bb ne mettent pas en forme et n'entérinent pas les limites spécifiques de ce cycle de luttes (le prolétariat agit nécessairement en tant que classe du mode de production capitaliste sans confirmation, sans montée en puissance, le capital devient alors l'horizon indépassable de cette pratique), quoi qu'ils disent ils ne portent non plus aucune alternative (leur volonté d'agir et de se comprendre comme alternative est seulement le signe de leur impasse pratique et théorique). D'après ce qu'ils sont, pour le Mad et le bb, *tomber* dans l'alternative et le DR est la limite de ce qui les définit : l'autonomisation de la dynamique de ce cycle. Mais ils ne sont pas en eux-mêmes alternatifs et démocrates radicaux. Ils expriment une limite *momentanée* de ce cycle de luttes (l'autonomisation de sa dynamique) - limite peut-être déjà sur le déclin dans cette forme particulière - et non ses limites *inhérentes*. Ils s'opposent au capital parce qu'ils se prétendent déjà son dépassement (le capital peut alors se résumer à une domination et on peut *concrètement* l'attaquer dans ses *symboles* et représentations). En ce sens ils se différencient également de la tendance rupturiste du démocratisme radical. Ils ne cherchent pas de " racines " ni de formalisation durable, de toute façon leur pratique le leur interdit, le bb est une rencontre " fortuite " d'individus singuliers au moment de l'émeute. Si ce mouvement peut parfois se qualifier lui-même de " prolétariat " c'est dans un sens très particulier, il n'est pas en tant que prolétariat la négation du mode de production capitaliste, la dissolution des conditions existantes sur la base des conditions existantes. Il est la négation du capital *donc* il est le prolétariat. Attendre ou espérer que ce mouvement s'élargisse dans une pratique anti-capitaliste continue à l'intérieur d'une lutte de classe élargie est absolument contradictoire à ce qu'il est (voir plus loin).

Les distinctions que nous établissons ici sont des distinctions d'idéologies et de pratiques et non de personnes qui, elles, peuvent traverser les frontières poreuses entre ces pratiques et ces idéologies. Ces possibilités de passages tiennent à trois facteurs. Premièrement, comme nous l'avons dit, il y a identité de sujet entre toutes ces pratiques : l'individu isolé tel qu'il apparaît à la surface de la société bourgeoise. La vigueur actuelle d'un tel sujet relève de l'absence de confirmation d'une identité ouvrière à l'intérieur de la reproduction du mode de production capitaliste. Mais elle ne relève pas que d'une absence, elle est également positive, c'est la tension à l'intérieur de ce cycle de luttes qui la porte. Pour le démocratisme radical, cet individu c'est le citoyen pour qui le capital est un horizon indépassable ; pour le Mad c'est la libération *réalisée* par rapport à l'appartenance de classe qui devient à la fois la définition de la classe (ce qui est un non-sens) et la base de l'affrontement avec le capital (positif contre positif, il n'y

a plus de contradiction). Deuxièmement, malgré leurs différences réelles, pour toutes ces pratiques le rapport au capital est un rapport formel. Formel en ce sens que le rapport ne touche pas à la définition même du sujet qui est en rapport mais n'est que le cadre dans lequel celui-ci évolue, lutte et revendique. Forme de domination, assujettissement, contrôle, aliénation de ce sujet. Que le capital soit réduit à une bande de comploteurs maîtres du monde, ou soit posé comme un système global de domination et de négation de notre humanité, c'est à un formalisme identique des rapports de production capitalistes que nous avons affaire. Formalisme comportant, pour les uns comme pour les autres, une hypostase de la question de l'Etat : fondement du mode de production capitaliste ou résumé légitime de la société des citoyens. Troisièmement, pour les uns comme pour les autres, la fin de la Guerre froide, un monde politiquement et économiquement unifié " sous la direction des Etat-Unis et des multinationales ", l'effondrement du " socialisme réel " et de toutes ses manifestations politiques et syndicales, est leur acte de naissance.

On comprend que même si l'on ne peut pas qualifier de démocrates-radicales toutes les tendances à l'oeuvre dans ces grandes mobilisations anti-sommet, elles sont amenées à s'y cotoyer et parfois même à s'interpénétrer (bb et Cobas à Gênes malgré de sérieux tiraillements ; intendance et infrastructure fournies par le Genoa Social Forum ; Inpeg prévoyant la place du bb à Prague, etc.). Si l'on peut penser (comme le suggère *Aufheben*) que le Mad et le bb ont atteint à Gênes leur point culminant d'expansion et d'expression, c'est parce que la tendance dominante de ces manifestations doit se séparer de ce qui a pu apparaître comme son aile radicale. Le démocratisme radical est le milieu nécessaire à l'existence du bb, et s'il implique le bb comme l'autre pôle de la tension interne de ce cycle, le bb inversement n'est pas pour lui son milieu, son ennemi nécessaire. Cette tension interne n'est certainement qu'une phase transitoire du cours du cycle de luttes actuel. Il faudra analyser, quand elle adviendra, la disparition du Mad et de la pratique bb soit comme une stabilisation momentanée de la reproduction du mode de production capitaliste avec la présence unilatérale du démocratisme radical comme contestation dont le capital est l'horizon, soit comme le développement de luttes immédiates dans lesquelles l'apparition de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure sera le fait même de ces luttes comme luttes du prolétariat dans son implication avec le capital et non plus comme autonomisation face à lui.

3) Un mouvement ?

Aufheben refuse de qualifier de " mouvement " ces grandes mobilisations. Pour *Aufheben* un " mouvement " est forcément, par définition, un mouvement social de remise en cause du capitalisme et quelque chose d'unifié. Si l'on ne peut qu'être d'accord avec l'absence de remise en cause du capitalisme, l'absence d'unité, comme nous venons de le voir, n'est pas aussi évidente. Mais c'est la définition qui est peut-être trop restreinte. Chaque tendance, dans l'analyse d'*Aufheben*, arrive à ces mobilisations avec ses propres objectifs plus ou moins radicaux et manipulateurs, mais pourquoi y vont-ils, pourquoi surtout s'y retrouvent-ils ? La question n'est jamais posée et par

conséquent la réponse ne peut être fournie. En fait ces mobilisations sont prises, construites dans cette analyse, comme des *événements*, c'est-à-dire que le cadre historique, le cours de la lutte des classes ne sont jamais évoqués. On se limite alors à une phénoménologie pertinente de ces mobilisations, mais cela demeure une phénoménologie.

Quand *Aufheben* en conclusion de son texte se pose la question (sans apporter de réponse) de la "totalité", de "l'essence" du "phénomène anti-globalisation", deux positions sont rejetées. Une première attitude consiste à considérer que la composition classe moyenne du mouvement le définit en totalité et constitue cette "essence", on ne peut donc que négliger ce phénomène sans intérêt "pour la lutte de classe". La seconde attitude, aussi unilatérale pour *Aufheben*, réduit cette "essence" aux "actions radicales contre l'Etat", dans ce cas le "mouvement" concernerait bien évidemment la lutte des classes. Mais ne voir que cet aspect s'est s'illusionner soi-même, car il y a "les autres" (*Tute Bianche* et autres démocrates et gauchistes) et surtout, pour *Aufheben*, il manque alors la liaison avec les "larges secteurs de la classe ouvrière" (prise au pied de la lettre, la définition du prolétariat par *Aufheben* n'implique pas nécessairement cette liaison). *Aufheben* ne propose alors qu'une approche en creux de cette "essence", du "mouvement" comme "totalité", c'est la "politique". C'est-à-dire, si on comprend bien, l'absence même de "totalité": "le phénomène anti-globalisation existe au jour le jour en tant que mouvement uniquement dans un sens *politique*"; par là *Aufheben* justifie son approche du "mouvement" relevant largement de la critique idéologique

Par rapport au texte de TC 17, l'intérêt du texte d'*Aufheben*, est de ne pas limiter cette approche au seul Mad mais de considérer les diverses idéologies en présence dans leurs relations réciproques. Si la critique du Mad dans TC 17 est à notre avis plus fouillée et cherche non seulement à critiquer le Mad mais aussi à l'expliquer, elle avait la limite de l'isoler comme objet d'analyse du milieu dans lequel il ne peut qu'exister. Contrairement à l'analyse d'*Aufheben*, nous pensons qu'il y a mouvement social dans la mesure où on ne peut pas limiter cette appellation à un mouvement clairement et ouvertement anti-capitaliste ce qui, renvoyant à une norme, se coupe de ce qu'est réellement le cours contradictoire du mode de production capitaliste comme lutte des classes. En outre l'unité ne peut pas être seulement définie comme "politique", il faudrait alors expliquer pourquoi ces "idéologies" se côtoient, se retrouvent ensemble, s'interpénètrent, se combattent dans des lieux communs. Cela ne peut s'expliquer en demeurant au niveau des idéologies, il faut ancrer la "rencontre" dans un certain niveau de la contradiction entre le prolétariat et le capital, une certaine étape du cours historique du capital; ce que nous avons tenté brièvement de faire: restructuration, nouveau cycle de luttes, démocratisme radical, dynamique et limites de ce cycle, vigueur de l'individu, autonomisation possible de la dynamique du cycle, tension à l'intérieur de ce cycle. La question de "l'essence" du mouvement est mal posée dans la mesure où il s'agirait de trouver dans tel ou tel mouvement lui-même ce qui le définit. On peut définir "l'essence" d'une période de la lutte des classes, mais pas de tel ou tel

mouvement particulier, la question se ramène alors à celle de montrer comment il appartient à cette période, mais aussi comment cette période n'est pas une dynamique abstraite se réalisant dans des successions de phénomènes. Ce sont ces "phénomènes" qui *font* la période, en ce sens on évacue la question de la pureté ou de la concordance de tel ou tel phénomène avec la définition abstraite préalable. Si l'on ne peut parler au sens propre d'essence en prenant chaque phénomène en particulier, on peut légitimement chercher à en formuler une définition. Nous avons vu que la définition comme "politique" était insatisfaisante car si elle pouvait peut-être rendre compte de la diversité, elle ne pouvait rendre compte de ce pourquoi ces diversités existaient *ensemble* même si ce n'est que comme rencontre politique. Comme totalité le mouvement exprime la tension interne de ce cycle de luttes, interne en ce qu'elle met en scène dans ces diverses tendances le *même sujet*, le *même rapport au capital*, le *même acte de naissance*, tension en ce que ce sujet et ce rapport identiques sont chacun dans leur énoncé une dualité : l'individu isolé est citoyen *et* homme ; comme objet de l'action ne touchant pas son sujet, le capital est horizon indépassable *et* extériorité. Cependant, bien que ne constituant pas un mouvement social, ces mobilisations auraient pour *Aufheben* une perspective, un dépassement possible.

4) Une perspective : " la connexion avec les luttes du prolétariat dans son ensemble "

" Nous avançons l'idée que pour que les supposées mobilisations " anti-capitalistes "deviennent un mouvement prolétarien, des relations doivent être établies avec les luttes du prolétariat dans son ensemble ". Nous sommes ici au niveau de la pétition de principes, de la formule rituelle qui n'avance pas à grand chose ni dans l'analyse, ni dans la pratique. Il s'agirait de savoir si nous avons affaire, oui ou non, à un " mouvement ". La définition d'une telle perspective n'a de sens que si nous avons affaire à un mouvement, or, pour *Aufheben* ce n'est pas le cas, on ne voit pas alors comment ce qui n'existe pas soi-même comme mouvement pourrait se dépasser en autre chose qui serait un mouvement prolétarien anti-capitaliste. Il nous faut donc comprendre que dans ce " phénomène "certaines fractions pourraient se voir modifiées, pourraient dépasser leurs limites actuelles, grâce à une reprise large des luttes de classe. Certaines fractions seulement. Un large mouvement prolétarien ne changerait pas José Bové, Luca Casarini, Agnoletto, Bernard Cassen, Toni Ben, les membres du SWP ou du WWF en révolutionnaires prolétariens (il risquerait même d'avoir largement l'effet contraire). Nous sommes pourtant bien d'accord avec *Aufheben* pour dire qu'ils représentent la tendance dominante de ce " phénomène "(c'est le terme que, ne voulant parler de " mouvement ", *Aufheben* se contente d'utiliser dans la conclusion du texte). Une telle mutation globale du " phénomène "est donc largement illusoire de par sa tendance dominante et du fait que sa globalité même est contestée par *Aufheben*. Il nous reste donc la fraction Mad / anarcho / bb. Là notre analyse diverge totalement de celle d'*Aufheben*. Si nous avons bien insisté sur le fait que l'on ne pouvait pas classer cette tendance dans le cadre général du démocratisme radical, et que nous avons même

affaire à la dynamique autonomisée de ce cycle, il n'empêche que pour les mêmes raisons, il s'agit d'idéologies et de pratiques qui malgré leur apparence protéiforme ont une définition stricte, une existence particulière. Cette tendance ne *deviendra* pas autre chose. Dans l'hypothèse d'une large montée des luttes de classe envisagé par *Aufheben*, elle sera, à notre avis, purement et simplement balayée, hors-sujet (c'est du reste une éventualité envisagée par *Aufheben* mais de façon très marginale). Nous retrouvons ici l'absence, dans ce texte d'*Aufheben* - comme dans d'autres dont il est question dans le texte de TC 17-, de définitions spécifiques de la période et des raisons d'être de ces mouvements, nous n'avons que des formules générales sur la " faiblesse " ou la " force " des luttes de classe non-spécifiées historiquement. Ce devenir n'est plus une théorie de la lutte de classe mais une application de la théorie de la conservation de l'énergie.

Le Mad n'existe que parce qu'il saute par-dessus la lutte de classe comme cours contradictoire *interne* du mode de production capitaliste (et non pas par dessus la lutte des classes en général qu'il redéfinit comme opposition entre le communisme - potentiel c'est-à-dire déjà là d'une façon obscure ou en réalisation - et le monde du capital), il est la révolution en train de gagner, parce qu'il préfigure de nouveaux rapports sociaux. Il faut qu'il s'étende, sa seule limite, pour lui, est quantitative. Cette libération qu'il prétend être, cette préfiguration ne sont pour lui-même, sans qu'il sorte de ce qu'il est, qu'un faux-semblant tant qu'elles n'ont pas atteint un certain niveau quantitatif d'extension. Le Mad n'existe pas en tant que tel parce qu'il manque de liaisons avec un cours plus quotidien des luttes de classe, si le mouvement est " déconnecté ", cette " déconnexion " n'est pas sa limite, c'est par cette déconnexion qu'il existe en tant que tel. *La suppression de cette déconnexion c'est sa disparition et non son extension dans un devenir autre.* Le Mad conçoit lui-même sa limite comme un manque d'extension, mais cette extension que lui-même appelle n'est pas pour lui un changement de nature, cette extension est purement quantitative. Critiquer l'activisme en disant qu'il est ponctuel ne le remet pas en cause, sa volonté de généralisation est dans sa nature même d'activisme. C'est la nature même de l'activisme qu'il s'agit de critiquer et non pas sa ponctualité, car c'est ainsi que lui-même conçoit sa limite et son avenir est, pour lui-même, dans le dépassement de cette ponctualité. La critique de l'activisme qui lui reproche sa ponctualité lui reste liée en ce qu'elle ne le critique qu'au nom de sa propre généralisation. Sa généralisation serait sa généralisation en tant qu'activisme si l'on ne supprime pas l'activisme lui-même et non son caractère parcellaire qui est, plus que sa limite, sa définition. L'activisme n'est pas le résultat passif d'une " faiblesse " de la lutte de classe, il se déconnecte lui-même, par nature, du cours quotidien des luttes mais n'a pour objectif que son extension en tant que tel, en tant qu'activisme, il est enfermé dans cette contradiction interne et n'a pas de dynamique, il est par nature incapable d'établir les liaisons qu'évoque *Aufheben* ou de s'y reconnaître sans que cela soit sa totale disparition.

Dans leur impossibilité à capitaliser leur propre pratique, les anarcho / bb expriment plus ou moins volontairement que toute volonté de formalisation

organisationnelle, pratique, de la lutte de classe, toute volonté de capitaliser des éléments dynamiques et de s'y fonder en voulant les développer pour eux-mêmes, ne peut qu'en revenir à tout ce que ce mouvement rejette : le pouvoir direct des producteurs, des habitants, des consommateurs, des gens, de la société, en un mot l'idéologie gestionnaire et citoyenne. Cela, parce qu'il n'y a de dynamique dans les luttes actuelles que de par la capacité du prolétariat à poser sa contradiction avec le capital au niveau de sa reproduction et donc de la sienne propre, à se définir comme classe dans le capital, et par là à poser sa propre remise en cause dans sa contradiction avec le capital. Sorti de ce processus, tout élément relevant de cette production comme classe dans le capital, qui serait posé face au capital comme existence pour elle-même de la classe, ne fait que formaliser une catégorie de la reproduction du capital dont le prolétaire pourrait avoir le contrôle, ou dont il chercherait à obtenir le contrôle par une organisation sociale dont il serait le maître. La révolution n'est pas victoire du prolétariat : il ne peut y avoir transcroissance, sous aucune forme.

Dans les cycles de luttes antérieurs, la montée en puissance de la classe, mouvement même de la révolution comme affirmation de celle-ci, était un mouvement "capitalisable", formalisable face au capital, organisable en un mot. Mais les "nouvelles tendances", les aspects actuels qui nous intéressent dans ce cycle de luttes ne peuvent annoncer que la négation du prolétariat, ils ne peuvent jamais acquérir une forme stable, qui, pour être un contenu organisable quelconque, doivent nécessairement, d'une façon ou d'une autre, se voir confirmer à l'intérieur de la reproduction du mode de production capitaliste. Des travailleurs révolutionnaires pouvaient se regrouper, s'unifier, quand c'était immédiatement le fait d'être un travailleur productif, c'est-à-dire sa propre existence dans le mode de production capitaliste, qui était *immédiatement* posé comme *nature* révolutionnaire. En revanche, des émeutiers ne peuvent pas se regrouper après l'émeute comme "organisation d'émeutiers", ni des grévistes sauvages refusant le travail en tant que "grévistes sauvages refusant le travail". Il ne peut exister d'"Organisation des Saboteurs". Quand les pilleurs ou les saccageurs cherchent à former une organisation, c'est pour faire du militantisme politique ; quand les saboteurs s'organisent en dehors de leur pratique même, c'est pour faire du syndicalisme. La "négation déterminée" n'est pas organisable de façon continue dans le cadre de cette société. Comme le montrent les récentes luttes dans les chemins de fer néerlandais, toutes les formes de coordination ou d'auto-organisation évoluent maintenant de façon immédiate vers le syndicalisme de base (cf. "Echanges", n° 97, été 2001). Le souhait d'*Undercurrent* de créer une "base à long terme pour les luttes anticapitalistes" non seulement serait par rapport à son but affiché une tentative mort-née, mais encore son improbable réalisation aboutirait à un résultat inverse de celui qu'elle s'était donné. C'est-à-dire aboutirait soit à la tentative de maîtrise et de contrôle des conditions existantes, c'est-à-dire l'alternative, soit au syndicalisme de base, soit au militantisme politique, soit plus probablement à un mélange de tout cela.

Plus intéressante est la perspective avancée par *Aufheben*. Après avoir critiqué parfois violemment les quatre tendances dominantes dans les "mobilisations de masse centrées sur un Sommet", *Aufheben* conclut : "La tentative de lier ces mobilisations de masse avec des expressions particulières de la résistance à la rationalisation économique que nous avons vues dans différents pays - y compris les grèves, les mouvements pour la terre, les occupations d'étudiants - est *absolument nécessaire* (souligné par nous). En ce sens, les idéologues ont raison. Mais remarquer, correctement, que les différentes luttes sont liées par une relation commune au capital global n'est pas nécessairement la même chose que remarquer si et comment ces diverses luttes sont reliés dans la pratique en tant que sujet collectif". Il manque à l'analyse d'*Aufheben* une caractérisation globale du mouvement, caractérisation qu'elle refuse de faire. Cette caractérisation ne peut, il est vrai, être trouvée dans un plus petit commun dénominateur entre toutes les tendances présentes, c'est le cycle de luttes actuel qui est une tension constante entre l'autonomisation de sa dynamique, la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe, et la reconnaissance de son existence toute entière dans les catégories du capital. Ce qui est mis en forme par le Mad d'un côté, et le démocratisme radical de l'autre. Frères ennemis, mais vitalement liés l'un à l'autre.

La perspective de conclusion d'*Aufheben*, la formation de ce "sujet collectif", semble relever d'un processus triple. D'abord la liaison des expressions particulières de la résistance à la rationalisation (cf. supra), ensuite l'interpénétration des différentes luttes que représenteraient les tendances en présence (l' (anti) logo, les travailleurs organisés en grève, les invisibles voulant devenir citoyens, le cassage de la propriété et le combat avec les flics), enfin les connexions pratiques vers une classe ouvrière plus large. Le troisième élément du processus (la connexion) en est la synthèse, mais il semblerait que les deux précédents fonctionnent comme des objectifs intermédiaires. Comme synthèse, la connexion générale, la formation du "sujet collectif", "ne peut être réalisée qu'au travers de la lutte elle-même". *Aufheben* par ce processus dans sa généralité envisage donc une dynamique interne de ces mobilisations pouvant les amener à se dépasser *à partir de ce qu'elles sont maintenant* (d'où le refus d'*Aufheben* d'accepter d'avoir affaire à un mouvement et à une totalité). Les "luttes plus larges" ne sont, dans cette perspective, qu'un catalyseur du dépassement en "sujet collectif" de la juxtaposition actuelle.

Premièrement, ces mobilisations n'ont absolument pas la dynamique qu'une telle perspective présuppose. *Il faut abandonner l'idée selon laquelle les mobilisations anti-mondialisation seraient des manifestations anti-capitalistes non encore conscientes d'elles-mêmes*, mais appelées, de par l'adversaire qu'elles se donnent à le devenir. Le succès et le programme du second forum social international de Porto Alegre apporte là-dessus une réponse nette et sans équivoque : taxer les flux de capitaux, supprimer les paradis fiscaux, annuler la dette des pays en développement, définir un nouveau système de gouvernance mondiale, réorganiser la production agricole, réformer les démocraties, protéger l'environnement et les consommateurs, empêcher la marchandisation de la culture. L'anti-mondialisation est une pratique et une idéologie auto-suffisante, elle a ses objectifs, ses raisons d'être propres, elle est un système. Elle vise, comme le dit

Negri dans une interview au Monde (27-28 janvier 02) à " développer une alternative possible dans le cadre de la globalisation (...), à la constitution d'un contre-pouvoir concret ", contre " l'exploitation à travers des hiérarchies et des échanges inégaux ". En dehors des grandes manifestations, le mouvement anti-mondialisation a sa structure propre : les principales organisations se retrouvent en marge des manifestations pour des réunions où sont fixés le calendrier des futures mobilisations et les axes des campagnes (la dernière, avant Bruxelles, en décembre 01, s'est tenue dans un couvent franciscain). L'anti-mondialisation appartient à la force sociale plus vaste que constitue le démocratisme radical et lui confère formellement sa cohérence.

Si comme totalité, le mouvement ne se réduit pas à la particularité de quelques unes de ses composantes, ni même à leur somme, toutes les particularités des composantes appartiennent bien à une totalité qui est l'anti-mondialisation et plus largement le démocratisme radical. Par là c'est bien à *un mouvement* que nous avons affaire. Même les anarcho / bb sont *menacés* d'en n'être que la frange radicale comme le fait bien remarquer *Aufheben*, leur action dans le cadre de ces mobilisations aboutissant à ce que " la tactique est elle-même idéologie dans la mesure où elle est fétichisée comme une entité politique "(nous avons vu précédemment pourquoi même si l'on ne peut ranger cette " tendance " dans le démocratisme radical, sa présence dans ces mobilisations ne relève pas du hasard et ne peut jamais envisager d'en changer la nature).

Deuxièmement, en admettant même la dynamique que la perspective d'*Aufheben* présuppose, le dépassement d'une conflictualité dispersée et diverse ne s'effectue ni par addition, ni même par une extension quantitative dépassant largement la seule addition des luttes déjà présentes. Il ne s'agit pas d'un procès cumulatif mais de la polarisation d'une situation contradictoire générale dans un lieu particulier. Les conditions qui peuvent faire d'un conflit spécifique le lieu de cette polarisation sont multiples et imprévisibles. A tel endroit, une conflictualité diffuse peut atteindre la masse critique qui déclenchera une réaction en chaîne, une activité générale de la classe, mais la possibilité même que telle ou telle lutte particulière puisse atteindre cette masse critique ne dépend pas d'une dynamique interne particulière à cette lutte, elle-même focalise à un moment donné, en un lieu particulier un niveau de contradiction et de crise dont elle n'est qu'un élément. A ce moment là toutes les conditions antérieures des conflits existants sont bouleversées, redéfinies. Le MST brésilien ou les mouvements d'occupation verront par exemple exploser toutes les limites et les contradictions qui sont déjà en eux, sans parler des mouvements type bb qui seront balayés, le gros des troupes des mobilisations anti-globalisation sera traité comme ennemi, etc. Ainsi, il ne s'agit pas de savoir comment les diverses luttes déjà existantes peuvent se relier réellement en un " sujet collectif " au travers de " luttes plus larges ", mais pourquoi à un moment donné une lutte particulière met le feu à toute la plaine. La question n'est jamais celle de l'apparition d'un sujet, fut-il collectif, ni de la *liaison* entre des pratiques. Tant que la question est posée en ces termes, on reconnaît implicitement qu'elle n'a pas de solution, dans la mesure où *la solution réelle est celle qui supprime la*

situation qui l'a précédée et cette suppression ne dépend pas de la liaison des pratiques précédentes. Ce n'est pas en reliant les divers mouvements revendicatifs du début de l'année 1968 que les ouvriers de Sud-Aviation à Nantes déclenchent une grève générale de trois semaines. La question de la liaison appelle celle du sujet, fut-il collectif, parce qu'elle se place dans la problématique militante de l'objectivité de la situation à transformer.

La perspective de ces mobilisations " se liant "globalement à une montée des luttes est, on l'a vu, dénuée de sens. En ce qui concerne la tendance démocrate radicale dominante, elle n'a de cesse de chercher cette liaison, et souvent elle la trouve, dans la mesure où le démocratisme radical n'est une *idéologie* que parce qu'il est le *mouvement réel* de mise en forme des limites actuelles de la lutte de classe : " Lu "; " Marks et Spencer "; Renault Wilvorde ; lutte des chômeurs et précaires ; grèves chez Mc Do etc (pour la France). Il contraint même maintenant les grandes centrales syndicales traditionnelles à se situer par rapport à lui et à redéfinir leur rôle dans les luttes immédiates.

En ce qui concerne la " tendance radicale ", *Aufheben* nous donne l'exemple de l'action des militants de *Reclaim The Street* pendant la longue grève (lock-out) des dockers de Liverpool (voir la traduction du texte d'*Aufheben*, et plus généralement sur la grève elle-même les n° 81, 84, 86, 88 et 92 d'*Echanges*). N'ayant d'autres connaissances de cette action que celles apportées par ce texte, nous ne pouvons en dire grand chose de plus. Il semble cependant que la critique du travail s'articule mal avec l'ensemble de cette lutte et apparaît un peu plaquée sur elle. Elle pourrait être comprise plus comme un symptôme de désespoir et d'échec de la lutte que comme passage à une étape offensive supérieure ; en gros : " on est obligé de se battre pour continuer à avoir un travail de merde ". C'est en fait la question générale de la signification actuelle de la critique du travail qui semble posée ici : une forme radicale de l'alternativisme. La perte de relations avec le cours et le contenu de la lutte immédiate résulte du fait que dans la critique du travail, le rapport social d'exploitation n'est plus saisi comme contradictoire en lui-même, mais contradictoire, parce qu'il est travail, à une véritable activité humaine. Le prolétariat ne verrait pas qu'il faut qu'il fasse autre chose que ce qu'il fait.

C'est une attitude semblable (le prolétariat devant faire autre chose) que l'on peut voir à l'oeuvre dans un autre exemple de ces tentatives de liaisons avec les luttes effectuées par les " activistes ". Dans son n° 97 (été 2001), *Echanges* publie le récit que des activistes américains font de leur propre action durant la grève des usines du groupe Kaiser Aluminium, principalement dans l'Etat de Washington (sept 98 - sept 2000). Sans aller, dans ce cas, jusqu'à la critique du travail, l'action des activistes, outre un soutien pratique à la grève (participation aux piquets et blocages de bateaux approvisionnant les usines), s'est voulue un " élargissement "de celle-ci. C'était même là son objectif principal : " la base d'une telle collaboration (avec l'USWA, syndicat uni des travailleurs des aciéries des E.U, n d a) avait été posée en 93 lorsque le syndicat avait rejoint des groupes écologistes dans la lutte contre l'Alena. ". (...) " L'USWA également s'associa à des activités communes avec des groupes étudiants contre les " *sweatshops* "et sur les conditions de travail des salariés des campus. ". (...) "Lors d'une

rencontre au printemps 1999, l'*Alliance pour le maintien de l'emploi et l'environnement* avait été formée pour faciliter la coopération entre le mouvement syndical et les groupes s'occupant de l'environnement. Des activistes écologistes nationaux et locaux y avaient décidé, avec des leaders syndicaux, d'envisager des actions communes. Les membres des IWW avaient joué un rôle important en répercutant cette collaboration au niveau de base. ". Enfin : " Quelques ouvriers de Kaiser jouèrent leur rôle dans les manifestations anti-mondialistes contre l'OMC à Seattle fin novembre - début décembre 1999. Ils étaient parmi les quelques milliers de travailleurs de Seattle qui délaissèrent le carnaval syndical pour rejoindre les rangs des protestataires " radicaux " dans une solidarité active ". Finalement, l'USWA garde la maîtrise de la grève, refuse la " participation des anarchistes d'Eugene (Eugene est une ville de l'Etat voisin d'Oregon où se trouvent des communautés anarchistes plus ou moins influencées par Zerzan) et d'autres activistes anti-mondialistes, " malgré la situation mouvante que créaient des manifestations publiques ". Parmi les activistes engagés dans cette lutte, certains comme ceux d'" Earth First " se désolidarisent des autres et soutiennent la direction de l'USWA. La grève se termine par un compromis très défavorable aux ouvriers négocié par le leader de l'USWA. La conclusion des activistes est édifiante : " Si les métallos de Kaiser avaient été plus actifs et plus directement impliqués dans la conduite de leur propre grève, ils auraient pu avoir une position plus radicale dès le début et ainsi gagner plus tôt un soutien plus fort des activistes hors du syndicat USWA, et avoir ainsi accès à une vision plus large de leur lutte et développer des formes de résistance bien plus efficaces. Mais en l'absence d'une participation à une démocratie directe et ayant en face d'eux le manque d'intérêt des bureaucrates syndicaux pour une vision plus large du conflit lié à la volonté de parvenir à un compromis, ils devaient logiquement perdre. ". On peut, comme *Echanges*, souligner avec raison qu'en l'absence d'un rapport de force pratique favorable il n'y a pas de recettes pour gagner une lutte. Mais il faut également souligner la spécificité de l'action des activistes. En tant que tels, ils n'ont le choix qu'entre se ranger en maugréant sous la bannière syndicale, soit dire aux ouvriers de faire autre chose que ce qu'ils font (ils peuvent aussi décider, selon la formule bien connue, de " dissoudre le peuple "). C'est cet " autre chose " qui est la marque de l'activisme : la lutte doit être menée autrement ; elle *doit s'élargir*. Mais élargir la lutte devient lui agglutiner d'autres préoccupations que les siennes propres (mondialisation, environnement, démocratie directe ...). L'activisme décale la lutte de classe vers une *critique sociale*.

Nous pensons que l'activisme est incapable de se lier aux luttes ou de s'y connecter, soit il joue le même rôle que de nombreux groupes gauchistes (force d'appoint pour réaliser quelques coups) et il perd son identité propre, soit le discours plus ou moins radical (dans les exemples évoqués, le discours américain l'est beaucoup moins que le discours anglais) qu'il propose demeure artificiellement plaqué sur la lutte. Il est évident que ce sont les notions mêmes de liaison ou de connexion qui contiennent en elles-mêmes toutes les formes et les limites de ces pratiques. Tant que l'on est dans

une problématique de la liaison on n'est pas sorti du militantisme, et l'activisme ne peut pas sortir de cette problématique car par nature l'activisme est toujours plus loin et surtout déjà au-delà du cours immédiat de la lutte de classe.

Une autre forme de recherche d'une "liaison" est celle mise en oeuvre par les "Centres Sociaux" en Italie. Là, malgré les très fortes oppositions entre tendances, la "liaison" est intégrée dans la problématique de la constitution d'un *contre-pouvoir*. Pour les centres du *blocco giallo* (bloc jaune) dont font partie les *Tute Bianche* et le célèbre centre *Leoncavallo* de Milan, ce contre-pouvoir passe par le dialogue et la collaboration institutionnelle avec *Rifondazione* et les *Verts* et même par des subventions de l'Etat... Pour le *blocco blu* (bloc bleu), ces modérés sont "le contre-pouvoir d'une élite hypocrite" (déclaration d'un membre du centre *Askatasuna* de Turin, *La Stampa* 18 juillet 01). La constitution d'un contre-pouvoir réel passerait par le rassemblement des travailleurs immigrés, des ouvriers les plus mal payés, des chômeurs et précaires, base de la formation d'une contre-société en fonctionnement contre l'Etat dont le modèle pourrait être les *Ettarras* du Pays Basque (*Askatasuna* signifie "liberté" en basque) ou le *Farc-Ep* de Colombie. Il s'agit de la "recherche d'une nouvelle voie à travers le mouvement social" (*ibid*). Enfin, troisième tendance présente sur Turin : les anarcho-punks (centres *El Paso* et *Barochio*). Ils sont les premiers à avoir créé des centres sociaux sur Turin dans les années 80 avec le mouvement des *Squatters* (*gli Occupanti*). "Contre le travail et la galère", leur principale activité, outre les concerts, est l'affrontement avec les flics et la vie en communauté.

De l'assistance sociale quasi institutionnelle au *Fort Alamo* de la révolution, "la liaison avec les luttes" est impossible. En voulant, avec raison, dépasser le modèle d'intervention politique et syndical de type gauchiste, les centres sociaux postulent, dans leur existence même, qu'il ne peut y avoir de "liaison" que pour la constitution d'un "contre-pouvoir". Au mieux, la liaison existe alors avec les luttes immédiates au moment même où ces luttes ne sont posées que comme une première étape de la stratégie révolutionnaire : la "nouvelle voie dans le mouvement social". C'est-à-dire qu'elles n'ont d'intérêt que comme marche-pied de la constitution d'un "contre-pouvoir". Mais luttes immédiates et constitution d'un contre-pouvoir sont antinomiques. Les premières sont le procès contradictoire du mode de production capitaliste et produisent son dépassement et le leur propre comme un procès interne et jusque là sont nécessairement résorbées dans la reproduction du capital, les constantes transformations de son accumulation ; la seconde pose la révolution existant pour-soi face au capital, elle peut tout au plus transformer marginalement pour quelques individus ce qui est une situation sociale de prolétaire en "mode d'être révolutionnaire".

En réalité la perspective ouverte par *Aufheben* dépasse la question de la "liaison", celle-ci n'est qu'une médiation permettant d'aboutir à la "vraie solution" qui est la formation du prolétariat comme "sujet collectif", mais on se trouve alors en pleine tautologie. Un mouvement anti-capitaliste forme le prolétariat, il est donc par définition relié pratiquement avec les autres sections du prolétariat mondial ; ce qui

justifie alors le raisonnement inverse qui avait été suivi jusque là : se relier avec les autres sections du prolétariat mondial, c'est être un mouvement anti-capitaliste, c'est former le prolétariat.

5) Le prolétariat : " négation déterminée du capital "

La définition du prolétariat comme " négation déterminée du capital "cherche à s'opposer à une définition sociologique : la classe du travail productif de valeur et plus précisément de plus-value. Tout le problème réside dans ce qui est entendu par " déterminée "; dans la formule d'*Aufheben* il semble que c'est la " négation "qui forme "le prolétariat. En réalité, on ne peut pas faire d'opposition entre la définition du prolétariat comme " négation "et sa définition " sociologique ": en tant que " négation "il est défini comme classe dans le capital et dans son rapport avec lui. Ce n'est pas d'être la " négation du capital "qui le pose comme classe, qui le constitue comme classe, mais c'est en tant que classe (la définition "sociologique", qui n'en est pas une si on la fonde dans le concept d'exploitation, cf. TC 15, " Le concept d'exploitation ", p. 105) qu'il est cette négation, c'est le contenu même de sa définition "sociologique", c'est le seul sens que l'on peut donner à " négation déterminée ". C'est dans sa condition de classe du mode de production capitaliste que gît sa capacité à abolir le capital, produire le communisme. Et cela se voit sans cesse dans le cours de l'accumulation du capital en tant que contradiction en procès, c'est-à-dire dans le contenu qualitatif de cette accumulation qui est loin d'être cet amoncellement quantitatif que l'on a trop souvent tendance à croire. La périodisation de l'accumulation capitaliste même prise unilatéralement du point de vue du pôle capital renvoie à ce contenu qualitatif et inclut constamment qu'il n'est produit et reproduit que par une classe, qui en tant que productrice de plus-value est la dissolution des conditions existantes.

La dissolution de toutes les conditions existantes, la " négation déterminée "c'est une classe du mode de production capitaliste, c'est le travail vivant face au capital, c'est en tant que tel qu'elle est " négation déterminée ", et non parce qu'elle est cette négation qu'elle se forme comme classe. Le concept d'exploitation permet de sortir de l'opposition entre l'existence sociologique et la définition comme dissolution des conditions existantes ou " négation déterminée ". Il semblerait que chez *Aufheben*, la *détermination* de la négation ne renvoie qu'à un procès logique.

La proclamation tautologique de *Aufheben* est le résultat d'une confusion, ce qui a disparu dans la crise-restructuration actuelle ce n'est pas l'existence positive, c'est la confirmation dans la reproduction du capital d'une identité prolétarienne. Le prolétariat ce n'est pas tout ce qui ne va pas dans la reproduction du capital, ou plutôt c'est tout ce qui ne va pas parce que, si ça ne va pas, c'est que le rapport de production capitaliste oppose le capital et le prolétariat qui en tant que classe productrice de valeur et de plus-value est la dissolution des conditions existantes sur la base des conditions existantes, la " négation déterminée "si on y tient. De ce simple rapport découle l'histoire du capital, de ses crises et du contenu de ses restructurations. Si l'on en revient aux limites et à l'impasse des grandes mobilisations et que l'on prend au pied de

la lettre la définition du prolétariat par *Aufheben*, on ne voit pas pourquoi la connexion avec les "larges luttes" est nécessaire, il suffit en effet d'être anti-capitaliste pour être le prolétariat. On voit bien le problème que rencontre cette définition tautologique et auto-justificative, *Aufheben* s'en sort en considérant, avec raison, qu'un mouvement anti-capitaliste, c'est un mouvement large de tous les secteurs de la classe ouvrière. Mais alors, *Aufheben* réintroduit par la fenêtre le diable de la définition sociologique du prolétariat qu'il avait chassé par la grande porte.

Ce n'est pas le mouvement des conditions existantes qui pose leur négation comme prolétariat, c'est parce que le mouvement des conditions existantes est contradiction entre le prolétariat et le capital, et vu le contenu de cette contradiction, que le prolétariat est cette dissolution (paradoxalement la position d'*Aufheben* qui cherche à produire un sujet en arrive à être strictement structuraliste). L'intérêt de poser le prolétariat comme dissolution des conditions existantes en tant que mouvement de ces conditions réside dans la possibilité que l'on a alors d'aborder en quoi il est à même de produire le communisme *à partir de ce qu'il est dans son rapport au capital* et, comment la révolution, qui n'est qu'un stade particulier de ce rapport, est simultanément produite par les contradictions de ce rapport et produisant le dépassement communiste de ce rapport.

Le point central du blocage théorique du Mad, c'est de ne pas concevoir le prolétariat simultanément comme classe du mode de production capitaliste et comme classe révolutionnaire, de ne pas théoriser l'implication réciproque comme contradiction. Le Mad peut parler du prolétariat tel qu'il est dans le mode de production capitaliste, mais à ce moment là, il n'est que marchandise-force de travail à partir de laquelle se produit la révolte contre sa situation de marchandise, mais cette révolte provient non de la contradiction que recèle cette situation dans le mode de production capitaliste lui-même et pour lui, c'est-à-dire de sa situation même de marchandise force de travail, des contradictions qui y sont présentes (surtravail / travail nécessaire ; valeur d'usage / valeur d'échange), mais de ce que cette situation nie : la vie, le vécu, les relations libérées, etc., et c'est sur cette base, comme nous l'avons vu, que le Mad cherche la connexion. Il ne s'agit pas de la contradiction de deux termes formant une totalité et n'existant que l'un par l'autre, mais de deux termes qui ne sont pas chacun la raison d'être de l'autre et sa négation ; en fait ce n'est pas une contradiction. Toute l'histoire (son existence nécessaire comme cours du capital - économie-) et les tensions de ce cycle de luttes sont contenues dans la définition de ce qu'est une contradiction : implication réciproque des termes et production du dépassement dans cette implication, de par l'action spécifique d'un de ses termes tel qu'il est défini dans son rapport à l'autre terme, un rapport intérieur à ce qu'il nie.

6) L'autonomisation comme pratique particulière : l'émeute auto-référentielle

Le Mad se considère comme en face du mode de production capitaliste, il est face à lui comme à une domination dont on se dégage une autre organisation de la vie. L'émeute est, pour lui, le moment de vérité de la constitution d'autres rapports, le

mouvement de ce dégagement. Les rapports que les individus singuliers vont créer dans l'émeute posent déjà l'appartenance de classe comme dépassée dans le rapport immédiat des individus dans leur singularité. " Le bb est un rassemblement informel, ponctuel, un improbable réseau mouvant, un conglomérat éphémère de petits groupes affinitaires fermés et d'individus isolés mais décidés d'apporter leur touche personnelle. Il y a potentiellement autant de bb que de groupes et d'individus qui le composent. "(" Témoignage anonyme d'un anarchiste sur les événements du vendredi 20 juillet 2001 à Gênes ", sur le net).

Pour comprendre, de l'intérieur, ce renversement nous allons longuement citer l'analyse phénoménologique d'une émeute telle que la fait Sartre dans la " Critique de la raison dialectique ". Parce que l'on est parti de l'individu, la constitution d'un " groupe " dans l'émeute peut se voir comme constitution d'un rapport social. En outre, cette dynamique de groupe qui s'est donnée comme rapport social a des caractéristiques telles qu'elle apparaît et se vit pratiquement comme la remise en cause *réalisée* de l'appartenance de classe.

" Dans ce moment - par exemple au moment déjà cité où un rassemblement, dispersé par la police, se regroupe contre elle et devient manifestation - la multiplicité des individus n'est pas pour autant transformée en unité substantielle. Pourtant il y a du regroupement : quelque chose existe comme une totalité. Mais cette totalité c'est tout simplement la charge des manifestants contre la police. C'est *de cela* d'abord qu'il faut rendre compte. Or, il est évident que le passage de la fuite au regroupement n'a pas tel ou tel mot d'ordre, lancé par tel ou tel individu, pour origine. Ou, en tout cas, cela importe peu : si le premier mot d'ordre a été " suivi " c'est qu'en fait ils l'ont tous donné. Mais nous retrouvons ici, semble-t-il, cette pluralité de synthèses qui semble impropre à constituer une véritable unité. Pourtant regardons-y mieux : dans le moment où les manifestants se regroupent chacun trouve sa praxis chez l'Autre qui débouche de l'autre rue et qui rejoint le groupe en formation ; seulement, dans la mesure où chacun est la libre origine de sa nouvelle conduite, il la retrouve en l'Autre non comme son *Etre-Autre* mais comme *sa propre liberté*. Ici, nous retrouvons cette réciprocité médiée qui sera plus tard la structure essentielle du groupe organisé. Mais dès à présent nous voyons que ce regroupement en formation, dont chacun s'approche et se voit s'approcher en la personne de son voisin, sert de médiation entre les tiers : c'est-à-dire qu'il est pour chacun un ensemble à totaliser et un groupe à accroître par sa propre présence ; et, par lui, justement, chacun saisit le mouvement du tiers qui lui fait face comme son propre mouvement et comme l'accroissement spontané du groupe dont il va faire partie. Ainsi, ma praxis m'apparaît à la fois comme moi-même, ici, maintenant, comme moi-même venant à moi par mon voisin et comme soutenue par le résultat totalisé d'elle-même en mon voisin et en moi (en agissant de même et en me faisant le même que lui, je le retrouve dans le groupe comme un accroissement totalisant de sa force qui à travers la totalisation me détermine à travers le groupe même : son action individuelle qui est la mienne me donne par l'accroissement du tout une sécurité plus

grande). Or, dès le début du regroupement et, ensuite, pendant la bagarre, la pluralité des totalisations par les tiers ne cesse pas d'exister ; il n'y a rien d'autre que des centaines de synthèses individuelles. Seulement cette multiplicité se nie dans chacun des actes qui la constituent. En tant, en effet, que chacun d'eux constitue le tout comme praxis commune, il se donne lui-même comme régulateur, c'est-à-dire comme praxis du tout en lui. Et dans la mesure où il se reconnaît dans chaque praxis individuelle, il saisit chacune d'elles comme présence en un tiers de la praxis totale. Mais, en même temps, par la liquidation de la sérialité, il a produit sa praxis comme libre détermination dialectique. Ainsi quand il tente de charger contre les agents, il accomplit une action que seule l'existence et la pratique du groupe rend possible ; mais en même temps, il la produit comme sa libre activité pratique. Ainsi l'action du groupe comme praxis totale n'est pas d'abord en lui action autre ou aliénation à la totalité ; mais elle est l'action du tout en tant qu'elle est librement elle-même, chez lui et chez n'importe quel tiers. (...) Ma praxis est en elle-même praxis du groupe totalisée ici par moi en tant que chaque autre moi-même la totalise dans un autre ici, le même, au cours du développement de sa libre ubiquité. (...) Ce n'est pas que je suis moi en l'Autre : c'est que *dans la praxis* il n'y a pas d'Autre, il y a des *moi-même*. (...) Dans la praxis spontanée du groupe en fusion, la libre activité se réalise par chacun comme unique (*sienne*), multiple (multiplicité intériorisée et force réalisée *dans le résultat individuel* comme résultat multiple) et totale (comme objectivation totale en cours). (...)

" En fait, chacun vient au groupe avec un *passif* (c'est-à-dire avec un conditionnement complexe qui le singularise dans sa matérialité) ; et ce passif - dans lequel il faut faire entrer les déterminations biologiques comme les déterminations sociales - contribue à créer, en dehors même de la sérialité, une hystérésis qui peut susciter une série nouvelle. Pour ces raisons et pour d'autres encore, le schème théorique que nous avons indiqué ne s'applique pas dans la réalité : il y a des retardataires, des opposants, des ordres et des contre-ordres, des conflits, des chefs provisoires vite résorbés au profit d'autres chefs. Mais l'essentiel demeure, à travers cette vie du groupe en fusion (qui n'est en fait que sa lutte contre la mort par passivisation) : si le groupe doit réellement se constituer par une praxis efficace, il liquidera en lui les altérités, il éliminera les retardataires ou les opposants ; cela signifie que la liberté commune se fera en chacun contre eux jusqu'à ce qu'enfin les ordres qui circulent soit réellement l'ordre que chacun se donne en lui-même et en tous, jusqu'à ce que l'homogénéité de la colère, du courage, de la décision de lutter jusqu'au bout, se manifestant partout rassure chaque manifestant, lui apprenne que le risque de déroute ou de lâcheté ne va plus créer là-bas, comme inquiétude, la possibilité d'*un Ailleurs* et le constitue de partout comme réalité pratique du groupe *ici*. Le fond est là : je dépends de tous mais par la liberté comme reconnaissance pratique je suis *assuré* contre cette dépendance : ils se battront de *mon* combat, avec mon acharnement ; *là-bas* ce n'est qu'un *ici* : je ne suis pas plus en danger " là-bas "qu'ils ne le sont ici : je *n'attends* rien d'eux (altérité) puisque chacun donne tout ici et " là-bas " ; ainsi ma propre action - lors même que les conditions de la lutte ne me permettent plus de les voir - est *régulatrice de la leur* ; c'est la liberté pratique en moi qui se donne en eux ses limites ; ainsi

poussant l'acharnement à l'extrême, je produis cet acharnement partout. "(Sartre, " Critique de la raison dialectique ", Ed. Gallimard, p. 418 à 427). On peut comparer ce texte théorique à plusieurs paragraphes du témoignage cité plus haut : " Il y avait des centaines de personnes dans les premières lignes d'émeutiers. Tous ces gens et les quelques milliers d'autres qui étaient au-dessus, qui participaient régulièrement ou sporadiquement au roulement des émeutiers ou les soutenaient en donnant des soins, de l'eau, en apportant des éléments de barricades, en surveillant les petites rues latérales ou simplement en faisant masse derrière les premières lignes (leur offrant ainsi un milieu de repli et d'appui et créant également ainsi une densité humaine rendant impossible le dégagement rapide de la zone par une série de violentes charges policières) étaient très déterminés. Les gens s'accrochaient avec les flics, étaient gazés depuis des heures mais c'était très dur de les faire reculer et toujours ils réavançaient. A ce moment là, la volonté farouche de milliers de personnes était de pénétrer dans la zone rouge par tous les moyens nécessaires... "

On voit comment l'émeute devient en elle-même son propre objet, son propre but, elle a son sens en elle-même : être une communauté. Quand posée par le Mad comme activité de destruction symbolique-concrète du capital, elle se veut action directe et non revendicative, elle est *auto-référente*. " Une impression générale laissait penser que cette fois-ci à Gênes, seul un affrontement direct permettrait de briser ce cirque où des professionnels du pouvoir et de la contestation ne cherchent qu'à organiser ce monde. (...) L'enjeu ne pouvait être qu'ici et maintenant et l'émeute un des moyens pour abolir cet état de fait. (...), nous étions nombreux à penser qu'il fallait s'attaquer directement aux représentations du pouvoir économique et politique. Créer l'affrontement en s'en prenant directement aux flics, aux banques, aux commerces, aux agences immobilières, aux concessionnaires, à la prison... Et il ne s'agissait pas ici de s'attaquer à des symboles flous mais bien d'avoir une prise directe sur les dispositifs réels d'une oppression quotidienne qui sont plus que visibles dans ces instants de rupture, surtout lorsqu'une ville est quasiment vidée de ses habitants et laissée aux mains des forces de police. Libérer des zones où normalement seul l'ordre ambiant règne. *Créer des fragments de possible* (souligné par nous, mais c'est le titre même du texte) au milieu d'un tout quadrillé, légiféré et déjà pensé pour l'individu. "(" Les Témoins de Genova ")". L'émeute possède alors tout en elle pour accomplir le saut périlleux suivant : de forme de lutte à l'intérieur de la lutte de classe, elle devient elle-même nouveau " rapport social " face au capital, donnant à ce " rapport " le contenu de l'immédiateté sociale de l'individu. Ce qui est le signe même de son artificialité est revendiqué comme une raison d'être : " la ville vidée de ses habitants ". Contrairement à la succession dans les années 80 et 90 des émeutes anti-FMI provoquées par les politiques d'ajustement structurel dans les pays périphériques, l'existence apparemment arbitraire de ces émeutes en constitue à la fois leur faiblesse (ce qu'*Aufheben* souligne comme absence de relations avec les " locaux ") et tout leur intérêt. Elles sont une rupture unilatérale avec une activité défensive. Cette unilatéralité c'est la revendication de leur positivité en elles-mêmes, mais ce n'est alors que leur coupure d'avec un rapport de classe contre le

capital qu'elles entérinent. Dans la même publication (" les Témoins de Genova ") un court texte expose les raisons avancées par certains pour ne pas aller à Gênes : " La course aux contre-sommets apparaît comme une occupation assez vaine tout en nécessitant beaucoup d'énergie. Le caractère essentiellement spectaculaire de ces rencontres entre " grands " - que seules les gesticulations des médias et de la gauche de la gauche constituent comme événements - comme de leur contestation, crée des conditions particulières propres à neutraliser tout élément de subversion qui pourrait s'y manifester. Par ailleurs, il est difficilement compréhensible de se précipiter ainsi dans la gueule du loup, là où les dispositifs répressifs seront les plus efficaces, d'accourir aux rendez-vous que l'on nous donne, là où il ne se passe concrètement rien. Alors que c'est partout et tous les jours que nous devons trouver l'occasion de *nous organiser pour reprendre possession de nos vies* (souligné par nous). "(*ibid*). On retrouve la dualité permanente du Mad entre l'action spectaculaire et sa perpétuelle angoisse de ne pas être un mouvement continu, mais, actions spectaculaires ou mouvement continu, la base est la même : " fragments de possible "ou " reprendre possession de nos vies ".

De façon générale, dans ce cycle de luttes c'est l'absence de confirmation d'une identité prolétarienne, la disparition du " vieux mouvement ouvrier ", qui font que le dépassement du capital ne peut plus s'appréhender lui-même comme une pratique de montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste. Cette situation d'où peut être produite à termes la révolution comporte sa propre limite inhérente : si le dépassement de la société existante n'est plus donné dans la montée en puissance de la classe ouvrière et son affirmation comme pôle dominant de la société, il devient le dégagement par rapport à cette société, un autre qui se constitue face à elle dans les déterminations préfigurant son dépassement (c'est la note 1 sur l'opéraïsme dans le texte d'*Aufheben*). L'émeute telle qu'elle est pratiquée par les anarcho / bb est la confusion de l'immédiateté du communisme (plus aucune forme de transition) avec son immédiatisme (toujours possible, ici et maintenant, parce que révélation d'une nature révolutionnaire des individus, des hommes, de l'humain.). En supprimant la confirmation du prolétariat dans sa propre autoprésupposition, le capital semble se supprimer lui-même comme procès contradictoire, comme médiation : les classes sont dépassées et le capital est devenu fictif. On sait très bien qu'il y a encore des ouvriers et qu'ils sont même toujours exploités, mais l'activisme leur demande justement de ne plus agir en tant qu'ouvriers (le " supplément d'âme " et d'utopie demandé aux dockers de Liverpool). Or, la communisation de la société ce sera des mesures communistes prises par des ouvriers parce qu'ils sont ouvriers, parce qu'en tant que tels ils existent définis dans et contre toutes les déterminations du capital. La révolution est le dépassement des luttes immédiates parce qu'elles ont pour contenu l'exploitation en tant qu'implication réciproque.

Pour reprendre la formule que SoB avait mise à l'honneur, " l'expérience ouvrière " est la liaison essentielle entre le cours quotidien de la lutte de classe, la révolution et le communisme, mais elle ne peut plus être formulée comme positive. La restructuration du capital et le nouveau cycle de luttes nous autorisent maintenant à la

saisir négativement. Qu'est-ce que l'expérience ouvrière actuellement? C'est la constitution du prolétariat en tant que classe comme étant sa propre négation, son propre dépassement, dans l'abolition de tout ce qui la définit. Dans le rapport de classe actuel, le prolétariat fait "l'expérience" de son existence comme classe en contradiction avec le cadre de toute entreprise particulière, de tout procès de travail déterminé, de tout travail concret dont la maîtrise lui aurait été retirée par une domination. En contradiction avec le caractère social des forces du travail, il fait l'expérience de la caducité de son travail en tant que travail nécessaire pour le capital. C'est de sa propre caducité dont le prolétariat fait l'expérience dans sa lutte contre le capital et dans cette caducité, ce n'est pas de la maîtrise sur ses conditions de vie dont il est question et qui se pose comme un enjeu de la lutte de classe, mais de leur abolition et de la sienne propre. C'est dans cette "expérience ouvrière", qui en tant que telle est négative, que se créent le désir, les conditions et la nécessité de l'universalité et de l'immédiateté sociale de l'individu dans l'abolition du capital.

Tout cela n'empêche que cette autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes, en tant qu'expression actuelle des limites de la lutte de classe, pointe à partir d'elle-même, dans ses propres termes, le contenu de la révolution communiste : la remise en cause par le prolétariat, contre le capital, de son existence comme classe. C'est actuellement, *entre autres*, par le Mad (aucune forme n'est définitive et il semblerait bien, comme *Aufheben* en a le sentiment, que celui-ci soit sur son déclin) et par l'émeute auto-référentielle que ce cycle de luttes fait sienne sa propre dynamique : la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. C'est par là également qu'il revendique son dépassement comme abolition de la société et rapports immédiats d'individus dans leur singularité, mais tout cela est posé comme Mad et par là cette dynamique et ce dépassement ne finissent par exister que comme alternative.

C'est la contradiction à l'oeuvre comme dépassement du capital et production du communisme qui, dans le Mad, s'est présentée comme autonomisation de la dynamique de ce cycle, c'est-à-dire comme exclusion réciproque entre être prolétaires et production d'autres rapports sociaux. Comme remise en cause de l'appartenance de classe à l'extérieur d'elle-même, cette autonomisation aboutit à une série d'impasses : le capital comme domination et symbole, la question *insoluble* de sa propre extension, sa référence aux besoins, au plaisir, aux désirs, à un moi humain "authentique". Cette impasse apparaît dans le cours des émeutes, leur auto-limitation (leur caractère auto-référentiel), et jusque dans leur "récupération" dans des buts qui ne sont pas les siens comme à Québec, à Prague et même à Gênes lorsque Agnoletto se permet de déclarer après la mort de Carlo Giuliani : " Aujourd'hui nous avons vaincu à *carissimo prezzo* ".¹

¹ *Le démocratism radical qui traite les bb de flics, élève Carlo Giuliani au rang de martyr en escamotant systématiquement qu'il était en train de jeter un extincteur sur un car de police (cf. le film de patronage " Un autre monde est possible " qui s'offusque de ce que l'Etat soit l'Etat et trouble la kermesse)*

Cependant cette exclusion réciproque entre être prolétaire et produire d'autres rapports sociaux est devenue, dans ce cycle, la forme nécessaire pour poser, *maintenant*, cette dynamique de ce cycle de luttes. S'il y a reproduction du capital, il ne peut y avoir qu'autonomisation de la dynamique de ce cycle. On ne peut demander au dépassement du capital qui est forcément activité du prolétariat, donc en rapport avec le capital, une "existence pure", positive en elle-même, quelque chose qui soit, même en mouvement, dégagement de l'implication avec le capital. Que ce soit l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, que ce soit la communauté comme relations entre individus dans leur singularité, ce sont des points essentiels de ce cycle de luttes que le Mad et la pratique de l'émeute auto-référentielle produisent, même si cela ne peut maintenant que trouver sa limite dans une pratique alternative et, comme le craint *Aufheben*, devenir la pratique d'une "bande errante de casseurs sans racines". C'est ainsi qu'historiquement existe maintenant ce cycle de luttes et qu'il se produit lui-même (entre autres choses).

Parce que l'activité des anarcho / bb se présente comme émeute pour laquelle la liaison avec les "luttes quotidiennes" est plus que problématique (dans la mesure même où la solution est posée en termes de liaisons) elle ne peut que retomber dans la problématique de l'alternative en perdant, au travers de l'émeute auto-référentielle, le fil de la révolution comme activité du prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste. Mais ce n'est pas là un simple retour en arrière. Quand l'émeute retombe dans l'alternative, elle indique à sa façon, comme on l'a vu, non plus une maîtrise par le prolétariat de ses conditions d'existence, mais ce qui distingue radicalement le communisme de toutes les sociétés antérieures : la construction des rapports entre individus en tant qu'individus comme étant leur propre fin et leur propre médiation. Mais elle l'indique comme activité propre du prolétariat sur lui-même face auquel le capital est déjà caduc. La perspective de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure confrontée à son impuissance est amenée à faire le saut de l'alternative, mais de l'alternative émeutière. Au lieu de considérer la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe dans le cours même du capital comme contradiction en procès et contradiction de classes, on voit là un état réalisé. La contradiction ne se situe plus à l'intérieur du mode de production, entre des classes, mais entre deux types d'activités : le contrôle social et la domination d'une part et l'émeute de l'autre : "A Bruxelles (13 et 14 décembre 2001), je me suis fait plaisir, banques et commissariat ont été attaqués. Une guérilla diffuse qui n'a jamais atteint les moments forts de Gênes mais un contexte chaleureux qui nous laisse entrevoir les heureuses perspectives des émeutes à venir. Débranchons les télé. Attaquons les médias du pouvoir. Détruisons ce qui nous détruit et marchons d'un pas décidé vers les quartiers d'affaires, poulaillers et casernes. Brûlons enfin tous les repères de ceux qui se prennent pour nos maîtres. C'est ainsi que nous trouverons la faille du capitalisme. En s'attaquant aux symboles du système, non avec des symboles mais par l'action directe. Par l'action réelle et violente contre ces symboles. (..) Black bloc n'est pas un groupuscule d'extrémistes débiles, mais une tactique d'actions politiques ouvertes à l'imagination et à la participation de toutes et tous." ("Traits Noirs / Zine de noire expression", n° 7, janv 2002. - c/o *Les chemins*

non tracés, BP 421, 84071 Avignon cedex 04). Tout y est : la domination, le contrôle social, les symboles, la recherche de la faille, l'émeute auto-référentielle comme " rapport social ". Le bb pose la contrainte de l'appartenance de classe comme quelque chose de réalisé dans et par sa pratique de l'émeute, mais alors, outre que l'on a confondu " rapport social " et " dynamique de groupe ", c'est le capital qui doit alors être redéfini comme une multitude de symboles de lui-même, le bb ne saccage ni les ateliers, ni les usines.

En tant qu'autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes, le Mad transforme ce qu'il y a de plus radical dans ce cycle, la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence de classe, en une nature du mouvement. Ce qui est le résultat d'une lutte de classe dans le mode de production capitaliste en tant que mouvement contradictoire de ce dernier vers son propre dépassement, devient une qualité attribuée à l'action elle-même, une sorte de miracle, mais la description du miracle n'équivaut pas à son explication. Dans la remise en cause de l'appartenance de classe réduite à une " dynamique de groupe ", c'est la dynamique de l'action qui devient sa propre explication. Ainsi l'alternative et son idéologie, l'action directe, sont les limites que le mouvement lui-même se fixe parce que la remise en cause de l'appartenance de classe réside alors dans les qualités de l'action en tant que telle. La vraie question est : pourquoi cette action (la remise en cause) peut être telle, pourquoi le jeu (la lutte de classes comme cours contradictoire de la totalité qu'est le mode de production capitaliste) produit-il l'abolition de sa propre règle ? Répondre à cette question ce serait reprendre toute l'analyse du cours contradictoire du mode de production capitaliste non seulement comme jeu contradictoire réflexif entre deux classes qui sont les pôles d'une même totalité, mais surtout comme mouvement contradictoire *d'une totalité* qui a deux pôles. Ce n'en qu'en situant la contradiction (l'exploitation) comme mouvement interne d'une totalité que l'on peut parvenir à saisir comment le jeu parvient à l'abolition de sa règle et non aux victoires aléatoires et passagères d'un des joueurs. Mais c'est alors les concepts d'économie et de nécessité qu'il faudrait redéfinir.

Dans l'émeute auto-référente, pour laquelle l'action est la propre explication de ses qualités, l'isolement ne vient pas comme limite au cours de la lutte, il est le point de départ, raison d'être de l'émeute. Les émeutiers sont en eux-mêmes la caducité du capital et des classes, ce qui est un rapport et le résultat d'une contradiction / implication réciproque entre le prolétariat et le capital (l'exploitation) devient alors une position sociale, un mode de vie. Position sociale et mode de vie d'entrée autonomisés, isolés.

Cette transformation du capital en multitude de " symboles de lui-même " ne peut être rejetée comme un simple enfantillage théorique. Si elle est une pratique massive, c'est qu'elle contient un point essentiel : l'abolition du capital ne peut plus être un retour dans le sujet productif de son objectivité en face de lui, aliénée. Dans la révolution communiste, même s'il s'agit de la pratique de la classe ouvrière, ce n'est pas dans une action affirmant la situation de travailleur qu'il peut y avoir réappropriation de la richesse car il n'y a pas *réappropriation*, mais abolition de l'objectivité de la richesse.

La révolution ne peut plus être qu'une désobjectivation pratique du monde, une désobjectivation de tout le travail social accumulé dans le capital, en ce que celui-ci, comme rapport social, est nécessairement objet. A sa façon la transformation symbolique du capital rend compte de cela : abolir le capital ce n'est pas s'approprier des objets mais abolir un rapport social. Mais elle "oublie" que si le capital est un rapport social nécessairement objectivé, son objectivation ne réside pas dans des symboles. Dans la révolution communiste, l'objectivité *et la subjectivité* sont abolies dans ce qui les définit comme objectivité et subjectivité : la contrainte à être reproduite dans leur séparation. Séparation qui, comme préalable et résultat, définit le capital comme objectivité et le travail salarié comme subjectivité. Attaquer le capital comme symbole entérine l'existence d'une subjectivité sans objet (la détermination sociale contradictoire de l'activité comme sujet en soi, en tant que travail salarié), on ne dépasse pas l'objectivité du capital parce qu'on a pris l'autre pôle du rapport comme pôle absolu. Ce qui est l'abolition d'un rapport est devenu l'affirmation d'un *point de vue* à partir d'un des pôles du rapport.

Ce point de vue subjectif c'est la transformation du mode de production capitaliste en *économie*. Avec cette transformation, le Mad, dans son fondement humaniste, s'oppose à une "apparence" non critiquée de ce mode de production, mais cette apparence est simultanément une réalité quotidienne de celui-ci, c'est pour cela que cette "erreur" peut être "un moment du vrai".

La lutte de classe du prolétariat ayant pour contenu et projet la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste et son affirmation en tant que classe dominante s'est effondrée. La disparition, dans le cours de la restructuration qui a accompagné comme lutte des classes cet effondrement, de toute identité ouvrière, confirmée dans la reproduction du capital (comme cela était le cas dans le cycle de luttes précédent), a produit comme une des limites actuelles des luttes de classe la disparition de leur propre compréhension et prise en charge d'elles-mêmes précisément en tant que contradiction entre des classes, particularisations de la même totalité contradictoire et produisant son dépassement comme procès d'une contradiction interne définissant ses termes : l'exploitation. Ce qui signifie que les conditions de sa reproduction apparaissent face à l'individu comme des conditions toutes faites et "naturelles", comme un simple moyen de réalisation de ses buts singuliers (ou obstacles à ceux-ci), comme une nécessité extérieure à sa propre définition : d'une part l'individu isolé et sa réunion avec d'autres sur la base d'intérêts communs, d'autre part la reproduction de la société comme moyens ou obstacles, comme économie. Économie posée, corollairement à l'individu isolé, essentiellement aux niveaux de l'échange, de la marchandise, de l'argent, de la distribution, de la consommation : les cibles des émeutes. Cependant cette limite est aussi, à sa façon, une "désobjectivation" de la lutte des classes, en ce qu'elle pose l'abolition du capital non comme le résultat de ses contradictions objectives dont le prolétariat vient opportunément profiter, mais comme activité humaine produisant ses propres conditions et se posant elle-même comme sa condition première, même si cela s'effectue en opposant l'individu à l'objectivité ou à la

nécessité de l'économie, donc en conservant cette dernière comme l'envers nécessaire de la subjectivité.

Ce qui, même dans cette perspective, est reproduit dans l'émeute auto-référentielle (le "groupe en fusion"), c'est la liaison entre l'abolition du capital et le "règne de la liberté", cela autrement que de façon proclamatoire (l'abolition du capital étant ipso facto "le paradis sur terre", c'est bien connu), ou sur le mode exclusif : puisque l'un est la nécessité, l'autre ne peut être que la liberté. La médiation qui fait de l'abolition du capital le "règne de la liberté", c'est l'abolition de l'économie dans l'abolition du capital. Mais, ce qui est le dépassement produit de l'exploitation, c'est-à-dire d'une contradiction entre des classes, est devenu, dans l'émeute et le discours qu'elle tient sur elle-même (les deux sont indissociables), celui de l'opposition entre des individus et leurs conditions objectives se dressant face à eux. La pratique de ces individus a pour elle-même comme contenu de montrer l'absence de réalité de ces conditions objectives, il faut prendre au sérieux la notion récurrente de symbole. C'est le *symbole*, en tant que signe qui est concret et ce qu'il est censé représenter qui est l'abstrait. La véritable critique de l'économie part du fait que de façon essentielle l'exploitation constitue le mode de production capitaliste comme contradiction entre le prolétariat et le capital, comme lutte de classes dont l'économie est un moment (le fait que toutes les conditions de la reproduction du rapport social se trouvent constamment objectivées du côté du capital). La critique du concept d'économie, qui intègre dans le concept ses propres conditions d'existence, évite précisément de poser son dépassement comme une opposition à l'économie, cela du fait qu'est produit que la réalité de l'économie (sa raison d'être), est en dehors d'elle. L'économie est un attribut du rapport d'exploitation.

Toute la problématique pratique des anarcho / bb repose sur un procès individuel de réflexion (retour) sur soi-même : prise de conscience de ce que nous sommes de toute façon déjà potentiellement, de notre "moi authentique". La subsomption réelle et son abrutissement généralisé ne laisseraient plus d'échappatoire et poseraient clairement que le vrai problème révolutionnaire ne peut être, face au capital, que la prise de conscience et la manifestation pratique de celle-ci : *la destruction symbolico-concrète*. Le Mad prend les chaînes de la conscience pour les chaînes réelles des hommes, il ne s'agit alors que de troquer cet abrutissement, ce sommeil, la "conscience actuelle", contre la conscience humaine, une conscience critique, et de le manifester pratiquement, ce faisant toute limite serait abolie ou en voie de l'être. Mais on n'a rien changé en fait, on a fait qu'interpréter différemment ce qui existe. C'est une illusion que de penser qu'une modification de la conscience, *même si elle s'objective dans une pratique* peut entraîner un bouleversement révolutionnaire du monde, c'est l'idéalisme militant ordinaire auquel le Mad n'échappe pas. Ce qui le distingue du militantisme traditionnel, et en fait tout l'intérêt, c'est qu'il le sait et le craint.

Cette transformation dans la conscience des hommes ne sera réalisée que par une transformation des circonstances et l'existence d'idées révolutionnaires suppose déjà

l'existence de contradictions et d'une classe révolutionnaires, quel que soit ce que tel ou tel membre de cette classe pense à tel ou tel moment. C'est la révolution, mouvement pratique, qui est cette "transformation massive des hommes "et "la création en masse de cette conscience communiste". "Seule la révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle à la peau et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. "(" Idéologie Allemande ", Ed. Sociales, p. 68). *Peu importe qu'auparavant la nécessité ou l'idée de la révolution aient été proclamée des centaines de fois.* Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Ce qui nous aliène n'est pas dépassable dans notre conscience ou même dans notre vie individuelle, la transformation de " l'activité humaine "ne peut être que la coïncidence avec la transformation massive et réelle des " circonstances "(cf. 3° thèse sur Feuerbach). On peut le comprendre, mais le comprendre n'est pas le dépasser. La théorie n'est pas une forme de conscience. Toute cette démarche symbolique est très pédagogique, faite d'efforts que chacun mène (bien sûr en relation avec les autres) pour montrer la réalité du système, pour s'élever à la conscience, et l'accès à celle-ci est alors l'acte révolutionnaire premier, initial.

Le Mad, face au dilemme de l'alternative dont il connaît parfaitement l'impasse bien qu'il ne puisse l'éviter, est actuellement l'expression la plus claire de la critique du remplacement de l'histoire par un " avant "(la révolution) et un " après "qui s'éloigne et s'irréalise du fait même qu'il soit un " après ". Malgré les apparences, l'attitude selon laquelle on ne peut pas savoir ce qu'il y aura après la révolution est et a-historique, elle fait du communisme le domaine de l'ineffable. Cependant si le communisme ne "s' imagine" pas tout d'un coup, il ne peut être positivement le développement d'une pratique actuelle.

Le cycle de luttes actuel nous permet de ne plus " idéaliser "la révolution par la séparation entre un "avant" et un "après". Si on ne peut faire l'économie de concevoir le communisme, c'est à partir des contradictions de cette société et non en se plaçant ailleurs. La révolution ne devient crédible que si l'on conçoit pratiquement, comme activité du prolétariat, le passage qualitatif de l'avant à l'après. Le principal défaut de l'alternative (même dans des formulations où elle est elle-même conçue comme en réalité impossible) est de concevoir la crédibilisation de la révolution comme un mouvement positif d'où découle l'affrontement avec le capital. On perd à ce moment là la révolution comme *pratique de classe*, et l'on est incapable de fournir la base de ce développement positif (l'homme, l'individu, les désirs... ?). En effet, l'universalité et l'immédiateté sociale de l'individu ne sont pas une détermination de l'essence de l'homme, ni même du prolétariat, mais résident comme contradiction dans le rapport du prolétariat au capital. Cette universalité et cette immédiateté ne naissent de l'abolition de la propriété, de l'échange, de la division du travail, de la valeur, des classes, que si, comme pratique, cette abolition se situe au niveau où toutes ces déterminations existent comme capital. Se situer à ce niveau, ce ne peut être que *la lutte en tant que classe de la classe ouvrière*. Avec son contenu d'universalité et d'immédiateté, le dépassement des conditions existantes ne peut être que le fait d'une classe immergée dans son rapport au

capital, dont la pratique est la contradiction interne du mode de production capitaliste, c'est-à-dire son existence comme contradiction en procès. Le prolétariat est classe révolutionnaire parce que classe de ce mode de production. C'est aux luttes immédiates qu'il faut, dans ce cycle, prêter la plus grande attention, c'est en elles que se produira le dépassement de ce mode de production, luttes immédiates dans le procès de travail (procès de production immédiat) et dans la reproduction de la force de travail. Le second aspect étant certainement le "maillon le plus faible" du mode de production tel qu'il s'est restructuré.

C'est dans l'affrontement de la classe ouvrière avec le capital que la révolution devient crédible, parce que c'est dans cet affrontement que l'appartenance de classe, pour chaque prolétaire sa propre existence individuelle comme individu moyen, sont remises en question. C'est là, dans la lutte de classe, que le caractère social et contingent de cette contrainte fondamentale que constitue le fait même de l'appartenance de classe existe, et qu'existe aussi l'envie de vivre sans cette contrainte qui contient toutes les autres. On sait que la "stratégie" de l'alternative même temporaire, même de lutte et de rupture, ne peut être, comme pratique continue et volontaire, qu'un échec, qu'elle s'enferme dans toutes sortes de problèmes qui ne sont que les formes particulières de sa sclérose dans les questions nécessairement définies par la société existante qui pour elle ne sont pas sa force même, mais un signe de son impuissance. Il n'empêche que quelque chose d'essentiel est posé (médié) : qu'est-ce que des ouvriers, des étudiants, des employés font d'eux-mêmes dans une grève ou dans une action plus individuelle ou plus "sauvage"?. Si nous comprenons cela dans une perspective qui n'est plus alternative, qui n'est plus la pratique permanente vouée à l'échec de l'expérimentation d'une "autre vie", c'est toute la question de la production contre le capital d'une autre société qui apparaît. La réalité d'un moment révolutionnaire c'est quand dans "la classe ouvrière qui fait grève", c'est tel et tel individu, qui s'est ennuyé pendant x temps dans tel ou tel boulot, qui se met à faire grève et c'est ce qu'il fait, de telle ou telle façon, à ce moment là en tant que gréviste et à partir de sa situation de classe (la problématique alternative sépare les deux : on agit comme individu quand on n'est plus "la classe ouvrière"). *Rendre la révolution crédible*, la désidéologiser, n'est pas le fait des "révolutionnaires" ou de "petits groupes radicaux", mais s'effectue dans ce qui est justement le contraire de sa crédibilité, dans l'action de cette abstraction qu'est la classe ouvrière au moment où elle devient une abstraction, c'est-à-dire au moment où elle devient contingence, contrainte. Dans Le Prolétariat qui lutte ce sont des prolétaires qui se suppriment en tant que tels, simplement parce qu'à partir de ce qu'ils sont (prolétaires) ils abolissent le capital. C'est là que, dans le cours de ce cycle de luttes, la révolution devient crédible parce que sa possibilité, même s'il ne s'agit que d'elle, se conjugue au présent, c'est la dynamique de ce cycle de luttes, c'est actuellement l'axe de toute pratique et de toute théorie pouvant être qualifiées de communistes, leur angle d'attaque dans la lutte des classes présente.

Se contenter de "dénoncer l'erreur" ne mène jamais à rien. Ce qui importe c'est de considérer la lutte de classes dans son histoire et non à partir d'une norme, d'en

considérer tous ses moments comme nécessaires et comme des moments de la production de son propre dépassement. Si le dépassement de l'économie, de l'objectivité, si l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, existent dans la problématique et l'activité des anarcho / bb, c'est là qu'il faut le débusquer et le décrire et considérer cela comme une partie de la situation *présente*, réelle, de la lutte de classe. La façon dont, dans le cours historique de la lutte des classes, son propre dépassement se présente ne doit être considéré ni comme l'aboutissement déjà là, ni comme une ébauche grossière et ridicule qui, coupée de son aboutissement, doit être abandonnée on ne sait où en dehors du vrai qui serait son aboutissement. Cet aboutissement, quant à lui, ne doit pas être considéré comme un positif mort, une norme, gisant de l'autre côté. C'était le but de ce texte.

Annexe

Les habits vieux du prolétaire

Le dépassement produit par la dynamique de ce cycle est le moment où la contradiction entre les classes devient, dans le cours de la lutte, remettre en cause sa propre condition de prolétaire qui est alors produite, dans le cours du conflit, comme une contrainte extérieure, en même temps que c'est en tant que prolétaire que l'on se bat contre le capital et que simultanément on produit des rapports nouveaux. On communise la société, c'est-à-dire qu'on la supprime en tant que substance autonome du rapport entre les individus qui se rapportent à eux-mêmes dans leur singularité. Les rapports sociaux antérieurs, sans que cela tienne à un plan d'ensemble (inexistant et impossible), se délitent dans cette activité sociale où l'on ne peut faire de différence entre l'activité de grévistes, d'insurgés, d'émeutiers, et la création d'autres rapports entre les individus.

Ce dépassement n'est pas un processus interne à la classe, mais son conflit avec le capital et l'évolution des rapports de force, donc des objectifs et de la conscience théorique qui se déterminent dans la lutte. C'est un procès dans lequel le capital est lui-même acteur, procès auquel il cherche à conférer un sens, dans lequel il construit, comme sa nécrologie, sa signification historique.

Dans ce conflit, le prolétariat ne se distingue pas encore, formellement, des autres classes révolutionnaires de l'histoire, il n'est amené à agir pour la destruction du système dominant que parce que la défense de ses intérêts immédiats l'y contraint. Mais il s'en distingue déjà substantiellement en ce qu'il ne peut faire de cette abolition une conquête progressive, une montée en puissance à l'intérieur de l'ancien système (comme la bourgeoisie), en ce qu'il ne peut abolir la domination de la classe dominante sans s'abolir lui-même comme classe et toute société de classes. Dans le cours historique du mode de production capitaliste, une telle situation est l'aboutissement et le dépassement d'un cycle de luttes où le rapport entre prolétariat et capital ne porte plus la confirmation d'une identité prolétarienne face au capital, où la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur reproduction.

On ne comprend pas ce qu'est la révolution communiste tant que l'on oppose l'individu et la classe, que cela soit pour dire que la révolution c'est quand l'individu s'est débarrassé de ses habits de classe, ou pour dire que la révolution est affaire de classe, l'individu est produit après. Si dans une activité de classe, il peut y avoir production d'individus immédiatement sociaux, c'est que dans ce qu'est une classe, l'individu isolé ne masque pas ou n'est pas un état antérieur à la constitution en classe. L'individu isolé ne masque pas l'existence des classes. Les classes sociales et leur contradiction ne se construisent pas et n'apparaissent pas à elles-mêmes en dévoilant le fétichisme de l'individu isolé mais grâce à lui. L'individu isolé ne vient pas refléter et masquer de véritables rapports de classes. Il n'y a pas dans le mode de production capitaliste de classes en dehors, en dessus ou en dessous de ces individus isolés. Dans le mode de production capitaliste, les rapports sociaux que les hommes définissent entre eux apparaissent comme rapports entre individus. Mais ces rapports sociaux n'existent en tant que tels qu'en apparaissant ainsi, qu'à partir du moment où ils sont rapports entre des individus "isolés", ainsi *ils apparaissent ce qu'ils sont* : une non immédiateté sociale de l'individu, des rapports de classes. L'individu "isolé" ne masque rien. C'est tout le rapport social entre des classes qui est précisément sa propre transposition en rapports entre des individus "isolés", individu "isolé" dont la forme sociale s'étend jusqu'à ce que nous avons appelé par ailleurs (dans d'autres textes) l'individu singulier (comme pourrait le montrer n'importe quelle enquête sociologique). L'individu existe comme membre d'une classe, il n'y a ni opposition ni masque entre ces termes et ce jusqu'à l'individu dans sa singularité ; c'est pour cela que l'action de classe peut produire l'appartenance de classe comme contrainte en tant qu'action de classe même.

Actuellement, poser l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure a pour limite l'alternative. Celle-ci, en tant que limite des luttes de classe présentes, montre cependant la liaison formelle qui s'établit entre le cours quotidien des luttes et la révolution. Nous savons que l'on ne peut pas, contrairement à la démarche normative, "rejeter le "faux" à l'extérieur du "vrai". Cependant cet aspect des luttes actuelles dans lesquelles le prolétariat se remet en cause, ne peut, maintenant, que fonder la pratique de l'individu isolé en compagnie d'autres individus isolés et non une pratique de classe. *La différence réside dans le rapport au capital*. Dans le premier cas, on pose la transformation de la société "à partir de soi-même" et l'activité totale de la société comme somme d'activités particulières concrètes à réorganiser ; dans le deuxième cas, la transformation de la société n'est pas un développement positif face ou même contre le capital, mais un développement positif *dans* la destruction du capital, une communisation de la société, c'est-à-dire une activité dans le mode de production fondé sur le capital, activité du prolétariat défini dans un rapport d'implication réciproque avec le capital. Dans le premier cas, on se définit en tant qu'individus ou somme d'individus face au capital, dans le deuxième, en tant que classe dans la contradiction avec le capital, et on définit la production du communisme, non comme une autre société ayant ses caractéristiques en dehors du capital, mais comme ne se produisant que

par et dans l'abolition du capital. Cette abolition part du capital comme exploitation c'est-à-dire aussi de toute la "richesse de son développement". On ne considère plus la société comme somme d'activités concrètes et comme lieu de choix et d'alternatives, mais dans toute la richesse de son universalité produite par le capital. On n'abolit pas la division du travail pour devenir des bricoleurs universels, mais en supprimant le travail social comme forme indépendante du travail individuel (ce qui supprime le travail), ce qui ne peut être que le fait d'une classe immédiatement définie dans le rapport et la dualité contradictoire travail concret / travail abstrait.

Dans le premier cas, la transformation de la société ne serait possible qu'après que les prolétaires aient abandonné leurs vieux habits de prolétaires, dans le second, la production du communisme s'effectue parce que les prolétaires, en lutte contre le capital comme prolétaires, abandonnent, dans cette lutte, leurs vieux habits de prolétaires. " La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique révolutionnaire. "(Marx, " Thèses sur Feuerbach ")

L'abolition de la condition prolétarienne est *l'auto-transformation* des prolétaires en individus immédiatement sociaux, c'est la lutte contre le capital qui nous fera tels, parce que cette lutte est une relation qui nous implique avec lui. La production du communisme est cet abandon même des vieux habits, donc effectué par ce qui est encore une classe, qui seulement parce qu'elle est capable de produire le communisme en abolissant le capital, et dans cette abolition, est capable de conserver toute la richesse du développement antérieur. Cette richesse n'est pas une accumulation objective de biens et de moyens techniques (comme le pose le point de vue de l'individu qui ne peut voir que des nuisances ou des opportunités), mais l'universalité aliénée des rapports sociaux dans le mode de production capitaliste. C'est parce que la communisation de la société s'effectue dans la lutte du prolétariat contre le capital, parce qu'elle n'est en fin de compte qu'une ligne stratégique dans cette lutte et se décompose en une série de mesures tactiques, qu'elle est contrainte de reprendre toute l'universalité et la richesse du développement antérieur au niveau même où le capital a posé et défini cette richesse : l'universalité sociale des rapports. Cette universalité des rapports capitalistes ne peut être abolie, en se situant au niveau de développement social qu'elle représente, qu'en l'affrontant dans son autonomisation, c'est-à-dire comme capital ; cela implique que la relation dans laquelle on se trouve face à ces rapports, dans leur autonomisation, est une relation de classe. Seule l'activité d'une classe, le prolétariat, peut connaître et abolir l'universalité des rapports capitalistes au niveau même de leur universalité, *c'est-à-dire comme forme autonomisée* des rapports que les individus entretiennent entre eux, et peut par conséquent les abolir comme tels tout en conservant toute la richesse du développement antérieur qu'ils présupposent. Ce n'est qu'ainsi, au cours de la lutte d'une classe contre le capital, qu'est produit l'individu immédiatement social. Il est produit par le prolétariat dans l'abolition du capital (ultime rapport entre le capital et le prolétariat) et non par des prolétaires qui ne sont plus des prolétaires. Enfin, dans le premier cas, en considérant que la production du communisme ne peut être que le fait de prolétaires qui ont au préalable abandonné leur situation de prolétaires, celle-ci peut être entreprise,

même partiellement, n'importe quand et n'importe où ; dans le deuxième, on considère que la production du communisme est l'oeuvre du prolétariat en tant que tel, c'est-à-dire comme classe de cette société, et alors *elle est soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire.*

Réflexions critiques sur le texte intitulé Après Gênes

Le texte intitulé *Après Gênes* traite de ce que *TC*, à la suite d'*Aufheben*, appelle le "mouvement d'action directe" ("MAD"). *Après Gênes* condense un certain nombre de points importants de la théorie de *TC*: la théorie et son statut, la notion d'individu dans le capital et l'immédiateté du communisme, opposé à son immédiatisme. On en arrive, à travers ces thèmes, à toucher du doigt l'aporie théorique sur laquelle débouche au bout du compte la réflexion de *TC* : tout simplement la question de savoir quel sont la nature, le sens, l'utilité de cette activité particulière qui consiste à élaborer une théorie qui soit une théorie du communisme. Et la réponse qui semble bien être : la théorie en général, et *Théorie Communiste* en particulier, n'apportent rien, sinon la satisfaction d'avoir su pénétrer les principes du monde.

Théorie et conscience

Après Gênes avance avec force l'idée que "la théorie n'est pas une forme de conscience". Tout le problème est de saisir ce que c'est que cette théorie qui n'est pas conscience. Le contexte n'est pas très éclairant, mais il semblerait que, d'une certaine manière, ce qui ne peut être dépassé dans la conscience seulement (l'aliénation) peut néanmoins être compris sans être dépassé dans la théorie. Mais en quoi cela ne pourrait-il être "compris mais non dépassé" dans la conscience également ? Qu'est-ce qui fonde, là, la différence entre conscience et théorie ?

Le texte semble poser plus ou moins que la conscience c'est, si on veut, ce que pense l'individu du capital, tandis que la théorie c'est la "compréhension" (puisque c'est finalement le terme qui lui est le plus souvent associé). Mais la question de savoir "*qui comprend*" n'est jamais posée - et pour cause, puisque celui qui comprend ne peut être personne d'autre que "l'individu du capital", ce qui ruine par là même la distinction entre conscience et théorie que le texte a tenté d'opérer.

En effet, qui peut bien "définir ce nouveau cycle" ou "comprendre, dans toutes ses implications, le dépassement du programmatisme", sinon cet homme avec qui, comme le dit *TC* par ailleurs, "il faudrait en finir" ? La théorie communiste est produite par des individus du capital en tant qu'individus du capital. La théorie n'est pas une propriété *sui generis* de l'implication réciproque ou du rapport contradictoire entre capital et prolétariat : elle est bel et bien formulée par des prolétaires qui, pour ce faire, ne peuvent que partir de leur expérience de prolétaires actuels et donc de ce qu'il faut bien appeler, au sens large, leur "conscience".

Ce qui gêne *TC* dans la notion de "conscience", c'est qu'elle renvoie plus ou moins à un sujet, tandis que la théorie, elle, paraît s'en affranchir, et semble tournée uniquement vers le monde qu'elle décrit. La théorie, à la différence de la conscience, peut exister en dehors du rappel des conditions de son énonciation, et se poser comme

pure connaissance. Il ne s'agit pas ici de faire dire aux textes de *TC* ce qu'ils ne disent pas : la théorie n'y est pas considérée comme un point de vue qui plane au-dessus du rapport contradictoire entre prolétariat et capital, et le considère de loin: elle a bien son origine dans la lutte des classes. Mais cette origine, la théorie la nie tout en la reconnaissant, puisqu'elle l'admet dans les termes même de la connaissance : que la théorie a son origine dans la lutte des classes, cela devient une vérité, parmi d'autres, de la théorie, et rien de plus. Dans cette vision, qui est celle de *TC*, la lutte des classes n'est plus responsable de la production de la théorie, elle est vue comme un moyen pour accéder à cette vérité qu'est la théorie. La théorie en se posant comme différente de la conscience se voit transcendée, si on veut, par son identité avec la vérité : elle n'a plus à rendre compte de son point de vue de départ, elle n'est plus *une* expression de la lutte des classes, elle est devenue absolue. C'est une Idée Platonicienne, c'est l'Esprit du Monde, c'est une Vérité Transcendantale.

C'est en se fondant sur cette distinction qui fait donc de la théorie l'équivalent d'une science que *TC* peut rendre son verdict sur chaque mouvement, dont celui "d'action directe" : la science théorique démonte les "erreurs" du discours que tient le mouvement (sa conscience) et rend compte des erreurs de cette conscience par les conditions même de la lutte des classes. Cette méthode, préconisée et utilisée par *TC*, n'est pourtant jamais appliquée à la théorie communiste elle-même : qu'est-ce qui, dans les conditions actuelles de la lutte des classes, peut bien permettre à une théorie comme *Théorie Communiste* (il ne s'agit plus là de la théorie en général, mais bien des thèses défendues dans la revue) d'exister ?

Malgré la tentative pour tenir la révolution par les deux bouts, celui de la résolution de la contradiction du capital, et celui du "dépassement produit", *TC* ne parvient pas à ne pas laisser échapper une des extrémités de la corde. La notion d'implication réciproque est un apport fondamental, il reste à présent à parvenir à ne jamais surestimer ni l'un, ni l'autre des deux pôles. La critique des thématiques du sujet, du désir et de la révolte entraîne *TC* à son corps défendant vers une minoration de ce que la revue a par ailleurs justement qualifié de "dépassement produit", et donc dans le même mouvement vers une hypostase du pôle capital dans le rapport contradictoire d'implication réciproque¹

¹ *TC* a souvent réfuté l'accusation la plus courante qui lui a été portée, celle d'être "objectiviste", en faisant remarquer que l'objectivation d'un rapport social qui est historique était un processus du capital lui-même et qu'en ce sens, la révolution était aussi "déobjectivation". Si la défense est subtile, elle ne permet pourtant pas de réfuter l'essentiel de ce que cette critique portait : à savoir l'existence chez *TC* d'un véritable déni du sujet, sensible dans cette conception de la théorie comme "connaissance" indépendante de "qui" connaît.

Conscience et circonstances

Une conception courante fait de la transformation des idées le préalable à la transformation réelle du monde. Il est compréhensible que ceux qui ont fait de la révolte un choix personnel, un genre de vie si on veut, voient parfois le changement global uniquement à l'image de leur parcours individuel : une affaire de volonté, une rupture provoquée par le désir et la réflexion. Critiquant le "mouvement d'action directe", TC est donc conduit à rappeler ce qui est un des apports les plus évidents de Marx, la thèse selon laquelle c'est la vie qui détermine la conscience, et non l'inverse. On ne peut qu'être d'accord avec les termes de ce rappel, y compris avec la citation extraite de *l'Idéologie allemande*. Cependant, la charge critique d'*Après Gênes* semble entraîner TC vers une vision contraire toute aussi erronée.

La révolution n'a pas pour préalable un changement dans l'ordre des consciences : l'exact opposé n'est pas plus vrai. La "transformation des circonstances" ne modèle pas la transformation des consciences comme le piston causal agissant sur la conséquence. Puisque la révolution est un "dépassement produit", c'est que conscience et circonstances se mêlent dans la "désobjectivation" du capital : qu'à l'effondrement réel des rapports objectivés du capital correspond la conscience des possibilités offertes par le dépassement du capitalisme, et oriente ainsi la communisation comme un processus pratique et théorique. Le rôle de la théorie, comme expression condensée d'une conscience qui, par ailleurs, s'exprimera sous mille formes dans une période révolutionnaire, se trouve ainsi confirmé, et il n'est pas égal à zéro : ni première, ni seconde, la théorie est tout simplement indissociable du processus dans son ensemble. La révolution est un processus dynamique où circonstances, pratique et retour réflexif sur cette pratique sont des éléments conjoints, les transformations réelles modifiant les conceptions que les hommes se font du monde, ces conceptions devenant la source de modifications nouvelles. Non pas le triomphe de la subjectivité, en effet, mais la désobjectivation et la désobjectivation comme processus imbriqués.

Le rôle de la conscience au moment du dépassement n'est pas fondamentalement différent de ce qu'il est actuellement, tant il est vrai qu'il faut sortir de la téléologie d'un "avant" et d'un "après" la révolution : si cette conscience, sous sa forme théorique, existe actuellement, c'est que le capital laisse voir la possibilité réelle de son dépassement, c'est que dans les circonstances actuelles du capital une telle compréhension est possible.

L'individu du capital

Ce sont des individus du capital qui feront la révolution, et deviendront les individus immédiatement sociaux du communisme. À moins de concevoir la révolution comme une transmutation, il faut bien admettre que les prolétaires entameront leur auto-négation en agissant strictement en tant que prolétaires. *Après Gênes* ne dit pas autre chose, page 25 : "l'abolition de la condition prolétarienne est l'auto-transformation des

prolétaires en individus immédiatement sociaux, c'est la lutte contre le capital qui nous fera tels, parce que cette lutte est une relation qui nous implique avec lui".

TC se pose souvent la question de comprendre comment le prolétaire, en agissant strictement en tant que prolétaire, peut auto-nier sa condition de prolétaire. Si on remplace le mot "prolétaire" par son équivalent strict "d'individu du capital" (comme il n'y a pas une vraie nature humaine qui serait à opposer à la fausse représentation de l'individu opérée par le capital, le prolétaire est l'individu du capital), on doit dire : comment l'individu du capital, agissant strictement en tant qu'individu du capital, peut-il auto-nier sa condition d'individu du capital?

Force est donc d'admettre qu'il existe bien, dans ce qu'est l'individu dans le capital, les bases de son autotransformation, sans que les circonstances puissent être invoquées comme le *deus ex machina* qui changera instantanément cet individu du capital en individu immédiatement social. Le processus même de la révolution doit bien prendre en compte la réalité de sa gestation et de son déroulement. La réfutation salutaire de toutes les périodes de transition ne doit pas rendre an-historique la réalisation du dépassement du capital : la révolution est un événement qui prend sa place dans l'histoire, au-delà de la conception abstraite que l'on en a nécessairement à l'heure actuelle. Le dépassement est le dénouement du rapport contradictoire entre prolétariat et capital, il est aussi (et "aussi" ne peut pas vouloir dire en même temps, mais qu'il s'agit de deux choses identiques, ou plutôt qu'il s'agit d'un seul et même processus, considéré sous ses deux aspects) dépassement produit par l'individu du capital dans sa capacité à se nier comme individu du capital, mais bien sûr nécessairement sur la base de ce qu'il est.

Cela ne signifie pas que l'individu du capital a la possibilité de créer le communisme *hic et nunc* : certes, "seule la révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle à la peau et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles". Mais ce qui "rendra apte", la révolution, n'est pas un processus du capital seulement : c'est un processus du capital et du prolétariat dans leur implication réciproque. À défaut d'être "apte" au communisme, l'individu du capital devra au moins être apte au déclenchement du processus qui y mène, et cela ne se fait pas sans idées, sans projets, sans théories.

Ainsi, si l'on admet le propos de TC lorsque cette revue affirme (TC 17) qu'il "faut en finir avec l'homme" (c'est-à-dire avec la notion de nature humaine, qui n'est qu'une "naturalisation" des caractéristiques de l'individu du capital), on comprendra également qu'on ne peut sous couvert de cette critique récuser en bloc, en les taxant "d'alternativistes", tous les mouvements de révolte plus ou moins organisés qui se manifestent dans le capital, tout simplement parce qu'aucune révolution ne commencera, qui ne sera le fait de l'individu du capital, donc de sa révolte. Le "mouvement d'action directe" est *absolument dans le vrai* lorsque son point de départ est une exigence immédiate du communisme sur la base de ce que les prolétaires sont ici et maintenant, sur la base de ce qu'est l'homme du capital, parce que tout simplement

le refus de la transcroissance¹ impose qu'aucune révolution ne commence autrement (l'autonégation de ce qu'est cet individu ne pouvant intervenir comme un préalable pour la révolution, ce serait le retour de la conscience et du sujet).

Si, pour une part, le "mouvement d'action directe" tombe dans le piège de l'alternativisme, il n'y est pas plongé tout entier. *TC* l'admet mais en même temps considère que sa position conduit nécessairement et logiquement à l'alternativisme, quand bien même certains au sein du MAD chercheraient-il à l'éviter. Voir "la transformation de la société à partir de soi-même et l'activité totale de la société comme somme d'activités particulières concrètes à réorganiser" (*Après Gênes*), c'est, en effet, être alternatif ; le problème, c'est que ce n'est pas parce que l'on pose la révolte du prolétaire tel qu'il est maintenant que l'on envisage nécessairement les choses ainsi, et c'est cette relation de nécessité qu'établit *Après Gênes* qui est contestable. *TC* traque l'alternatif partout et souvent croit le dénicher derrière chaque fourré contestataire.

Immédiateté et immédiatisme

L'immédiateté du communisme est une conséquence logique de la critique de la transcroissance des luttes, du programmatisme et de la notion de période de transition : c'est pourquoi cette thèse est partagée par le "mouvement d'action directe" et *TC*. Pour *TC* cependant, le "mouvement d'action directe" se caractériserait par son "immédiatisme", qui consiste à poser le communisme comme déjà présent (escamotant la révolution). "L'émeute telle qu'elle est pratiquée par les anarcho/bb est la confusion entre l'immédiateté du communisme et son immédiatisme" (*Après Gênes*). C'est ainsi que divisant en fait le prolétariat en deux (ceux qui se fondent sur leur humanité pour vivre l'immédiateté du communisme dans le cadre de la zone temporairement libérée par l'émeute, ceux qui restent prisonniers de l'aliénation du capital) le "mouvement d'action directe" en vient à se marginaliser, autonomisant ce qui est, par ailleurs, la dynamique de la lutte de classe dans ce cycle.

Là encore, *TC* ne se fonde pas sur ce que pense la totalité des prolétaires qui se rattachent à ce Mouvement d'Action Directe (beaucoup ne croient certainement pas créer le communisme à l'occasion de l'émeute, ou lors de leurs activités diverses). Ce serait la manière dont le MAD conçoit l'immédiateté du communisme qui aurait cette conséquence, l'immédiatisme devant se comprendre comme un refus de la médiation temporelle qui reviendrait à nier le moment révolutionnaire.

Pourtant, la position attentiste (celle qui refuse toute action au motif que la situation ne conviendrait pas) n'est pas plus acceptable. "Attendre" revient forcément à mettre l'accent sur l'un des pôles de l'implication réciproque, celui du capital. Certes, la révolution se présente d'abord comme une crise généralisée du rapport social mais cette crise en tant que crise de l'implication réciproque est produite par les deux pôles. Le

¹ Il faut bien comprendre que le "mouvement d'action directe" refuse la transcroissance et que son immédiatisme découle directement de cette prise de position théorique.

capital n'est pas moteur dans son déclenchement, le prolétariat non plus: c'est dans le cadre de leur implication réciproque qu'ils le sont l'un et l'autre. C'est qu'il n'existe aucune condition particulière pour anticiper le déclenchement de la révolution, car fixer ces conditions reviendrait à reconnaître au capital l'initiative de son commencement. Tout ce qui concerne la production du dépassement, affaire d'*actes* des individus du capital, est à rattacher à la subjectivité, même si c'est celle d'un sujet voué à se désubjectiver en pratiquant la désobjectivation du capital: et il n'est évidemment pas question de parler de "conditions subjectives", expression qui est une contradiction dans les termes. Il n'y a pas de conditions subjectives parce que si un sujet est conditionné, il n'est plus véritablement un sujet.

Quand on parle de communisme, on parle donc nécessairement d'immédiateté, et ceci dans tous les sens que ce terme peut prendre. C'est cependant une erreur des rédacteurs d'*Après Gênes*, que d'avoir pris ce refus de la médiation temporelle (le refus du "Il va falloir attendre"¹) pour la marque d'un communisme déjà présent qui n'a plus besoin de la révolution. C'est bien plutôt la possibilité du changement révolutionnaire sans conditions préalables qu'il fallait retenir. Une frange du mouvement d'action directe sait très bien que la révolution n'a pas eu lieu et c'est pourquoi elle ne prétend pas créer le communisme dans l'instant. Comme le souligne TC, seule la véritable alternative, celle qui renonce à la révolution, peut prétendre vivre le communisme dès maintenant; mais c'est une erreur de penser que le MAD est dans son ensemble nécessairement conduit à cette position. C'est pour que cela reste clair et intelligible qu'il semble préférable de parler, plutôt que d'immédiateté du communisme, d'immédiateté *du projet communiste*. Le communisme est d'actualité, mais il l'est comme potentialité, non comme réalité concrète déjà effectuée. Cette clarification permet peut-être de distinguer, au sein du MAD, le bon grain communiste de l'ivraie alternative: l'un et l'autre apparaissent ainsi comme deux pôles opposés et non plus, comme nous le présente *Après Gênes*, l'alternative comme le destin contraint des malheureux révolutionnaires égarés dans le mouvement d'action direct.

Ce pôle communisateur, présent au sein du MAD mais peut-être également au-delà, il est donc possible de le nommer: *aire de l'immédiateté du projet communiste*.

L'aire de l'immédiateté du projet communiste

Il n'est pas question, dans ce bref survol de quelques réflexions critiques à propos du texte *Après Gênes*, de donner une description précise de ce que l'on propose de nommer "aire de l'immédiateté du projet communiste". On se contentera d'en esquisser le positionnement théorique, laissant la charge à chacun d'en évaluer les contours.

¹ Titre d'une brochure signée Dauvé et Nésic.

L'aire de l'immédiateté du projet communiste (AIPC)¹ est partie intégrante de la lutte des classes ; comme telle, elle est un élément de celle-ci, un élément parmi d'autres qui n'est ni en avance, ni en retard sur les autres.

L'AIPC se définit par :

- L'immédiateté du communisme, compris pleinement comme "la construction des rapports entre individus en tant qu'individus comme étant leur propre fin et leur propre médiation" et comme "l'absence de médiation entre révolution et communisme".
- Le fait de poser cette immédiateté immédiatement, c'est-à-dire de comprendre que cette conception engage forcément les individus du capital même en tant qu'individus du capital, tout en sachant que le processus révolutionnaire est le seul possible pour la réalisation réelle du communisme, cette "transformation massive des hommes" produite conjointement avec la "transformation massive des circonstances"
- Définissant donc l'immédiateté au sens temporel comme l'immédiateté d'un projet. La notion de projet est explicitement subjective, elle renvoie certes à une part et une part seulement de la lutte des classes (L'AIPC) et sait qu'il y a d'autres subjectivités prolétariennes non plus antagonistes, mais intégrationnistes au monde du capital (et combien plus massives, certes...)¹ cette subjectivité se sait produite par le capital, comme subjectivité renvoyant à une séparation d'avec le monde objectivé par le capital : elle sait que la réalisation du projet passe par sa désobjectivation comme processus révolutionnaire, ce qui arrivera au moment où le communisme cessera d'être un projet en partie abstrait partagé par quelques prolétaires pour devenir avec la révolution une création massive par le prolétariat s'auto-niant. Le secret de l'AIPC, c'est que le triomphe brutal de la subjectivité dont elle est actuellement seule porteuse sera, lors de la crise sociale généralisée qui précédera la révolution, le début de sa désobjectivation tout aussi brutale.
- L'AIPC, cependant, ne doit pas se leurrer sur son propre rôle, et ce quand bien même elle est actuellement porteuse et porteuse unique du projet de dépassement de la société du capital. Évidemment, la tentation peut être grande de surestimer le pôle prolétariat, en posant le projet communiste comme un acte de volonté, ce qu'il est, mais en le posant seulement ainsi, ce qui est faux. Le projet communiste formulé par l'AIPC n'a pas pour rôle de convaincre le prolétariat de la nécessité du communisme, ce serait l'hypothèse du pôle prolétariat. Ici nous sommes entièrement d'accord avec *Après Gênes* : "la transformation de l'activité humaine ne peut être que la coïncidence avec la transformation massive et réelle des circonstances" - mais "co-incidence" et non incidence de l'un sur l'autre, ce dans quoi le texte dérape dès la phrase

¹ M'en voudra-t-on d'ajouter AIPC à MAD et autres MPA?

suivante (et dans certaines des précédentes) en disant que la "théorie n'est pas une forme de conscience"... L'AIPC n'a pas à promouvoir le projet dont elle est porteuse, car son expansion sera le fait conjoint du rapport contradictoire, non son fait à elle.

- L'AIPC doit comprendre qu'elle est produite à la fois comme possibilité réelle du dépassement et comme limite, dans la période actuelle, de ce dépassement. Mais, à la différence de *TC* nous ne poserons pas une limite comme une barrière supplémentaire. Quand *TC* parle de limite, c'est toujours pour signifier plus ou moins que ce qui a formalisé cette limite (le démocratisme radical, le MAD, par exemple) est susceptible de devenir un obstacle, voire un élément franchement contre-révolutionnaire dans certaines circonstances. Si cela est certainement vrai pour le démocratisme radical, il n'en va pas de même pour le MAD, encore moins pour l'AIPC. L'AIPC n'est en rien une "autonomisation de la dynamique des luttes" : ce qui fait qu'elle est une limite, c'est uniquement son existence en tant qu'AIPC, c'est le fait qu'on puisse la distinguer du reste de la lutte des classes dont elle n'est qu'une part, alors que lorsque la limite n'existera plus, c'est la lutte des classes dans sa totalité qui deviendra porteuse de l'immédiateté du projet communiste (et alors de sa réalisation concomitante). La limite, c'est le cours de l'implication réciproque qui peut la faire éclater, sans que l'on puisse prédire quand et comment.
- C'est face à cette réalité contradictoire (annoncer le monde à venir sans en être le porte-parole) que l'AIPC se débat sans parvenir de manière très explicite, jusque-là, à saisir sa propre singularité. Mais c'est que sa situation paradoxale la conduit toujours à se comprendre difficilement elle-même en tant qu'AIPC.
- En effet, dans ses luttes quotidiennes, plus l'AIPC se rapproche de sa position théorique, c'est-à-dire plus elle s'éloigne de la tentation alternativiste, plus se reconnaître elle-même comme une aire est en contradiction avec son but. Tout ce qui peut contribuer à formaliser l'existence de ce "milieu" le renvoie à sa propre impuissance, dans l'état actuel du rapport social, à être autre chose qu'une toute petite part de la lutte des classes. C'est donc une constante de l'AIPC que de chercher à nier sa propre existence pour se placer toujours dans la perspective d'une révolution qui n'a pas de conditions objectives ou extérieures comme préalables.
- On peut peut-être à ce propos revenir sur ce qu'il faut entendre par l'immédiateté dans le cas de l'AIPC. La possibilité du changement révolutionnaire "*sans conditions préalable*" n'est pas une manière de nier le déroulement du processus révolutionnaire, y compris dans son aspect préliminaire de crise sociale généralisée, crise qui sera très manifeste. Il ne s'agit pas de dire que la révolution fait l'économie de ces moments et qu'elle peut apparaître un beau jour tout entière et déjà réalisée, mais seulement de poser l'inexistence des conditions préalables et nécessaires au démarrage du processus. Concrètement, personne ne sait quels accidents historiques peuvent

conduire au début de crise prolongée du rapport social : et poser le début de ces crises comme indéterminé dans leur déroulement est une position théorique cohérente.

- Le terme de "projet" ne doit pas tromper: il ne signifie pas qu'au sein de l'AIPC se multiplient les plans de société meilleure, à l'imitation des utopistes du début du XIXe siècle. Le projet s'exprime, dans sa subjectivité même, de manière multiple, qui peut être théorique sans nécessairement prendre une forme théoricienne. Au-delà des pratiques qui sont celles de l'AIPC au sein des diverses luttes (sans-papiers, chômeurs ou anti-mondialisation), il y a aussi des modes d'expression qu'on pourra qualifier, peut-être, de symboliques : le thème de la "gratuité" en est un exemple. Les pratiques de "gratuité" n'abusent personne, et en premier lieu pas ceux qui les promeuvent. En effet, rien n'est gratuit dans ce qui est dit comme tel : les marchandises, qui n'ont pas perdu leur statut de marchandise sous prétexte qu'elles ont été volées, sont simplement consommées en commun. Ces initiatives ne cherchent pas dans l'absolu à être reproduites (leur généralisation ne serait pas en elle-même synonyme de révolution), et elles ne sont pas non plus alternatives (l'alternative, c'est l'autoproduction plutôt que la rapine). La "gratuité" n'est donc rien d'autre qu'un discours en actes sur le communisme en tant que projet.

Avec l'AIPC, on tient réellement la corde de l'implication réciproque par les deux bouts. Pour le pôle capital, la théorie comme connaissance sur la société du capital qui nous est offerte par notre position réciproquement impliquée avec lui pointe la possibilité réelle de son dépassement communiste : pour le pôle prolétariat, c'est le projet communiste qui est à même de cristalliser les éléments de la production désubjectivante du dépassement. Notons que la théorie joue un rôle essentiel, puisque ses positions expriment en même temps les potentialités ouvertes par le capital et le projet cristallisé par le prolétariat : il n'y a plus aucune dichotomie entre les deux pôles de l'implication réciproque.

C'est arrivé au terme de ce rapide survol que l'on peut répondre à l'objection, qui ne manquera pas d'être soulevée, de "relativisme". Si la théorie n'est pas "la connaissance", mais l'expression d'une partie de la lutte des classes, alors pourquoi serait-elle plus "vraie" que les autres expressions de celle-ci (lesquelles sont marquées du sceau de l'appartenance au capital), ou encore même en quoi serait-elle plus valable que le point de vue capitaliste ? Mais il n'y a pas d'autre critère de la validité d'une théorie que sa sanction par la pratique. Si la théorie existe, et qu'elle est capable de parler de communisme dans un monde où rien n'y fait penser, c'est qu'elle est liée à l'aire de l'immédiateté du projet communiste, c'est qu'il existe et a existé des prolétaires dont les pratiques de lutte ou de quotidienneté rendaient possible les conditions de l'émergence de la théorie communiste. Si la théorie communiste est vraie, c'est au sens où elle pointe la possibilité du communisme comme dépassement du monde du capital,

et le seul fait de pouvoir le faire dans le monde du capital témoigne de cette possibilité. Une possibilité n'est pas une réalité effective et de ce point de vue il faut bien admettre que la théorie, tout en étant un point de vue réel sur un monde réel ancré dans une pratique déjà existante qui la fonde, est peut-être aussi un point de vue sur un monde qui, éventuellement, n'existera jamais.

La vérité ultime de la théorie communiste c'est la révolution.

D.

Remarques sur cette critique

Théorie et conscience

Il ne sert à rien de se disputer sur des mots sans les définir. Ce que nous entendons par théorie, son rapport à la conscience et ce qui l'en différencie est exposé de façon précise dans un texte de TC 10 repris dans TC 14.

Je résume et j'explique. Les luttes de classe sont *théoriciennes*, tout simplement elles sont le fait de gens qui parlent, qui pensent, qui sont *conscients* de ce qu'ils font et qui dans n'importe quelle activité, au cours d'une lutte, ne cessent de parler entre eux, de revenir sur ce qu'ils font, de se l'expliquer, c'est même souvent la principale occupation au cours d'une lutte. Jusque là conscience et théorie sont synonymes. Ce n'est cependant pas un pléonasme que de dire ensuite que cette conscience est théoricienne.

La pratique du prolétariat est toujours une pratique consciente, mais pratique consciente d'une classe qui n'est jamais confirmée dans la reproduction d'ensemble de la société, cette pratique consciente n'acquiert jamais la caractéristique d'un destin (c'est-à-dire du mouvement autoprésupposé de la totalité : la production est reproduction), elle se rapporte toujours à elle-même par la médiation du capital, elle ne se prend jamais elle-même directement pour objet, ce retour médié sur soi qui ne peut jamais être une conscience de soi immédiate (c'est pour ça que les luttes sont si bavardes), c'est la théorie dans son sens le plus large, consubstantielle à l'activité même du prolétariat dans la lutte des classes. C'est une différence fondamentale avec la conscience de la classe capitaliste. La classe capitaliste se connaît elle-même (et ses pratiques) elle aussi dans son rapport à la classe qu'elle a en face d'elle et dont elle peut même reconnaître l'existence en tant que classe ; elle peut même accepter le caractère inconciliable des intérêts de cette classe par rapport aux siens propres. La grande différence c'est que dans l'activité de la classe capitaliste le capital subsume le prolétariat, en cela la propre connaissance de son activité particulière devient la connaissance de la *totalité*. Le capital se présuppose lui-même, la médiation est dépassée. On peut alors (dans le sens où nous employons les termes) parler simplement de conscience, c'est-à-dire de connaissance de soi-même et de l'activité qui définit cet être, parce qu'elle devient un simple rapport de cet être à lui-même. Cela est radicalement impossible du côté du prolétariat, c'est pour cela que nous parlons de conscience théoricienne ou théorique. Mais alors le terme de conscience devient source d'ambiguïtés. Nous dirons que le rapport à soi du prolétariat n'est pas conscience mais théorie.

Cette conclusion nous ouvre un second problème. Jusqu'à maintenant, sous réserve de ces quelques précisions, nos positions ne semblent pas inconciliables bien que chez toi l'*implication réciproque* n'est pas toujours au sens strict une *contradiction*

mais plutôt une opposition et qu'elle n'est jamais *subsumption* (nous y reviendrons à propos de l'AIPC). Il y aurait donc peut-être déjà des problèmes pour parvenir à cette première conclusion. Mais admettons que nous y parvenions, c'est la suite que, semble-t-il, tu ne peux accepter. Cette suite ce sont les grands airs que, d'après toi, prend la théorie : " Idée Platonicienne ", " Esprit du Monde (j'allais oublier les majuscules) ", " Vérité Transcendantale ". Nous laisserons de côté la critique de ces expressions en ce qu'elles n'ont ici aucune vertu explicative, mais font partie de l'attirail polémique marxiste convenu pour discréditer l'interlocuteur et mettre de son côté le lecteur qui, flatté, se sent amené à bon compte sur les hauteurs de la Grande Pensée. Le second problème (le premier c'est la distinction théorie / conscience) c'est qu'on ne peut dire simplement que ce que l'on entend habituellement par théorie n'est que la formalisation de cette existence théorique de la lutte de classe. Ce sens habituel c'est le travail particulier de formalisation intellectuelle plus ou moins systématique s'appuyant sur un corpus déjà existant, le retravaillant pour produire de nouvelles connaissances ; travail difficile et qui ne va pas de soi. En matérialistes scrupuleux, ceux qui s'y livrent ont souvent tendance à prendre cette chose comme non significative, ils aboutissent alors à idéaliser (au sens habituel et au sens philosophique) la réalité dans la confusion du " concret de pensée " et des existences. Nous dirons donc que la théorie (dans ce sens là) n'est pas la simple expression formelle de cette détermination théorique consubstantielle à l'existence et à la pratique du prolétariat posée dans le premier point, d'où une relative autonomie.

C'est le terme de " relatif " qui fait maintenant problème et qu'il faut expliquer pour qu'il ne serve pas à effectuer une pirouette du genre " oui mais " ou " c'est dialectique ". Si, dans ce sens formel, la théorie pose problème ce n'est, bien sûr, pas sans rapport avec le sens fondamental que nous avons d'abord défini. C'est le même mouvement qui peut faire poser comme théorique l'existence et la pratique du prolétariat dans sa contradiction avec le capital et qui est mouvement de reproduction du mode de production capitaliste et se résout dans cette reproduction qui est aussi reproduction du prolétariat. Ainsi la détermination, nécessairement théorique de l'existence et de la pratique du prolétariat, ne peut se confondre avec le simple mouvement de la contradiction-reproduction de la classe dans sa relation avec le capital. Par rapport à ce mouvement, elle s'abstrait en formalisation intellectuelle théorique qui entretient un rapport critique avec cette reproduction. Sa formalisation en science ou en utopie peut en découler et sa seule garantie est bien mince car elle ne lui est pas une garantie extérieure mais sa constante réflexion sur elle-même, sa rigueur et sa systématisme qui la définissent comme théorie. La détermination théorique de l'existence et de la pratique du prolétariat parce qu'elle est effective et se résout dans la reproduction du capital, se précipite (critallise) en une abstraction critique par rapport à elle-même. *Abstraite* et *critique* par rapport à l'immédiateté des luttes, c'est là sa relative autonomie. Aucune théorie se contente de dire " voilà ce qui arrive ", " ça parle ". Tu admetts que la théorie est " une expression condensée de la conscience ", tu introduis donc de façon non maîtrisée une différence entre les deux : la " condensation ". Mais pour toi cette " condensation " n'est qu'une réduction

homothétique, c'est l'illusion du pur résumé, elle ne transforme rien, elle ne retravaille pas ce qu'elle condense, elle n'a pas ses propres critères (l'abstraction et la critique). Pourtant la " condensation "est un changement d'état. La particularité de la " condensation "peut amener le " théoricien "à s'imaginer qu'il est " créateur ", et que sa production est seulement " influencée "par la lutte de classe de son époque alors qu'elle y est totalement immergée et que son autonomie critique en dépend totalement, pourvu que cette production veuille bien voir son autonomie comme résultat de son immersion, sinon elle n'est pas immergée mais dépendante, bercée, c'est une conscience, c'est-à-dire une immédiateté.

On peut déclarer : " La théorie n'est pas une propriété *sui generis* de l'implication réciproque ou du rapport contradictoire entre capital et prolétariat : elle est bel et bien formulée par des prolétaires qui, pour ce faire, ne peuvent que partir de leur expérience de prolétaire actuels et donc de ce qu'il faut bien appeler, au sens large, leur conscience ". C'est exact que, dans cette position, pour nous, ce qui gêne c'est qu'elle renvoie à un sujet. C'est gênant parce que, à moins de concevoir le prolétariat comme une multitude d'expériences originales et alors le rapport contradictoire définissant la classe devient une sorte de cadre général et sans intérêt de cette multitude d'expériences originales, on ne peut plus rendre compte de ce fait pourtant incontournable : ce que tu écris, ce que nous écrivons, ne tombe pas sous le sens commun du prolétariat, de ceux qui pourtant n'ont pas une " expérience "radicalement autre. Le problème quand on veut partir du sujet c'est que de singulier il prolifère aussitôt, pire que l'amibe dans un bouillon de culture. Il faudra donc expliquer ce que pensent, disent et font *tous* les sujets. Je concluais, de mon côté, notre précédent échange ainsi : " Si tout était aussi simple que tu le supposes, avec une théorie qui ne peut en aucun cas " se trouver extérieure "et qui condense " l'expérience réelle des prolétaires réels "nous pourrions envisager demain de faire un quotidien et après-demain la révolution. "(TC 17, p.139). A ce propos, je remarque que tu n'évoques jamais cette précédente lettre dans laquelle j'avance l'essentiel des arguments spécifiant la théorie par rapport à la simple expression immédiate de l'expérience. Si tu penses que j'étais complètement à côté de la plaque il fallait la démolir ou dire en quelques mots que ça n'en vaut même pas la peine. Il est curieux de se retrouver dans le même débat sans tenir compte de ce qui a pu être dit.

Ce dont tu ne tiens jamais compte c'est que dans le mode de production capitaliste l'implication réciproque est subsomption (reproduction), par là ce que nous produisons comme théorie dans le sens formel que nous avons précisé plus haut est bien une formalisation de l'expérience actuelle des prolétaires, mais elle est loin d'être la conscience immédiate massive de cette expérience, elle est abstraction et critique de cette expérience. On a dit précédemment que cela ne tenait pas à une scientificité mais au mouvement *complet* de la contradiction entre le prolétariat et le capital (de cette expérience, si tu veux). C'est de la structure complète de la contradiction qu'il faut partir, de là on retrouvera des sujets qu'il sera cependant très difficile d'appeler ainsi si l'on s'en tient à la définition que tu en donnes : " si un sujet est conditionné, il n'est plus

véritablement un sujet ". L'expérience nous donne immédiatement et massivement une conscience de l'antagonisme (de l'opposition simple et symétrique dans l'implication réciproque) et seulement médiatement une conscience de la contradiction (c'est-à-dire, à partir de la subsumption elle-même, de l'unité asymétrique et, dans cette unité, parce qu'asymétrique, le procès de son dépassement), c'est parce que cette conscience n'est plus la conscience immédiate de l'expérience, même si elle y est immergée, que nous préférons parler de théorie. La théorie est une propriété *sui generis* de la contradiction entre le prolétariat et le capital tout autant que cette contradiction est l'activité de deux classes, donc d'individus. Déterminons la structure dans la totalité de sa reproduction et les fonctions que définit la combinaison qu'est la totalité, les "sujets" nous serons donnés par surcroît.

A ce titre, la théorie dans son sens formel fait tout autant partie de la lutte de classe que n'importe laquelle des activités qui la constituent dans lesquelles nous incluons même le militantisme. " A quoi ça sert ? ", à *rien*. " Est-ce que ça pourrait ne pas être ? " *non*. " Est-ce que c'est un discours accompagnateur " *non*, ce ne serait que l'inverse du " rôle ". La théorie dans son sens général et dans son sens formel sont des productions constantes au cours de la lutte de classe, elles sont nécessairement liées, elles peuvent tout aussi bien être leur constant passage de l'une en l'autre que s'affronter. Dans son sens formel, elle ne préexiste jamais comme constituée, ni comme projet, elle se remet en chantier dans la lutte de classe et plus empiriquement dans les luttes immédiates parce qu'elles la remettent en chantier, elle est contredite, elle reprend la contradiction, elle fixe des objectifs, des limites parce qu'elle est produite à ce moment comme objectifs, elle est compréhension et anticipation mais ne se fixe jamais comme compréhension achevée ni comme anticipation à réaliser. En un mot, elle est active, vivante parce qu'elle sait que la condensation n'est pas un reflet, une expression immédiate de l'expérience. La critique d'attentisme ou d'extériorité faite à TC est une critique boomerang, quand on fait cette critique, qu'elle soit justifiée ou non, on se place du point de vue d'un but à atteindre pour quoi il faut mettre des moyens en oeuvre. L' "attentisme" de TC c'est de dire cette évidence : le but c'est ce que produit le mouvement, le communisme c'est ce que produit la lutte des classes et à partir de là de ne pas se comprendre comme des précurseurs du but, toujours un peu orphelins de celui-ci, mais seulement impliqués dans le mouvement, impliqués théoriquement ce qui n'est ni attentisme ni extériorité.

" Qui comprend ? " demandes-tu également. Avec nos prémisses, nous pourrions répondre comme toi : " des prolétaires tels qu'ils sont, déterminés dans leur contradiction avec le capital ". C'est parfaitement juste. On peut cependant ajouter : " Qui comprend ? ", mais toi, nous, etc. , des individus *singuliers* engagés, sans trop l'avoir " choisi ", de façon singulière dans la lutte de classe. Ensuite, pourquoi toi, pourquoi moi, pourquoi nous, etc., c'est une question qui sort de nos préoccupations. Parce qu'on a voulu " briller " au milieu des copains et des copines ; parce que des camarades nous ont mis le stylo entre les mains ; parce qu'on a dit à un moment " je ne suis pas d'accord " et qu'on a voulu préciser ; parce que quand une fois on y a mis le

doigt on y laisse le bras ; parce que, même si on en a marre, on arrive plus à penser et à vivre autrement... La théorie ça intoxique.

Conscience et circonstances

La transformation des circonstances n'agit pas comme " un piston causal " sur la conscience, OK. D'accord également : " Le rôle (je n'aime guère la notion de " rôle " qui, pour moi, renvoie à intervention et extériorité, et qui repose sur une abstraction du but et n'est que l'envers de " l'attente ", je préfère " place " ou " fonction ") de la conscience au moment du dépassement n'est pas fondamentalement différent de ce qu'il est actuellement, tant il est vrai qu'il faut sortir de la téléologie d'un " avant " et d'un " après " la révolution : si cette conscience, sous sa forme théorique, existe actuellement c'est que le capital laisse voir la possibilité réelle de son dépassement, c'est que dans les circonstances actuelles du capital une telle compréhension est possible ". Mon accord n'est cependant pas sans réticences, car il y a tout le raisonnement qui mène à cette conclusion de la deuxième partie de ton texte.

Dans cette partie de ta critique tu passes de " conscience " à " théorie " et vice versa comme s'il s'agissait de deux termes absolument synonymes. Pourquoi alors as-tu besoin des deux ? Une lecture attentive montrerait que l'un et l'autre, en fait, ne tombent pas au hasard et renvoient à autre chose en ce qui concerne la théorie qu'à la pure et simple condensation telle que tu l'entends. " La révolution n'a pas pour préalable un changement dans l'ordre des consciences ", c'est le départ du paragraphe. Ici la conscience est bien le rapport à soi immédiat de l'expérience. Le paragraphe se poursuit : " ...à l'effondrement réel des rapports objectivés du capital correspond la conscience des possibilités offertes par le dépassement du capital (...) ". Les deux, conscience et circonstances, ont beau " se mêler " comme tu l'affirmes, il y a toujours ce " réel " qui vient subrepticement se glisser dès qu'il est question de l'effondrement des circonstances. L'adjectif " réel " n'est pas là innocemment puisqu'à ce " réel " ne fait que " correspondre " la " conscience des possibilités offertes par le dépassement du capitalisme ". C'est à ce moment là qu'intervient le " rôle de la théorie " et non pas de la conscience qui va revenir tout à l'heure. La théorie apparaît d'abord comme nous la connaissons " expression condensée d'une conscience ", mais attention elle va s'adjoindre une nouvelle détermination sans que nous sachions d'où elle vient et qu'elles en sont la possibilité et la légitimité : " retour réflexif sur cette pratique " et en cela elle " oriente ". Tout à fait d'accord : elle oriente. Mais il faut lui en avoir fourni la possibilité, c'est-à-dire ne plus la comprendre comme le pur et simple reflet de l'expérience, c'est la fonction du " retour réflexif ", mais là tu n'es plus dans la conception fondamentale de l'identité entre conscience et théorie que tu avais défendue. Soit les deux termes retour et réflexif font pléonasme : " retour sur cette pratique " égale " réflexion sur cette pratique ", soit la réflexion n'est toujours que reflet mais elle est en outre maintenant " retour ", reflet revenant sur lui-même, si ce n'est pas une mise en abyme nous avançant à rien (un jeu de miroir à l'infini), c'est l'expression condensée de

l'expérience qui se dédouble, se regarde elle-même, c'est la théorie mais il fallait admettre la différence entre la théorie et la conscience pour éviter de passer clandestinement des concepts importants. Dans tous les cas nous n'avons plus affaire à la simple condensation ou expression ou formalisation, il y a décalage, critique, recul, nous étions jusqu'à maintenant dans la simple expression de l'expérience, nous voilà maintenant avec un point de vue sur l'expérience ; " qui comprend ? "pourrions-nous demander. Les mêmes qui agissent et cela dans leur action, tout à fait d'accord, mais alors pourquoi ce qui est maintenant possible ne pouvait l'être quand il était question de " théorie et conscience ". La théorie avec sa nouvelle détermination est devenue " indissociable du processus dans son ensemble "au moment où il faut choisir, se déterminer et surtout, c'est fondamental, la théorie joue son rôle au moment où la conscience " *par ailleurs* "(remarquons bien ce *par ailleurs*) " s'exprimera sous mille formes ". Une de ces mille formes, la théorie " expression condensée d'une conscience "a un rôle. La théorie est donc maintenant différenciée de la conscience ou pour le moins elle est devenue une conscience bien particulière. Pas pour longtemps. Le texte se poursuit dans un curieux balancement de phrases. Sans prévenir nous passons du " rôle de la théorie "au " rôle de la conscience ". La différenciation entre théorie et conscience n'a été introduite que pour disparaître aussitôt. Les deux sont à nouveau identiques mais plus de la même façon. Jusque là l'identité était l'absorption de la théorie dans la conscience (TC ne voulait pas reconnaître la conscience), maintenant l'identité est l'absorption de la conscience dans la théorie : " si cette conscience, *sous sa forme théorique* (souligné par moi), existe actuellement, c'est que le capital laisse voir la possibilité réelle de son dépassement, c'est que dans les circonstances actuelles du capital une telle compréhension est possible. ". Que signifie maintenant ce " sous sa forme théorique ", on ne peut que se perdre en conjectures puisque la " forme théorique "n'a aucune déterminations propres. Qu'apporte à " conscience "de rajouter " sous sa forme théorique "? Peut être s'agit-il simplement de reconnaître que *maintenant* cette conscience de la " possibilité réelle du dépassement "demande un travail particulier d'analyse et que cette possibilité ne se laisse pas voir dans l'expérience aussi immédiatement que le suggérerait le seul terme de conscience, d'autant plus qu'elle devient ici une " *compréhension* ".

Ce qui est surprenant dans cette deuxième partie c'est que tu ne t'aperçois pas du quiproquo par lequel tu aboutis à une conclusion qui est en dehors de tes prémisses. Tu parviens à définir le " rôle de la théorie "par sa distinction d'avec la conscience et tu termines sur un " rôle de la conscience "à nouveau identifiée à la théorie mais qui est le rôle de la théorie quand tu l'avais distinguée de la conscience. Ce que tu ne vois pas, ce n'est pas ce que tu ne vois pas, c'est ce que tu vois. Le quiproquo de ne pas voir ce qu'on voit ne porte pas sur l'objet mais sur la problématique.

Pourquoi ta problématique contient-elle ce quiproquo ? Tu ne sors pas d'une " dialectique de l'interaction ": les " transformations *réelles* "modifient les " *conceptions* "qui deviennent " la source de *modifications nouvelles* ". Un coup la réalité influence la pensée, un coup la pensée influence la réalité. Mais alors dans cette

dialectique de l'oeuf et de la poule à quoi cela sert-il d'avoir tiré un coup de chapeau à la citation de *l'Idéologie allemande*? Les choses comme tu le dis évoluent comme des "éléments *conjoint*s" (souligné par moi) "et nous restons dans la dialectique de l'interaction. Tant qu'on n'a pas saisi la réalité comme "activité humaine concrète", c'est-à-dire inversement la conscience comme "être conscient", on s'enferme dans le débat de la conscience et de la réalité, on bataille pour donner une réponse non idéaliste à la question par excellence de l'idéalisme et en conséquence on ne tient pas le coup longtemps. On cherche donc un "rôle" à la conscience mais, lui chercher un rôle, c'est la dégager de l'immédiateté de la "réalité", le "rôle de la conscience" devient le "rôle de la théorie". Théorie qui sera rebaptisée conscience (ou bizarrement "conception", terme qui semble être utilisé comme intermédiaire entre les deux ; remarquons la présence de quatre termes non articulés : théorie, conscience, conception, compréhension) quand elle redevient le reflet de ce que laisserait voir le capital (comme si le capital laissait voir quelque chose en clair), la conscience devient l'illusion de la lecture (à livre ouvert). C'est fondamentalement de cette illusion sur le réel que procède la confusion entre conscience et théorie, comme si le réel cachait l'essence dans son inessentiel comme le diamant se cache dans sa gangue de terre, l'essence n'est pas une partie cachée du réel dans lequel on pourrait la voir pourvu que notre vision l'en *extraie* et qui serait la garantie de la conscience comme conscience de l'expérience puisque l'essence serait la partie "cachée" du réel. L'essence ne se donne pas à voir dans une lecture fine de la réalité, mais comme processus et production théoriques ("retour réflexif", si on veut appeler ça ainsi). Après le "détour dialectique" de leur différenciation, théorie et conscience peuvent alors être confondues dans cette illusion de la lecture de l'essence dans la réalité.

Je ne te ferais pas l'objection d'avoir la conception "relativiste" de la théorie à laquelle tu réponds par avance à la fin de ton texte, ce que tu dis ne l'est pas parce que la théorie n'est jamais relativiste. Dans ton énoncé tu n'admet pas d'autres vérités que celles que tu énonces et si tu les annonces comme expression d'une partie de la lutte de classe c'est parce qu'elles sont appelées à en devenir la totalité, il s'agit donc d'une particularité de point de vue très éphémère et contenant son abolition comme particularité. La théorie n'est pas une connaissance scientifique car même si elle travaille par abstraction et critique, même si elle est falsifiable, elle est incluse dans son objet : le dépassement de la lutte des classes. Quant à sa garantie, elle n'en a pas, pas plus la "pratique" que la correspondance avec une essence qui serait cachée dans la réalité. Si la pratique était la "sanction" que tu dis, la théorie serait une science. Avec la "pratique", tu recherches pragmatiquement une garantie de fait à la théorie là où l'idéalisme recherche en plus une garantie de droit (l'identité entre le mouvement de la connaissance et celui de la réalité). La seule contenu repérable de cette "sanction de la pratique" ce serait sa "réussite", mais alors il nous faut admettre que Noske avait raison contre Luxemburg, Lénine contre Cronstadt, Marchais contre les enragés et que les "Gauches" ont toujours eu tort. Il nous faut admettre comme vérité la résurrection du Christ et la virginité de Marie. Si la vérité du pudding d'Engels c'est qu'on le mange,

la vérité de la résurrection du Christ c'est l'Eglise. On a beau dire et répéter " pratique ", manger ne certifie pas que ce que je mange est du pugging. Il ne suffit pas de prononcer le mot de pratique qui n'est ici, comme sanction de la théorie, que son envers produit pour la vérifier et qui la vérifiera toujours. On recherche toujours la fameuse garantie de l'accord entre la connaissance et son objet réel. Il n'y a pas d'un côté la théorie, vision intellectuelle immatérielle et de l'autre une pratique toute matérielle et réaliste, cette séparation c'est le mythe de toutes les théories de la connaissance qui trouveront alors toutes les réponses possibles et imaginables pour garantir la théorie. Si nous avons correctement compris ce qu'est la théorie distinguée de la conscience on se moque de toutes les sortes de garanties ou de sanctions qu'elles soient pratiques ou autres parce que la pratique est théorique.

Se poser la question du " rôle "de la théorie c'est admettre que ce *sur* quoi, ou même *dans* quoi, elle a un rôle à jouer existe sans elle. C'est admettre la lutte de classe sans théorie ce qui est une contradiction dans les termes, ce qui n'a jamais existé et n'existera jamais, mais c'est aussi admettre qu'il n'y a pas de garde-fous hors de sa cohérence interne que définit son propre objet. On peut se demander qu'est-ce que la théorie, comment la lutte de classe est théorique, ce que signifie sa détermination comme théorique, mais pas : " quel est le rôle de la théorie ? ". On peut toujours essayer de dire que la théorie a un rôle dans une réalité (la lutte de classe) qui la contient. C'est un faux fuyant parce que dès qu'il va s'agir de définir ce rôle on entre dans la dialectique de l'interaction entre circonstances et conscience et c'est la théorie qui disparaît.

L'individu du capital

Cette troisième partie s'articule sur un double coup de force théorique. Premier coup de force : " Si on remplace le mot " prolétaire " par son équivalent strict " d'individu du capital " (...) on doit dire : comment l'individu du capital agissant strictement en tant qu'individu du capital, peut-il auto-nier sa condition d'individu du capital ? ". Second coup de force : " le " mouvement d'action directe " est *absolument dans le vrai* (souligné dans le texte) lorsque son point de départ est une exigence immédiate du communisme sur la base de ce que sont les prolétaires ici et maintenant, sur la base de ce qu'est l'homme du capital (...). Dans un premier temps au prolétaire est substitué " l'individu du capital " au prétexte qu'il n'y a pas de " vraie nature humaine ". Ce n'est pas moi qui réfuterai le prétexte, mais qu'il n'y ait pas de " vraie nature humaine " ne nous donne pas " l'individu du capital " comme " équivalent strict " de prolétaire, à moins de considérer que toute la société capitaliste est composée de prolétaires. Cette première substitution a pour fonction de préparer la seconde qui va servir de socle aux propositions stratégiques " pratiques " qui achèvent ce texte. L'" exigence immédiate du communisme " est d'abord affirmée " sur la base de ce que sont les prolétaires ici et maintenant ", exprimée ainsi, c'est une base qui demanderait à être prouvée dans le cours immédiat des luttes actuelles, ce qui se révélerait très

problématique. Pour fonder cette " exigence immédiate ", il est plus prudent d'en appeler à un concept plus général et plus malléable que celui de prolétaire. Sans aucune transition (il ne s'agit même plus de dire que c'est un " équivalent strict ") : " sur la base de ce que sont les prolétaires "*devient* par simple apposition " sur la base de ce qu'est l'homme du capital ". Cet " homme "a beau être " du capital ", c'est toujours l'homme et ça va être utile pour la suite. Nous savions déjà que s'il n'y a pas de " vraie nature humaine ", TC avait tort cependant de vouloir " en finir avec l'homme "sans rien en conserver. En effet, au poker de l'immédiatisme du communisme il est toujours utile de se garder un petit homme dans la manche plutôt qu'un prolétaire.

Quelle est la conséquence, dans cette troisième partie du texte, de ce double glissement : du prolétaire à l'individu puis du prolétaire à l'homme (possible une fois le premier effectué)? La conséquence c'est l'introduction, dans cette partie, du concept d'*autonégation*. Le concept d'autonégation internalise *dans le prolétaire* la contradiction entre le prolétariat et le capital. L'immédiatisme du communisme n'est possible théoriquement que si l'on effectue cette internalisation, sans elle on ne peut envisager la production du communisme que comme l'action du prolétariat qui n'est qu'une classe de cette société, et alors cette production est soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire. Ton texte n'affirme pas quelque chose de diamétralement opposé, tu n'affirmes pas que le communisme est possible ici et maintenant tout le temps, ton problème est la recherche de ce qui peut, comme tu le dis " rendre apte "la classe à faire la révolution et à " balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle à la peau ". C'est là où tu reviens sur l'implication réciproque et que tu la comprends comme le jeu réflexif de deux entités ayant leur définition propre antérieurement ou en dehors de leur rencontre. Je ne dis pas que tu penses qu'une fois la " rencontre "faite et la " prise "du système de production effectuée, la reproduction de la rencontre deviendrait fortuite ni bien sûr que le prolétariat pourrait en demeurant ce qu'il est s'en affranchir. En revanche ce qui apparaît dans ton texte, c'est la recherche d'un processus interne au prolétariat le rendant apte à être révolutionnaire et tu insistes sur le fait que la révolution n'est pas " un processus du capital seulement, c'est un processus du capital *et* (c'est moi qui souligne) du prolétariat dans leur implication réciproque. "C'est là que tu as besoin d'introduire une dynamique interne à la classe : " Force est donc d'admettre qu'il existe bien dans ce qu'est l'individu dans le capital, les bases de son autotransformation, sans que les circonstances puissent être invoquées comme le *deus ex machina* qui changera intantamment cet individu du capital en individu immédiatement social. "Et plus loin : " Le dépassement est le dénouement du rapport contradictoire entre prolétariat et capital, il est aussi (...) dépassement produit par l'individu du capital dans sa capacité à se nier comme individu du capital, mais bien sûr nécessairement sur la base de ce qu'il est. "Quelles sont ces " bases "de son autotransformation existant *dans* ce qu'est l'individu dans le capital que l'on serait forcé d'admettre ? Leur énonciation serait un moment incontournable de ton texte, pourtant tu laisses ça dans l'ombre, c'est un non

dit. C'est un non dit que l'emploi des termes d'individu et d'homme semble suffisant à dire.

Il me semble que tu essaies de réunir deux positions : en gros celle de *TC* réduite au "capital seulement" et la position la plus commune dans le mouvement d'action directe, l'autotransformation de l'homme du capital (nous avons la possibilité de transformer notre vie face au capital). Tu ne réalises en fait qu'une juxtaposition passant d'une position à une autre, tu produis à mon sens une position éclectique dont la formulation exemplaire est : "c'est un processus du capital et du prolétariat dans leur implication réciproque". Mais l'implication réciproque ne définit plus une totalité contradictoire mais la rencontre et l'interaction de deux processus autonomes. Les circonstances deviennent simplement objet face à un sujet qui doit bien sûr en tenir compte mais qui trouve non dans son *rapport à cet objet* mais en lui-même l'aptitude à abolir les circonstances. La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement, la pratique révolutionnaire, n'est alors que l'intersection de deux processus. Nous avons dans le prolétaire devenu l'individu du capital, devenu l'homme du capital, l'aptitude à l'autochangement, et dans le cours considéré comme de plus en plus catastrophique ou impossible du capital les conditions de l'effectivité de l'aptitude. Ce qui est important, c'est que l'aptitude existe dans l'individu du capital car elle pourra alors être une tension à l'autochangement en dehors même des circonstances de son effectivité, une *potentialité* comme il est dit dans la partie suivante. Une fois que l'aptitude a été posée comme une qualité inhérente à l'individu du capital, l'immédiatisme du communisme est totalement justifié comme tension au communisme garantie par cette qualité inhérente à l'individu du capital, justifiée comme potentielle.

On a beau parler alors d'implication réciproque, on retombe en fait dans la vieille problématique de la "nature révolutionnaire" et des "conditions". *TC* ne produit pas cette "aptitude" dans un "processus du capital seulement". Tout d'abord le concept d'exploitation permet de construire la lutte des classes comme contradiction, c'est-à-dire implication réciproque non symétrique (subsomption), procès en contradiction avec sa propre reproduction (baisse du taux de profit), totalité dont chaque élément n'existe que dans sa relation à l'autre et se définissant dans cette relation comme contradiction à l'autre et par là à soi-même tel que le rapport le définit (travail productif et accumulation du capital ; surtravail et travail nécessaire). Le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le contenu et le mouvement. En ce sens, c'est un jeu qui peut amener à l'abolition de sa règle. L'exploitation ainsi définie (la définir autrement c'est ne voir que des intérêts opposés et ne pas arriver à comprendre pourquoi ces intérêts sont opposés), nous n'avons plus affaire au processus du "capital seulement", mais à la lutte des classes. Dans cette contradiction c'est son aspect non symétrique qui nous donne le dépassement. En effet, cette contradiction ne porte son dépassement que de par la place et l'activité spécifiques du prolétariat dans cette contradiction. *Quand nous disons que l'exploitation est une contradiction pour elle-même nous définissons la situation et l'activité du prolétariat.* Définir ainsi la contradiction nous amène à ne pas laisser le cours historique de l'accumulation en dehors ou comme simple réalisation de la

contradiction. C'est là que le cours de la contradiction, parce qu'elle ne relie pas symétriquement ses pôles, devient l'histoire *du mode de production capitaliste*, parce que le capital est le pôle qui subsume l'autre et reproduit en lui la totalité. Ce qui explique pourquoi dans ce drôle de jeu qu'est la lutte des classes ce soit toujours le même qui gagne à moins que le jeu n'amène à l'abolition de sa propre règle. L'illusion selon laquelle il existerait un double processus : processus du capital seulement et processus de l'activité prolétarienne selon des " bases de son autotransformation " existant en elle (" dans ce qu'est l'individu dans le capital ") a pour conséquence paradoxale de ressusciter l'objectivisme. En s'imaginant donner un rôle de sujet actif au prolétariat on le pose en fait dans ou face à une situation objective, l'autre processus. A ce moment là il doit avoir une stratégie et il doit en prendre conscience. La question n'est pas " qu'est-ce qu'on peut faire ? " mais " où en sommes nous dans nos luttes, dans la lutte des classes ? ".

Nos divergences théoriques sur cette troisième partie éclairent les divergences d'analyse sur le mouvement d'action directe. Il est exact que même si nous ne considérons le Mad ni comme démocrate radical ni comme alternativiste, nous considérons que l'alternativisme est sa pente naturelle. Nous ne disons pas non plus que tous ceux qui à un moment se reconnaissent dans le Mad doivent devenir alternativistes, mais à condition qu'ils en sortent. C'est le mouvement que nous caractérisons.

Immédiateté et immédiatisme

Pour cette quatrième partie, le point central de ma critique porte sur la " potentialité ". Tu écris : " Le communisme est d'actualité, mais il l'est comme potentialité, non comme réalité concrète déjà effectuée. " Cette potentialité fonde non l'immédiateté du communisme mais " l'immédiateté du projet communiste ". " Potentialité ", " projet ", nous voilà devant une *immédiateté* qui doit simultanément être là (pour être immédiateté) et à venir. Avec ces ficelles théoriques que sont les " potentialités " ou les " tendances " et en général tout ce qui est en devenant ce qu'il est, on s'imagine sortir à la fois de l'objectivisme et du subjectivisme alors que l'on ne fait que les juxtaposer et passer de l'un à l'autre. Ce qui est nié c'est l'histoire réelle comme production. S'il y a potentialité ou tendance, l'histoire est *réalisation*. La notion de potentialité contient la téléologie.

Ce qu'il aurait fallu expliquer c'est le contenu de cette potentialité, tu n'as pas à le faire parce qu'elle te paraît évidente dans le Mad. Le Mad est donc présent dans la démonstration deux fois : il est ce qui justifie la potentialité et, devenu - pour les meilleurs, " le bon grain communiste " - " aire de l'immédiateté du projet communiste ", il est ce que la potentialité permet d'envisager. Tu ne te préoccupes pas de fonder la potentialité au moment où tu emploies le terme parce qu'implicitement tu l'as déjà fait par touches successives dans la partie précédente : les deux glissements, l'aptitude *interne*, l'autonégation, la dualité de l'implication réciproque. Les points cruciaux sont l'aptitude interne et la dualité. A partir de là le communisme peut être dit actuel comme

potentialité parce qu'on a réinventé une nature révolutionnaire du prolétariat et un processus du capital.

Il me semble, quant à moi, que le " refus de la médiation temporelle "est bien une détermination fondamentale du Mad, *définitoire* même. Amalgamer ensuite la critique de ce refus à une position attentiste me paraît pour le moins rapide quand, en ce qui concerne TC, nous ne cessons de répéter que le cours du mode de production capitaliste est lutte des classes et ainsi, par la situation et l'activité du prolétariat dans la contradiction, *production* du dépassement communiste. Je suis d'accord, et nous ne cessons de le répéter tout au long du texte, que c'est par des mouvements comme le Mad que ce cycle de luttes fait sienne sa propre dynamique qui n'est pas un principe abstrait mais une abstraction des luttes immédiates. Il est vrai que nous écrivons : " Que ce soit l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, que ce soit la communauté comme relations entre individus dans leur singularité, ce sont des points essentiels de ce cycle de luttes que le Mad et la pratique de l'émeute auto-référentielle produisent, même si cela ne peut maintenant que trouver sa limite dans une pratique alternative (...) ", ou alors " Le Mad, face au dilemme de l'alternative dont il connaît parfaitement l'impasse bien qu'il ne puisse l'éviter, est actuellement l'expression la plus claire de la critique du remplacement de l'histoire par un " avant "(la révolution) et un " après "qui s'éloigne et s'irréalise du fait même qu'il soit un *après* . ". Nous ajoutons également : "Parce que l'activité des anarcho / bb se présente comme émeute pour laquelle la liaison avec les " luttes quotidiennes "est plus que problématique (dans la mesure même où la solution est posée en termes de liaisons) elle ne peut que retomber dans la problématique de l'alternative en perdant, au travers de l'émeute auto-référentielle, le fil de la révolution comme activité du prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste. Mais ce n'est pas là un simple retour en arrière. Quand l'émeute retombe dans l'alternative, elle indique à sa façon, comme on l'a vu, non plus une maîtrise par le prolétariat de ses conditions d'existence, mais ce qui distingue radicalement le communisme de toutes les sociétés antérieures : la construction des rapports entre individus en tant qu'individus comme étant leur propre fin et leur propre médiation. Mais elle l'indique comme activité propre du prolétariat sur lui-même face auquel le capital est déjà caduc. "

En résumé c'est dans le mouvement même où le Mad nous indique la dynamique de ce cycle de luttes et les caractéristiques de ce qu'est le communisme tel que ce cycle de luttes le produit que l'alternative devient son horizon ; parce qu'il n'est tel que par le refus pratique et théorique de la " médiation temporelle ". La médiation temporelle ce n'est pas fondamentalement une question de chronologie mais de déroulement réel et de compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital, nous en revenons toujours là. Soit on a l'identité entre ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et une classe révolutionnaire et on a alors une contradiction dont le déroulement de par cette identité est soumis à *sa propre histoire* comme cours du mode de production capitaliste. Soit ce que tu appelles " la possibilité du changement révolutionnaire sans conditions préalables "est une simple *opposition* parce que le prolétariat possède dans ce qu'il est, de façon interne, son " aptitude révolutionnaire ". A ce moment là il faut dire clairement que la révolution communiste

est possible tout le temps et ne pas biaiser avec " l'immédiateté d'une potentialité "ou d'un " projet ". Je veux bien admettre qu'aucun acteur du Mad ne considère que la révolution est derrière lui. Mais l'action du Mad en tant que production d' "autres rapports" *face* au capital, en tant que dépouillement préalable par l'individu de ses vieux habits de prolétaire se veut la potentialité toujours présente de celle-ci. En cela, si la Mad n'est pas alternativiste, l'alternative est son horizon et sa limite. Quant aux conditions préalables, je me contente de dire que la lutte de classe est la production de ses propres conditions. Sont-elles alors " préalables "? Comment, de ton côté, peux-tu écrire " certes la révolution se présente d'abord comme une crise généralisée du rapport social (...) "et quelques lignes plus loin " c'est bien plutôt la possibilité du changement révolutionnaire sans conditions préalables qu'il fallait retenir ". Tu peux le faire parce que tu en reviens toujours à la dualité de l'implication réciproque comme rencontre de deux processus, mais alors c'est la " nature révolutionnaire "rencontrant ses conditions qui revient par la bande et la possibilité théorique de l'alternative.

Cette possibilité du changement, tu en produis le sujet idéal avec cet extraordinaire sujet inconditionné, s'il est vrai qu'un sujet est par nature inconditionné et conditionnant, c'est peut-être qu'il y a un problème du côté du sujet au sens strict où tu emploies le terme, problème qui renvoie à la dualité de dynamiques de ta conception de l'implication réciproque. Il n'y a pas de pôle communisateur au sein du Mad, il y a au sein du Mad un mouvement interne de refus de son horizon alternativiste qui tient au Mad lui-même, ce refus ne peut être un pôle communisateur qu'en menant une critique complète du Mad, c'est-à-dire en n'étant plus au sein du Mad qui ne peut actuellement qu'éclater sous l'effet de ses tensions internes : face à l'alternative dont il connaît parfaitement l'impasse, face à une pratique militante dont il pose simultanément la critique, face à sa limite inhérente qui n'est *pour lui* qu'une question d'extension alors que ce qui le définit c'est sa non extension, face à son affirmation de l'immédiateté du communisme qui n'est que l'opposition de deux modes de vie. En définitive, et c'est la racine des tensions internes du Mad, la lutte du prolétariat n'est pas le fait de sa situation même de prolétariat en rapport avec le capital et tel que ce rapport le définit, mais dans ce que cette situation nie : la vie , le vécu, les relations libérées (c'est à nouveau le passage de la contradiction à l'opposition opéré par le Mad).

L'aire de l'immédiateté du projet communiste (AIPC)

L'AIPC veut être une porte de sortie pour le Mad en séparant " le bon grain communiste de l'ivraie alternative ". Mais elle se veut cette porte de sortie en ne menant pas la critique du Mad à son terme, c'est-à-dire jusqu'au point où l'on reconnaît que toutes les déterminations du communisme que ce cycle de luttes fait siennes dans l'action du Mad s'autonomisent comme projet face au capital et ont par là dans l'alternative leur limite. Sans cette critique, ce " bon grain "sera vite avalé par la conscience qui naît de l'action même du Mad, car un " projet "qui en outre se définit comme " immédiat "doit être toujours *en réalisation* et ce n'est que comme cela qu'il

peut se vivre et se pratiquer. Malgré ce que tu peux affirmer, un projet qui n'est pas " en avance " n'est pas un projet.

Tous tes éléments de définition de l'AIPC reposent sur l'ambiguïté quasiment volontaire du terme de " projet ". Son emploi suppose résolues toutes les incohérences qui sont ses fondements. Le communisme, dans le premier élément de ta définition, est défini comme immédiateté sociale de l'individu, et comme concomitant à l'abolition du capital, c'est la thèse de la révolution comme communisation (il n'y a pas de période de transition). Jusque là, d'accord. Mais dès le deuxième élément les choses se corsent. Cette immédiateté (la révolution comme communisation) doit être posée " immédiatement ". Cela signifie qu'elle nous " engage ", mais à quoi nous engage-t-elle ? Voilà ce que tu ne peux pas dire, parce que tu sais ici que tu vas faire de " l'alternative ", qu'il va y avoir du " mode de vie " différent et que l'" immédiateté " du communisme comme communisation va jouer sur le mot " immédiateté " comme définition du communisme (immédiateté sociale de l'individu). Le " projet " fonctionne sur cette contagion sémantique, sur un jeu de mots. On ne sait donc pas explicitement à quoi cette immédiateté nous engage, mais elle nous engage. Là où cela devient encore plus obscur c'est quand, dans la suite de la phrase, nous apprenons à demi mot qu'elle nous engageait à la " réalisation du communisme ", mais (c'est le début de toute une série de balancements) nous nous engageons " tout en sachant " que la *réalisation réelle* n'est pas pour maintenant mais pour la révolution plus tard. Nous sommes donc engagés à faire quelque chose sachant que c'est impossible, c'est cette conclusion interdite que vient recouvrir le terme de projet dans lequel il est normal qu'il en soit ainsi puisque c'est un projet. Il faut faire comme si, c'est ce à quoi se résume le projet. Mais faire quoi " comme si "? Il ne s'agit pas du simple " engagement " dans la lutte de classe car nous savons depuis les premières lignes de cette dernière partie que l'AIPC est un *élément parmi d'autres* de la lutte des classes, il s'agit donc bien d'un engagement particulier. La nature de cet élément particulier de la lutte de classe c'est de faire semblant de " projeter " le communisme tout en sachant que ce n'est pas la réalisation *réelle*. Si cette réalisation n'est pas réelle, quelle est-elle ? Irréelle ? non, c'est l'alternative. Je ne suis pas un *profiler* d'alternativistes, mais je constate que c'est quand on ne la voit pas là où elle est qu'on risque de la reproduire là où elle n'a pas lieu d'être.

Toute la suite de la définition de l'AIPC cherche à se dégager de la tenaille diabolique de l'immédiateté non immédiate : c'est " l'immédiateté d'un projet ". Nous voilà ramenés au faire semblant ou à ce que tu appelles plus noblement la " subjectivité renvoyant à une séparation d'avec le monde objectivé par le capital ". Le projet est " subjectif " et sa " réalisation " passe par sa " désobjectivation comme processus révolutionnaire ". L'AIPC, subjective par nature, ne peut que viser sa désobjectivation : une nouvelle version de la théorie de *la dégénérescence*. Sans mauvais jeu de mots, l'AIPC est pris dans une alternative dont les deux branches lui sont interdites. Soit il est conforme à sa définition et il devient " alternative ", soit il conserve son quant à soi de " projet " et il se retrouve, pure et brutale subjectivité, déterminé par un processus qui lui échappe puisqu'il est celui du " monde objectivé par le capital ". Il y a une autre solution mais elle aussi il est interdit de la dire clairement bien qu'elle soit présente dans

toute cette définition, c'est le militantisme du communisme : notre projet, " en partie abstrait partagé par quelques prolétaires "est destiné à devenir celui de la lutte de classe dans sa totalité. Comment relier ces deux situations, du quelques uns à tout le monde ? Il y a bien sûr la survenue de la " crise sociale ", mais ça fait un peu attentiste, il faut " annoncer le monde à venir, sans être le porte-parole ". Quel est la nature de cette " annonce "? C'est le faire semblant de la réalisation de l'immédiateté dans le faire semblant du militantisme. Tu as beau dire que " l'AIPC n'a pas à promouvoir le projet dont elle est porteuse, car son expansion sera le fait conjoint du rapport contradictoire, non son fait à elle ", à partir du moment où on a déclaré que l'AIPC " est actuellement porteuse et porteuse unique du projet de dépassement de la société du capital ", il faut bien donner un sens à ce " fait conjoint "et il aurait fallu terminer la phrase précédente en écrivant : " non son fait à elle *seule* ", sinon il n'y a pas de fait *conjoint*. Soit nous attendons la conjonction mais alors il n'y a plus de " projet "ni de côté de la " subjectivité "puisque rien n'est de son fait, soit comme tu le dis l'AIPC annonce le " monde à venir ", alors il doit le faire activement car la conjonction est *aussi* de son fait.

C'est cette notion de projet, bâtie sur une incohérence (l'immédiateté non immédiate, le " faire comme si "), qui t'enfermes dans toutes les autres incohérences. Lorsque tu cherches à t'en sortir c'est pour tomber dans la tautologie : " L'AIPC n'est en rien autonomisation de la dynamique des luttes : ce qui fait qu'elle est une limite, c'est uniquement son existence en tant qu'AIPC, c'est le fait qu'on puisse la distinguer du reste de la lutte des classes dont elle n'est qu'une part, alors que lorsque la limite n'existera plus, c'est la lutte des classes dans sa totalité qui deviendra porteuse de l'immédiateté du projet communiste (et alors de sa réalisation concomitante) ". Quand la limite aura été supprimée elle n'existera plus et l'AIPC devenue toute la lutte de classe non plus. Il y a plus, si les choses seront différentes quand elles ne seront plus comme elles sont, il va donc falloir attendre que " le cours de l'implication réciproque "fasse " éclater la limite ".

Tu as produit un véritable sac de noeuds qu'expriment bien toutes les phrases balancées de cette dernière partie (c'est ceci en n'étant pas cela et cela en n'étant pas ceci) parce que dans l'implication réciproque tu as fait disparaître la contradiction. Le communisme n'est pas un " projet "et la révolution n'est pas la " conjonction "de deux dynamiques originales même si l'on dit qu'elles s'impliquent. Le communisme n'est pas un autre monde ayant déjà son être (même en projet) face au cours contradictoire de ce mode de production, il ne se produit et donc n'existe que par et dans l'action d'une classe entièrement définie dans sa contradiction avec le capital. L'abolition du capital ne préexiste à elle-même ni en réalité ni en projet, elle est présente comme le procès même du capital de par la situation et l'action spécifiques du prolétariat que ce procès définit en son sein. Le communisme n'est pas l'affirmation d'un point de vue. C'est toute la lutte de classe, y compris les luttes continues sur le salaire ou contre les licenciements, qui rendent la théorie capable de parler du communisme. Quand on veut dégager au sein des luttes que tu cites (sans papiers, chômeurs, mondialisation) ou

d'autres une " aire immédiate du projet communiste ", on reste avec du vent entre les mains.

En conclusion, la grandiloquente Aire Immédiate du Projet Communiste c'est la " rapine ". La " vérité ultime de la théorie "c'est donc, plus prosaïquement, le vol à l'étalage, mais alors force serait de constater, dès maintenant, la vaste étendue de l'AIPC.

R.

"Centri Sociali"

Première vague 1975/80

C'est à partir de 1972 que commence un processus de décomposition/recomposition de différents groupes politiques de la gauche révolutionnaire italienne issue de la vague contestataire 68/72. Une génération – pour la majorité de jeunes ouvriers/employés et une minorité d'étudiants – qui ne se reconnaît plus dans les partis institutionnels, fait son irruption dans le paysage politique et cherche de nouvelles formes de représentation/autoreprésentation, de langage, création, espace...(cf. la théorie des besoins du mouvement de 77)

Cette critique radicale qui pose le problème du "*personale politico*" (tout est politique), les rapports entre les sexes, les formalisations hiérarchiques, le volontarisme aliénant...achève les différents groupes d'extrême gauche qui décident de "*sciogliersi nel movimento*" (se dissoudre dans le mouvement).

Comités de quartier, collectifs ouvriers/étudiants/féministes...occupent des espaces –anciennes usines, églises désaffectées, immeubles vacants – pour en faire des lieux de débats/réunions, fêtes, musique, théâtre, école populaire (cours de rattrapage pour les enfants du quartier)...dans lesquels il est possible de "*faire de la politique*" et de "*vivre à notre façon*".

La vague répressive des années 80 met fin à quasiment toutes ces expériences, exception faite de Leoncavallo à Milan et de quelques autres.

Deuxième vague : 90...

Au cours de la dernière décennie on compte environ 500 occupations et actuellement une centaine de CS. Ce mouvement est une galaxie hétérogène impossible à synthétiser, chaque CS constituant une sorte de Fort Bronx avec "*son image de marque*" mais...

En vrac...

Tous les CS sont à l'origine des espaces occupés et autogérés :

- *L'occupation considérée non seulement comme récupération de lieux désaffectés (anciennes usines, entrepôts, immeubles voués à la destruction ou à la spéculation) mais un choix de rupture avec les partis politiques officiels et les institutions, tentative (par l'action directe) de répandre des pratiques d'illégalité.*

En réalité si "l'occupation illégale " est vraie au départ, une partie des CS (et là se situe une des lignes de rupture interne) a négocié des loyers symboliques avec les institutions (mairies, état, collectivités...) et se sont intégrés dans le paysage politique local.

- *L'autogestion comme pratique de diversité et d'alternative aux institutions, laboratoire de recomposition sociale et politique.*

Les CS sont souvent une très grosse entreprise commerciale (organisation de concerts, auto-production de musique, théâtre, fanzines, cinéma...) qui génère un grand nombre d'emplois salariés.

- Rivolta-Padova : théâtre, musique...
- Teatro Polivalente Occupato- Bologna : théâtre, danse, jazz...
- Officina 99 Napoli : théâtre, concerts...
- C.P.A. Firenze : danse et théâtre d'avant garde...
- Forte Prenestino Roma : culture antagoniste...
- Brancaleone Roma : danse électronique...

La pratique de diversité est souvent gestion du ghetto (centre de soin pour mal-être, bar à prix modérés, maison du peuple...), dans les différentes activités les rapports marchands n'ont pas été abolis et ont produit auto-exploitation, délégation de l'auto-production, gestion de la diversité.... La théorie du Noprofit a généré une myriade de petits boulots rémunérés et les coopératives créées pratiquent une précarité de travail à des prix cassés.

- *CS promoteur de conflits sociaux (de vastes sujets : racisme, fascisme, Lega Nord, guerre, biotechnologie, libéralisation de la " fumette ", abandon de la dette des pays du tiers-monde, taxe Tobin, commerce équitable, réseaux type SEL, banque éthique et appui aux différentes luttes de libération...Chiapas, Basques,Kurdes...)*
" Maître à penser " Negri, Hakim bey (TAZ), subcommandant Marcos, Debord, Deleuze, Alain Bihl ("Du grand soir à l'alternative"), Deep Ecology...

Les CS sont des lieux d'agrégation et de représentation politique (tiers-mondisme, anti-global, anarchisme, cyberpunk, insurrectionnalisme...) dans lesquels les nouveaux activistes/avant-gardes exercent leur activité/contrôle. Les dénominateurs communs des CS sont la création d'espaces/liens dans lesquels on peut " vivre à notre façon ",

" expérimenter de nouveaux rapports ", " construire des embryons de contre-pouvoir ", " vivre différemment, voire ailleurs ".

La ligne de différenciation/démarcation est le rapport avec l'état et les institutions. Si certains CS (Cyber punk, insurrectionalistes, anarchos...) demeurent des squats et prônent " l'inimitié " avec l'état, les CS Tute Bianche et c° payent des loyers symboliques et touchent des subventions de l'Etat. Dans le côté spectaculaire/visible de l'affrontement, les premiers pratiquent la " vraie violence " (cassage, actions directes...) les autres un simulacre d'affrontement dans lequel la violence est négociée et planifiée au préalable.

Si à Gênes les Tute Bianche et c° ont dû s'affronter à la police (pour ne pas perdre la face) mais sans " la tenue de parade ", c'est parce qu'un affrontement/règlement de comptes " interne " était dans l'air depuis belle lurette (critique de privatisation/spécialisation de l'affrontement, les Tute Bianche étant les seuls habilités à le faire) .

En détail...

Vu l'hétérogénéité du milieu, le terme CS reste ambiguë, et il faut lire entre les lignes pour comprendre de quoi il s'agit. Dans les médias, le même terme peut désigner une réunion de jeunes responsables avec le Maire pour parler d'un problème de quartier, les organisateurs d'un mega concert, ou les auteurs d'une journée de guérilla urbaine contre la vivisection.

Mais grosso modo (à part quelques CS de Turin ou Milan liés aux insurrectionalistes/action directe...) quand on parle de CS on désigne les Tute Bianche, Social Forum & Co° et leur tentative de "labeliser", représenter/contrôler un milieu assez vaste (surtout juvénile et urbain) pour le ramener/retenir à des pratiques de dialogue et d'intégration dans le jeu démocratique. Les Tute Bianche & Co° possèdent et font partie de la majorité municipale dans certaines grandes villes (surtout dans le Nord Est). A la mairie de Venise le délégué à la culture est un militant de CS et gère pour l'année 2002 la bagatelle de 23 000 000 d'euros !

Le "maître à penser " est Toni Negri...l'Empire, naviguer dans les institutions, nouveau langage, travail immatériel et mobiles, métissage....

Le "maître à agir "est le subcommandant Marcos (les Tute Bianche ont assuré le SO de la marche zapatiste sur Mexico....Marcos ramène ses Indios à voter et Casarini ses alternatifs !)

Mais les Tute Bianche & Co° sont une forme de représentation spectaculaire déjà dépassée (ou qui pourrait rester comme SO officiel) puisque Negri & Co° ont lancé une OPA sur les CS et le mouvement antimondialisation.

Cette structure transnationale (provisoirement appelée *organizzazione*) censée coaguler et donner un corpus théorique (l'Empire) à la *multitude* est la tentative de créer une nouvelle gauche au niveau européen (ou plus). Pour la réussite de cette

entreprise il faut "à gauche " bien marquer la différence avec tout milieu anarcho/action directe/insurrectionaliste (tous ceux qui refusent le "dialogue avec le pouvoir ") et "à droite " provoquer l'implosion/dissolution de la gauche officielle (ancien PC) en s'appuyant sur un mouvement citoyen qui, ici et là, commence à pointer le bout de son nez. VASTE PROGRAMME !

G.

PÉTROLE, SEXE ET TALIBANS

Comprendre les événements du 11 septembre 2001 demande de partir de quatre points que nous considérerons, dans ce petit texte, comme acquis : la fin de la guerre froide (bien sûr) ; la disparition de la figure autonome du rentier après la guerre du Golfe ; la déliquescence du cadre national tant en ce qui concerne le procès de valorisation et d'accumulation du capital qu'en ce qui concerne la reproduction de la force de travail ; la mondialisation non comme procès d'expansion quantitatif géographique mais comme structure d'accumulation du capital restructuré.

"L'empire de désordre" (Alain Joxe)

On ne peut plus analyser aucune configuration historico-géographique de la reproduction du mode de production capitaliste en termes nationaux, ou même régionaux comme au temps du "fordisme" et du type de relations qu'il produit entre centre et périphérie. En sortant du cadre de l'affrontement entre les Etats-Unis et l'URSS, les conflits nés dans le tiers-monde accèdent à un statut nouveau, retrouvant leur spécificité au moment où ils ne peuvent plus avoir de signification propre, autonome, régionale.

L'invasion du Koweït par l'Irak a été la première crise régionale d'une période nouvelle. Elle a amené les Etats-Unis à traiter cette invasion à un très haut niveau de conflictualité, en rejetant rapidement tous les aménagements et médiations qui auraient été possibles. Il s'agissait de faire de la résolution de cette crise une étape importante dans la promotion d'un "nouvel ordre international". " Avec la fin d'un système international bipolaire, la stratégie américaine n'est plus une stratégie d'empire assiégé (ou conquérant) qui s'épuiserait à se porter sur tous les points des limites. Les limites sont désormais ubiquistes. La frontière est non seulement transnationale mais transcontinentale et probablement transplanétaire. "(" Crise du golfe : les changements stratégiques ", Fondation pour les études de défense nationale, 1990, p.62). Les interventions étrangères des Etats-Unis ne se trouvent plus affectées par le caractère surdéterminant consistant à "contenir le communisme". De par la transformation du cadre général de l'intervention, la résolution de la crise pouvait, pour les Etats-Unis, dépasser la simple reconduction du statu quo : maintien de l'appui inconditionnel à Israël, reconduction des inégalités de développement régional, soutien aux "bons" Etats arabes, endiguement des autres. Si les Etats-Unis n'avaient pas provoqué la crise, ils n'ont rien fait de plus pour la prévenir ou pour en favoriser un règlement incluant des aménagements.

A la fin de son livre " Le cycle de la dissuasion, 1945-1990 " (Ed. " La découverte "), Alain Joxe s'attache à décrire au travers de la politique américaine de l'après guerre froide les modalités de la globalisation, les conflits qu'elle implique, et quel type d'organisation et de domination territoriale elle induit. Alain Joxe a souvent tendance à ramener la restructuration du capital à une volonté ou une stratégie américaine, ceci présenté unilatéralement est faux. Mais il est tout aussi faux de toujours considérer les acteurs comme des agents. Dans le premier cas, l'évolution du mode de production capitaliste est ramenée à un jeu d'intérêts et de rapports de forces, mais dans le second cas les lois générales du capital sont hypostasiées et deviennent, dans leur abstraction même, le moteur de l'histoire qui n'est alors que leur réalisation. Dans les deux cas, on considère les acteurs comme indéterminés, dans le premier la loi n'est que le résultat fortuit de leur action, dans le second, ils ne sont que des fantoches manipulés par la loi ou par le concept. Quand je dis " les Etats-Unis veulent ceci ou cela", mon sujet est déjà plein jusqu'à la nausée de déterminations, non pas de déterminations qui l'agissent, mais qui tout simplement sont lui ; ce serait déjà introduire une ambiguïté de dire qu'elles le définissent.

"L'Europe otanique obligeait l'Amérique à un minimum de territorialité impériale. En s'en détachant, les Etats-Unis s'élancent dans une direction qui les attire depuis toujours : celle qui ferait d'eux la première puissance impériale mondiale d'un type nouveau ; *effaçant pour toujours la frontière entre la guerre et la paix et entre l'ordre et le désordre* (souligné par nous), ils chercheraient franchement à dominer par des stratégies indirectes un univers globaliste dérégulé et délocalisé. (...). C'est la forme possible de l'empire américain sur le monde entier. Il ne s'agira pas d'un empire terrestre, d'un "empire-monde", pour reprendre la terminologie de Wallerstein, mais d'une forme nouvelle d'empire universel "maritime", surgissant de l'unicité de l'économie-monde et du contrôle continu en temps réel que permet le *space power*. L'empire du désordre est la forme tout à fait rationnelle que doit prendre l'organisation de la société mondiale, dominée par le système libéral du marché concurrentiel et dotée du système d'armes et de communication modernes. (...). Il se prépare pour le XXI^e siècle un monde bâti entièrement sur l'accoutumance aux inégalités et aux ghettos. (...). Le rôle du pouvoir militaire, dans l'empire du désordre, est de faciliter la libre circulation des flux sur la surface entière du monde, de forcer les peuples à une non intervention dans "les affaires intérieures du marché" qui seul sera en charge de déterminer les courants de connexion et les noyaux de pouvoirs émergents, à condition que ces noyaux soient plutôt américains. La domination de la planète se fera par des interventions "coups de poings", non seulement grâce au pouvoir naval et aérien, mais aussi par le pouvoir spatial, le pouvoir hertzien : d'une façon générale le pouvoir des no man's land. D'ores et déjà, d'une certaine façon, il n'existe plus que des désordres internes à l'empire unifié. (...) L'empire du désordre est donc un monde où la guerre entre puissances centrales pourrait avoir disparu, et où la société mondiale s'organiserait en sous-ensembles violents, emboîtés ou juxtaposés et fortifiés, pratiquant à l'échelle de la planète comme à l'échelle du quartier l'extorsion et le racket. Aucun des niveaux d'organisation de l'espace géographique (continent, état, région, ville, voisinage) n'aurait

plus la légitime ambition de faire régner "à l'intérieur" la paix. (...). On retournera donc pour survivre aux solidarités d'ordre tribal (race, langue, religion) et à leurs versions modernes (mafias, gangs, sectes). Cette évolution n'est pas une utopie. Elle s'amorce visiblement sous nos yeux, depuis longtemps, dans les périphéries sud du système capitaliste, dans nos banlieues, depuis peu en Chine et en URSS. (...) Mais ce refus de s'engager à terre est une renonciation à l'ordre. Le seul lien entre l'action militaire, la domination et l'établissement d'un ordre politique a toujours été la conquête. En se dégageant de toute obligation de champ de bataille, de toute obligation d'occupation et de toute obligation de conquête, les Etats-Unis se dégagent également de toute nécessité de produire un modèle d'ordre positif."(Alain Joxe, op. cit., p. 284 et p. 287 à 290).

La limite de l'analyse et de la description d'Alain Joxe réside dans le fait qu'il ne voit pas d'"ordre", car pour lui, l'ordre ce n'est pas la reproduction du mode de production capitaliste, mais fondamentalement la démocratie, qui est pour lui la société, définie comme rapport entre citoyens. L'ordre est le résultat d'une citoyenneté sur un territoire, une implication communautaro-politique de l'individu et non pas les rapports contradictoires de classes. L'intérêt de cette analyse est cependant de bien faire ressortir que si l'on pose comme point de départ le caractère global de la circulation internationale du capital (c'est-à-dire si l'on ne pose pas cette circulation comme rapports et sommes entre aires prédéterminées), il est vain, et contradictoire à l'hypothèse de départ, de rechercher une réorganisation nationale ou régionale intégratrice, ayant une cohérence en elle-même. On ne peut demander à la restructuration actuelle du capital de réaliser un type de cohérence des rapports sociaux capitalistes qui appartenait à un stade antérieur. La restructuration actuelle ne va pas ressusciter le "fordisme" là où il existait, et encore moins l'étendre là où il n'existait pas. Elle ne produit pas non plus un "retour aux solidarités tribales". Ce n'est pas la situation présente de l'Afghanistan qui apporte l'exemple du contraire. Il ne s'agit pas d'un retour : le contour, le contenu de la "tribu", sont une production actuelle, bien sûr on peut faire l'histoire de tout et de n'importe quoi, et donc considérer la communauté comme ethnie, tribu, communauté religieuse et pourquoi pas de quartier comme Michel Seurat avait tenté de le faire à Tripoli au Liban. Faisons un sort particulier à la désétatisation de l'Afghanistan, c'est là qu'il faut un peu parler des talibans dans leur relation à la "division ethnique" de l'Afghanistan.

Brève histoire des ethnies

Fin XIX^e- début XX^e, le Pachtoune Abder Rahman avait unifié l'Afghanistan sous la domination de ses tribus du Sud. Les "Kaffirs" sont convertis de force, les Hazaras sont écrasés; Abder Rahman " lance ses Pachtounes nomades à la conquête des terres des Tadjiks et Ouzbeks sédentaires. Ce grignotage incessant s'est poursuivi tout au long du règne de Zaher Chah. (...) Comme tant de pays du tiers-monde, l'Afghanistan était coupé en deux : d'une part Kaboul modernisée et ouverte aux influences extérieures, de l'autre, une campagne qui n'avait guère changé depuis des siècles et qui commençait aux portes de la capitale. Pour l'avoir oublié, le roi

Amanoullah (1919 - 1929) qui avait dévoilé sa reine, interdit la barbe et les cheveux longs, proscrit le costume traditionnel dans les rues de Kaboul, à l'imitation d'Ataturk, mais ne s'était jamais préoccupé des campagnes arriérées, fut chassé de son trône par un vulgaire brigand tadjik, Batcha Sakao, " *le fils du porteur d'eau* ", lui-même assassiné peu après. Nader Chah (père de Zaher Chah) subira le même sort en 1933 (*Le Monde*, 5 / 12 / 01). Zaher Chah en tire la conclusion qu'il faut réformer avec prudence, mais cette prudence " ne fit qu'enflammer la clolère des mollahs, précurseurs des chefs moudjahidins les plus islamistes et des talibans, sans apaiser la frustration de la gauche urbaine, militaires et fonctionnaires sous-payés, étudiants sans emploi, futurs adversaires dans des combats sans pitié. "(id).

" Vers 1910, le roi Habib'Ullah, désireux d'affaiblir les chefs féodaux, abolit le servage sans changer les rapports de domination. Les nouveaux ouvriers agricoles ne gagnent pas assez pour se nourrir ; et leurs chefs mécontents, obtiennent en compensation la reconnaissance de titres de propriété. Mais cette mesure prive les nomades de leur libre parcours et casse la complémentarité économique saisonnière entre nomades et paysans. (...) Faute de registres, l'Etat prélève des impôts arbitraires que les plus pauvres paysans, dans les années 1950, ne peuvent plus payer. L'économie afghane, rurale à 85%, se dérègle. La production alimentaire baisse tandis que grandit la demande urbaine. En 1949, le pays soudain importe du blé. Devant la sous-alimentation, les experts préconisent des cultures de rente, comme le coton, pour faire entrer des devises et acheter des céréales, au lieu d'en semer. L'époque était à la planification, et le pays s'y lance, toujours sans données. Les coopérants étrangers travaillent sans coordination. Ils reprochent au peuple son traditionalisme, quand la tradition seule permet de vivre dans la montagne ou le désert. Mais on modernise à tout prix. Au bout de 75 ans d'efforts, à peine un quart des échanges dans les campagnes étaient monétisés dans les années 80. La réforme agraire que voulaient les communistes en 1978 échoue en l'absence de cadastre. L'arbitraire aveugle du régime entraîne une rébellion spontanée à coup de pelles et de pioches. Puis l'URSS entre en Afghanistan. Alors viendront la guerre et toutes sortes d'ONG, qui, parfois, fourniront une formation militaire, en tout cas de l'argent, des médicaments, du pouvoir ". L'auteur ne mentionne pas la grande famine de 1971-1972 (au moins 100 000 morts) comme résultat de ce grand " dérèglement "de l'agriculture. Cette grande famine montre cependant que ce ne sont pas les tentatives de " modernisation "en elles-mêmes ou seules qui " dérèglent "la situation agricole, mais la " modernisation "paradoxale au profit d'un cadre social traditionnel. Lors de la famine, la distribution des 500 000 t de blé de l'aide internationale a été effectuée par le biais d'un programme *corvée contre nourriture* - rarement honoré - , car les *arbabs* (seigneurs) et les fonctionnaires avaient tout accaparé.

" Le pays se heurte brutalement à l'économie de marché. L'afflux de dollars pour payer les dépenses des ONG suscite de nouveaux besoins, encourageant la culture du pavot. Des mercenaires achètent les céréales de l'aide alimentaire, pour les apporter aux paysans en leur conseillant cette culture. La production de pavot passera de 500 kg à 5000 t en quinze ans. "(Habib Haider, " Afghanistan, agriculture d'abord ", *Le*

Monde). En Asie centrale et en Afghanistan, l'effondrement de l'URSS a accéléré la destruction des formes sociales traditionnelles que le pouvoir soviétique avait remarquablement intégré (ou l'inverse : elles s'étaient remarquablement intégrées aux formes du pouvoir politique et économique soviétiques). Ces républiques n'ont pas manifesté un très grand nationalisme au moment de "l'éclatement de l'empire "(contrairement aux prévisions de Carrère d'Encausse).

Tout l'équilibre ethnique de l'Afghanistan a été modifié par la guerre contre les soviétiques. Les clivages ethniques sont récents, c'est pendant cette guerre que Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras se dotent pour la première fois d'organisations politico-militaires. Avant, les gens du Panchir (fief de Massoud) ne se définissaient jamais comme Tadjiks. La guerre a polarisé et figé les identités ethniques. La guerre fabrique de l'ethnie, ethnies qui n'ont pas d'existence en dehors de son contexte. " Les Hazaras chiites sont traités en Iran de la même manière que les pachtounes sunnites, c'est-à-dire comme des étrangers dont il faut se débarrasser. Même chose pour les Ouzbeks. Les Ouzbeks afghans ne se voient pratiquement pas accorder la nationalité ouzbèke quand ils vont en Ouzbékistan. En fait, ces Afghans qui se déchirent de plus en plus entre eux en Afghanistan, sont renvoyés à leur identité afghane dès qu'ils quittent leur pays. "(Olivier Roy, *Le Monde*, 3 / 4 / 01).

Dans son texte " Exil, relations interethniques et identité dans la crise afghane "(contribution à l'ouvrage collectif " Des ethnies aux nations en Asie centrale "; Edisud), Pierre Centlivres défend la thèse d'une occultation du problème ethnique ; occultation possible avant le début des années 80. Cependant, si " la pluralité ethnique était un thème tabou ", Centlivres souligne que : " Les entités désignées sous le nom de groupes ethniques et récemment de nationalités sont disparates et hétérogènes "et qu'aucune n'a de bases territoriales définies. La question ethnique n'est apparue que dans la tentative de constitution d'un Etat-Nation à l'époque d'Abdur Rahman : " la nation qu'il rêvait unifiée se voit officiellement divisées en diverses nationalités "(c'est un phénomène semblable qui est analysé, à propos de l'Afrique, au moment de la colonisation, dans l'ouvrage collectif " Les ethnies ont une histoire "sous la direction de Chrétien et Prunier, Ed Khartala). La *fixation* de l'ethnicité est en Afghanistan une construction dans la tentative d'édification d'un Etat-Nation dont la " pachtounisation "du pays était un des buts avoués. Cette tentative a occulté " l'ethnicité "antérieure, labile et hétérogène, au profit d'une définition fixe dans le cadre de la participation commune à "l'Etat-Nation afghan". Cette fixation constitutionnelle est devenue le contenu et le but d'aspirations politiques avec l'éclatement de l'Etat forçant la population à se définir dans ce cadre, non seulement en Afghanistan même, mais surtout en exil, dans les camps de réfugiés principalement. L'ethnicité qui est occultée dans la tentative de fondation d'un Etat-Nation c'est d'abord l'ethnicité telle qu'elle existait auparavant et qui disparaît et, surtout, l'ethnicité que cette tentative produit et sur laquelle en partie elle se fonde. Une fluidité et une interaction ethniques (souvent conflictuelle) sont transformées en assignation fixe et rapports de force excluant l'interaction. L'assignation ethnique qui résulte de l'éclatement de l'Etat

amène les Afghans, surtout dans la situation de l'exil, à vivre sous un double registre : celui politique (leur place dans " l'Etat "afghan) selon cette assignation , et celui de la survie quotidienne. " Dans la vie quotidienne, le repli se fait plus étroitement sur le *qawm*, défini en général comme désignant tout groupe d'appartenance, par opposition à ce qui lui est extérieur, du quartier au lignage (...) C'est par ces relais dans les grandes villes que les réfugiés entrent en contact avec le marché du travail et des employeurs, aussi bien que par des réseaux personnels, étroitement liés au *qawm* et au voisinage ". On peut voir ainsi, dans les mines de charbon des environs de Quetta, dans les briqueteries de Peshawar ou les fabriques d'allumettes ou de savon de Karachi, des équipes de travailleurs provenant du même village ou de la même subdivision ethnique. " (Centlivres, op. cité). Cette unité est infraethnique au sens où l'ethnie est maintenant une assignation politique. " On voit donc qu'il faut distinguer entre le niveau concret des pratiques, basées sur le *qawm*, et celui des références et des aspirations. "(id).

Les talibans sont le résultat d'une transformation sociale effectuée durant la guerre contre les soviétiques. Ils ne sont pas issus des aristocraties tribales. Comme le mollah Omar, brillant motocycliste, ils sont issus de familles de paysans pauvres qui se sont retrouvés dans les camps de réfugiés. Il est significatif que *la production d'identités ethniques s'effectue simultanément à la destruction de la société ancienne*. " Les talibans représentent un défi aux structures tribales traditionnelles. "(id). Dans les négociations avec les talibans antérieures au 11 septembre, les Etats-Unis n'avaient pour but que la livraison de Ben Laden, parce que ce que représente les talibans en Afghanistan est parfaitement " moderne ". C'est pour cela qu'il put y avoir rencontre entre Ben Laden et les Talibans. " Les talibans incarnent un singulier paradoxe : ni tribaux traditionalistes, mais issus de ces réseaux ; ni nationalistes patchouns, mais appartenant dans leur écrasante majorité à cette ethnie, celle du pouvoir ; ni militants révolutionnaires de l'islam, mais partisans d'une bigoterie ubuesque à dimension messianique. Avec parfois des surprises. Au nom des saints principes de l'islam, le mollah Omar a, tout en instituant une répression sans précédent contre les femmes, pris des mesures permettant aux épouses pachtounes de ne plus être tributaires du *pachtounwalli*, l'implacable code de l'honneur tribal. Un décret interdit désormais d'antiques pratiques, comme l'obligation pour une veuve de se marier avec son beau-frère ou le " don "de femmes pour empêcher une longue vendetta à la suite d'un meurtre... De même pour les questions d'héritage. En Afghanistan, selon le droit coutumier, les femmes n'héritent pas. *Charia* (loi musulmane) oblige, elles ont désormais droit à une demi-part. "(Bruno Philip, *Le Monde*, 11-12 / 3 / 01).

Une disjonction mondiale

Ce qui est analysé comme destruction régionale ou nationale (désétatisation) prend son sens et est définitoire d'une autre cohérence mondiale, dans le cadre de la restructuration générale du mode de production capitaliste. Le problème consisterait à définir théoriquement le statut des interfaces entre les focalisations productives plus ou moins denses du cycle mondial du capital et ce que l'on décrit comme marges, tribus ou

ghettos, économie souterraines, mafias diverses, kleptocraties, centres financiers off-shore. La nouveauté réside dans le fait qu'il ne s'agit plus d'articulation entre le mode de production capitaliste et d'autres modes de production, même si ceux-ci n'avaient de signification que par rapport au premier, mais de la diffusion hiérarchique globale du mode de production capitaliste posé mondialement comme une totalité. Le cycle mondial du capital ne peut plus se décrire comme articulation mais plutôt comme diffusion. On ne peut plus également parler d'enclaves ou de développement par enclaves, dans la mesure où, dans une société duelle, avec les économies souterraines, les ghettos ou les ethnies, c'est toute la société qui fonctionne pour et par ces enclaves, même si ce n'est que pour rembourser quelque projet pharaonique improductif.

Dans cette situation de dépassement des intégrations nationales et régionales, la reproduction du capital qui se bouclait plus ou moins sur une aire délimitée perd ce cadre de références et de cohérence. L'Etat en assurait la cohérence en ce qu'il émane du pôle dominant (celui qui subsume l'autre) de l'implication réciproque entre prolétariat et capital, il était le garant de cette implication réciproque, c'est ce que l'on appelle assurer le "compromis social". Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans *la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail*. Les notions d'économies parallèles ou souterraines sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent pas compte des racines de cette "souterranéité", et du caractère beaucoup plus global du phénomène.

La valorisation du capital s'échappe "par le haut" en fractions ou segments du cycle mondial global du capital, au niveau des investissements, du procès productif, des emprunts, du marché, de la circulation de la plus-value, de la péréquation du profit, du cadre concurrentiel. Les pays du Maghreb étant de plus en plus dépendant de l'ensemble européen, le Moyen-Orient quant à lui de l'ensemble américain ou japonais, l'Asie centrale d'un triumvirat entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine, maintenant dominé par les premiers. Le Xinjiang occupe une position vitale pour Pékin : réserve d'hydrocarbures et, au-delà, plate-forme de projection vers une "route de la soie" que la Chine cherche à revivifier pour s'ouvrir une profondeur stratégique en Asie centrale.

La reproduction de la force de travail s'échappe "par le bas" : autosubsistance, solidarités locales, économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales en conférant au domaine religieux de nouvelles significations d'être-ensemble. Parallèlement, le cadre national central et le rôle de l'Etat se délitent. Les interventions, comme aux Philippines, ont, entre autres, pour but de torpiller tout arrangement national ou régional comme cela avait déjà été le cas dans le Golfe. Aux Philippines le pouvoir central avait récemment conclu un accord de cessez-le-feu avec le FMIL de Mindanao. Que ce soit avec la politique des protectorats (Kosovo, Macédoine, Timor oriental, Cambodge et maintenant Afghanistan), avec les politiques de renationalisation (*nation building*), ou avec le minage de toute réentente nationale, ce dont il s'agit c'est de *séparer d'une part reproduction et circulation du capital et d'autre part reproduction*

et circulation de la force de travail. La reproduction et l'accumulation du capital au Pakistan ou aux Philippines ne sont pas elles-mêmes en connexion avec la reproduction de la force de travail pakistanaise ou philippine (c'est une des raisons de la " déislamisation " de l'Etat pakistanais). Dans un tel " nouvel ordre mondial ", comme on va le voir, la question de la distinction entre opération de guerre et opération de police n'a plus un grand intérêt.

La défaite du rentier et la sécession

Pour Ben Laden, Al-Qaida et les talibans l'opposition aux Etats-Unis résulte de la volonté, totalement utopique, de créer une vaste zone sécessionniste du capital mondial allant de la Mer Rouge à l'Indonésie. Le premier attentat important imputé à Al Qaïda a lieu quand se précise le gazoduc américain à travers l'Afghanistan. " Les attentats du 7 août 1998 contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam allaient ruiner le gazoduc. Le 21 août, Unocal annonçait qu'elle suspendait toutes ses activités impliquées dans le projet de gazoduc en Afghanistan. Le jour même, l'aviation américaine bombardait des cibles supposées terroristes en Afghanistan et au Soudan. (...) Le gaz turkmène attendra la paix. " (*Le Monde*, 22 oct 2001). Pourtant en janvier 98, un accord avait été passé avec les Talibans qui avaient pris le pouvoir en 96, le régime taliban était alors encore vu favorablement aux Etats-Unis. L'instauration de la paix en Afghanistan aurait permis (et permetra) l'ouverture de l'Asie centrale sur le monde, hors du face-à-face exclusif avec la Russie.

Une telle volonté " sécessionniste " n'a pu voir le jour que de par le développement capitaliste des 25 dernières années. Que les richesses profitent aux musulmans, aux locaux! " L'effondrement de l'Union Soviétique a rendu les Etats-Unis plus hautains et ils ont commencé à se considérer comme les maîtres de ce monde en établissant ce qu'ils appellent un nouvel ordre mondial. (...) Ils veulent occuper nos pays, voler nos ressources, imposer leurs agents pour nous diriger (...) et ils veulent que nous soyons d'accord. " (déclaration de Ben Laden in Peter Bergen " Holy War Inc " Ed. Free Press, New-York, cité dans le *Monde Diplomatique* oct 01). Un tel " projet de sécession " n'a de sens qu'après la guerre du Koweït, il s'enracine dans la défaite saoudienne que fut la guerre du Golfe : l'importance des Saoudiens dans le mouvement est loin d'être conjoncturelle, et recoupe même les ambiguïtés des positions saoudiennes officielles.

Quand le Yemen craint d'être une prochaine cible de l'intervention américaine (pays d'origine de très nombreux combattants des réseaux de Ben Laden), ce qui apparaît (outre les questions spécifiques soulevées par la réunification du Yemen) c'est que le centre de l'activité de Ben Laden ce n'est pas l'Asie centrale ou l'Afghanistan mais la péninsule arabique. Non qu'il s'agisse d'un but *national* saoudien, mais il ne peut exister la moindre crédibilité du projet sécessionniste que dans la mesure où la puissance financière et pétrolière de l'Arabie saoudite y est impliquée. Si l'Arabie saoudite demeure le coeur du projet c'est également le résultat de l'après-guerre du Golfe qui vit la défaite de la figure autonome du rentier et l'introduction de la rente dans

la péréquation générale du taux de profit. Le projet sécessionniste est en grande partie le produit de la situation actuelle du pays, il s'appuie sur son effondrement interne, son implosion.

Les problèmes de l'économie rentière sont bien connus : d'entrée de jeu c'est comme revenu que circule la valeur et non comme capital ; dévalorisation des activités productives ; accroissement de la dépendance ; toute activité productive ne se juge pas à sa capacité à dégager de la plus-value mais à s'approprier une valeur supplémentaire déjà existante (cf. TC 11). " Les Saoudiens doivent se mettre au travail "déclare le prince Abdallah en décembre 98. En 20 ans le PIB par hab a chuté de 16 500 \$ en 81 à moins de 6000 \$ en 2000. Une baisse due à la fois à la déprime du prix du pétrole et à l'augmentation de la population passée de 9 à 22 millions dans la même période. L'Etat rentier a rompu le " pacte "liant la classe dirigeante à ses sujets : la docilité politique en échange des garanties de l'Etat-providence. La plupart des salariés saoudiens sont en effet employés par le secteur public, on ne parle pas ici de la main-d'œuvre importée. " Or l'Etat, qui s'est engagé auprès du FMI et de l'OMC à se réformer n'a plus les moyens d'offrir des emplois aux nouveaux arrivants sur le marché du travail, soit quelques 100 000 diplômés par an. Le secteur privé largement dépendant des commandes publiques, ne peut accueillir tous les nouveaux arrivants. Au total l'économie n'absorbe que la moitié d'entre eux. Le chômage qui est évalué à 25 % - 30 % de la population active masculine alimente un mécontentement dans lequel la contestation islamique puise sans peine des recrues ; le ressentiment est grand à l'encontre des travailleurs expatriés généralement asiatiques, il est cependant loin d'atteindre l'animosité à l'encontre des Occidentaux en général et des Américains en particulier, nourrie par la présence persistante de 20 000 Américains dont plus de 5000 soldats. L'opinion que cette présence est sacrilège est partagée par tous les Saoudiens y compris jusque dans la famille régnante. L'âpreté avec laquelle les administrations américaines ont pressuré commercialement l'Arabie Saoudite en reconnaissance des services rendus en 91 est considérée comme du racket. En Arabie Saoudite la redistribution de la rente est un enjeu majeur, mais les limites du système commencent à apparaître avec la montée d'une opposition intégriste. Cette opposition organisée à la présence américaine est à l'origine des deux attentats contre les troupes américaines de 95 et 96. En outre, elle réactualise l'opposition des tribus du sud au pouvoir des Saoud (les clans du nord se partagent les richesses du pays)" (id.).

Ce que représente Ben Laden est incompréhensible si l'on ne se réfère pas à la guerre du Koweït et à la crise des économies rentières : la disparition de la figure autonome du rentier. Refaire le coup de Saddam mais sans le nationalisme. La bataille des oléoducs dont les talibans et Al-Qaïda sont des acteurs a une toute autre dimension que celle d'un simple conflit géopolitique inter-capitalistes, c'est aussi et surtout un conflit dont l'issue est une détermination d'un stade de l'histoire du capitalisme (finalement comme tous les conflits inter-capitalistes) : entériner la situation nouvelle créée par la guerre du Golfe.

Ben Laden n'est pas un nouveau Saddam, son objectif et sa raison d'être ne sont pas le nationalisme, mais une sécession interne à la mondialisation qui ne pourrait que passer par l'annulation de cette défaite. Le retournement de Ben Laden contre son créateur est le produit de la fin de la guerre froide comme cadre général et de l'après guerre du Koweït comme situation particulière déterminante. En fait les termes de " créateur " et de " créature " masquent la réalité : les Américains ont modelé une force à leur service à partir d'un matériau existant dans les conditions sociales existantes, le " retournement " est alors un peu moins " frankesténien ".

L'événement du 11 septembre entre bel et bien dans le cadre d'une relation entre Etats et d'un marchandage économique. Après l'arrivée au pouvoir de W. Bush les négociations avec les talibans sont énergiquement relancées afin de répondre aux attentes des compagnies pétrolières américaines. Il fallait sortir du " grand jeu " qui depuis le XIX^e siècle est en fait un jeu à somme nulle, la victoire totale des talibans envisagée un moment par les Américains, se révèle impossible à partir de 98. Américains et Pakistanais d'un côté, Russes, Iraniens et Indiens de l'autre, se neutralisent réciproquement. Pour ouvrir l'Asie centrale, il faut amener les talibans à négocier et à ouvrir le gouvernement de l'Afghanistan à l'Alliance du Nord, c'est le but de la pression américaine à partir de 98, elle se renforce après l'élection de W. Bush. Pour cela, il faut que les talibans abandonnent Ben Laden et Al-Qaida. Le fameux pipeline ne pouvait arriver qu'une fois cette ouverture et cet abandon accomplis. Il apparaît au travers de nombreux documents et témoignages (" Ben Laden, la vérité interdite ", compte rendu et extraits dans *Le Monde* 13 / 11 / 01) que les menaces et les chantages sur les talibans furent précis durant toute l'année 01. " Ben Laden n'a pas eu de difficulté à convaincre le mollah Omar que, s'il le lâchait, il serait ensuite broyé lui aussi. L'été 2001, les talibans ont, à tort ou à raison, conclu qu'une intervention militaire lourde se préparait contre eux. Là encore Ben Laden n'a eu aucun mal à les persuader que, dans ces conditions, mieux valait tirer les premiers. (...) Cela reste une spéculation, fondée sur des indices réels. Elle présente l'avantage de fournir une cohérence politique à l'engrenage qui, le 11 septembre, a abouti à l'inimaginable. ". Il est inutile de rentrer dans le détail des négociations sur le fameux gazoduc qui devait conduire le gaz turkmène jusqu'à l'océan Indien via l'Afghanistan (toute l'histoire est bien connue, Hamid Karzai a même travaillé comme consultant pour Unocal). Ce qui est plus intéressant c'est l'intransigeance des talibans dans ces négociations avec l'ONU et les Etats-Unis. Ne pas " lâcher " Ben Laden (si tant est qu'ils en aient eu la possibilité), c'était s'opposer à tout accord interne afghan. C'est le Pakistan qui avait le plus à perdre dans cet accord, l'intransigeance des talibans en découle. Pour le Pakistan et les talibans la menace militaire américaine face au refus de tout accord avec l'Alliance du Nord et les Ouzbeks pouvait être déjouée.

Dans le cadre de ce marchandage, ce qui apparaîtra *a posteriori* comme de " faux calculs stratégiques " n'était pas *a priori* dénué de bon sens. Assassiner Massoud, c'était affaiblir l'Alliance du Nord et si les Etats-Unis voulaient tout de même s'appuyer sur elle, ils rencontreraient l'opposition du Pakistan qui n'accepterait jamais le démantèlement du pouvoir des talibans. La Russie, en opposition avec les Etats-Unis sur

le rejet unilatéral des accords nucléaires, ne collaborerait pas. Les Etats-Unis seraient condamnés à bombarder de très loin de façon inefficace. Mais le Pakistan a choisi le Cachemire, la rivalité avec l'Inde, l'acceptation de sa détention de l'arme nucléaire, l'effacement partiel de sa dette et Poutine d'avaler une couleuvre et de massacrer un peu plus les Tchétchènes avant de s'en prendre aux Georgiens

De l'islamisme à Al Quaida

Le caractère religieux du projet sécessionniste n'était pas absolument nécessaire, mais il est une mise en forme et un contenu explicables de celui-ci. Le projet de sécession est par nature interclassiste, il mobilise " les masses "qui n'ont rien retiré de la capitalisation intensive, des fractions de " l'aristocratie "pétrolière rentière contre les " vendus aux infidèles ", les classes moyennes laminées par la capitalisation mondialiste ; il se justifie par l'intérêt supérieur du monde musulman englobant et dépassant tous ses membres et toutes les catégories sociales. L'Islam vient ici supplanter le nationalisme anti-impérialiste devenu caduc dans la défaite globale de l'ancien cycle de luttes.

Malgré les apparences, la mise en oeuvre d'un tel projet est en lui-même une disciplinarisation (on peut parler, dans les rapports de production capitalistes de disciplinarisation au vu des modalités de la mise au travail et de l'exploitation) des masses prolétarisées. Une fois les choses remises en place, c'est-à-dire la hiérarchie des déterminations entre la reproduction mondiale du capital et la reproduction locale de la force de travail (par la violence si nécessaire), il peut y avoir entente entre l'islamisme et le " grand satan américain ", comme on peut déjà le voir au Pakistan et au Soudan. L'Islamisme se développe sur la base d'un prolétariat déjà battu à tous les niveaux : dans ses luttes immédiates, dans les grandes émeutes anti FMI des années 80-début 90 ; dans les programmes nationalistes de développements autocentrés. L'islamisation de la lutte de classe est le fait d'un prolétariat battu. La forme religieuse se développe sur des structures traditionnelles brisées par la relation, insoutenable à terme, entre les deux aspects de la double vie du prolétaire dans les aires d'industrialisation récente et dépendante (non-endogène) : énorme décalage entre d'un côté l'industrialisation et de l'autre le mode de vie et de reproduction de la force de travail qui ne peut être qualifiée, de façon absolue, comme force de travail libre. L'usine, comme le dit Serge Latouche dans " L'occidentalisation du monde ", échoue à fonctionner comme " une maison de la culture ". La faillite de ces structures conjointement à la défaite des luttes, consommée dans les années 80 - 90, laissent la place au rapport religieux : individu isolé / universalité. Le capital ne peut ici que tolérer une autre communauté à côté de la sienne.

Après la première période des " Frères musulmans ", à partir de la fin des années 1950 et durant les années 60, l'islamisme disparaît presque totalement en tant que force sociale et politique organisée. Les soulèvements de Hama (1964) et de Damas (1966) sont moins l'oeuvre des Frères que la réaction spontanée des commerçants encadrés par quelques chefs religieux contre les mesures d'étatisation des principales activités économiques. Le mouvement islamiste qui renaît au début des années 70 n'a

plus la même nature ni les mêmes objectifs sociaux. Il est en premier lieu l'expression de la crise et de l'échec des nationalismes politiques et économiques, il recrute alors dans ces mêmes classes moyennes qui trouvaient jusque là dans ces politiques des filières d'ascension sociale et des privilèges économiques divers : enseignants, étudiants, officiers subalternes, ingénieurs... C'est également la période de montée en puissance des monarchies pétrolières et de l'intégration rentière de la région. Ces mouvements trouvent dans cette mutation les conditions de leur développement d'autant plus que les pouvoirs en place, tant en Syrie, qu'en Egypte (mais aussi en Tunisie et en Algérie), ayant déjà largement entamé la liquidation de leurs tendances ou éléments de la gauche nationaliste, trouvent dans ces mouvements des alliés naturels.

Cependant l'échec du développement économique autocentré, et les politiques libérales dites d'ouverture qui lui succèdent ont provoqué l'apparition d'une énorme masse d'exclus qui se manifestent dans les émeutes des grandes villes arabes à partir de la fin des années 70. Et c'est à partir de là que les mouvements islamistes dépassent le stade d'une existence confidentielle ou de pratiques terroristes. A partir des années 80, l'islamisme devient l'expression de toutes les limites de ces révoltes, qu'il encadre avec plus ou moins de réussite, face à un pouvoir étatique auquel il n'a d'autre programme à opposer que celui qu'il applique déjà. Les islamistes sont la face populiste de la grande bourgeoisie affairiste au pouvoir, expression à la fois des limites de l'économie rentière, et des manifestations du prolétariat que cette économie et ses limites provoquent.

La question n'est pas de savoir comment la religion, la politique, l'économie relie des individus-Robinson, mais de comprendre pourquoi le lien des individus particuliers définis par et dans un mode de production déterminé, prend la forme de la religion, de la politique, de l'économie. Quelles sont les limites de ces émeutes qui constituent l'islamisme comme leur expression synthétique ? Dans la constitution capitaliste de l'exclusion, l'aliénation du prolétaire vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux et de sa propre reproduction n'apparaît pas comme le produit de sa propre activité, et l'aliénation comme le rapport contradictoire qu'il entretient avec l'ensemble de cette société, mais comme une donnée *inhérente* à son individualité, c'est *le pauvre*. Devenue inhérente à l'individualité, la séparation d'avec les autres individualités et d'avec la communauté, ne se résout que dans une relation qui transcende ces individualités et se pose face à elles comme radicalement extérieure. Les spécificités historico-culturelles et les contraintes sociales de la période ne viennent alors que mettre en forme cette relation comme religion, culture, nation. Dans sa contradiction avec les rapports sociaux capitalistes, dans laquelle il est reproduit comme "exclu", comme pauvre, le prolétariat produit dans la religion les limites inhérentes aux conditions et caractéristiques de cette contradiction.

Les mouvements islamistes des années 80 sont à la conjonction de trois processus sociaux : le désarroi et la marginalisation des classes moyennes face au libéralisme et à l'ouverture, que de par leur situation sociale elle ne peuvent pas critiquer comme capitalisme, mais comme "occidentalisation", comme mode de vie et culture ; l'échec des nationalismes, et la mise en place de l'intégration rentière avec les pays du

Golfe comme pivot ; "l'exclusion sociale" et la multiplication des émeutes de la pauvreté.

Tant que le mouvement islamiste n'a été l'expression que du premier de ces éléments, il s'est limité à une pratique terroriste (pratique toujours nationaliste, contrairement au terrorisme actuel) sans grande perspective : l'investissement de la mosquée de La Mecque en 1979, l'assassinat de Sadate en 1981. L'origine sociale des accusés dans l'affaire de l'attaque de l'académie militaire d'Héliopolis en Egypte est significative : 42 étudiants, 17 élèves de l'académie militaire, 3 soldats, 4 ingénieurs techniciens, 1 profession libérale, 3 ouvriers. Le soulèvement de la ville de Hama en Syrie, en février 1982, a revêtu une plus grande importance que les événements précédents de par les caractéristiques sociales syriennes : bipolarité de la Syrie (entre Alep et Hama d'un côté, Damas de l'autre), rencontre de la marginalisation des classes moyennes avec les luttes des commerçants. Au travers de la destruction de la ville c'est la destruction d'une structure sociale qui fut effectuée.

Ce mouvement islamiste ne pouvait, sans se perdre, contester le pouvoir à la bourgeoisie en place. A considérer le mouvement islamiste comme critique de l'ordre social existant au Maghreb comme au Moyen-Orient, on confondrait d'une part l'expression de la pauvreté qu'il était et est toujours à même de mettre en forme dans sa pratique et son langage religieux et, d'autre part, la révolte contre cette exclusion, révolte que le mouvement islamiste, s'est toujours employé à combattre, et sur les limites et les échecs de laquelle il prospère, en tant que reconnaissance politique et sociale de celle-ci. Mouvements de classes moyennes dévalorisées, la chance historique des mouvements islamistes des années 80 est de s'être trouvés, après les échecs putschistes, le produit, et à la jonction, de l'effondrement du nationalisme politique et économique arabe, de l'intégration rentière de la région avec les Etats du Golfe comme pivot, et surtout de la nécessaire mise en place conflictuelle d'une société duelle *spécifiquement capitaliste*.

C'est en effet au milieu des années 80 que s'effectue, après la coupure du milieu des années 60 et l'échec du premier islamisme terroriste au début de ces mêmes années 80, un nouveau tournant dans l'évolution des mouvements islamistes. "Les régimes en place dans le monde musulman, pour éteindre l'incendie des groupes islamistes radicaux qui les menaçaient, ont allumé des contre-feux en favorisant une réislamisation "par le bas". Ils ont laissé se développer des mouvements qui avaient toute latitude pour prêcher la plus stricte adhésion aux normes de l'islam dans tous les domaines de la vie quotidienne, mais ne devaient en principe, jamais intervenir dans les affaires politiques. (...) Cette réislamisation par le bas, qui a pris une ampleur considérable depuis le milieu des années 80, a été largement financée par l'Arabie Saoudite et le Koweït qui voyaient d'un bon oeil ce piétisme conservateur, rigoriste et, croyait-on, garant de la stabilité sociale. " (Gilles Kepel : "Le Monde", 11/1/91).

Cette analyse faite par Kepel ne met pas en relation ces mouvements de "réislamisation par le bas" avec les émeutes urbaines du Moyen-Orient. Pour lui ces mouvements n'auraient comme but que de contrer les groupes islamistes radicaux sur

leur propre terrain, comme si ceux-ci représentaient le principal danger pour "l'ordre établi", comme si finalement on ne retrouvait pas, à la tête des groupes radicaux et de ce mouvement de "réislamisation par le bas", les mêmes groupes sociaux que ceux à l'oeuvre dans ce premier terrorisme. L'analyse demeure machiavélique et instrumentaliste en laissant dans l'ombre les raisons du succès des mouvements qui ne peuvent tout de même pas être entièrement ramenées aux effets de la manne financière venue du Golfe. En outre, si l'analyse reconnaît un double aspect (contestataire et conservateur) à cette réislamisation par le bas, c'est simplement pour la constater, ces deux aspects ne sont jamais articulés. Il en est de même dans un autre très long article publié toujours dans "Le Monde" du 7/3/91 où ce mouvement "conforte et critique l'ordre établi", sans que l'on sache comment ces deux aspects s'articulent. Dans l'article du 7 mars 91, cette dualité semblerait être le résultat même de leur succès. En fait, c'est l'idée même d'un aspect contestataire des mouvements islamiques qui est, si l'on peut dire, contestable. Les mouvements islamistes sont demeurés tout au long des années 80 essentiellement une force de maintien de l'ordre social.

Les mouvements islamistes balaient le monde musulman du Maghreb à l'Indonésie, ils ne sont pas spécifiques au Moyen-Orient, même si les Etats du Golfe les appuyèrent politiquement et financièrement dès leur origine, souvent avec la bénédiction des Etats-Unis. Dans toute cette région, le développement du capitalisme par la colonisation, la tutelle mandataire, la création de l'Etat d'Israël, a détruit les sociétés traditionnelles. La modernisation capitaliste sous l'égide de la petite bourgeoisie a mené au désastre économique dans le contexte du capitalisme mondial, elle ne put jamais faire du capital la seule communauté, créer l'allégeance démocratique à l'Etat, produire la figure du citoyen, de l'individu atomisé et intégré dans la reproduction du capital exclusivement. Ce développement était même en partie fondé sur la dualité évoquée précédemment comme double vie du travailleur. L'intégration rentière régionale, dans son échec, livre l'individu enfin spécifiquement capitaliste à sa situation "d'exclu". Depuis la fin des années 50, toute cette région, à des rythmes différents, suit le même parcours. Enfin, la formalisation religieuse des luttes de classes, n'est pas spécifique au monde musulman ; que l'on songe à l'Inde, à l'Amérique latine (théologie de la libération, évangélistes), à la Pologne des années 80, ou à certaines républiques de l'ex-U.R.S.S.

La guerre civile en Algérie, l'incapacité du Hamas à définir une perspective politique en Palestine, et surtout la défaite saoudienne que constitue en réalité la guerre du Golfe (ce qui ne contredit pas l'évidente défaite irakienne) signalent l'échec de cet islamisme politique.

C'est alors un nouveau changement global de l'islamisme qui s'amorce depuis le début des années 90 : la disparition de l'islamisme comme projet national. L'islamisme actuel est le résultat de la remise en cause du cadre national pour la reproduction de l'accumulation capitaliste et de la situation paradoxale de la reproduction de la force de travail simultanément soumise aux conditions d'exploitation et de mise au travail relevant d'un cycle mondial du capital et par cela même (déliquescence du cadre national) renvoyée à la "re" création de conditions et de cadres

de reproduction " traditionnels ". *Rencontre hasardeuse et explosive entre d'une part une intégration et une dépendance mondiale et d'autre part la recreation d'une reproduction " traditionnelle " ayant perdu toute signification, finalité et nécessité internes (endogènes).*

C'est d'une " dénationalisation ", d'une " déterritorialisation " même de l'islamisme dont il s'agit. Au Pakistan, il faut remonter à l'élimination d'Ali Buttho (1977) pour comprendre ce processus de " dénationalisation " de l'islamisme qui s'identifie avec son échec comme islamisme politique et " populiste " tel qu'il s'était développé dans les années 80, celles de l'intégration rentière saoudienne. La politique d'islamisation entamée par Zia Ul-Haq se substitue aux programmes de développement entamé sous Ali Buttho. Dans les années 80, le Pakistan connaît encore des taux de croissance de l'ordre de 6% et bénéficie de l'apport des travailleurs pakistanais émigrés dans les pays du Golfe. Ce n'est que dans les années 90, c'est-à-dire après la guerre du Golfe, la défaite soviétique en Afghanistan et la fin de la guerre froide que l'islamisme devient une force politique importante en Afghanistan. Les organisations islamistes remplissent encore le vide laissé par l'Etat. Le Pakistan ne consacre plus que 3,5% de son budget à l'éducation et à la santé (38% à la défense). " Des millions de réfugiés, un trafic de drogue incontrôlé, le culte de la kalachnikov et une culture du djihad constituent l'héritage de la guerre d'Afghanistan. " (*Le Monde diplomatique*, déc 01). Le Pakistan est confronté à la fabrication de plus en plus difficile d'une subsumption nationale de ses diversités : domination des pendjabis particulièrement mal acceptée par les Sindhis, par les Baloutches et par les Mohadjirs de Karachi. C'est tout un problème de luttes internes à la classe dominante : les Mohadjirs issus d'une classe capitaliste entreprenante ont dû se plier au pouvoir des aristocraties foncières pendjabis et accepter les structures sociales claniques pachtounes et baloutches. Mais, pour ce qui nous intéresse ici, actuellement, ce problème de la construction étatique se retrouve à l'intérieur même de l'opposition islamiste où la tendance nationaliste est combattue par les plus radicaux pour lesquels l'*ouma* compte beaucoup plus que la nation.

Dans tout ce mouvement d'effondrement de la construction étatique ce qui importe c'est la disparition du nationalisme étatique comme médiation de la " lutte anti-impérialiste ". Les transformations de l'islamisme, l'échec de l'islamisme politique témoignent de cette évolution (même au Soudan, l'islamisme national est en passe d'être abandonné par l'Etat qui se trouve alors confronté à un islamisme pour lequel le cadre national est anecdotique en même temps qu'il se localise de façon restreinte et territorialement changeante - " seigneurs de la guerre "-).

" Cette nouvelle forme d'islamisme radical résulte d'un certain nombre de constats d'échecs politiques et idéologiques : la fin du tiers-mondisme, la faillite du socialisme arabe, l'impasse de l'islam politique, doublés de la prise de conscience que les autorités religieuses officielles du monde arabe ont été " nationalisées " par les régimes en place. " (*Le Monde diplomatique*, janv 02). Ben Laden refuse " l'islamisme dans un seul pays " et n'a pas de stratégie nationale (la place centrale de l'Arabie saoudite dans sa stratégie n'est pas le résultat d'une stratégie nationale), ses réseaux sont

constitués par des militants qui ont vécu l'échec des partis islamistes dans différents pays. Il s'agit alors d'une opposition interne (quasiment inhérente) à la mondialisation qui se situe à son niveau et dans les mêmes termes qu'elle, elle ne se constitue même pas comme alternative à elle. Elle n'est pas sa contradiction mais son ombre. Du côté "terroriste" les formes d'actions sont adaptées aux nouvelles formes de la reproduction capitaliste comme *domination* (d'où en partie la forme religieuse). Ce n'est pas une guérilla contrôlant un territoire, et même l'hypothétique "but final" de la sécession n'existe que par défaut, comme résultat d'une sorte de "contradiction" (une dualité en fait) dans la raison d'être du mouvement : déterritorialisation et internationalisation d'une part ; "révolte anti-impérialiste" d'autre part.

Ben Laden représente un islamisme "abstrait" (c'est-à-dire déterritorialisé). Ces réseaux se développent après l'échec de l'islamisme populaire et nationaliste au Moyen-Orient, principalement en Egypte (1997) d'où viennent nombre de ses lieutenants et conseillers politiques. "La rue" ne s'est pas soulevée contre l'intervention américaine en Afghanistan (seule la ville de Quetta qui n'est qu'à 200 km de Kandahar a connu une situation insurrectionnelle le 8/10/01). Al Qaïda c'est le contraire de Gamaat Islamiya (d'où viennent certains de ses cadres après la "défaite" de 97). Ben Laden se trouve en Afghanistan, parce que le 18 mai 96 il est expulsé du Soudan vers ce pays avec l'accord des américains. Le Soudan était prêt à l'extrader vers les Etats-Unis ou l'Arabie Saoudite, mais les premiers n'étaient pas en mesure de garantir sa condamnation et les seconds ne voulaient surtout pas de martyrs. Toujours sur cette "déterritorialisation" : la défaite militaire des talibans et des troupes d'Al-Qaïda n'est pas suivie par la naissance d'un mouvement de guérilla. Un tel mouvement ne correspondrait ni à l'idéologie ni à la pratique des talibans et d'Al-Qaïda, ni à leur implantation sociale, ni surtout aux conditions sociales de l'Afghanistan (petits pouvoirs locaux toujours prêts par nature à se rallier à la puissance momentanément dominante).

"Dès le début de la guerre américaine en Afghanistan, ces régions (les *zones tribales* du Pakistan) ont été considérées par beaucoup comme pouvant offrir un refuge idéal aux "soldats perdus" de Ben Laden à l'heure de la défaite. Notamment parce que le phénomène de relative talibanisation de la province frontalière du nord-ouest pakistanais pourrait amener certains Pachtoune à se sentir solidaires des partisans d'Al-Qaïda. La réalité est cependant plus nuancée, car le contexte qui prévaut depuis le 11 septembre vient de transformer les rapports de force. "Je pensais que les tribus résisteraient aux injonctions du gouvernement. Mais non, elles collaborent avec les autorités. Les chefs tribaux ont compris qu'après l'échec des talibans et d'Al-Qaïda ils n'avaient rien à gagner à aider des gens vaincus par la puissance américaine. Ils n'ont aucune envie que la guerre se porte sur leur sol", affirme Pareschan Khattak, ancien recteur de l'université de Peshawar et anthropologue. Cela ne veut pas dire que les tribus aient soudain renoncé à leurs droits et acceptent désormais sans broncher l'"ingérence" gouvernementale. "Mais elles savent simplement de quel côté souffle le vent" relève un fonctionnaire en poste dans les zones tribales. "La plupart des chefs tribaux n'étaient pas forcément proches des talibans et ne sont donc pas toujours prêts à aider les "Arabes" ajoute-t-il. Par ailleurs, ils ont besoin du soutien des nouveaux

"seigneurs de la guerre" afghans alliés aux Américains pour se livrer à leurs activités préférées entre l'Afghanistan et le Pakistan : le commerce, et surtout le trafic d'opium, de bois, etc. Ce n'est pas le moment d'aller prêter main-forte à Al-Qaida ! "Le messianisme religieux des talibans représentait une menace pour l'ordre tribal, même si le farouche attachement à l'Islam de ces Pachtoune a pu parfois les porter à soutenir l'intégrisme des "étudiants en religion". (...) Il n'y a qu'une chose qui intéresse les *maleks*, les chefs tribaux, qui sont rémunérés mensuellement par le gouvernement : c'est l'argent" (*Le Monde*).

L'Arabie saoudite avait fait de sa politique de soutien à l'islamisme un instrument de lutte contre la vague du nationalisme arabe. Cependant, depuis la guerre du Golfe, les mouvements fondamentalistes se sont retournés contre la politique saoudienne. La guerre du Golfe et la fin de la guerre froide ont marqué une rupture dans l'islamisme. Une nouvelle variété d'islamisme est apparue lors de la lutte contre l'URSS en Afghanistan. Un islamisme hors-sol dont le terrorisme devient par là le mode d'action adéquat. Le terrorisme d'Al-Qaida, fondée à la fin de la guerre anti-soviétique en Afghanistan, vise presque exclusivement les intérêts américains, il est transnational dans son recrutement et dans son identité, il agit au nom de "l'ouma", la nation musulmane dispersée sur les cinq continents, ses adeptes sont recrutés dans les classes moyennes, souvent formés à la culture occidentale. Cette nébuleuse n'est instrumentalisée par aucun Etat, ils n'ont aucune base populaire structurée (cf. *Le Monde diplomatique*, novembre 2001). Un terrorisme global dans son organisation mais aussi dans sa portée et ses objectifs. Et qui ne revendique rien de très précis. Al-Qaida est une organisation parfaitement adaptée à "l'âge de la mondialisation", elle n'avait encore besoin que d'une coquille vide, un Etat vide et il y a *déliquescence de la forme Etat dans de vastes régions du monde*.

L'absence de soutien de la "rue" dans les pays arabes au "défi" lancé par Ben Laden aux Etats-Unis pose un problème. Il n'y a pas eu de grandes manifestations (sauf dans les villes du nord du Pakistan où réside un très grand nombre de réfugiés afghans), mais le soutien tacite est massif même s'il ne peut pas prendre de forme politique. Ce paradoxe peut s'expliquer (au-delà de l'efficacité de la répression dans les pays arabes et au Pakistan) par le fait que ce soutien n'est pas exprimable et / ou récupérable dans la forme du nationalisme comme avait pu l'être le soutien à Saddam et à l'Irak ; il n'est pas non plus exprimable dans les termes d'une lutte sociale. Ben Laden n'est ni un nationaliste, ni un islamiste politique (au sens de mouvements comme le FIS en Algérie, les Frères Musulmans en Syrie, en Egypte et en Jordanie, le Hamas en Palestine, le Refha en Turquie, ou la Gamaat Islamiya en Egypte), il ne cherche pas à prendre le pouvoir dans un pays particulier (même l'Arabie Saoudite). C'est dans un pays sans Etat qu'il s'installe (Afghanistan des talibans) ou développe ses camps (Somalie). Son opposition à la mondialisation capitaliste sous direction américaine est aussi diffuse et "déterritorialisée" que celle-ci. L'enclassement territorial dans lequel s'ancre son action n'est jamais circonscrit (fini), il ne la définit pas : l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, les pays musulmans de la Mer Rouge à l'Indonésie et au sud des Philippines,

mais aussi les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, mais aussi le Xinjiang chinois, mais aussi la corne de l'Afrique, mais aussi les communautés musulmanes européennes ou américaines... L'objectif de la sécession c'est d'être une sécession mondiale, elle n'est territorialisée que par défaut. Elle est interne à la mondialisation capitaliste, elle n'est que son envers.

Les mouvements islamistes politiques nationaux " ne répondent pas à la demande d'une jeunesse " déterritorialisée "et internationalisée, soit par l'exil, soit par les études faites à l'étranger, soit par l'émigration et qui ne se reconnaît dans aucune cause nationale. (...) Diverses formes de religiosité peuvent répondre aux demandes nouvelles d'une population musulmane globalisée, mais le néofondamentalisme est parfaitement adapté parce qu'il transforme ce qui est vécu comme déculturation en discours de refondation d'un islam universel, purifié des coutumes et traditions, et donc adaptable à toutes les sociétés. Il définit le monde global comme une *oumma* virtuelle qui ne demande qu'à être réalisée par l'effort de tous les musulmans. Il s'adresse non plus à des communautés réelles mais à des individus isolés qui font retour sur leur foi et leur identité. Les néofondamentalistes sont ceux qui ont su islamiser la globalisation en y voyant les prémices de la reconstitution d'une communauté musulmane universelle, à condition, bien sûr, de détrôner la culture dominante : l'occidentalisation sous sa forme américaine. Mais ce faisant, ils ne construisent qu'un universel en miroir de l'Amérique, rêvant plus de McDo hallal que de retour à la grande cuisine des vrais califes d'autrefois. "(Olivier Roy, " L'islam au pied de la lettre ", *Le Monde diplomatique*, avril 2002)

Un événement

L'Amérique n'est l'ennemi que parce qu'elle est l'universalité et installe et soutient des régimes " corrompus "dans le monde entier. L'attaque du World Trade Center et du Pentagone ne pouvait viser à affaiblir les Etats-Unis eux-mêmes, mais était plutôt destinée à montrer que les Etats-Unis n'étaient pas invulnérables. Briser une fascination. Introduire une sécession non pas territoriale (elle ne le deviendrait que par défaut), mais avant tout dans les comportements, les attitudes, les mentalités. C'est là que l'on touche à la dimension proprement terroriste de cette action, à sa singularité.

De ce point de vue, le texte de Baudrillard paru dans *Le Monde* du 3 novembre 01 est particulièrement pertinent. Il faut bien sûr abandonner toute sa problématique psychanalytique qui fait de " l'allergie "à une domination universelle quelque chose de tout aussi universel tenant à une pulsion invariante et inhérente à tout individu. Le point capital de ce texte se situe dans le thème de " la mondialisation triomphante aux prises avec elle-même ". Là où Baudrillard sombre dans la psychanalyse c'est lorsqu'il amalgame et identifie la forme terroriste de l'action avec ses causes. La forme terroriste tient bien à ce qu'il dit : " la mondialisation au prise avec elle-même "; mais la cause ne réside pas dans un mouvement conceptuel mettant aux prises le " global "avec le " singulier ". On est là en pleine tautologie. Baudrillard dégage bien la particularité terroriste de cette action : elle dépasse la problématique habituelle du rapport de force, elle est la " réversion "des apparences de la mondialisation et de la puissance américaine

contre elles-mêmes, elle est leur " ombre portée "; elle est " *spectaculaire* " en ce sens que la réalité ne dépasse pas la fiction mais devient le plus haut degré de la fiction (la réponse du groupe Marvel et de ses super-héros dans son n° spécial - " A moment of silence " - consacré à l'événement est de ce point de vue hautement significatif). Mais Baudrillard ne parvient que par des formules creuses à définir ce qu'il appelle un " suicide de la mondialisation ": " C'est le monde lui-même qui résiste à la mondialisation "; " Aujourd'hui, celui-ci (l'ordre mondial unique), virtuellement parvenu à son terme, se trouve aux prises avec les forces antagonistes partout diffuses au coeur même du mondial, dans toutes les convulsions actuelles. Guerre fractale de toutes les cellules, de *toutes les singularités* (souligné par nous) qui se révoltent sous forme d'anti-corps "; " Cet antagonisme est partout, il est en chacun de nous ". Les fractures et les antagonismes induits par la mondialisation deviennent alors un " suicide " de la mondialisation, ce qui n'a pas de sens. C'est comme si du fait que le capital est une contradiction en procès j'en déduisais un " suicide du capital ". Dans ce type de raisonnement ce qui disparaît c'est la réalité particulière des pôles d'une contradiction, la totalité a tout subsumé et se réfracte à l'infini dans chacun de ces éléments, elle ne se particularise plus en pôles contradictoires mais elle se résout en une pure " réversion " d'elle-même contre elle-même. Baudrillard ne tient la singularité de l'action terroriste qu'en lui refusant tout " sens ", toute " interprétation " possibles. Une telle approche peut nous donner la singularité terroriste de l'action du 11 septembre : l'action qui ne sort pas de la mondialisation mais qui n'en est que son envers et parce qu'elle n'en est que son envers n'a aucun pouvoir réel contre elle. Le terrorisme est alors l'existence de cette absence de pouvoir. Il est, c'est exact, la " réversion " de la mondialisation, mais voilà, il n'est *que cela* et parce qu'il n'est que cela il est terrorisme : volonté de changer la règle du jeu dans le jeu lui-même.

Baudrillard croit à ce qu'il écrit. La réalité n'est plus que le principe de réalité et le principe a été perdu. Comme Anselm Jappe dans son livre sur Debord, Baudrillard est un tenant radical de la théorie du spectacle. Il prend donc pour argent comptant l'action du 11 septembre comme raison de l'entrée en récession des Etats-unis : " le système intériorise en quelque sorte sa propre défaite ". Cela jusque dans le renforcement des contrôles policiers compris comme défaite du libéralisme politique. Le moindre chef d'entreprise américain ou la moindre conseillère politique de Tony Blair, plus pragmatiques, ne voient là qu'une bonne occasion à saisir.

Dans l'action terroriste, la réalité particulières des pôles de la contradiction qu'est le mode de production capitaliste disparaît bel et bien parce que, comme l'écrit Baudrillard : " Cela dépasse de loin la haine de la puissance mondiale dominante chez les déshérités et les exploités, chez ceux qui sont tombés du mauvais côté de l'ordre mondial ". Cette haine et cette opposition bien *réelles* sont subsumées sous " la fracture interne de la mondialisation ", c'est-à-dire cet antagonisme qui serait partout (" jusqu'en chacun de nous ") entre l'universalité de la mondialisation et la singularité de chacun et du monde. On pourrait se contenter de dire que Baudrillard raisonne en terme de mondialisation comme si celle-ci pouvait être en elle-même une réalité sociale sans la

caractériser comme forme de développement et d'accumulation capitaliste. On passe alors à côté de l'objet spécifique qu'est l'action terroriste, on ferait, dans l'analyse, disparaître l'événement. Le terrorisme tient justement à la possible existence d'une critique de la mondialisation qui ne la comprend pas comme mode de production capitaliste et l'existence possible de cette critique tient aux modalités actuelles de l'opposition à ce mode de production comme interne à son acceptation comme horizon indépassable. On retrouve ici, par et dans l'acceptation allant de soi du mode de production capitaliste, la "réversion" de Baudrillard. Cette "réversion" a une existence prosaïque dans le démocratisme radical, une existence héroïque dans le terrorisme. Dans un cas comme dans l'autre, la mondialisation est posée pour elle-même (c'est-à-dire est sa propre médiation), comme objet en-soi, rapport entre le "global" et le "singulier". Ce sont bien la haine et l'opposition des exploités qui sont alors dépassées, parce que cette haine et cette opposition ne peuvent dans la reproduction dominante du mode de production capitaliste n'exister qu'en lui, tant que l'attaque de ce monde n'est pas pour ceux qui l'attaquent leur propre remise en cause, autotransformation. Mais alors le "soutien de la rue" ne dépasse pas un soutien tacite parce qu'il est, de par la nature même de ce qu'il soutient, déconnecté des situations réelles d'exploitation. Nous en revenons toujours à la dynamique et aux limites de ce cycle de luttes. Le terrorisme est dans ce cas la limite que construit la mondialisation à la haine et à l'opposition de "ceux qui sont tombés de son mauvais côté". Qu'il existe comme terrorisme "d'Etat", comme le résultat d'un chantage capitaliste entre "Etats", est une des figures passagères, on ne peut plus normale, qu'il peut alors être amené à adopter, sans que cela ne l'épuise.

Restructuration/disjonction/police

Inversement et symétriquement, les interventions américaines actuelles sont des activités inscrites dans la restructuration en tant que contre-révolution par rapport à l'ancien cycle de luttes, non en ce qu'Al-Qaida ou les FARC en Colombie seraient des organisations révolutionnaires, mais en tant que destruction du cadre social d'existence de l'ancien cycle. Il s'agit essentiellement du cadre national, c'est-à-dire la connexion entre accumulation du capital et reproduction de la force de travail définissant ce cadre et que ce dernier pérénisait en retour. L'intervention en Afghanistan n'a donc pas pour les Etats-Unis un sens local, on intervient en Afghanistan non pour des raisons "afghanes" mais générales, mondiales. Tant et si bien que l'intervention en Afghanistan ne se justifie que comme première étape d'une intervention qui touchera ou menacera d'autres Etats (Soudan, Somalie, Yémen, Philippines, Indonésie, chantage sur l'Arabie Saoudite etc.) ou même de simples organisations armées ou non pouvant représenter une menace pour la libre circulation capitaliste (IRA, FARC, Abu Sayyaf ...). Dans le cadre actuel du MPC (en outre vue l'importance de la région dans le cas du Moyen-Orient : les fameux enjeux pétroliers - il faut tout de même en parler -), aucune sécession ne peut être tolérée, elle n'a en plus aucun sens, ce qui n'est qu'une autre façon de dire qu'elle ne peut être tolérée. Cela ne peut être toléré où que ce soit, et à plus forte raison dans des régions aussi importantes que le Moyen Orient ou l'Asie du

Sud-Est qui est le troisième partenaire commercial des Etats-Unis (en 2000, les investissements américains y ont été 6 fois supérieur à ceux effectués en Chine).

Les formes d'interventions sont celles de la discipline. Si le principal résultat du capital c'est la reproduction du face-à-face entre le prolétariat et le capital, que de ce face-à-face découle ipso facto le premier moment de l'échange entre le capital et le travail (achat-vente de la force de travail) ne va pas de soi. De la Mer Rouge à l'Indonésie ce n'est pas une supposée peau de chagrin du développement capitaliste qui pose problème mais au contraire l'énorme développement spécifiquement capitaliste qui y a eu lieu depuis 25 ans. La situation de la force de travail y est fondamentalement la même que dans les aires les plus développées : la force de travail existe face au capital comme force de travail sociale globale. Mais alors qu'elle est dans les aires développées *globalement* achetée par le capital et *individuellement* utilisée, il n'y a pas d'achat global dans les nouvelles périphéries, d'où l'importance de la disciplinarisation de la force de travail (cf. " L'oppression comme moment de l'exploitation "in Roland Simon, *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, éd. Senonevero, 184 rue Saint Maur, 75010 Paris, pp. 653 et sq). La discipline "gère" les ruptures au niveau du troisième moment de l'exploitation, elle est nécessaire face à un prolétaire transformé en "pauvre", face à la pure et simple revendication de la richesse, au désir/haine des Etats Unis.

Si la politique étrangère des Etats-Unis suit un " nouveau cours hégémonique unilatéraliste ", c'est qu'il y a réellement, avec la guerre d'Afghanistan, fin de la guerre froide. Les Etats-Unis, après le 11 septembre, mettent en place une riposte planétaire pour laquelle il n'y a plus que des *désordres internes*. La guerre du Golfe était une guerre prise encore dans des rapports inter-étatiques. Les Etats-Unis annoncent maintenant ouvertement que, partout dans le monde, pour atteindre leurs objectifs le recours à la force est nécessaire et légitime, il ne s'agit pas bien sûr de s'en offusquer, nous avons essayer de comprendre ce que ce discours signifie de nouveau, c'est-à-dire la réalité nouvelle qu'il recouvre qui fait que l'armée américaine intervient à Kandahar ou à Mogadiscio *comme à Los Angeles*. Réalité nouvelle qui fait que, malgré l'opposition russe, les américains s'installent dans les républiques d'Asie centrale, malgré les préoccupations chinoises, dans la province musulmane du Xinjiang la présence américaine proche bouscule le " groupe de Shanghai "(Russie, Chine, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan), groupe qui avait pour objectif de contrer la présence américaine en Asie centrale. La présence américaine au Kirghizistan est ouvertement présentée comme destinée à durer " de longues années ", la base de Manas est un " carrefour de l'observation en Asie centrale ". Simultanément, il y a renforcement de la présence américaine au large de la Somalie et dans les bases d'Oman et de Bahreïn. Aux Philippines, la cible principale est le groupe Abu Sayyaf, mais aussi la " Nouvelle Armée du Peuple "(NAP) de tendance communiste avec ses commandos urbains, les menaces sur Singapour obligent les Etats-Unis à une présence plus massive en Asie du Sud-Est, malgré l'hésitation évidente face à une intervention directe en Indonésie (le maillon faible de la " lutte anti-terroriste "dans la région).

L'écrasement de la sécession c'est la récupération de ce qui dans l'islamisme est contrôle et reproduction sociale. Non seulement le côté "Welfare", mais aussi sa capacité à contrôler, taxer et répartir la petite production marchande, ses réseaux. De la Caspienne à Vladivostok prolifère l'obscène vitalité de la valeur au travers de toutes les productions et les échanges licites ou non. Pour se décharger des frais de la guerre et du soutien aux moudjahidins, l'ISI (services pakistanais) et la CIA ont installé des centaines de laboratoires de traitement de l'héroïne, de leur côté les moudjahidins avaient imposé un "impôt révolutionnaire" et donné l'ordre aux paysans de planter de l'opium. Si le régime taliban a éradiqué la culture de l'opium (4 ans après leur installation au pouvoir et peut-être pour pouvoir écouler des stocks devenus très importants), les talibans ne prélevaient qu'une taxe sur le commerce de l'opium (estimée à 50 millions de dollars par an - *Le Monde* 4 / 11 / 01), comme ils prélevaient une taxe sur tous les commerces illicites (armes, pierres précieuses... - environ 75 millions de dollars - id.), et n'étaient pas impliqués dans les strates supérieures du trafic. Au Tadjikistan, les chefs islamistes de la guerre civile, entrés au gouvernement, sont devenus des barons de la drogue. "L'armée russe, toujours présente comme seul soutien du régime, joue un rôle clé, avec ses avions, dans le trafic d'héroïne" (id, 16 / 9 / 01)

Cependant la "récupération" sociale de l'islamisme peut être problématique (éducation, femmes...). Après son abandon des talibans et la mise au pas des tendances islamistes radicales, Moucharraf (président du Pakistan), dans un discours prononcé le 12 janvier 02 (la défaite des talibans est alors consommée), balaye l'islamisation politique mise en œuvre depuis 1977 par le général Zia Ul-Haq et définit le Pakistan comme "Un Etat-Providence islamique, progressiste et dynamique" et, en même temps qu'il attaque les groupes "qui ont créé un Etat dans l'Etat et ont défié le pouvoir du gouvernement", il remercie les Madrassas qui dispensent "d'excellentes mesures de bien-être pour les défavorisés sans les fonds de l'Etat". (*Le Monde*, 15 / 1 / 02). Le Pakistan, depuis le début des années 80, est un fournisseur de choix pour les produits bon marché fabriqués par les multinationales : textile, matériel médical, produits en cuir, tapis pour Ikea, confection pour Wal-Mart, linge de maison en coton pour les Galeries Lafayette, Carrefour, Auchan, peaux pour les chaussures Eram, ballons de foot pour Adidas, Nike, Puma.

En fait, le terrorisme de Ben Laden renvoie à une question économique majeure, celle du mode d'accumulation actuel du capitalisme : phase extensive ou phase intensive. La distinction entre ces deux types d'accumulation ne renvoie que partiellement aux deux modes d'extraction de la plus-value. Si l'extraction de plus-value sous son mode relatif est largement dominant il n'est jamais exclusif et en outre il peut lui-même se modeler soit comme autocentrage de l'accumulation sur les régions déjà les plus développées soit comme extension. Par l'énorme saccage ("la planète des bidonvilles"), c'est paradoxalement une extension de l'accumulation intensive qui se réalise. La théorie de l'accumulation capitaliste et de la reproduction des rapports de production fondés sur le capital comme "peau de chagrin" ne résiste pas à la critique. Dans cette théorie, la dualité du monde capitaliste (développé / non-développé - pour simplifier à l'extrême -) n'est pas considérée comme faisant système, si le développé

est presque toujours compris comme créant le " non-développé "et parfois même comme le reproduisant, il n'est jamais compris comme le reproduisant comme nécessaire pour lui-même ; ensuite, cette " théorie de la peau de chagrin "considère que ce qui est contradictoire dans l'accumulation capitaliste signe son échec et non simultanément sa dynamique ; enfin, elle n'est qu'une théorie objectiviste des rapports entre capitaux. La mondialisation n'est pas une tache d'huile sur un espace *donné*, mais une structure d'accumulation, *construction* d'un espace comme diraient les géographes. C'est bien parce que le " saccage "est une extension de l'accumulation intensive qu'il n'y a plus de tiers-mondisme qui n'était que la frustration d'un capital autocentré, c'est pour cela également que, malgré l'objectif sécessionniste (absolument nécessaire et absolument irréel), le terrorisme de Ben Laden est " déterritorisé ", *se situant au même niveau que son adversaire*. La mondialisation produit son adversaire interne au même niveau d'universalité abstraite : le capital / la religion. L'aspect policier de l'interventionnisme américain en particulier et occidental en général n'est pas le signe d'un repliement plus étroit du " Nord "sur lui-même. C'est une accélération de la mondialisation qui est en oeuvre dans cet interventionnisme, une mise au pas dans le cadre du double échappement de la reproduction globale du rapport de production capitaliste que nous évoquions au début de ce texte : disjonction entre un échappement de la reproduction de la valorisation et des condition de l'accumulation vers " le haut "et de la reproduction de la force de travail et des conditions de sa disponibilité et de sa mobilisation vers " le bas ". Si ce procès nous fournit la clé de cette déliquescence étatique, il ne peut cependant se poursuivre sans une réétatisation *limitée* de certaines régions après le développement capitaliste subi depuis 25 ans. A ce sujet, la question de la " peau de chagrin "est un des rares thèmes du texte " Septembre gris "(*Trop Loin*) dont on puisse discuter, thème déjà présent dans le texte sur la Serbie.

Nous sommes entrés dans un monde capitaliste étrange dans lequel plus les modes de reproduction de la force de travail semblent s'éloigner des " règles théoriques "de la subsomption réelle, plus le mode de production devient totalement et partout spécifiquement capitaliste.

LA SECONDE INTIFADA

Rappel historique

Depuis l'apparition de la " Question d'Orient "durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'histoire du Proche et Moyen-Orient est celle du développement de rapports sociaux capitalistes dans la région. Le tumulte de cette histoire provient de l'inexistence d'un processus endogène de développement de ces rapports. Ce sont d'abord les interventions occidentales qui ont travaillé la matière sociale en place (rapports tributaires, économie marchande et usurière, grandes propriétés latifundiaires, domination administrative et religieuse...), mais le moment décisif ce fut le Yishouv puis la création de l'Etat d'Israël.

Depuis l'entre-deux-guerres (avec comme épisode central la grande grève palestinienne des années trente) et surtout depuis 1948, Israël apparaît, dans la région et pour les pays arabes, comme la contrainte à ce développement. La simple existence d'Israël est en soi bouleversement des rapports sociaux antérieurs : accélération du développement des rapports sociaux capitalistes dans la région, transformation des formes de propriété, imposition de la forme de l'État-nation, incitation au fractionnement religieux, stérilisation des ressources dans l'effort de guerre, quart-mondialisation d'une partie du monde arabe, avant-poste militaire permettant de frapper directement toute tentative d'autonomie économique ou politique, contrôle de la vie politique et économique de la région, transformation des formes de propriété foncière, transformation des communautés juives moyen-orientales en minorités nationales, menace militaire, rupture de la continuité territoriale du monde arabe, imposition de frontières tranchées et de la structuration du monde arabe en États-nations, ruine du commerce arabe traditionnel transnational, archaïsme de la propriété latifundiaire et *last but not least* la pression des réfugiés palestiniens devenus *manu militari* des prolétaires. La simple existence d'Israël au Moyen-Orient a entériné le devenir de la région en situation de retard, de sous-développement. Les conflits avec Israël sont l'histoire du développement capitaliste dans les pays arabes. À travers les guerres de 1948, de 1956, de 1967, et de 1973, ce sont les contradictions sociales internes du monde arabe (en devenir vers des rapports sociaux spécifiquement capitalistes) qui se développent et se règlent dans l'affrontement avec Israël.

La guerre de 1948-49 marqua la fin de la domination de la bourgeoisie traditionnelle, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, souvent absentéistes, la

bourgeoisie commerciale, les grands dignitaires religieux. De 1948 à 1956, l'affrontement entre les États arabes et Israël impulse l'élimination de cette bourgeoisie traditionnelle par la petite bourgeoisie nationaliste, qui trouve en Nasser son leader. De 1956 aux années 1967-1970, le développement du capital suit la voie classique : réforme agraire, nationalisation du commerce, urbanisation, industrialisation. Les bases de rapports sociaux capitalistes modernes sont créées. Durant ces années-là, le problème palestinien est relégué au second plan et ne jouit d'aucune autonomie. En effet, pour la petite bourgeoisie nationaliste, c'est tout logiquement que le développement autonome d'un capital arabe plus ou moins unifié, doit prédéterminer, passer avant, servir de condition, à la résolution du problème palestinien.

Ce type de développement capitaliste autocentré parvient rapidement à ses limites, qui deviennent patentes dans la période qui sépare la guerre de 1967 de celle de 1973. Durant cette période, on assiste à l'élimination de la bourgeoisie nationaliste et à la réorganisation régionale autour de la circulation de la rente pétrolière, réorganisation qui devient dominante après la guerre de 1973 qui, encore une fois, au travers de l'affrontement avec Israël, ouvre une nouvelle phase de développement capitaliste au Moyen-Orient. Cependant en tant qu'élément de contestation sociale de cette transition, et parce que, de toute façon, dans ce type de développement ils sont de trop en tant qu'entité nationale spécifique, les Palestiniens sont à nouveau éliminés en tant que force autonome : Septembre noir en 1970, puis l'action de la Syrie au Liban à partir de 1975, et enfin d'Israël en 1982.

Le développement et l'approfondissement des rapports capitalistes dans le monde arabe, du fait des obstacles à leur développement endogène, et donc de l'époque et des conditions dans lesquelles ils apparaissent et se développent, ne parviennent à se " stabiliser "et à avoir un sens que dans l'articulation et l'intégration de la région dans le cycle international du capital ce qui, dans ce cas, s'effectue spécifiquement au travers de la circulation régionale et internationale de la rente pétrolière (c'est précisément ce que conteste un Ben Laden, cf. texte *Pétrole, sexe et talibans*).

On peut situer cette phase de l'intégration rentière dans le fil des phases précédentes en ce qu'elle se place toujours dans la perspective de l'affrontement avec Israël et prend pour critère le règlement du problème palestinien, baromètre dans le monde arabe du développement des rapports sociaux spécifiquement capitalistes. Mais de ce point de vue-là également la phase est *transitoire* ; en unifiant la région sur des bases spécifiquement capitalistes (il n'y a qu'à voir le gigantesque arrachement de force de travail à la petite production marchande ou à l'agriculture que sont les transferts de main-d'œuvre vers le Golfe, ainsi que les retombées dans les pays d'origine des migrants), cette reproduction régionale perdait toute autonomie et se décentrait dans la reproduction globale du mode de production capitaliste. La montée de l'islamisme et l'éclatement de la première Intifada rendent patent le caractère transitoire de cette période, le rapport d'exploitation ne pouvant plus se boucler sur une aire régionale d'accumulation. Les rapports sociaux spécifiquement capitalistes maintenant en place au Moyen-Orient dévoilent dans la violence de ces soulèvements l'absence de dynamique régionale endogène de leur reproduction. Pas plus la circulation *régionale* de

la rente que *le capitalisme national israélien* ne peuvent fournir le principe général de reproduction de la force de travail et de son exploitation. C'est ce qu'a révélé la première Intifada et ce que confirme la seconde.

En 1987, Israël ne peut plus rien opposer à cette nouvelle vague de révolte de la première Intifada sans, comme le rend incontournable la seconde Intifada, remettre totalement en question ce qu'il est en tant qu'Etat. L'affrontement israélo-arabe revient alors à son point de départ, un affrontement entre Israéliens et Palestiniens, parce que la question centrale de cet affrontement est devenue celle du rapport entre prolétariat et capital. Depuis 1945, le problème palestinien, c'est le problème du développement du capital au Moyen-Orient et de la révolte contre ce développement. Chaque phase de ce développement est une tentative de résolution et / ou d'élimination de ce problème.

L'époque de la première Intifada, c'est l'époque des premières impasses économiques d'Israël, de la fin de la guerre au Liban, des politiques d'ouverture économique, de la montée de l'islamisme, de la fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et, dans la foulée, de la marginalisation des pays du Golfe à la suite de l'intervention américaine (marginalisation en ce qui concerne la fixation et circulation de la rente pétrolière), du nécessaire dépassement de l'intégration régionale autour de la rente, c'est l'époque où les rapports sociaux spécifiquement capitalistes ont gagné l'ensemble de la région et y dominent de façon quasi exclusive. Tous ces événements ont en commun de définitivement trancher les liens avec les conditions historiques locales dans lesquelles ces rapports ont dû émerger. Fin des années quatre-vingt / début des années quatre-vingt-dix, la reproduction de rapports sociaux spécifiquement capitalistes n'a plus de solutions locales ou régionales.

L'intégration rentière régionale était déjà en elle-même une définition *a priori* mondiale de la reproduction des rapports sociaux capitalistes au Moyen-Orient. Cependant, tout comme les projets capitalistes de la vieille bourgeoisie traditionnelle, ou de la bourgeoisie nationaliste, elle relevait, bien que ne pouvant qu'être une transition, d'une organisation encore régionale du développement des rapports sociaux capitalistes. La guerre du Golfe a marqué la fin de toute cette époque, la période qui s'ouvre alors ne peut trouver ses caractéristiques et les déterminations de son analyse dans une histoire du Moyen-Orient, cette guerre qui, avec la fin de la guerre froide, voit l'intervention directe des États-Unis achever, réaliser, et dépasser la phase de l'intégration rentière régionale. On passe à un autre niveau, à une autre configuration. Non seulement la définition mondiale de la région est donnée *a priori*, et non comme résultat et articulation, mais encore elle ne se présente plus comme organisation régionale, pouvant se définir en tant que telle, se bouclant, socialement, économiquement, en termes de rapports entre les classes, sur une aire particulière.

Le problème palestinien n'est plus l'expression des limites du développement capitaliste arabe comme jusqu'en 1967, il n'est plus non plus l'expression du nationalisme arabe anti-impérialiste, comme de 1967 à 1979 / 80 (Camp David, puis l'élimination du Liban), face à l'économie rentière. Avec la première Intifada, le problème palestinien est devenu celui de la capacité pour tous les capitaux de la région

de reproduire et d'exploiter le prolétariat local. Ce qui se joue depuis entre Israël et les Palestiniens des territoires occupés est déterminant pour tous les capitaux de la région et pour l'avenir du développement capitaliste en général de la zone. Avec la seconde Intifada, la question est de disjoindre la valorisation du capital de la reproduction de la force de travail, ce qui remet en cause cette jonction là où elle existait déjà (sur un modèle plus ou moins "fordiste") c'est-à-dire en Israël, et remet également en cause l'existence hypothétique d'un Etat palestinien comme garant national, pour les Palestiniens, de cette reproduction. La révolte palestinienne entre alors de plain-pied dans le nouveau cycle de luttes. Elle relève, de façon encore plus abrupte que dans les aires centrales du capitalisme, de la non-confirmation d'une identité prolétarienne reconnue et confirmée dans la reproduction du capital, d'une disparition de l'identité ouvrière (si tant est qu'elle ait furtivement existé pour les Palestiniens), d'une contradiction entre les classes se situant au niveau de leur reproduction et donc de leur remise en cause.

L'Etat d'Israël en question : " la nuque raide "

La seconde Intifada a son origine dans l'incapacité d'Israël à appliquer effectivement les accords d'Oslo du fait de leur anachronisme. En 93, après la guerre du Golfe, l'OLP est à genoux, son allié l'Irak est anéanti, les émigrés au Koweït qui assuraient une grande partie des revenus chassés. L'Etat qui héberge la majorité des Palestiniens, la Jordanie, est placé sous haute surveillance, le camp pro-américain, l'axe Le Caire - Ryad triomphe. Une "fenêtre de tir" est ouverte pour une paix aux conditions d'Israël, ce seront les accords d'Oslo.

Ils prévoyaient un Etat-croupion en Cisjordanie et à Gaza entièrement sous protectorat israélien mais permettant à Israël de ne plus avoir la charge du maintien de l'ordre tout en profitant de la main-d'oeuvre et d'une petite profondeur stratégique, notable vu la taille des territoires en jeu. Les accords ont bien déchargé Israël du maintien de l'ordre, l'Autorité nationale palestinienne contrôlant 93 % de la population des territoires occupés en 67 (hors Jérusalem) dans les zones qu'elle gère. Mais la colonisation continue a fait de ces zones une série d'enclaves carcérales isolées par les colonies, les check-points et les routes de contournement. La population juive a doublé dans les territoires et l'activité économique des palestiniens a été étouffée. Le nombre des travailleurs palestiniens en Israël fluctue au gré des besoins israéliens et des bouclages, la misère s'installe sous la férule des 7 polices hyper-corrompues d'Arafat payées par les fonds européens.

Cette situation était absolument intenable, l'échec des négociations d'août 2000 aux Etats-Unis (dites de Camp David) était inévitable. L'antagonisme se concentrait sur Jérusalem mais il était sur tout le reste, Jérusalem avec ses lieux saints servait à prouver le caractère inconciliable du conflit en en marquant les repaires ethniques alors que le véritable obstacle à l'indépendance palestinienne c'est la colonisation. Cette évolution ethnique s'est réalisée avec la participation des Arabes d'Israël à l'Intifada provoquant un pogrom perpétré par une police largement soutenue par la population juive locale.

Ce qu'Israël ne peut pas faire sans crise grave c'est démanteler la quasi totalité des colonies, c'est se retirer réellement ; le contrôle militaire global de ce point de vue ne suffit pas. Il y a incapacité d'Israël à laisser jouer à l'OLP sa fonction de syndicat de la force de travail palestinienne en Israël et d'honnête gestionnaire de la vie quotidienne dans l'Etat-croupion avec un minimum de logique autre que répressive.

L'Intifada a été motivée par la provocation étatique orchestrée de Sharon sur l'Esplanade des mosquées, elle était destinée à accélérer la formation d'un gouvernement d'union nationale menant une répression très violente mais courte devant probablement permettre d'arracher l'accord d'Arafat aux conditions d'Israël exprimées à Camp David. C'est-à-dire le payer essentiellement en promesses à négocier éternellement et à encore gagner du temps, ce qui est la politique d'Israël depuis 93. Pourquoi Israël a-t-il "la nuque raide" ? Pourquoi est-il incapable d'appliquer les accords léonins d'Oslo ? Pour l'instant, sa structure même le lui interdit, il est incapable d'abolir la "frontière" (au sens américain), de renoncer à son caractère "pionnier" même si depuis belle lurette ce n'est plus qu'une caricature, en fait il est essentiellement incapable de renoncer à son caractère *militaire* que la colonisation implique.

Le caractère profondément militaire de l'Etat d'Israël répond à son origine mais aussi à sa situation actuelle, les classes sociales intégrées dans l'Etat social-démocrate créé par le sionisme de gauche, le seul sionisme réel, le sont au travers d'un welfare certes très diminué mais encore existant. La perpétuation de ce welfare est devenu largement ethnique au travers de partis-lobbies comme le *Shash* pour les Séfarades. On assiste en ce moment à une "révolution juive" séfarade qui dans l'orthodoxie promeut une identité radicalement différente de celle des fondateurs sionistes de gauche qui voulaient un Etat essentiellement laïque typiquement européen et finalement déjudaisé, cette révolution juive rejoindra peut-être à terme, dans une optique communautariste à l'américaine, l'Israël post-sioniste mais ce n'est pas encore fait. *Israël BeAlya* et *Israël Beiteinou* pour les Russes ont aussi un rôle intégrateur essentiel, d'autant plus qu'il paraît qu'un tiers de ces Russes ne seraient pas juifs, raison de plus de faire de la surenchère irrédentiste sur la "Judée" et la "Samarie". Le caractère militaire et surtout en guerre d'Israël intègre tous ces éléments. Il existe bien un Israël branché high-tech qui est prêt à passer à autre chose, pour lequel la question des territoires n'est que poids mort mais cette évolution suppose la réalisation complète du post-sionisme et cela est encore très difficile. Ce serait, comme on dit, une "révolution pour Israël", la paix bouleverserait tous les mécanismes d'intégration qui ne seraient plus pris dans une dynamique d'extériorisation des conflits.

La fin du sionisme historique

L'existence même d'Israël devient problématique si le sionisme est enterré avec la colonisation. Ce n'est pas une question "idéologique" c'est une question très concrète de mobilisation de la population dans une guerre permanente : le "mur d'airain" cher à Jabotinsky et à Ben Gourion. Les perspectives de leadership économique régional

tracées par Shimon Perez comme devant être ce qui naîtrait de la paix ne répondent pas maintenant à la cohésion sociale paranoïde d'Israël qui doit rester une forteresse assiégée quitte à provoquer cette fois une guerre ethnique intérieure à l'Etat lui-même. Les perspectives de développement économique régional étant d'ailleurs pour l'instant encore largement virtuelles.

L'occupation des territoires, c'est-à-dire l'utilisation massive de la main-d'œuvre palestinienne, a signifié la fin du sionisme historique qui se voulait une colonisation autonome fondée sur du travail et du capital juifs. Les principes fondamentaux de cette colonisation qui étaient "unicité du peuple" et "unicité de la terre" se disjoignent, les travaillistes accordant la priorité à l'unicité du peuple, le *Likoud* à l'unicité de la terre préconisant ainsi l'annexion des territoires. L'absence de perspectives politiques des travaillistes, expression de la caducité de la spécificité de la colonisation sioniste, le renforcement du secteur privé, principal bénéficiaire du travail palestinien, et de toute façon le type de développement économique auquel était confronté Israël depuis la fin des années soixante, provoquèrent l'affaiblissement de tout le secteur d'État, de l'organisation administrative de la vie économique et de la *Histadrout* (ce puissant syndicat est un des principaux employeurs israéliens), et finalement s'achevèrent dans l'arrivée au pouvoir du *Likoud*, avec à sa tête le parti *Herout* de Menahem Begin, jusque-là structurellement minoritaire sur la base des rapports sociaux israéliens. Dans le Monde du 27 décembre 2002, Ilan Greilsammer, professeur à l'université de Tel-Aviv déclare à propos du Parti travailliste : " Fondateur de l'Etat d'Israël, il représentait un certain nombre de valeurs — le collectivisme, le pionnérisme, le syndicalisme — , qui depuis une quinzaine d'années se sont effondrées au profit de l'individualisme et du libéralisme. (...) Le Parti travailliste est un parti en voie de disparition, (...) l'un des pires effets de l'Intifada aura été l'effondrement de la gauche sioniste. Aujourd'hui, il n'en reste plus rien. ", paradoxalement c'est le plan " Grands pins " élaboré par Sharon lors de l'invasion du Liban en 1982 qui représente l'apogée de la vision travailliste d'Israël : " Un : il pulvérise l'OLP. Deux : il fait élire le chef des phalangistes chrétiens, Béchir Gémayel, qui signe la paix avec Israël. Trois : il repousse loin les forces syriennes, peut-être même hors du Liban. La fin heureuse espérée, plus aléatoire, était de voir les réfugiés palestiniens du Liban expulsés vers la Jordanie. Là, les Palestiniens renversaient la monarchie hachémite et instauraient leur Etat. Il ne restait qu'à officialiser le Grand Israël et inciter les Palestiniens des territoires occupés à aller dans leur pays, de l'autre côté du Jourdain. "(le Monde du 8 janvier 2002.)

Mutations économiques israéliennes après 1967

Si la place de l'Etat demeure prédominante dans l'économie israélienne (90 % de la terre appartient à l'Etat ; un tiers des Israéliens travaille dans le secteur public ; la *Histadrout* principal syndicat et second employeur du pays), tout le secteur public, la *Histadrout*, les *kibboutz* connaissent de grosses difficultés financières et, depuis les débuts de la politique libérale amorcée par le *Likoud* en 1977, ils ne représentent plus l'élément moteur de l'économie israélienne.

A partir de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix, l'époque des tentatives de développements nationaux autocentrés du capital est révolue. Israël, avec les territoires occupés depuis 1967, a atteint les limites de son développement capitaliste "auto suffisant", fondé sur "l'exclusivisme", la mise en valeur du travail juif, et le financement de la diaspora. La bourgeoisie israélienne s'engage sur la voie des industries de montages et de la sous-traitance industrielle, le secteur des services se développe, au même moment la dette croissait vertigineusement. On passe d'une politique d'import-substitution plus ou moins autocentrée, dont le sionisme peut être considéré comme un avatar bien spécifique, à une politique de promotion des exportations, de déréglementation, de libéralisme plus grand. Cela était vital par rapport à un déficit impressionnant de la balance commerciale, et à la gigantesque dette extérieure du pays. Non seulement les territoires sont venus accroître les débouchés, mais surtout l'emploi de la main-d'œuvre palestinienne a pu, pendant un temps, renforcer la compétitivité des produits israéliens dans l'agro-alimentaire, le textile ou la chaussure. Israël tente en fait de créer une sorte de "complémentarité exclusive" entre l'économie des territoires occupés et sa propre économie. C'est en ce sens que l'Etat encourage la production de biens qui ont une faible demande à l'intérieur des territoires occupés, tout comme celle de produits qui bénéficient d'un avantage comparatif avec l'économie israélienne, celle-ci devenant le principal client. Il s'agit toujours d'une forme d'intégration en aire "nationale".

Les industries tournées vers l'exportation sont cependant difficilement compétitives sur le marché mondial, Israël est incapable de concurrencer les économies caractérisées par un surplus de main-d'œuvre pour les produits dépendants de l'utilisation intensive du facteur travail. Avec l'éclatement de la première Intifada, ce type de développement dans lequel pouvait prendre place les territoires avait rencontré ses limites inhérentes. Israël ne peut miser que sur les industries de pointe à forte valeur ajoutée, là où le pays bénéficie de la présence d'ingénieurs de haut niveau payés moins cher qu'un ouvrier qualifié aux États-Unis.

De leur côté, l'Égypte et les autres pays arabes vivent entre 1967 et 1973 l'échec du développement autocentré. La guerre de 1973 est la reconnaissance réciproque de ce double échec, de cette double tentative de développement capitaliste se voulant autonome et endogène. C'est la transition rentière qui s'ouvrait (de la guerre de 1973 à la guerre du Golfe).

A partir de la seconde moitié des années soixante-dix, alors que la stratégie d'exportations fondée sur la main-d'œuvre à bas prix des territoires occupés commencent à s'essouffler, les industries de pointe tendent à devenir le fleuron et le moteur de l'économie israélienne. Dès 1982 elles représentent un tiers des exportations. Une nouvelle fois Israël va devenir dans la région le fer de lance et la contrainte au développement et aux transformations des rapports de production capitaliste ; cette fois sous la forme de la "mondialisation libérale". Cependant, cette fois, cela n'est pas sans risque pour l'Etat, c'est toute la constitution d'Israël comme social-démocratie blindée qui est alors remise en cause. Cette constitution est remise en cause non pas par

l'hypothétique réussite des accords d'Oslo et par l'inacceptable situation de paix, mais *d'abord* par la mutation économique et sociale interne d'Israël dans la seconde moitié des années quatre-vingt et, surtout, durant les années quatre-vingt-dix. Nous avons là la raison essentielle de la "nuque raide" d'Israël évoquée précédemment et de l'échec des accords d'Oslo. Si Israël se crispe jusqu'à la caricature sur ses caractéristiques historiques (colonisation, militarisation de la société, pionnérisme fantasmé mais à effet pratique...), c'est que fondamentalement la structure social-démocrate du fonctionnement et de la reproduction de la société a, en fait, déjà éclaté et que, pour l'instant, les conséquences en sont encore difficilement gérables (chômage, baisse des salaires, segmentation sociale, politique, urbaine et professionnelle de la population ...). La paix bouleverserait tous les mécanismes d'intégration parce qu'elle ferait apparaître qu'ils n'ont plus lieu d'être parce qu'ils sont déjà bouleversés et caducs. Mais il faut alors se poser une question : et si cette "crispation" (guillemets) n'en était pas réellement une (ou, tout au moins, avait un double aspect), si elle était aussi un élément de ces mutations et jouait un rôle important dans celles-ci : comme aménagement et contrôle de l'espace éclaté de la reproduction capitaliste — après les aires nationales ? A-t-on besoin d'un aéroport international à Gaza si ce n'est comme attribut d'un Etat palestinien ? Il est finalement peut-être moins paradoxal qu'il apparaît de voir des Sharon, Meir Porush (extrême droite ultra-orthodoxe ashkénaze) ou Avigdor Lieberman (extrême droite russe) ressusciter les valeurs de l'esprit pionnier de gauche des "origines" et de la colonisation qui n'était pas plus "propre" dans les années trente ou quarante que maintenant.

Après la guerre du Golfe de 1991, les accords d'Oslo (1993) échouent parce que, avant tout, ils sont *anachroniques*. La guerre du Golfe, avec la faillite de l'intégration rentière régionale, marque la fin de toute solution nationale ou régionale aux problèmes de la valorisation du capital et de la reproduction des rapports capitalistes. Or les accords d'Oslo, complétés par les accords économiques de Paris en 1994, définissent une aire régionale et même nationale (si l'on considère que, économiquement, ces accords ne laissent aucune liberté de rapports extérieurs aux territoires palestiniens) de développement. En fait, ils entérinent une situation déjà dépassée, celle qui va de la fin des années soixante à la première moitié des années quatre-vingt : la "complémentarité exclusive". Ils devaient transformer l'Autorité palestinienne en syndicat de la main-d'œuvre bon marché palestinienne au moment où ce type de développement fondé sur l'utilisation de cette main-d'œuvre était déjà largement en voie de dépassement pour Israël. On allait droit dans le mur : la main-d'œuvre palestinienne n'a plus l'importance centrale qu'elle revêtait quelques années auparavant, il n'est plus aussi vital d'assurer la stabilité politique et sociale de sa reproduction (quand cela l'était Israël s'en chargeait directement) ; mais en face, Israël, fer de lance de la "mondialisation libérale", est simultanément incapable d'assumer ce rôle sans se saborder lui-même dans son Etat existant. La préservation, l'extension des colonies existantes et la création de nouvelles sont les réponses spontanées d'Israël à cette double situation. Les accords d'Oslo et de Paris sont comme nous l'avons dit léonins à l'avantage d'Israël, mais ils n'en sont pas pour autant applicables par Israël.

La main-d'oeuvre palestinienne

La première Intifada d'où sortirent les accords d'Oslo avait elle-même en partie pour origine la crise de ce système de complémentarité fondé sur la main-d'oeuvre palestinienne. Les salaires gagnés en Israël et les transferts venus de l'extérieur auraient pu, dans les territoires occupés, continuer à masquer le déclin et le délabrement de l'économie palestinienne, si les Israéliens n'avaient pas pour amortir leur propre crise durci leur politique vis-à-vis des territoires occupés au milieu des années quatre-vingt. Sur un fond de révolte endémique, l'inflation venue d'Israël, la dévaluation du shekel, l'augmentation des taxes dans les territoires, la baisse des salaires dans l'agriculture, l'hôtellerie et le bâtiment (secteurs gros consommateurs de main-d'oeuvre palestinienne), déclenchent la première Intifada.

Par rapport à la population active palestinienne, le sommet de l'emploi en Israël est atteint au début des années quatre-vingt. En 1980, 34 % de la population active des territoires sont employés en Israël, mais cela représente 57 % de la totalité des salariés palestiniens, chiffre qui révèle l'ampleur du bouleversement des rapports sociaux dû à l'occupation israélienne : ce ne fut rien d'autre que l'instauration du salariat. En outre, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit là que de la force de travail migrant vers Israël, et qu'on ne tient pas compte de la spécialisation complémentaire introduite par l'occupation sous la forme de la sous-traitance, ni de la force de travail ayant émigré vers le Golfe de par la faillite interne des territoires. Dans la bande de Gaza, dès 1969, 50 % de la main d'œuvre industrielle étaient déjà employés dans la sous-traitance des secteurs du textile et de la chaussure. La sous-traitance était même devenue la principale cause du maintien d'un tissu industriel ou artisanal dans les territoires. Cela au prix bien sûr d'une dépendance totale au niveau des échanges " extérieurs ".

Le système entre en crise peu avant la première Intifada qui en signifiera la caducité : Israël ne peut rivaliser avec le " vrai " tiers-monde. En outre, la révolte prolétarienne de la première Intifada dont le nationalisme était inhérent pousse Israël à accéder massivement à d'autres sources de main-d'oeuvre bon marché (pour le marché intérieur) sans les inconvénients d'une gestion politique tendue. Le transfert de cette dernière à une " Entité " palestinienne ne règle pas le problème de fond qui est celui de l'utilité de cette main-d'oeuvre pour Israël et de la gestion de ses flux. Il serait faux de considérer qu'elle est devenue inutile, mais, globalement en baisse, son flux est quasiment géré au jour le jour : 116 000 en 1992, autour de 100 000 en 1993, 29 500 en 1995, 44 000 en 1998, 125 000 en 2000 à la veille de la seconde Intifada, un peu plus de 10 000 actuellement (premier trimestre 2002). On voit que *c'est pendant les années de la grande expansion économique israélienne que le contingent s'effondre* (la remontée spectaculaire en 1999 et 2000 est liée à la conjoncture particulière du bâtiment et non à un renouveau de la politique de " petit dragon " exportateur de tee-shirts et de chaussures de sport). Un Etat dirigé par l'OLP et lié à tout un passé social renvoyant au nationalisme, gérant globalement cette main-d'oeuvre avec tout ce que cela implique de légitimité étatique à instaurer (politique, économique et sociale), ne peut être à l'ordre

du jour. Aucun Etat palestinien plus ou moins autonome ne pourrait faire face, dans un cadre national, au taux de chômage global qui résulte des modes d'utilisation actuels de la main-d'oeuvre palestinienne.

La stratégie de Sharon d'élimination de l'Autorité palestinienne, avec la bénédiction des Etats-unis, est tout à fait cohérente avec les mutations déjà accomplies qui ont remis en cause la structure sociale israélienne et son Etat. Elle est également cohérente avec le rôle d'Israël au Moyen-Orient dans les transformations mondiales du mode de production capitaliste.

High-tech, libéralisme et organisation de l'espace

Dans *le Monde des livres* du 12 avril 2002, on pouvait lire un compte rendu et des extraits du livre *Sur la Frontière* (éd. Stock) de Michel Warschawski (israélien condamné en 1989 à trente mois de prison pour "prestation de services à des organisations palestiniennes illégales") : " La fracture (à l'intérieur d'Israël, *nda*) est sociale et culturelle (...). Un rideau de fer est en train de s'ériger entre deux blocs sociaux qui défendent des projets de sociétés antagonistes. (...) Il faut poursuivre un combat simultané contre ceux qui veulent faire d'Israël le *poste avancé de la nouvelle croisade néolibérale au sein des peuples du Proche-Orient* (souligné par nous) et ceux qui veulent l'enfermer dans un ghetto armé, dirigé par les rabbins d'un nouveau messianisme, où l'intégrisme et le nationalisme se renforcent mutuellement. "

Les années quatre-vingt-dix ont été marquées en Israël par un renforcement des industries de haute-technologie devenues le moteur de la croissance économique, un recul notable et surtout un éclatement communautariste de l'Etat-providence, un très fort accroissement des inégalités. Ce développement des industries de haute-technologie, lié aux investissements étrangers (principalement américains) n'a pu se faire que dans le cadre d'une économie où dérèglementation, privatisation et libéralisation transforment les fondements mêmes des mécanismes d'intégration sociale en Israël, ce qui n'empêche de très généreuses subventions versées par l'Etat aux multinationales s'installant en Israël. C'est cette mutation économique qui, en premier lieu, remet en cause l'existence d'Israël comme social-démocratie blindée. Le début des années quatre-vingt-dix sont en Israël des années de grande expansion économique. La relance du processus de paix renforce la confiance des investisseurs étrangers et, plus important, des marchés auparavant fermés à Israël s'ouvrent : Inde, Chine, pays du Golfe, Indonésie, Amérique latine. En 1995, les investissements israéliens à l'étranger s'accroissent de 46 %, leur croissance continue ensuite pour atteindre 7 % du produit intérieur brut en 2000. Ce n'est pas là une simple donnée économique : la " construction de la nation " n'est plus prioritaire. Le tournant a lieu à partir de 1996 avec le gel de l'anachronique processus de paix (expliquer ce gel par la poursuite de la colonisation est insuffisant dans la mesure où c'est alors cette poursuite qu'il faudrait expliquer) et la reprise des attentats. Les inégalités se creusent, les acquis sociaux sont remis en cause, l'absorption des nouvelles vagues d'immigrants devient de plus en plus difficile. Malgré un produit intérieur brut qui augmente de 50 % entre 1995 et 1999 (la population

n'augmente que de 10 %), en 1999, 1,3 millions d'Israéliens (sur 6 millions) vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'Etat coupe dans les budgets des dépenses sociales, d'éducation et de santé, et en 2001 le revenu par tête a baissé de 2,9 %. Cependant, même dans cette situation, le commerce avec les Etats-Unis et L'Union Européenne qui représente les trois quarts des échanges extérieurs se maintient et en 2000 (jusqu'au début de la seconde Intifada), l'économie repart, à nouveau dopée par le développement de la haute-technologie, atteignant au premier semestre un taux de croissance annuel de 5,4 % (6,4 %, d'après *le Monde* du 3 janvier 2002), (données collectées dans le dossier internet du *Monde diplomatique* : " Proche-Orient, la déchirure "). Il est évident que pour ce secteur la paix est nécessaire et que les territoires occupés représentent un poids mort dont il faudrait se débarrasser. Mais cette économie mondialisée, dérèglementée, libéralisée, dont Israël est le fer de lance au Moyen-Orient ne se limite pas à la haute-technologie.

" Ce boom économique a donné naissance à une nouvelle classe de professionnels et d'entrepreneurs, largement tournés vers le marché mondial et moins préoccupés du contrôle des territoires occupés. Ces puissants nouveaux riches, en contact permanent avec leurs homologues occidentaux étaient convaincus qu'Israël devait se débarrasser de son image négative d'Etat occupant, nuisible aux affaires. Ils se sont polarisés autour de deux tendances : la première, totalement pro-occidentale, regardant vers l'ouest (Europe et Etats-Unis) plutôt que vers l'est (territoires occupés et monde arabe) ; la seconde, expression de ceux qui utilisaient la main-d'oeuvre palestinienne dans leurs petites entreprises, prônant qu'il était temps de transformer les relations économiques avec les Palestiniens de façon à garantir la stabilité à long terme, mais insistant également sur la nécessité pour Israël de perpétuer sa domination. "(Marwan Bishara, " Fastes années pour l'économie israélienne ", *le Monde diplomatique*, avril 2001.) La seconde tendance l'a emporté. Cette domination, on le sait, fut une " réussite " : contrôle des frontières des territoires palestiniens, perception et rétention des taxes de douanes, 80 % des échanges extérieurs palestiniens s'effectuent avec Israël, introduction des " permis de travail " supprimant la " libre circulation " prévue par les accords d'Oslo. Pour Israël, le processus d'Oslo avait pour mission de " sortir Gaza de Tel-Aviv ", il s'agissait, avec l'appui financier de la Banque mondiale et de l'Union européenne, d'amener des sociétés de Tel-Aviv à s'implanter dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, selon le modèle des " parcs industriels " (semblables aux *maquiladoras* de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique). Le projet a connu un début de réalisation et ces " parcs " ont commencé à devenir attractifs pour les investisseurs étrangers à partir de 1998.

" Mais pour que ce projet fonctionne à long terme, il fallait une Autorité palestinienne compétente et légitime afin d'assurer une transition souple vers cette nouvelle relation de dépendance et éviter une nouvelle Intifada qui aurait menacé l'environnement économique. C'est l'OLP qui s'est vue mandatée – ce qu'elle a accepté avec enthousiasme... – pour cette mission au service des principes du marché libre et de l'ouverture des frontières entre l'Etat d'Israël et les Palestiniens. (...) Nombre d'experts

et de conseillers palestiniens se sont associés aux plans israéliens. Constituant une nouvelle classe de profiteurs du processus de paix, peu soucieux de la justesse et de l'équité de ses étapes, ces quelques milliers de "VIP" ont tiré profit de l'"économie de paix" et de l'"industrie de paix" dominées par les Israéliens sous les auspices de la Banque mondiale et de la Communauté européenne (...). Un nouveau réseau de responsables de sécurité et de fonctionnaires, avec leur clientèle d'hommes d'affaires, a profité du processus : ils ont fait des affaires avec les Israéliens, sous-traitant de la main-d'oeuvre à bon marché et entretenant des contacts exclusifs avec les organisations financières internationales. "(Marwan Bishara, *ibid.*)

Cette "seconde vision" qui a donc prévalu après les accords d'Oslo était éminemment contradictoire, la stratégie de légitimation de l'Autorité et de stabilisation était minée dès l'origine : il fallait à cette stratégie une Autorité palestinienne "légitime"; sa mise en oeuvre, dans son but même, délégitimait cette Autorité. "La corruption est devenu le résultat inévitable d'Oslo" (*ibid.*). La seconde Intifada, simultanément rejet de l'Autorité et lutte contre la domination israélienne, a suivi.

En réalité, il n'y avait pas deux tendances mais dualité d'une unité : une diffusion hiérarchique du mode de production capitaliste mondial pour lequel l'Etat palestinien ne peut être légitime et légitimé pour le prolétariat. Le légitimer c'était le délégitimer. La high-tech, la colonisation et la domination des territoires appartiennent au même monde. Le passage d'Israël au stade actuel du mode de production capitaliste devient un problème de géographie, d'organisation de l'espace. L'Israël branché high-tech n'a peut-être rien à faire des territoires, mais il appartient au monde qui produit ce contrôle de l'espace et de la reproduction de la force de travail pour lequel un Etat palestinien est caduc avant même d'avoir existé (ce qui est capital pour la compréhension en tant que lutte de classe de la seconde Intifada).

La "crispation" israélienne est un élément des mutations sociales et économiques dont Israël est le fer de lance au Moyen-Orient. Comme syndicat de la main-d'oeuvre, un Etat palestinien a perdu toute nécessité et ne pourrait se construire aucune légitimité, il n'y a pas de gestion nationale possible d'une main-d'oeuvre *essentiellement* précarisée avec un taux de chômage permanent si important. On ne peut demander à la restructuration actuelle du capital de réaliser un type de cohérence des rapports sociaux capitalistes qui appartenaient à un stade antérieur, même *a minima*. La restructuration actuelle ne va pas ressusciter le "fordisme" là où il existait, et encore moins l'étendre là où il n'existait pas. Elle ne produit pas non plus un "retour aux solidarités tribales ou traditionnelles". Ce n'est pas un retour : le contour, le contenu de la "tribu", de la tradition, de la communauté sont une production actuelle. La reproduction de la force de travail s'échappe vers l'autosubsistance, les solidarités locales, les économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales. Le cadre national central et le rôle de l'Etat se délitent. Il est évident que tout cela ne nous donnera pas une stabilisation et une pacification des rapports sociaux, même relatives. Le mode de production capitaliste dans sa restructuration de l'ancien tiers-monde crée de nouveaux types de conflits récurrents et surtout extrêmement violents dans la mesure

où il y a disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Celle-ci quasiment renouvelable à l'infini, segmentée, confortée dans sa double vie de main-d'œuvre capitaliste et de tout petit producteur marchand (ce qui avait été une des limites des tentatives d'industrialisation du tiers-monde) tombe sous la compassion chirurgicale des instances internationales et des missiles guidés. Ceux qui se posent la question " peuvent-ils industrialiser le tiers-monde ? " n'ont rien compris à l'internationalisation du capital. Ce n'est pas une tâche d'huile, mais une certaine structure de valorisation et d'accumulation que l'on appelle internationalisation ou mieux mondialisation (n'ayons pas peur des mots à la mode). Ils confondent le capital et la valeur et, répétant la *doxa* du fordisme (établie *a posteriori*), ils font rimer restructuration avec pacification (cf. Gilles Dauvé et Karl Nesic, *Il va falloir attendre*, Arhedis B.P. 20306, 60203 Compiègne Cedex). La " crispation " coloniste d'Israël joue un rôle important comme aménagement et contrôle de l'espace éclaté de la reproduction capitaliste de la force de travail — après les aires nationales. La politique d'implantation des colonies, qui répondait à l'origine à un souci stratégique en dessinant un cordon frontalier le long du Jourdain, ne relève pas simplement de l'effet intégrateur de l'état de guerre sur la société israélienne, caractère qui serait inscrit dans son code génétique et dont Israël ne pourrait se défaire, mais d'un découpage et d'une gestion de l'espace rendant impossible tout Etat palestinien et mettent en place une particularisation très locale (pointilliste, si l'on tient compte de l'exiguïté de cet espace) de la reproduction et des flux de main-d'œuvre. Sur cette base qui n'est pas spécifiquement israélo-palestinienne, même si on en a ici un condensé, le mode de production capitaliste va vers des conflits de classe simultanément ethniques et utopiquement nationaux de plus en plus ingérables parce qu'ils se déroulent sur la base nouvelle de la disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Il est alors exact que nous ne nous situons plus dans l'ordre du compromis.

En Israël, la restructuration mondiale du mode de production capitaliste est, encore plus qu'ailleurs, une question de géographie, c'est une construction et une organisation de l'espace. Le rapport contradictoire entre Palestiniens et capital israélien n'est pas un rapport de peuple colonisé à colonisateurs. Ce n'est pas un rapport de colonisation mais spécifiquement d'exploitation, qui se développe dans un cadre de segmentation de la force de travail, qui a en Israël une base extrêmement forte en raison de l'histoire du pays : conjonction de la valorisation du travail juif et de la puissance syndicale d'un côté, et vagues successives d'immigration de l'autre. Au pouvoir depuis 1977, le Likoud a pu balayer toutes les velléités nationalistes (sionistes) des travaillistes, de la Histadrout et du " travail juif ". La destruction de la société palestinienne a été achevée, mais simultanément Israël, dans les années quatre-vingt, a été pris dans les contradictions de sa stratégie exportatrice. Les transformations économiques des années quatre-vingt-dix, la caducité du " compromis " intégrateur social-démocrate, la faillite programmée des accords d'Oslo ont totalement changé la donne. La stratégie exportatrice fondée sur la main-d'œuvre palestinienne bon marché ne peut plus être une stratégie nationale israélienne mais laissée, sous forme contrôlée et dominée par le

capital israélien (centré quant à lui sur des activités à plus haute valeur ajoutée) et diverses agences mondiales, aux palestiniens : " *sortir Gaza de Tel-Aviv* ". C'est la géographie israélienne qui doit se transformer. Transformations dans lesquelles le poids de la démographie est considérable (depuis les Irlandais contre les Anglais, la natalité est l'arme des pauvres).

Même si l'on admet qu'advienne une certaine forme de souveraineté pour quelques parties de la Cisjordanie et de Gaza, le problème que représente pour l'Etat d'Israël l'équilibre démographique entre juifs et Arabes n'en est pas pour autant résolu en faveur des premiers de façon simple. La question démographique se déplace au sein même de l'Etat d'Israël. " Le petit noyau de Palestiniens qui avait échappé à l'exode de 1948 a grandi sans faire de bruit. Dans un horizon prévisible, ces 730 000 "Arabes-israéliens" (1 200 000 en 2001, *nda*) ne formeront jamais qu'une minorité. Mais leur natalité les a d'ores et déjà hissés à la majorité en Galilée (52 %) et ne cesse d'accroître leur poids dans le Néguev. Maintenus dans une ruralité anachronique (20 % d'entre eux résident dans des localités de moins de 20 000 habitants), ils occupent de facto un terrain plus vaste que l'espace citadin de la population juive (75 % de ces mêmes localités). Les deux provinces par lesquelles Israël s'adosse au monde arabe, la Galilée au Nord et le Néguev au Sud, c'est-à-dire les quatre cinquièmes du territoire, offrent ainsi l'image d'un pont qui reliera à son hinterland arabe la conurbation presque entièrement juive de Tel-Aviv-Jérusalem-Ouest. Imperceptiblement, Israël prend déjà la forme d'une future cité-Etat, Venise rayonnante, ou Constantinople assiégée. La volonté d'échanges en décidera demain. " (*le Monde* du 5 avril 1991.). En 2000, Israël (avec Jérusalem-Est) comptait 6,3 millions d'habitants dont plus de 1 million d'Arabes ; les territoires 3 millions. Le rapport entre juifs et Arabes étaient donc de 55 % - 45 % sur l'ensemble Israël - Palestine ; selon certains démographes cet avantage est destiné à s'évanouir d'ici dix ans (*le Monde* du 8 février 2001). En outre, la proportion de non-juifs parmi les immigrants en Israël progresse de façon spectaculaire. Jusqu'en 1988, leur nombre était dérisoire (0,7 % du total). Il a commencé à s'élever en 1990 avec l'arrivée massive d'une nouvelle vague d'immigrants venus d'ex-URSS ; en 1998 40 % des immigrants n'étaient pas juifs, compte non tenu des travailleurs étrangers principalement asiatiques qui ne sont pas citoyens d'Israël. Ces travailleurs sont actuellement estimés à 300 000, c'est-à-dire plus de deux fois la main-d'oeuvre palestinienne employée avant le début de la seconde Intifada.

L'annexion pure et simple des territoires occupés est un objectif impossible et qui est actuellement dépassé, même s'il est impossible de déterminer le futur statut officiel et le découpage des territoires, principalement la Cisjordanie où la colonisation massive ne peut s'expliquer par la seule caricature (pas si caricaturale) du sionisme des origines : 200 000 colons en Cisjordanie, 180 000 à Jérusalem-Est, 17 000 sur le Golan, 6 500 à Gaza. Mais le découpage de deux Etats sur la base de la " ligne verte " de juin 1967 est devenu tout aussi impossible, tout autant que la " séparation unilatérale " envisagée dès 1993 par Itzhak Rabin. La " séparation unilatérale " ne change rien à la situation actuelle : aucune colonie n'est démantelée ; Israël maintient un contrôle total sur les frontières extérieures. Mais le principal obstacle, outre l'auto-

enfermement d'Israël, est dans le fait que " la césure économique est tout simplement impossible à mettre en pratique. La Palestine demeure le quatrième partenaire commercial d'Israël, après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Quant aux Palestiniens leur dépendance structurelle par rapport à Israël est énorme en termes d'échanges (80 %, *nda*) comme de transferts salariaux. "(Alain Dieckhoff, " Israël, une crise de décolonisation ", *le Monde* du 28 novembre 2000.) L'autre solution qui consisterait à oeuvrer à " une partition véritable, sur une base égalitaire "(que l'auteur appelle de ses vœux) est tout aussi utopique ; la dépendance palestinienne est structurelle, ce qu'aucun toilettage politico-institutionnel ne peut changer. Dans cette structure qui assure la prééminence ultime d'Israël, aucun Etat palestinien ne peut se construire une nécessité et une légitimité, cette prééminence aurait même tendance à régresser vers des formes purement coloniales. C'est cette dépendance même, continuée jusqu'à aujourd'hui, qui interdit tant la " séparation unilatérale "que l'" indépendance égalitaire ", mais qui par là même signifie qu'elle existe. On ne peut plus concevoir actuellement une Palestine coupée économiquement d'Israël et surtout de la conurbation Tel-Aviv-Jérusalem-Ouest ni, non plus, de la Jordanie.

On a là un mouvement de fond que la seconde Intifada a interrompu du fait de l'antinomie entre un développement économique dépendant et la construction simultanée d'un Etat palestinien. Sur les zones industrielles de Cisjordanie, le prix des terrains avait triplé aux débuts des années quatre-vingt-dix, les projets s'étaient multipliés. Avant la seconde Intifada, " A chaque bombe, la frontière était fermée (le long de la bande de Gaza, *nda*), les échanges interrompus, la Palestine étranglée. Mais l'ébauche d'une paix fragile avait donné un essor sans précédent à la collaboration commerciale entre les deux peuples. A Karni, une zone industrielle et commerciale avait même commencé de fonctionner en 1999, et les projets d'investissements affluaient : Nestlé, la Japan Tobacco, des compagnies informatiques de l'Inde, des entreprises canadiennes, etc. (...) Trente-cinq hommes d'affaires de l'Etat hébreu venaient, jusqu'à l'année dernière, travailler tous les jours ici. Côté palestinien. "(*le Monde* du 10 mai 2001.) Rien ne peut supprimer le fait que la Palestine est devenue un marché et une zone de production essentielle pour le capitalisme israélien. Mais les caractéristiques mêmes de cette intrication dépendante du côté palestinien ne laisse pas de place à la constitution d'un Etat qui aurait dû se constituer sur le compromis, de nos jours impossible, entre une nouvelle bourgeoisie compradore dont la corruption et l'illégitimité sont définitoires et le prolétariat. La seconde Intifada débute tout autant contre Israël que dans la défiance et le rejet de l'Autorité palestinienne.

Il est banal de souligner que l'implantation des colonies relève du jeu de go et découpe les territoires occupés en multiples enclaves-ghettos. Il l'est moins de considérer que l'on a là, sur un espace (Israël et territoires) pas plus grand que trois départements français, la reproduction en miniature des structures de la mondialisation des rapports de production capitalistes. Il y a une chose que l'on a le plus grand mal du monde à réaliser quand on analyse l'affrontement israélo-palestinien, c'est l'espace, son extrême exigüité. Cette caractéristique, bêtement objective et naturelle, *devient* ici un

élément incontournable. Ramallah, la capitale d'Arafat, ou Bethléhem touchent les limites communales actuelles de Jérusalem ; même en se reportant aux limites communales de 1947, la première se situerait à moins de 10 km et la seconde à moins de 5 km ; Jérusalem est à 25 km de la frontière du Jourdain. C'est comme si tout cela se jouait entre Marseille et Aubagne, autour du Géant Casino de La Valentine. L'affrontement israélo-palestinien est une guerre de banlieues.

Ce qui est apparaît au premier abord comme destructuration régionale ou nationale prend son sens et est définitoire d'une autre cohérence mondiale, dans le cadre de la restructuration générale du mode de production capitaliste. Le problème consisterait à définir théoriquement le statut des interfaces entre les focalisations productives plus ou moins denses du cycle mondial du capital et ce que l'on décrit comme marges, tribus ou ghettos, économie souterraines, mafias diverses, kleptocraties, centres financiers off-shore. La nouveauté réside dans le fait qu'il ne s'agit plus d'articulation entre le mode de production capitaliste et d'autres modes de production, même si ceux-ci n'avaient de signification que par rapport au premier, mais de la diffusion hiérarchique globale du mode de production capitaliste posé mondialement comme une totalité. Le cycle mondial du capital ne peut plus se décrire comme articulation mais plutôt comme diffusion. On ne peut plus également parler d'enclaves ou de développement par enclaves, dans la mesure où, dans une société duelle, avec les économies souterraines, les ghettos ou les ethnies, c'est toute la société qui fonctionne pour et par ces enclaves.

Dans cette situation de dépassement des intégrations nationales et régionales, la reproduction du capital qui se bouclait plus ou moins sur une aire délimitée perd ce cadre de références et de cohérence. L'Etat en assurait la cohérence en ce qu'il émane du pôle dominant (celui qui subsume l'autre) de l'implication réciproque entre prolétariat et capital, il était le garant de cette implication réciproque, c'est ce que l'on appelle "assurer le compromis social". Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Les notions d'économies parallèles ou souterraines sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent pas compte des racines de cette "souterranéité", et du caractère beaucoup plus global du phénomène.

Des éléments que nous avons présentés, on peut avancer que *ce que l'on appelle Israël* devient l'emboîtement de quatre espaces hiérarchisés dans lesquels il est évident que ce que l'on appelle la mondialisation et qui est la synthèse (non le principe) de toutes les caractéristiques de la restructuration des rapports de production capitaliste n'est pas du tout l'extension homothétique de l'industrialisation capitaliste. Le premier espace est la conurbation Tel-Aviv-Jérusalem-Ouest, espace central, dominant, regroupant les activités de haute-technologie, les services financiers et quasiment entièrement juif ; le second espace est le Néguev et la Galilée concentrant la population arabe israélienne, espace, en partie encore rural, de liaison avec le monde arabe et de présence des "villes de développement" juives (regroupant surtout des immigrants de

l'ex-URSS et des Ethiopiens) ; le troisième est constitué des zones de Cisjordanie et de Gaza demeurant sous contrôle israélien, via des potentats locaux plus ou moins mafieux, et enclavées par les colonies, espace de transfert de main-d'oeuvre pour le marché intérieur de l'hôtellerie et du bâtiment (entre autres) ; le quatrième c'est la Cisjordanie et Gaza "autonomes", espace des délocalisations industrielles, consommatrices de main-d'oeuvre bon marché, laissées à l'initiative capitaliste conjointe israélo-palestinienne dans une situation de dépendance totale, espace géré par une administration sans velléité étatique soutenue, pour assurer un minimum de cohérence sociale, par l'Arabie Saoudite et l'Union européenne. Contrairement à l'Etat national de l'OLP, un tel découpage serait plus en phase avec l'ethnisation de la reproduction de la force de travail. La mise en place des deux derniers espaces serait facilitée, d'une part, par l'émigration de tous les Palestiniens qui en ont les moyens, c'est-à-dire de tous ceux qui pourraient représenter une élite administrative et sociale contestataire et, d'autre part, par la contrainte à un exode partiel du reste de la population. Quelques colonies tenues par quelques cinglés intégristes qui viennent retrouver des *roots* fantasmées à Brooklyn ou à Sarcelles devraient être démantelées. A ces quatre espaces on peut ajouter la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Egypte, pour lesquels le conflit avec Israël est encore une fois le révélateur et la contrainte à la restructuration capitaliste au travers de leur engagement dans le "partenariat euro-méditerranéen", les accord de libre-échange avec l'Union européenne et la délégation totale de leur politique économique et financière aux instances internationales, comme c'est déjà le cas en Jordanie et en Egypte où le mouvement fut préparé par les grandes vagues d'immigration vers le Golfe et par la "politique d'ouverture".

A court terme l'offensive de Sharon est un échec politique dans la mesure où par l'intermédiaire de la prise en main de l'Intifada et de la résistance à l'opération "Rempart" par le Tanzim de Marwan Barghouti lié à l'OLP, cette dernière a pu réaffirmer, pour les Etats arabes, la centralité du problème palestinien et empêcher l'émergence d'interlocuteurs modérés face à Israël, les "collaborateurs" ont été soit exécutés soit neutralisés. Arafat n'est pas encore "hors-jeu". En même temps, le lancement du plan de paix saoudien et le refus du prince héritier Abdallah de participer à une coalition militaire anti-irakienne affirmaient la volonté de l'Arabie Saoudite de ressouder le monde arabe, Syrie et Irak compris, sur la base d'un national-islamisme financé par elle. Si les Etats-Unis et Israël entendent à terme éliminer ce national-islamisme organisé par l'Arabie Saoudite, il est momentanément un facteur de stabilisation régionale dans la mesure où les possibilités d'indépendance saoudienne sont considérablement amoindries si ce n'est inexistantes depuis la guerre du Golfe et dans la mesure également où sa puissance pétrolière est encadrée par une politique commune russo-américaine dans le Caucase et en Asie centrale. Depuis la fin de la Guerre froide et la guerre du Golfe, les Etats-Unis ne peuvent plus compter simultanément sur les alliances israélienne et saoudienne. La "stabilisation" américaine de la région passe d'un côté par un enfermement musclé de ce national-islamisme avec l'aide de la Turquie et de la Russie (frappe israélienne au Liban contre le Hezbollah

syrien, frappe anglo-américaine contre l'Irak) le poussant à la faillite et à l'effondrement interne de par son absence de perspectives, de l'autre, à plus court terme, par le renversement du gouvernement de Sharon au profit de la tendance dure des travaillistes (Ben Eliezer), ouvrant la voie à un retrait partiel des territoires occupés, au démantèlement de quelques colonies facilitant ainsi la formation du quatrième espace dont il était question précédemment.

Lutte de classe / lutte nationale / lutte ethnique

Nous avons déjà indiqué que, depuis 1948, le problème palestinien résume le problème du développement du capital au Moyen-Orient, chaque phase de ce développement étant une tentative de résolution ou d'élimination du problème. La première Intifada était essentiellement la révolte du prolétariat palestinien contre sa propre situation, cependant toute la limite de cette révolte se trouvait dans l'adjectif "palestinien"; et donc dans son corolaire, l'imposition et le développement des rapports sociaux capitalistes comme occupation israélienne. C'est de cette situation que procède le contenu "nationaliste" de l'Intifada, c'est-à-dire de la spécificité de la genèse, et de la forme historique, de l'opposition entre prolétariat et capital. Il ne s'agissait donc pas d'une révolte prolétarienne s'engluant dans le nationalisme, mais d'un nationalisme qui était la limite intrinsèque de cette révolte, de par la définition sociale et historique du prolétariat. La limite nationaliste ne revigore pas la société traditionnelle, car cette limite sort de la révolte prolétarienne qui a accéléré la destruction des rapports sociaux traditionnels, cet effondrement est confirmé par l'importance de plus en plus grande des mouvements islamiques qui sont le contraire du traditionalisme.

Donc nous voilà, dans les années quatre-vingt-dix, avec des rapports de production capitalistes quasi exclusifs, une contradiction de classes entre prolétariat et capital, nous voilà donc "revenus" au point de départ : Israël et les Palestiniens. Leur affrontement avait déclenché le processus du nécessaire développement des rapports sociaux capitalistes, son achèvement le ramène au premier plan, mais transformé. L'affrontement n'est plus l'expression des conditions de production à transformer et de la nécessité de cette transformation, mais l'expression des conditions maintenant transformées.

Les négociations ouvertes à Madrid le 30 octobre 1991 amorcent la mise en place d'un statut d'autonomie *sans retrait d'Israël*. La force de travail palestinienne passerait sous la houlette d'élites modernes assurant son contrôle et l'articulation de sa reproduction avec les besoins israéliens. L'OLP couvre le mouvement et fait la chasse aux petits groupes radicaux s'opposant à cette bourgeoisie, ce qui, à terme, revient pour elle à se saborder. Avec la seconde Intifada, le nationalisme qui était, dans la première, une limite intrinsèque de la lutte, et même en tant que telle la constituait, accède à l'autonomie, face à Israël posé lui-même comme Etat, et non plus comme rapport social. Dans sa fin, la première Intifada revêtait déjà de plus en plus une allure de simple mouvement nationaliste avec actions de commandos de militants et manifestations unanimistes qui en sont le complément et, d'autre part, se nourrissant des échecs et des

difficultés de ce nationalisme, mais se situant sur la même base que lui, le soulèvement devenait simultanément islamiste.

Nous avons vu précédemment qu'après les accords d'Oslo c'est la tendance de ceux qui, dans la bourgeoisie israélienne, utilisaient la main-d'œuvre palestinienne dans leurs petites entreprises qui avait prévalu. Ce choix et la stratégie qui l'accompagnait se sont vite révélés des mines de contradictions : il fallait à cette stratégie une Autorité palestinienne "légitime"; sa mise en oeuvre, dans son but même, délégitimait cette Autorité. C'est l'origine et le contenu de la seconde Intifada : à la fois opposition et désenchantement des palestiniens vis-à-vis de l'Autorité et de leur Etat, et tentatives sans perspective de cet Etat de s'affirmer par le harcèlement militaire à l'encontre d'Israël. L'affrontement avec Israël fut presque immédiatement pris en main et contrôlé par l'Autorité. Celle-ci ne pouvait laisser le mouvement contre Israël se développer sans être elle-même menacée, mais si cette prise en mains a pu être beaucoup plus rapide que lors de la première Intifada c'est que le prolétariat palestinien, contre Israël, ne trouve plus dans le nationalisme la forme et la dynamique de sa lutte, sa forme et sa limite ne sont plus le nationalisme politique mais le renvoi de sa reproduction et de sa survie à la production d'une identité "ethnique". Le nationalisme politique est devenu l'affaire de l'Autorité et de ses organes sous le regard bienveillant et désabusé de la population. La jeunesse palestinienne est depuis le début de l'Intifada moins agressive vis-à-vis des polices de l'Autorité parce qu'on sait "ce qu'ils font la nuit venue".

La disjonction entre la population palestinienne et l'Autorité qui constitue le noeud de la seconde Intifada ne signifie rien d'autre que la caducité d'un Etat palestinien. Caducité à l'oeuvre dans les modalités mêmes de la constitution de cet Etat après Madrid et Oslo. Si cet Etat est caduc avant même d'exister pleinement et si la population palestinienne dans sa révolte conserve une extrême méfiance à son égard, c'est qu'il ne peut dépasser la contradiction qui préside à son impossible gestation.

Avec les accords politiques d'autonomie de 1993 et les accords économiques de 1994, Israël conserve la souveraineté globale sur les territoires. L'autonomie a renforcé la dépendance vis-à-vis d'Israël. La population est plus que jamais à la merci des autorités israéliennes, mais à la différence de la période de la première Intifada c'est une population exaspérée et surtout démobilisée (la seconde Intifada repose sur la participation active d'une minorité seulement), l'installation de l'Autorité a détruit progressivement les structures sociales, politiques et associatives qui avaient encadré la première Intifada. Paradoxalement, l'installation de l'Autorité a provoqué la crise du "mouvement national palestinien". Dans un article du *Monde diplomatique* de mars 2001, Nadine Picaudou livre une analyse efficace de ce paradoxe.

"Au-delà même des liens formalisés dans les accords d'autonomie, la réalité de la dépendance économique des territoires palestiniens à l'égard de l'Etat hébreu entretient des réseaux d'intérêt qui unissent le "complexe militaro-marchand" proche de l'Autorité nationale aux responsables israéliens sans lesquels l'importation des produits de première nécessité, dont bénéficient les sociétés publiques palestiniennes ne pourrait s'exercer. L'ambiguïté fondatrice du statut d'autonomie condamne ainsi

l'Autorité palestinienne à l'impossible gageure de conduire le combat national en collaborant avec l'occupant. Elle lui impose aussi de mener à bien simultanément deux étapes historiques distinctes : celle de la libération nationale et celle de la construction de l'Etat. La première demeure inachevée alors même que la seconde est déjà amorcée. "(op. cit.) Cette ambiguïté fondatrice trouve sa source dans le fait que, comme on l'a vu, les accords d'Oslo étaient dès l'origine anachroniques. Si l'étape de la construction de l'Etat commence avant même que soit achevée celle de la libération nationale c'est alors la " communauté politique " à laquelle s'adresse cet Etat qui n'est pas définie. Par exemple, les réfugiés établis dans les camps de Cisjordanie refusent de participer à la vie communale des municipalités cisjordanaises passées sous le contrôle de l'Autorité : se reconnaître comme citoyens de ces municipalités c'est abandonner le droit au retour (c'est aussi lâcher les subsides de l'UNRWA). Ces municipalités quant à elles résistent à leur subordination par rapport à l'Autorité car aucune règle précise de leur rapport avec elle n'est fixée au nom de la poursuite de la lutte contre l'occupant, qui permet à l'Autorité de retarder la promulgation de la Loi fondamentale adoptée par le Conseil législatif palestinien. L'Autorité ne parvient à se légitimer ni en tant qu'Etat ni, de par sa collaboration génétique avec l'occupant, en tant qu'organe de lutte de libération nationale. De cet anachronisme, de cette ambiguïté et en conséquence de la simultanéité des deux étapes historiques découle le déroulement un peu surprenant de la seconde Intifada.

Aux débuts de la seconde Intifada, la lutte contre Israël fait une première victime : l'Autorité palestinienne et entérine le fait qu'elle a totalement perdu pied en Cisjordanie. Tout d'abord, la révolte qui est cette fois avant tout cisjordanienne est un coup d'arrêt à toutes les tentatives de normalisation dont les entretiens de Taba sont la dernière manifestation. En décembre 2000, une délégation de diplomates convoquée par de hauts responsables de l'Autorité palestinienne a été accueillie à coup de fusils et de pierres par les réfugiés du camp de Khan Younès, à Gaza, " signe de la confiance limitée que la direction inspire à sa base. "(*le Monde* du 29 décembre 2000.) En janvier 2001, même la direction du Fatah de Cisjordanie avait estimé que ces entretiens avaient été " une perte de temps ". Ensuite, toujours durant le mois de janvier 2001, parallèlement aux émeutes, encore spontanées, aux barrages et points de contrôle de l'armée israélienne, les actions contre les colons se doublent d'une élimination systématique des responsables économiques liés à l'Autorité, " les profiteurs du processus de paix ". Pendant ce temps, Arafat ne sort pas de Gaza et le pouvoir ne fonctionne plus en Cisjordanie, les ministères sont vides, les fonctionnaires ne viennent plus au bureau. " Depuis le début de la deuxième Intifada (29 septembre 2000, *nda*), et à une exception près, le soir de Noël, Yasser Arafat ne s'est pas montré à Ramallah, pourtant considérée comme sa capitale en Cisjordanie. "(*le Monde* du 2 février 2001). La révolte palestinienne est alors tout autant dirigée contre Israël que contre le système d'intrication d'intérêts avec Israël sur lequel est fondé l'Autorité palestinienne, c'est tout un système d'exploitation tant au niveau du travail que de la consommation qui est plus ou moins consciemment visé ; le nationalisme politique du soulèvement ne peut plus être alors qu'un mot d'ordre affiché, sans grande réalité. De son côté l'Etat d'Israël

avait déjà tiré les conséquences de l'anachronisme d'Oslo en ne reversant plus à l'Autorité les taxes de douanes palestiniennes qui représentaient 60 % de ses revenus et a poursuivi son oeuvre par la destruction systématique de toutes les représentations et les possibilités de fonctionnement étatique de l'Autorité sans que cela ne soulève d'indignation particulière à la base de la population palestinienne. Après la destruction de Jénine, Arafat a préféré ne pas s'y rendre pour ne pas y affronter l'hostilité de la population.

La reprise en mains du soulèvement par le Fatah et l'OLP n'a pas du tout la même signification lors de la seconde Intifada que lors de la première. La reprise en mains de la première Intifada par la direction de l'OLP n'avait fait que formaliser les limites de la révolte du prolétariat palestinien qui *en tant que telle* se construisait *elle-même* comme révolte nationale. La seconde Intifada avait perdu ses illusions nationalistes et étatiques. La militarisation du conflit par des brigades du Fatah répond à l'ethnisation et à la culturalisation de la lutte de classe en Palestine. Celle-ci n'est pas une manipulation israélienne permettant à Israël de souder autour de l'Etat son propre prolétariat devenu remuant dans la période de crise que traverse l'économie et ses troupes mobilisables devenant en partie réticentes au service dans les territoires. Elle résulte des conditions mêmes d'exploitation de la main-d'oeuvre palestinienne qui n'est plus aussi indispensable pour Israël qu'auparavant. Sa reproduction devenue aléatoire dans son rapport direct au capital israélien est renvoyée à des solidarités primaires comme la famille, le village, le quartier, la mosquée et ses services. La répression israélienne dans son extrême violence immédiate (370 morts et 10 000 blessés dans les trois premiers mois) est le résultat de ce changement de nature du rapport d'Israël à la main-d'oeuvre palestinienne et à l'éventuelle constitution d'un Etat palestinien (cf. supra, les "espaces d'Israël"). L'Autorité palestinienne, déconsidérée de façon essentielle par la *corruption inhérente à sa politique de construction nationale*, en militarisant immédiatement le conflit répond bien sûr, dans la mesure de ses moyens, au niveau de la répression israélienne, mais surtout cherche à *replacer le soulèvement dans une perspective nationale*. Perspective dont le caractère militaire, face auquel la population est spectatrice sympathisante, marque l'artificialité. Par cette militarisation, l'Autorité palestinienne prive d'espace et d'oxygène la "révolte culturaliste" du prolétariat. Il est remarquable que la "radicalisation" militaire de l'affrontement n'est pas le fait d'opposants aux accords d'Oslo, qu'il s'agisse de la gauche ou des islamistes, elle ne relève pas du clivage classique entre partisans et ennemis de ces accords. C'est l'OLP et en son sein principalement le Fatah, partisans des accords d'Oslo, qui mènent cette lutte militaire. Cependant, même dans la façon dont est menée cette tentative de militarisation du soulèvement, l'Autorité palestinienne ne peut gommer sa caducité qui est celle de la perspective nationaliste que la seconde Intifada vient mettre à jour. Les accords d'Oslo ont rempli une fonction qui n'était pas celle attendue : l'Autorité palestinienne fait la police à Gaza, les islamistes ont vu leur dynamique *politique* brisée et s'accroître leur emprise *sociale*, les implantations de colonies juives progressent, l'Autorité est dans une impasse. La militarisation, elle-même, socialement et

politiquement lui échappe en partie. Dans les " brigades "qui mènent cet affrontement militaire on trouve surtout les hommes du Tanzim, ils sont issus de ces " groupes de choc "qui avaient marqué les dernières années de la première Intifada, les " faucons du Fatah "en particulier. Ils ont d'abord été en partie réprimés lors de l'installation de l'Autorité en Cisjordanie parce qu'ils faisaient peur aux bourgeois. " Une partie d'entre eux a été depuis lors cooptée par l'Autorité palestinienne, qui entretient quelque 40 000 hommes armés. La plupart ont été intégrés dans les services de sécurité (...) En intégrant dans ses réseaux de clientèle une fraction des cadres de la première Intifada, l'Autorité pouvait espérer canaliser leurs ardeurs militantes tout en s'appropriant un peu de la légitimité politique conférée par la participation au mouvement. *Ceux qui n'ont pas été directement cooptés par l'Autorité nationale forment les troupes du Tanzim* (souligné par nous). Ils n'obéissent pas nécessairement aux ordres de la direction palestinienne, encore que la frontière ne soit pas toujours nette avec certains membres de la sécurité préventive. (...) Président du Haut Comité du Fatah pour la Cisjordanie, M. Marwan Barghouti s'est imposé à la faveur des récents événements comme le porte-parole du mouvement et multiplie les appels à l'escalade militaire. (...) M. Marwan Barghouti pourrait en effet incarner une relève politique et mettre à profit l'escalade de l'Intifada pour briguer la succession du vieux chef, en s'appuyant sur de nouvelles élites cisjordaniennes très critiques à l'égard de ces " Tunisiens "arrogants et corrompus qui peupleraient l'entourage de M. Yasser Arafat à Gaza "(Nadine Picaudou, *op. cit.*). Et l'on aurait alors la rencontre logique entre l'étouffement militariste de la seconde Intifada et la réorganisation dépendante de la Cisjordanie sous couvert d'un " nationalisme "cisjordanien opposé à et indépendant du nationalisme historique palestinien représenté par les " Tunisiens "installés à Gaza. Arrêté par les Israéliens, Marwan Barghouti pourrait ressortir comme leur interlocuteur adéquat.

La disjonction en profondeur qui apparaît, dans la seconde Intifada, entre la population palestinienne et l'Autorité signifie que la question palestinienne abandonne son " enveloppe nationale ", et n'est plus qu'un problème social qui dans la période actuelle se trouve ethnicisé. L'intifada est-elle une lutte de classe ou une lutte ethnique comme elle semble de plus en plus l'être ? La question est malheureusement fautive, il n'y a pas de contradiction entre les deux, les expressions religieuses et / ou raciales de la lutte contre les Israéliens ne retirent rien au caractère prolétarien de cette lutte dussions-nous en souffrir. Dans la situation politique née de l'utilisation et de la reproduction actuelles de la main-d'oeuvre palestinienne, la défense de la condition prolétarienne est ethnique parce qu'Israël le veut et le veut bien plus que l'OLP qui va là à sa perte. Dans les aires périphériques du capital (et pour les segments du prolétariat périphérisés à l'intérieur des aires centrales), c'est comme production ethnico-traditionnelle tout à fait moderne que s'effectue la destruction de l'identité prolétarienne ou l'impossible accession à la confirmation de cette identité dans la reproduction du capital. Comme partout, le prolétariat ne peut s'opposer au capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe, ici en Palestine, comme de la Kabylie aux piqueteros argentins en passant par l'indien du Chiapas, l'ethnisation est la forme pauvre et violente du démocratisme radical. Dans ce cadre

agir en tant que classe devient à l'évidence une limite de sa propre lutte nécessaire en tant que classe, dans l'ethnisation de la lutte de classe est reconnue simultanément d'une part la disparition de l'identité ouvrière ou son impossible production et, d'autre part, la nécessité et l'éternité du capital. Il ne suffit pas de dire que l'ethnisation de la lutte de classe en est une limite si l'on ne dit pas comment cette limite existe et surtout comment en elle c'est la définition même du prolétariat comme classe qui apparaît dans la lutte de classe même comme une limite. Partout dans le monde nous sommes entrés dans une phase de la lutte de classe où le prolétariat ne peut lutter contre le capital, dans ses revendications les plus immédiates, sans que sa propre lutte ne dresse face à lui sa propre existence comme classe comme la limite de sa lutte : de l'islamisme au démocratisme radical ; de l'indianité chiapanenque aux *aarch* kabyles.

Il est illusoire dans un avenir prévisible d'espérer une quelconque jonction entre les luttes du prolétariat israélien et du prolétariat palestinien. Les mutations du capital israélien ont aggravé la situation du prolétariat israélien et cette aggravation est profondément liée aux transformations de la gestion des territoires et à l'utilisation de la main-d'oeuvre palestinienne. La disparition dans ces transformations du sionisme historique signifie l'affaiblissement de toutes les entreprises nationales ou du secteur aux mains de la *Histadrout*. Surtout, l'utilisation de la main-d'oeuvre palestinienne expose la classe ouvrière israélienne à la concurrence des bas salaires de celle-ci et de ceux encore plus bas pratiqués au-delà dans les pays arabes voisins. Des pans entiers de travailleurs juifs employés dans le secteur public sont maintenant sous contrat temporaire, principalement les jeunes, les femmes et les nouveaux immigrants. Les regroupements de travailleurs précaires ou les nouveaux petits syndicats "radicaux" apparaissant lors de grèves comme dans les chemins de fer (2000) ont le plus grand mal à se faire accepter par la *Histadrout* (*Aufheben*, "Behind the twenty-first century Intifada", n° 10, 2002). L'aggravation de la situation du prolétariat israélien et la quart-mondialisation du prolétariat palestinien appartiennent bien aux mêmes mutations du capitalisme israélien, mais cela ne nous donne pas pour autant les conditions de la moindre "solidarité" entre les deux, bien au contraire. Pour le prolétaire israélien, le palestinien au bas salaire est un danger social et de plus en plus physique, pour le prolétaire palestinien les avantages que l'Israélien peut conserver reposent sur son exploitation, sa relégation accrue et l'accaparement des territoires.

Cette division nationaliste et de plus en plus ethnique du prolétariat (comme le montrent l'entrée en lutte des Arabes israéliens et la violence de la réaction de l'Etat d'Israël lors de la seconde Intifada) ne sera pas dépassée par une simple extension des luttes de classe au Moyen-Orient ni même dans l'ensemble du monde occidental. Même si nous n'en sommes pas encore là, la montée en puissance de mouvements populistes et racistes à l'intérieur des classes ouvrières occidentales peut nous laisser imaginer des luttes ouvrières dont la solidarité internationale serait le cadet des soucis (c'est un euphémisme) et segmentant encore plus la classe. En dehors même de cette sinistre perspective, ce qui compte ce n'est pas l'*extension* en elle-même des luttes ouvrières. Dans le cadre de la Palestine, l'ethnisation des luttes de classe, tant du côté juif que du

côté palestinien, est bien la limite actuelle de la lutte de la *classe ouvrière* juive et de la *classe ouvrière* palestinienne, et elle apparaît bien comme limite dans cette non-jonction.

La lutte de la classe ouvrière ne peut pas dépasser cette limite ethnique en se développant comme lutte de la classe ouvrière c'est-à-dire, de façon inhérente, à l'intérieur des catégories du mode de production capitaliste, mais lorsque la lutte de la classe ouvrière contre le capital s'attaque à sa propre existence comme classe, c'est-à-dire lorsque le prolétariat se transforme lui-même. L'ethnisation de la lutte de classe est une forme extrême de la contradiction entre le prolétariat et le capital se situant au niveau de la reproduction du mode de production et mettant en jeu la production des classes elles-mêmes, en cela elle est une limite et une limite qui peut être dépassée. La disparition de toute confirmation d'une identité ouvrière et la disparition de tout projet de réorganisation sociale sur la base de ce qu'est la classe (même le nationalisme disparaît) entraîne que lutter en tant que classe devient la limite interne de la lutte de la classe. Dans les aires périphériques du mode de production capitaliste, la production par le prolétariat de toute son existence dans le capital, la coalescence entre l'existence de la classe et sa contradiction avec le capital a pour conséquence que la reproduction du capital est, en tant que reproduction même, la limite de toutes les luttes, mais cette limite générale de la période actuelle de la lutte de classe prend ici, de par l'absence de développement *local* des déterminations spécifiques de la subsumption réelle comme intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital (le "compromis fordiste"), la forme particulière de l'ethnisation de la classe ouvrière. Dans les aires centrales ce sera l'appartenance citoyenne à la communauté nationale jusqu'à et y compris la "préférence nationale". Malgré sa prégnance et sa férocité actuelles, il ne faut pas se tromper, cette limite est très fragile dans la mesure où elle ne contient ni une confirmation de la classe dans la reproduction du capital (bien au contraire) ni, surtout, aucun projet qui soit en propre celui du prolétariat.

L'identité d'intérêts entre la classe ouvrière et le capital est "superficielle" seulement dans la mesure où la classe ouvrière est amenée dans sa lutte contre le capital, à l'intérieur du mode de production capitaliste, à l'abolir et à s'abolir elle-même ; elle est "essentielle" tant que la classe ouvrière demeure la classe ouvrière. C'est dans les luttes immédiates actuelles à partir d'elles, de leur extension, de leur radicalisation que peut se produire ce *dépassement*, mais il ne faut jamais perdre de vue que c'est bel et bien un dépassement. Pour le prolétariat, l'internationalisation de ses luttes immédiates devient un critère décisif de sa propre abolition en tant que classe, d'une transformation qualitative, et non d'une simple extension, de ces luttes. *Les travailleurs ont une patrie*, c'est en se supprimant comme travailleurs qu'ils n'en ont plus.

L'intifada ne peut durer éternellement mais elle peut déboucher sur une situation de conflit violent mais larvé plus ou moins semblable à ce qui se passait au sud Liban, cela Israël peut le gérer. Au delà de ça on ne peut rien dire si ce n'est qu'une stabilisation de la région passe par un engagement massif des Etats-Unis, engagement

plus direct qu'ils le font actuellement, peut-être sous la forme d'une présence armée qui établisse un cadre permettant à Israël d'effectuer, "sous cloche", sa mutation en espaces emboîtés mais cela pose aussi la question de la politique américaine vis-à-vis de l'Irak qu'il semble difficile de poursuivre à l'identique, le remplacement de Saddam ferait sans doute partie d'une reprise en mains des problèmes actuellement enkystés. Cela serait en cohérence avec l'évolution récente dans les Balkans, l'élimination de Milosevic, les élections locales réussies au Kosovo avec la victoire de Rugova et la mise à l'écart de l'UCK, l'intervention en Afghanistan ou au Timor oriental. Encore une fois le corset de fer de l'*US army* semble indispensable. Dans un mode de production capitaliste mondialisé où aucun "compromis" n'est envisageable entre le capital et un prolétariat mondial, la guerre civile ou la guerre externe devient le lieu de l'estimation et de la mise en place des rapports de force dans la lutte des classes, le "lieu de la régulation" (cf. Alain Joxe, *l'Empire du chaos*, Ed. la Découverte.) La violence devient un mode de régulation à toutes les échelles de la reproduction du mode de production capitaliste, il est remarquable d'observer la convergence quasiment fractale de la macrocosmique stratégie de W. Bush et de la nanocosmique stratégie de Sharon, de l'assassinat de masse et de l'écrasement programmé au bulldozer et à l'assassinat ciblé. Partout, à tous les niveaux, le capital a recréé la "frontière" contre tous les obstacles à sa libre circulation et accumulation et à sa libre exploitation de la force de travail (ou à son élimination).

Si vous avez l'âme trop sensible pour être intimement persuadé que le prolétariat n'est qu'une classe de la société capitaliste, il est conseillé de renoncer à la lecture de ce qui va suivre.

M. LE PEN ET LA DISPARITION DE L'IDENTITÉ OUVRIÈRE

Les dernières élections présidentielles en France (avril-mai 2002) posent un seul sujet théorique : le *Front National* est le premier parti ouvriers-chômeurs-précaires *lors des élections*. Cela n'est pas vraiment nouveau, la chose était visible depuis quelque temps, elle est devenue incontournable.

L'objet de ce texte n'est pas d'expliquer le vote de tous les ouvriers, d'être exhaustif, mais d'expliquer pourquoi et comment le vote massif pour le Front National s'ancre dans la disparition d'une identité ouvrière confirmée et légitimée dans la reproduction du capital. C'est ce vote là qui est notre sujet ce qui ne présuppose pas que la disparition de cette identité conduise mécaniquement à ce vote. Il y eut également le vote d'extrême gauche et surtout l'abstention. Si nous nous intéressons particulièrement au vote Le Pen c'est qu'il donne explicitement la clé pour comprendre les deux autres attitudes qui relèvent de la même détermination fondamentale : cette disparition. Ramener ces trois attitudes électorales à une même détermination ce n'est pas les confondre mais, si l'une d'entre elles est le vote Le Pen, c'est s'autoriser des interrogations sur les deux autres. Prendre le vote Le Pen comme forme de manifestation de la disparition de l'identité ouvrière c'est refuser de se bercer d'illusions sur les deux autres attitudes et surtout sur la plus susceptible d'illusions parce que la plus susceptible d'interprétations selon ses propres désirs : l'abstention. "Ce n'est pas en tant que classe que les prolétariés se sont exprimés, mais en tant qu'électeurs ou abstentionnistes. (...) Il est particulièrement difficile de faire de l'abstentionnisme l'expression d'une critique prolétaire de la démocratie représentative. Il faut se méfier du double langage, travers auquel n'échappe pas la critique la mieux intentionnée. En effet, on ne peut pas dire d'un côté que les élections ont peu d'importance, que cela ne signifie pas grand chose, que c'est la lutte sur le terrain qui compte et donc ce que les prolétaires seront contraints de faire et d'un autre côté, dire que le nombre d'individus qui ne s'inscrivent pas sur les listes ou qui s'abstiennent de voter est révélateur d'un niveau de conscience et d'un rapport de force." (*Chronique d'une excréation*, brochure hors série de *Temps Critiques*, mai 2002, BP 2005, 34024 Montpellier cedex 01). Lorsque l'OCL (*Courant Alternatif*, été 2002) se lance dans des affirmations audacieuses sur l'abstention, nous en restons au niveau déclamatoire sans que soit

avancée la moindre analyse : " Pour une fois l'abstention avait un sens et pouvait être revendiquée. "De même le court texte de *l'Oiseau Tempête* (c/o Ab Irato, BP 328, 75525, Paris cedex 11) intitulé *Fascisme de la misère, misère de l'antifascisme* présente l'abstention comme la " première étape nécessaire mais non suffisante "vers le " combat anti-capitaliste permanent et autonome " : " Beaucoup n'utilisent *encore* (souligné par nous) que l'abstention pour jeter à la poubelle les politiciens (Le Pen inclus) ". L'abstention demeure toujours une comptabilité relative à une élection et la somme des individus additionnés comme abstentionnistes ne peut que faire référence au même individu que celui qui vote, à la même existence de l'individu. On peut tourner dans tous les sens les pourcentages et les chiffres absolus d'une élection, exercice auquel se livre *Courant Alternatif*, on n'y trouvera jamais un rapport de force entre des classes. La preuve de la radicalité de l'abstention est fournie par un curieux raisonnement par l'absurde : puisqu'on cherche à culpabiliser les abstentionnistes, c'est qu'ils étaient coupables contre la démocratie, *donc* ils étaient subversifs. S'il est exact que le discours de l'entre-deux-tours était culpabilisant, la conclusion quant à elle n'a pas un rapport transitif à la prémisse. L'OCL est un bon exemple de la pente sur laquelle entraîne cette valorisation de l'abstentionnisme pour laquelle on revendique un sens que l'on suppose sinon révolutionnaire tout au moins subversif. Cette pente c'est le petit jeu du compte voix cherchant à délimiter cette chimère que serait un vote " lutte de classe ". *Courant Alternatif* nous livre commune par commune dans la région de Longwy les résultats des listes PC et extrême gauche (comparant les résultats des présidentielles à ceux des législatives), l'analyse découvre une porosité certaine entre ces listes et de façon modeste conclut : " Cette porosité n'est-elle pas le signe qu'un *électorat* (souligné par nous) relativement important n'a pas perdu ses références " luttes de classes "(magie des guillemets, nda). " Restons optimistes "comme nous y encourage *Courant Alternatif* qui fait flèche de tout bois, outre les abstentionnistes il existerait un " électorat lutte de classes flottant ". Voilà qui ne peut qu'augurer d'"une élévation du niveau de la lutte des classes "qui si ce n'est pas encore le cas ne saurait tarder à se traduire par " des mouvements d'ampleur nationale ", la preuve c'est que la bourgeoisie réalise " un formidable effort pour construire l'union nationale ". Tentative que nous avons déjouée...*dans les urnes*. En de nombreux pays l'abstention est déjà massive depuis de nombreuses années, si cela n'est pas sans importance il est audacieux d'en tirer un sens immédiat pour le niveau des luttes de classe.

L'abstention est une crise et une transformation de la politique liées à une impossibilité devenue manifeste de la représentation ouvrière plus qu'un indicateur du niveau des luttes de classe. La liaison et encore plus la confusion entre les deux phénomènes supposent toute une problématique qui est clairement exprimée dans *la Lettre du Mouvement Communiste* (B.P. 1666, centre Monnaie, Bruxelles) : la démocratie supplée et remplace l'extrême éclatement de la société civile ; la dissolution de tout lien social est remplacée par une communauté illusoire ; cette communauté illusoire est une mascarade qui occulte les antagonismes réels. Que le mode de production capitaliste avec ses formes politiques nécessaires définisse des rapports de

production qui loin d'être l'éclatement qu'ils paraissent être définissent une appartenance malheureusement extrêmement solide à la communauté qu'il est, c'est ce qui échappe totalement à ce type d'analyse qui ne peut alors que conclure sur le besoin de conscience pour déchirer ce qui n'est qu'un voile, une occultation (*Lettre* de mai 2002, nous revenons plus loin sur ce texte). L'abstention devient alors un premier moment, largement insuffisant mais encourageant, de cette prise de conscience. Sortie de cette problématique illuministe, la massivité de l'abstention ouvrière ne nous dit rien d'autre que la disparition de l'identité ouvrière (que nous analysons plus loin), identité qui incluait, pour être, sa représentation politique. En ce sens, si on ne peut l'identifier au vote Le Pen, l'abstention ne nous dit que la profondeur et l'étendue de cette disparition, à moins de se faire d'énormes illusions sur ce que signifie le rejet de tous les politiciens (y compris Le Pen) ou de lire dans le marc de café. Elle nous dit également que si elle a dans cette disparition la même base que le vote Le Pen, cette disparition ne conduit pas mécaniquement à ce vote, c'est important mais ce n'est pas plus. A moins de sonder les reins et les coeurs des prolétaires abstentionnistes, l'analyse du vote Le Pen présente l'avantage de fournir une forme explicite déterminée par cette disparition. En ce qui concerne le vote d'extrême gauche dont le vote LO est le meilleur représentant, nous remarquons seulement (à la suite de *Temps Critiques*) que plus LO devient incontournable dans les scrutins moins il s'agit pour elle de transformer ces *électeurs* en militants.

La disparition de la confirmation de l'identité ouvrière à l'intérieur de la reproduction du capital a totalement déstabilisé l'ensemble du fonctionnement politique de l'Etat démocratique qui était consubstantiel à un clivage social réel et à sa pacification en ce que ce clivage était nécessairement *représenté* comme société civile et vie politique. La politique et l'Etat qui étaient eux-mêmes l'expression et la mise en forme de l'indépendance de la communauté comme communauté du capital se trouvent remis en cause par leur raison d'être essentielle : la division de cette communauté en classes. La forme et le contenu actuels de la contradiction entre le prolétariat et le capital, les modalités de l'exploitation, remettent en cause la *représentation* politique dans l'Etat de la division de la société en classes. Cette indépendance de la vie collective inhérente à l'Etat lui-même apparaît maintenant comme coupée de ce qui la produit et la justifiait comme *allant de soi*.

Quelques remarques générales sur l'Etat, la démocratie et les classes

L'Etat, en tant qu'organisme extérieur à la société qui devient alors société civile, ne se développe pleinement qu'avec la bourgeoisie et le mode de production capitaliste. L'activité sociale des individus est indépendante d'eux, c'est leur propre manifestation d'eux-mêmes en tant qu'individus sociaux qui leur fait face, ce qui signifie que la société se divise en classes, et donc que l'Etat, en tant que représentation de la communauté, "extérieure" à elle, est l'Etat de la classe dominante. Non seulement

comme instrument de la domination, mais surtout en tant qu'extériorité, représentation de la société, il est un Etat de classe. On pourrait même dire que le premier aspect n'est qu'une détermination du second. Il est le lieu où les contradictions de la société capitaliste se représentent à elle-même comme n'ayant de sens qu'à l'intérieur du pôle qui subsume l'ensemble de la société. La nature de ce procès d'extériorisation réside dans la nature même du capital. D'abord parce que le capital libère l'Etat de toutes ses entraves : religions, états, privilèges... Mais on ne peut en rester là, ce ne serait que poser les conditions de l'extériorisation et non le mouvement lui-même.

Le mouvement lui-même réside dans le fait que le capital dédouble sans cesse les individus *et les classes elles-mêmes*. Les individus en individus particuliers (membres d'une classe, particularisation de la totalité) d'une part, et citoyen d'autre part. "La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vérité et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham. Liberté ! car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte, au contraire, ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. Egalité ! car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandise, et ils échangent équivalent contre équivalent. Propriété ! car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient. Bentham ! car pour chacun d'eux il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence toute ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun " (Marx, "Le Capital", t. 1, p. 178-179). Mais le mouvement ne s'arrête pas à ce point qui semble contenter toutes les critiques marxistes de la démocratie.

La généralisation abstraite du citoyen est formellement dépassée et reprise dans le *fétichisme spécifique du capital*. " Dans la formule capital-profit, ou mieux, capital-intérêt, terre-rente foncière, travail-salaire, dans cette trinité économique qui veut établir la connexion interne entre les éléments de valeur et de richesse et leurs sources, la mystification du mode capitaliste de production, la réification des rapports sociaux, l'imbrication immédiate des rapports de production matériels avec leur détermination historico-sociale se trouvent accomplies ; et c'est le monde enchanté et inversé, le monde à l'envers où monsieur le Capital et madame la Terre, à la fois caractères sociaux, mais en même temps simples choses, dansent leur ronde fantomatique. "(*ibid*, t. 8, p. 207). Avec le fétichisme spécifique du capital, la citoyenneté exprime les formes réifiées des rapports de production. Non seulement les individus se sont dédoublés, mais encore ils se sont dédoublés en tant que membres d'une classe. Et leur conflit de classe se " réglera " dans leur vie de citoyen, c'est-à-dire dans le cadre de l'autoprésupposition

du capital. Le fétichisme du capital englobe et surpasse celui de la marchandise, sur lequel trop souvent on se contente de fonder la figure du citoyen.

Le fétichisme spécifique du capital est le fétichisme des éléments d'un procès de production qui en réalité forme un tout, fétichisme qui est atomisation, mais atomisation d'individus définis dans des rapports de classes (premier niveau de totalité qui n'est jamais perdu mais transformé / dépassé : la société civile) et qui plus est, de classes qui n'existent que dans leur connexion interne (deuxième niveau : l'Etat). La société civile est le mouvement de retour de l'Etat sur les rapports de classes qui le nécessitent. La politique est l'unité, l'unité de cette atomisation, parce que cette atomisation est elle-même nécessitée par des rapports de classes formant une totalité, elle est donc nécessairement société civile et l'unité de cette société civile face à elle-même : l'Etat. Elle est double et est elle-même la relation des deux termes de cette dualité (l'Etat et la société civile), en cela elle est le *travail de représentation* de l'une en l'autre dont nous parlons dans la dernière partie de ce texte. Le fétichisme du capital qui s'enracine dans son autoprésupposition engendre la politique comme dualité, comme rapport interne de deux pôles : l'Etat et la société civile.

Si l'Etat est un instrument, c'est qu'il est l'unité d'un rapport de classes qui appelle sa propre reproduction (autoprésupposition), par là cette unité existe non comme unité des classes en tant que telles, mais unité de leur propre existence réifiée sous la double figure de l'individu indépendant, isolé, et de son appartenance à la communauté. Cette appartenance passe pour la classe dominée par sa définition dans le pôle de cette communauté qui subsume l'autre et dans lequel se trouvent posées les conditions même du renouvellement de cette communauté : le capital. Au travers de ce mouvement, ce dernier s'affirme comme la substance de la totalité, c'est l'achèvement du fétichisme du capital. Et c'est fondamentalement la cohésion de l'Etat qui est maintenue du fait de celle de la société civile et non l'inverse.

Le fétichisme spécifique du capital, qui est celui de l'autonomisation et de la personnification des éléments du procès de production (la terre, le travail, les moyens de production) consiste à rattacher chacun de ces éléments de façon naturelle et autonome à un revenu dont la somme constitue la valeur produite (rente + salaire + profit ou intérêt). Avec la restructuration actuelle du mode de production capitaliste, la contradiction se situe au niveau de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital, en cela pour chaque classe en présence, sa contradiction avec l'autre ne peut contenir une confirmation d'elle-même pour elle-même (cependant entre le prolétariat et la classe capitaliste, le rapport est réciproque mais non symétrique).

Les déterminations de la restructuration actuelle ne confirment plus des identités médiatrices exprimant collectivement les éléments autonomisés. C'est l'individu isolé de l'échange marchand qui revient comme le support du fétichisme spécifique du capital. L'individu isolé est directement investi par le capital, et sommé de se faire valoir, dans son individualité, en tant que représentant social des éléments fétichisés du capital, d'où la crise de la *représentation* et le "populisme" sur lequel nous reviendrons. Comme résultat dernier du procès de production et de reproduction

apparaît la somme des individus comme société. Dans le fétichisme de l'autoprésupposition, seuls apparaissent comme solides les individus isolés et les rapports qu'en tant que tels ils définissent entre eux. La reproduction des éléments du procès de production dans leur connexion interne nécessaire devient leur activité propre, le mouvement de leur volonté et des "contrats" qu'ils définissent entre eux.

La société en tant que résultat dernier du procès de production, est maintenant cette somme d'individus se mouvant "à l'aise" dans les formes réifiées du capital (que celles-ci apparaissent à cet individu comme des leviers ou des obstacles), et au travers de l'activité desquels doit passer la reproduction des rapports de production comme rapports de classes à l'intérieur du mode de production capitaliste, et cela *parce qu'ils sont des rapports de classes*. Avec le grand effondrement des médiations collectives (partis, syndicats), la reproduction de la société devient activité, participations individuelles, elle se donne comme régénérescence de la démocratie, comme faire-valoir social de l'individu isolé. Tel il est engagé dans les rapports de production, tel il est acteur de la société civile. Ce ne sont pas les classes qui s'élèvent au niveau de l'Etat, mais l'individu tel qu'il est dans l'Etat, en tant que membre de la société civile, qui donne sa substance et la forme de son activité à l'individu engagé dans des rapports de production de classes.

Ces individus isolés peuvent donc se regrouper selon les forces de polarisation les plus diverses. Mais, convoqués individuellement et directement comme sujets politiques, ils peuvent ne pas répondre à la convocation si leur situation dans les rapports de production capitalistes n'est plus confirmée comme identité sociale *représentable* dans l'autoprésupposition du capital (c'est la situation actuelle de la *classe ouvrière*). Le vote "Le Pen" est une "non-réponse" *ouvrière*, avec bien sûr la non-réponse qu'est l'abstention, à la convocation de la *somme* des ouvriers comme sujets politiques, une "non-réponse" qui superficiellement positive (c'est sa différence avec l'abstention) en identité nationale et racisme le refoulement et la disparition de la confirmation de l'identité ouvrière dans la reproduction du capital. La parenté avec l'abstention dont il faut arrêter de se gargariser a été soulignée au deuxième tour : "contrairement à ce qu'il s'était passé aux municipales de 2001, l'électorat d'extrême droite s'est moins bien reporté, le 16 juin - deuxième tour des législatives - sur les candidats de droite et s'est largement abstenu. On a vu pendant ces législatives une protestation bruyante devenir muette" (Pascal Perrineau dans *le Monde* du 19 juin 2002.)

La disparition de l'identité ouvrière

La disparition de l'identité ouvrière est un point central de la phase actuelle de la lutte des classes. Elle résume la fin de toute la période programmatique de la lutte de classe, celle de la montée en puissance du prolétariat à l'intérieur du mode de production capitaliste et de son affirmation révolutionnaire sur la base de ce qu'il était dans ce mode de production comme la révélation de sa vraie nature et de son être

révolutionnaire. En un mot, la classe du travail productif était en tant que telle, *positivement*, la classe révolutionnaire.

Pourtant, si nous y incluons, à juste titre, la majeure partie de la catégorie sociale des employés, le prolétariat n'a jamais été aussi massif que maintenant, sa coupure du reste de la société aussi marquée et ses conditions de vie et de travail en passe de rejoindre celles du XIX^e siècle. Au premier abord, la disparition de l'identité ouvrière apparaît comme un phénomène paradoxal face à la masivité et à la clarté de l'existence du prolétariat.

Le recul des ouvriers depuis les années cinquante est plus dû à l'augmentation de la population active qu'à une baisse en valeur absolue (7,5 millions en 1962 contre 7,1 au recensement de 1999, pour une population active, occupés et chômeurs de 26,451 millions de personnes en France métropolitaine). La proportion de salariés à très bas salaires est passée, de 1983 à 1997, de 5 % à 10 %, les inégalités n'ont cessé de croître en France depuis le milieu des années quatre-vingt. " On a été obnubilé par la robotisation et les nouvelles technologies. Or, il y a peu de temps, le directeur de l'usine Toyota du Nord disait à la radio qu'on avait considérablement surestimé cette robotisation et que le travail allait rester essentiellement manuel. En fait, s'il y a bien extension des flux tendus, le taylorisme assisté par ordinateur augmente, et la part des ouvriers postés croît, alors que dans les années 1980 on croyait à leur disparition. Statistiquement, le nombre d'emplois ouvriers a augmenté depuis trois ou quatre ans (de 5,8 à 6,3 millions). (...) Les ouvriers qui ne le sont plus sont devenus, le plus souvent, employés, avec un statut social relativement proche. "(Michel Pialoux, *Le Monde* du 6 mars 2001). En outre, " Si, depuis vingt-cinq ans, le nombre d'emplois ouvriers a diminué, il demeure un nombre importants d'ouvriers en retraite et en préretraite dont personne ne parle. Ils contribuent à ce qu'il faut bien appeler la permanence, en France, d'une immense population ouvrière (même si cela ne change rien pour l'essentiel, nous sommes dans l'incapacité de savoir si la différence en nombre absolu pour des dates très proches est réelle ou provient de la diversité des sources et des méthodes statistiques). Toute une partie de la population que l'on ne veut plus percevoir comme ouvrière occupe pourtant bel et bien des emplois ouvriers ou qui en sont proches. On parle par exemple des jeunes immigrés en termes de sociologie urbaine, en oubliant qu'ils sont souvent employés comme ouvriers. "(Olivier Schwartz, *ibid.*)

Un " groupe central "s'est bien constitué dans la société française et dans celle des pays développés, mais pas celui que croyaient les politiques et la plupart des sociologues, c'est-à-dire celui des classes moyennes. Depuis le début des années quatre-vingt, la crise économique et, dans la restructuration concomitante, le " retour en force du néo-libéralisme ", l'intégration de la France dans la compétition internationale, la pression de la flexibilité du travail, " ont tiré vers le bas le Français moyen "(*ibid.*). Pendant que les ouvriers se tertiarisaient, sans disparaître, les employés augmentaient, et se prolétarisaient. Signe que ces deux groupes se sont rejoints dans des réalités quotidiennes très voisines, le salaire moyen des ouvriers et des employés est aujourd'hui pratiquement identique.

En 2000, entre 6,5 et 7 millions d'ouvriers en France, 27 % de l'emploi et pourtant le "monde ouvrier" est, comme on dit, "refoulé" de l'espace public politique, de l'opinion, des médias (ce qui ne fut pas toujours le cas). Se contenter de mettre cela sur le compte de l'idéologie dominante cherchant à "occulter la classe révolutionnaire" c'est se contenter de bien peu. La disparition de l'identité ouvrière est l'expression synthétique dans le cours de la lutte des classes de trois niveaux : celui des *mutations socio-économiques* empiriquement constatables ; celui des *comportements sociaux et politiques* simultanément effets et mises en forme de ces mutations ; celui de la *restructuration du mode de production capitaliste* c'est-à-dire du rapport d'exploitation entre prolétariat et capital (ce qui redéfinit son dépassement : la révolution communiste). Cette disparition est le rapport dans lequel les niveaux se renvoient les uns aux autres et non le concept résultant d'un englobement successif des niveaux d'analyse.

a) *Les mutations économiques*

*changements de composition du prolétariat

"Le monde de la production a profondément changé, les grands bastions industriels comme la Lorraine sidérurgique, le Nord minier, la Loire, se sont effondrés ; à chaque fois ce sont des forteresses ouvrières et syndicales qui se sont affaissées. D'autre part, évidemment, la peur constante du chômage et la course effrénée à la modernisation ont complètement modifié le rapport des forces : un pouvoir ouvrier existait en France, il a été brutalement remis en cause et cela a été un sévère retour de bâton. Au même moment la crise du taylorisme a bouleversé le monde industriel. C'est spectaculaire dans l'automobile ou l'aéronautique, où la réorganisation du travail en flux tendus a imposé une intensification du travail très mal vécue par les ouvriers. Un autre phénomène essentiel des vingt dernières années a été le vieillissement de la population ouvrière : l'embauche s'est arrêtée au début des années 1980, et, si elle a repris ensuite, c'est principalement sous la forme de l'intérim. Parallèlement, la proportion des ouvriers de montage, que l'on appelle aujourd'hui les opérateurs, a fortement augmenté en même temps que celle des techniciens : entre les deux, le groupe des ouvriers qualifiés s'est étiolé, alors qu'ils constituaient la colonne vertébrale du mouvement ouvrier, son aristocratie." (Michel Pialoux, *Le Monde* du 2 juin 2002.) "C'est très important parce que ces ouvriers professionnels, ces OP, étaient les plus militants, c'étaient eux qui parlaient haut et fort devant les chefs ou devant le comité d'entreprise, eux qui incarnaient la parole ouvrière et qui étaient fiers de leur savoir et de leur histoire. Ils étaient les porte-parole naturels du groupe ouvrier depuis un demi-siècle." (Stéphane Beaud, *ibid*)

"Les ouvriers professionnels de Sochaux, par exemple, constituaient indéniablement une élite. Dans les années 1965-1975, leur niveau de salaire était élevé et, sur le plan de la consommation, ils rivalisaient facilement avec les employés et les petits fonctionnaires. Or le salaire des ouvriers a stagné ces vingt dernières années, alors

que celui de beaucoup d'autres catégories a augmenté. "(Stéphane Beaud, *Le Monde* du 6 mars 2001). La sous-traitance généralisée a également contribué à déstructurer le monde ouvrier. Il y a trente ans, 20 % des pièces des voitures venaient des sous-traitants, aujourd'hui c'est 80 %. Or ces équipementiers ont recruté des jeunes, massivement des intérimaires, alors que les vieux ouvriers professionnels sont restés dans les usines de montage. " Plus de la moitié des ouvriers ne sont plus dans l'industrie, précise Jean-Christophe Le Duigou (secrétaire confédéral CGT chargé des questions économiques). Et dans ce secteur, seule une petite moitié travaille dans de grandes entreprises. "" Le travail s'est parcellisé, le collectif a éclaté "déclare Jacqueline Eyraud (secrétaire générale de l'union régionale CFDT de la région PACA) (*Le Monde* du 30 avril 2002.) En outre, dans les entreprises du secteur privé, le groupe des ouvriers professionnels a été déstructuré et affaibli par la montée des techniciens. Le bac technique a été en France, à la différence de l'Allemagne, conçu en rupture avec le monde ouvrier ancien, et les deux catégories se regardent en chiens de faïence (cf. *Retour sur la condition ouvrière*, éd. Fayard).

" On est sorti de l'atelier traditionnel taylorien où des formes de contre-pouvoir s'étaient mises en place autour des délégués, pour une certaine japonisation des ateliers (dans les années 1980, la référence nipponne est omniprésente), avec la tentative de casser les solidarités à l'ancienne au profit de hiérarchies nouvelles, de cercles de qualité, dont la spécificité est la recherche de l'adhésion des travailleurs. Mais l'accélération des cadences, l'intensification du travail, la réduction des pauses, l'accroissement de la pénibilité du travail et la fermeture des anciennes voies de promotion sociale - on pouvait devenir P1, P2 sur le tas - ont fait échouer les discours participatifs d'autant plus facilement qu'humiliations et vexations quotidiennes alourdissent l'atmosphère de travail. Il en est cependant resté que la course aux primes, mêmes faibles, et la lutte de concurrence qui se développe autour de ces rémunérations exceptionnelles favorisent la dégradation des solidarités traditionnelles." (Michel Pialoux, *ibid.*)

Enfin, l'interpénétration entre la classe ouvrière et la catégorie des employés aussi bien dans les collectifs de travail que dans les trajectoires individuelles et familiales renforce cet éclatement de l'identité ouvrière. Les employés constituent un ensemble très hétérogène. Cependant, dans ce monde tertiaire, les luttes sont de plus en plus nombreuses et dures au fur et à mesure de sa prolétarianisation (on peut appeler mouvement de prolétarianisation la relation entre la constitution d'un travailleur collectif et la spécificité du travail productif). Cette interpénétration peut devenir un des aspects éminemment positifs de la disparition de l'identité ouvrière.

*fragilité sociale, individualisation

" Les plans sociaux, les opérations de restructuration, les dégraissages dans la sidérurgie, l'automobile et, plus récemment, l'électronique, ont frappé la conscience des ouvriers. Les débats sur la fin du travail tout comme le concept d'entreprise sans usine

ont contribué à développer un malaise latent qui se cristallise sur une forme de marginalisation du travail ouvrier. Les ouvriers développent le sentiment d'être les laissés-pour-compte du salariat. Leur image publique diffusée par les médias est le plus souvent celle des conflits liés à des licenciements. Plus que les autres catégories sociales, les ouvriers ont le sentiment d'une absence totale de perspective en termes de carrière et de salaire. L'ascenseur social apparaît bloqué, pour eux, comme pour leurs enfants. "(*ibid.*) L'évolution du système scolaire, la valorisation de l'enseignement général au détriment de l'enseignement professionnel synonyme d'échec, l'illusion dans laquelle on a entretenu des générations de jeunes et leurs familles que le baccalauréat allait leur permettre de sortir de la condition ouvrière, tout cela explique aussi cette disparition de perspective définitoire d'une identité. Cette transformation du système scolaire, comme celles de l'habitat et de la ségrégation urbaine, est aussi importante que les changements dans les usines. Une classe se définit dans les trois moments de l'exploitation : le face à face de la force de travail purement subjective et du capital en soi ; la subsumption du travail sous le capital ; la transformation de la plus-value en capital additionnel (ce troisième moment n'est pas un retour à la case départ mais une transformation des conditions). Le prolétariat inclut toujours comme rapport interne la relation entre travailleur collectif et travailleur strictement productif non comme des étiquettes individuelles mais comme instances de sa définition dans l'accumulation.

De 40 % des emplois dans les années cinquante, les ouvriers n'en représentent plus que 27 % aujourd'hui. Avec les gains de productivité, le recul a été particulièrement marqué pour les travailleurs non qualifiés de l'industrie (- 3,3 % en moyenne par an depuis 1975). La proportion d'étrangers parmi les ouvriers a légèrement décrû depuis 1975 (11 %). Mais les étrangers représentent toujours une part élevée des catégories non qualifiées (17,2 % dans l'artisanat, étude Insee). La proportion de femmes a relativement peu baissé depuis le début des années soixante (19,5 %, contre 22,5 % en 1962), mais elles sont de plus en plus souvent employées dans des secteurs d'activité ne requérant pas de qualifications. Par ailleurs, un ouvrier non qualifié sur deux a moins de 35 ans, tandis que le recul des embauches et la faiblesse de la mobilité professionnelle ont eu pour résultat, dans l'industrie, de faire monter l'âge moyen des travailleurs qualifiés. L'Insee n'hésite pas à affirmer que la classe ouvrière est désormais un *milieu en voie de fermeture*. Autrefois attirés par un emploi de ce type, les fils d'exploitants agricoles les boudent aujourd'hui, et les ouvriers se recrutent de plus en plus *en milieu fermé* : en 1993, 56 % des ouvriers hommes de 40 à 59 ans étaient eux-mêmes fils d'ouvriers. La situation est encore plus nette en ce qui concerne les immigrés et leurs enfants. Depuis les trente glorieuses les salariés immigrés n'ont pas connu de trajectoire professionnelle ascendante et qualifiante comparable à celle de leurs collègues français. Après vingt à vingt-cinq ans de carrière, près de 75 % de travailleurs immigrés sont toujours ouvriers, dont plus du tiers sans qualification, alors que pour le groupe de référence (les hommes nés en France) la proportion d'ouvriers tombe à 30 %. Cette situation défavorable sur le marché de l'emploi frappe également la seconde génération.

Globalement les ouvriers sont plus que d'autres exposés au chômage. Avant 1975, le chômage des ouvriers était déjà supérieur à celui des autres catégories sociales. Avec la crise et la précarité croissante de leurs contrats de travail, cet écart s'est accentué, en particulier pour les travailleurs non qualifiés. Actuellement, le quart des ouvriers non qualifiés ont un contrat à durée limitée (intérim, apprentissage, CDD, stage). Sur le plan salarial, leur situation s'était améliorée entre 1968 et le milieu de la décennie quatre-vingt, sous le double effet de l'augmentation des qualifications et surtout de la hausse régulière du SMIC. Or l'impact des augmentations du SMIC a été moindre depuis 1986, et désormais les salaires relatifs des ouvrières, plus nombreuses à être payées au SMIC que les ouvriers, ne progressent plus. (pour les deux paragraphes précédents, cf. compte-rendu d'une étude de l'Insee dans *Le Monde* du 24 mai 1996).

Selon une plus récente enquête de l'Insee sur l'emploi publiée en juillet 2001, un tiers des ouvriers non qualifiés et 14 % des employés du commerce étaient en emploi précaire contre 9 % de l'ensemble des actifs ; de même 31 % des employés et 34 % des ouvriers non qualifiés de l'artisanat (7 % dans l'industrie) travaillent à temps partiel, contre 16 % de l'ensemble des actifs, 47 % du total des intérimaires sont des ouvriers non qualifiés. Par ailleurs, toujours selon l'Insee, le taux de chômage atteignait 11 % chez les employés (14 % dans le commerce) et 11 % chez les ouvriers (17 % pour les ouvriers non qualifiés) contre 8,8 % en moyenne. Sur les 2,3 millions de chômeurs recensés par l'Insee, 780 000 étaient préalablement ouvriers et 854 000 employés, soit 71 % du total.

C'est également le remplacement de l'application collective de la loi par le contrat individuel qui déstructure et mine l'identité ouvrière : " Les institutions internationales qu'un credo économique assure de leur identité et de leur mission (OMC, OCDE, Banque mondiale, Banque européenne, FMI, Commission de Bruxelles) ont acquis l'essentiel du pouvoir matériel (accorder les crédits) et spirituel (propager la foi dans les vertus du libre-échange). Sous leur égide, le contrat aurait vocation à se substituer à la loi, ainsi qu'il est affirmé par exemple dans les dispositions du traité d'Amsterdam (reprises de l'accord social de Maastricht) qui font de la négociation collective entre partenaires sociaux une alternative à la délibération parlementaire. (...). La dynamique de la contractualisation ébranle aussi certains aspects de l'état des personnes. Cela est évident pour tout ce qui concerne l'état professionnel, avec la crise du rapport salarial. (...). Sous le manteau de la contractualisation, se laisse ainsi deviner ce que Pierre Legendre a pu désigner par ailleurs comme une reféodalisation du lien social. "(Alain Supiot, *Le Monde* du 7 mars 2000).

" Les trajectoires ouvrières ont complètement changé. Les possibilités de promotion n'existent plus, et la coupure entre générations est saisissante. Autrefois, les jeunes entraient à l'usine avec un CAP et ils essayaient de " monter ", de devenir ouvriers qualifiés, voire agents de maîtrise ou cadres. Désormais, un jeune sait qu'il entre au smic, le plus souvent par l'intérim, et que l'avenir professionnel n'existe pas. La seule progression consiste à sortir du statut d'intérimaire et d'être embauché. mais le plus souvent c'est un mirage... "(Stéphane Beaud, *Le Monde* du 2 juin 2002). " En outre,

dans ces nouveaux univers, les comportements de concurrence individuelle sont extrêmement forts, aux antipodes de la mobilisation collective et des anciens mécanismes de défense ouvrière. (...). Dans ces conditions, la syndicalisation a reflué à toute allure, d'autant plus vite que la persécution anti-syndicale a été très violente ; on l'oublie trop souvent. (...). La reprise économique et les 900 000 emplois créés en cinq ans ont jeté un voile sur cette réalité (l'intérim) très mal vécue dans le monde ouvrier "(Michel Pialoux, *ibid*).

*niveau de vie

Alors que les salaires faibles (moins de 1300 euros par mois) sont pratiquement stables depuis 1985, les conditions de vie, elles, se sont détériorées : les ouvriers et les employés prolétariés sont devenus les victimes objectives de ce que nous accepterons d'appeler ici " la mondialisation libérale ". Olivier Marchand, économiste de l'Insee, écrit : " Une des conditions d'intégration dans l'économie mondialisée est (...) d'opérer une déconnexion entre la nation et son économie, entre la société et l'entreprise, qui n'ont plus les mêmes intérêts. "(*Plein emploi, l'improbable retour*, Olivier Marchand, Le Monde-Gallimard 2002). Les ouvriers subissent de plein fouet les conséquences de cette rupture : premières touchées par les délocalisations, par la montée de la précarité et de l'insécurité sociale, par l'augmentation de la petite délinquance quotidienne et de l'insécurité tout court - sans compter la dégradation des conditions de travail, ressentie par l'ensemble des salariés, mais évidemment plus pénible pour ceux qui sont au bas de l'échelle. Les salariés payés au smic représentent 14 % des salariés en 2002 contre 8 % en 1996. La dégradation de la situation de la classe ouvrière apparaît non seulement au niveau des salaires, mais encore au niveau du système de " protection sociale " dont le fonctionnement se retourne contre elle.

" Dotés d'un système de protection sociale généreux, les Français se sont longtemps persuadés qu'ils bénéficiaient du meilleur Etat-providence des pays développés. Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, l'apparition d'un nouveau lumpenprolétariat, constitué de chômeurs et de travailleurs pauvres a ébranlé cette belle unanimité... (...). Le système français de prélèvements fiscaux et sociaux est l'un des moins progressifs - et donc des moins justes - d'Europe, alors que les prestations favorisent, de fait, les catégories aux revenus confortables : le recours aux soins financés par l'assurance-maladie s'accroît avec le revenu au profit des ménages aisés ; le système des retraites profite davantage aux cadres supérieurs qu'aux manoeuvres, les premiers ayant une espérance de vie supérieure de dix ans aux seconds ; l'assurance-chômage exclut ceux qui - de plus en plus nombreux avec la flexibilité de l'emploi - ont des durées de cotisations trop courtes ; les 35 heures (en partie financées par l'Etat) bénéficient davantage aux cadres qui ont les moyens de s'offrir des loisirs. (...). La France a beau consacrer 30 % de son PIB à la protection sociale (un tiers des revenus des ménages provient des transferts sociaux, comme les retraites ou diverses allocations), la pauvreté n'a pas reculé durant les deux dernières décennies. "(Jean-Michel Bezat, *Le Monde* du 2 juin 2002.)

b) Un effet social et politique

" Les cheminots, c'est le dernier rempart. C'est le donjon. Avant, il y avait les sidérurgistes et les mineurs. Ils les ont cassés. Il ne reste plus que nous. "(Un cheminot, à propos de la grève de décembre 1995, *Le Monde* du 17 décembre 1996).

Petite histoire officielle : " En ces années soixante-dix, les *travailleurs* ne s'offusquent pas d'être passé sous la toise d'une nivellante identité prolétarienne. A y réfléchir, l'inusable *travailleurs, travailleuses* d'Arlette Laguiller est sensiblement plus individualiste. Il s'adresse à chacun des *damnés de la terre* sans les noyer dans le magma informe de leur condition sociale. Mais en cette époque de montée en puissance de l'union de la gauche, les *masses populaires* semblent fières de l'être. L'expression symbolise leur force. Et le parti communiste entend bien en être l'instrument privilégié, pour ne pas dire le guide. (...) Le secrétaire général (Georges Marchais) moque Valéry Giscard d'Estaing qui se fixe pour objectif *la disparition de la classe ouvrière* et son intégration dans les classes moyennes. Bien au contraire, Marchais affirme comme une *donnée scientifique* le fait qu'un nombre croissant de salariés se rapprochent de la condition ouvrière, ce qui ne peut qu'accentuer le *rôle révolutionnaire* de cette classe. (...). La classe sociale est dans ces années la brique de base de toute activité politique digne de ce nom. (...) Tous ces fiers discours, ces concepts carrés et ces affirmations péremptaires se sont pourtant effondrés comme des châteaux de cartes. En ce début de millénaire, la gauche ne parle plus du tout à la *classe ouvrière*.

(...). " *Tous les Français doivent mériter la même attention*, souligne Lionel Jospin le 3 mars 2002 sur TF1 en appelant à *la réconciliation entre ceux qui créent et qui innovent et les pauvres qui ont du mal à s'adapter à cette mondialisation* ". Cette symétrie dissimule mal une dépréciation des catégories populaires, suspectées de rester à l'écart de la modernité. (...). Le PCF est à peine plus précis. Dans sa *résolution sur le Projet communiste* du 29 octobre 2001, la classe ouvrière n'est saluée qu'au passé : " Le Parti communiste s'est longtemps identifié comme le parti de la seule classe ouvrière. Notre vision s'est depuis élargie. Le communisme s'identifie à l'exigence d'émancipation de toutes et de tous. " Contrairement aux socialistes, les communistes ajoutent qu'ils assument tout de même une " prise de parti résolue pour les plus pauvres, les plus démunis, les plus exploités et les plus méprisés. " On relève la connotation négative de cette représentation, même si le document s'empresse d'y ajouter " le monde du travail et de la création. " Dans la pratique, les communistes ont pris l'habitude d'employer un terme d'un vague absolu : il s'adressent désormais aux " *gens* ". Toute la gauche peine à qualifier les couches sociales sur lesquelles elle s'appuie. Cette difficulté renvoie d'abord à une impressionnante disparition symbolique du " prolétariat " (...). Dans le rôle du déshérité, l'immigré a pris la place de l'ouvrier d'autant plus facilement qu'une large fraction de la population ouvrière est maintenant d'origine étrangère. Le pauvre est par ailleurs devenu un *exclu*. (...).

" Au cours des dernières décennies, on a enfin de plus en plus évoqué des gens d'en bas délaissés par ceux d'en haut. Là encore la représentation populaire est peu valorisante. A la fierté d'appartenir à la classe sociale élue pour sauver l'humanité s'est substituée la honte de vivre du côté des perdants de la modernité et de la mondialisation. (...).

" Mais si la gauche n'a pas su forger un discours à destination de sa base sociale naturelle, c'est aussi et surtout parce que celle-ci a connu une mutation profonde. Les ouvriers et les employés représentent certes toujours 56 % de la population active en 2000, selon l'Insee. La France des classes moyennes est un mythe. Mais le groupe majoritaire des "*salariés d'exécution*" ne forme nullement un bloc homogène. Le sentiment d'appartenance aux classes populaires ne cesse de reculer. (...). L'atomisation et l'individualisation du monde salarial s'opposent à l'ancienne "conscience de classe" qui unifiait politiquement des individus socialement divers. Les employés, qui n'ont pas la même tradition d'action collective, sont désormais plus nombreux que les ouvriers. Enfin la généralisation d'un mode de consommation de masse a noyé ce qui restait de culture ouvrière. (...). La classe ouvrière traditionnelle - avec ses misérables conditions de travail et son exploitation dans de grandes unités de production - n'a pourtant pas disparu. Elle a plutôt migré des pays industrialisés vers les contrées émergentes de l'ancien tiers-monde. La classe ouvrière s'est objectivement mondialisée. Mais son invisibilité tient à ce qu'aucune force politique ne parle plus en son nom. "(Eric Dupin, *Le Monde* du 2 juin 2002.) Et, à la suite, Stéphane Beaud ajoute : " La disqualification du stalinisme a favorisé une disqualification globale du monde ouvrier, de son histoire, de ses valeurs ".

A partir du début des années 1980, un certain nombre de thèmes sociaux " nouveaux "viennent recouvrir et supplanter la " question ouvrière ". La problématique de la modernisation et de l'exclusion remplace dans le discours dominant celle de la classe ouvrière, même si l'on rappelle de temps en temps qu'une fraction des exclus vient du monde ouvrier. Le thème de la " nouvelle pauvreté "se cristallise au moment même où la gauche arrive au pouvoir. " Depuis vingt ans, plusieurs thèmes nouveaux sont apparus. D'un côté, dans les années 1985-1995, celui des exclus ou des nouveaux pauvres, que la gauche essaie de résoudre avec des dispositifs comme le revenu minimum d'insertion sous Rocard, puis la couverture maladie universelle sous Jospin. Parallèlement, le thème des immigrés resurgit à travers la problématique des jeunes issus de l'immigration et qui sont des enfants d'ouvriers. Ce double clivage - l'exclusion et l'immigration - provoque un creux idéologique qui fait, en quelque sorte, disparaître le monde ouvrier : les ouvriers ont un statut et un emploi ; du coup, ils ne sont pas prioritaires dans la course à la compassion et n'apparaissent pas comme les principales victimes des bouleversements économiques et sociaux de ces années là. "(Stéphane Beaud, *Le Monde* du 2 juin 2002.)

La disparition réelle de l'identité ouvrière permet sa disqualification idéologique en tant que classe réellement existante. Le cadre dynamique était la vedette des médias, des discours politiques et des enquêtes de consommation des années soixante-dix. Les années quatre-vingt auront été encore plus spectaculaires : pour un

peu la France aurait passé pour un pays de golden boys et de créateurs d'entreprises. Ce qui est nouveau c'est l'ampleur du discrédit de la condition ouvrière, même et surtout chez les jeunes ouvriers : un refus de s'appeler tout bonnement ouvrier et de se considérer comme tel. L'ampleur de la modernisation, l'importance des techniciens, l'élévation du niveau de scolarisation (alors que celui-ci est le plus souvent une impasse pour les jeunes ouvriers) ont contribué à installer l'idée que les catégories ouvrières disparaissent progressivement du monde du travail. Les politiques mais aussi de nombreux mouvements sociaux à prétention radicale de contestation du mode de production capitaliste ont mis les chômeurs et les jeunes des banlieues au centre de la "question sociale", donnant du même coup le sentiment que celle-ci ne provenait plus du monde ouvrier.

La "politique de la ville" est un excellent résumé de cette "occultation" idéologique de la classe ouvrière. La politique de la ville proprement dite date du début des années quatre-vingt, après la grande émotion provoquée par les incidents violents des Minguettes. Toutes les cités présentent un même paysage. Le départ des classes moyennes durant les années soixante-dix, encouragé par les aides à l'accession à la propriété en ont renforcé l'homogénéité sociale : bien souvent ne restent que ceux qui ne peuvent aller ailleurs. Ces populations captives sont pourtant d'une extrême diversité : provinciaux déracinés, familles chassées par les opérations de rénovation des centre-villes et la disparition d'un parc social de fait - vieux logements, immeubles insalubres, hôtels meublés - , Français d'origine étrangère et immigrés. La sur-représentation des jeunes est un autre élément distinguant les cités. Mais l'essentiel est dans la situation sociale. Les taux de chômage peuvent atteindre 30 %. La précarité et la pauvreté salariale (intérim, CES, travaux peu qualifiés) y sont plus fortes que partout ailleurs. Les aides sociales et le RMI stabilisent difficilement des populations "exclues". L'absence, sur place, de toute activité économique renforce encore cette exclusion. La politique de la ville relègue, stigmatise et "désocialise" la condition ouvrière en la spatialisant. Elle fait de celle-ci une question d'exclusion, de ségrégation, de marginalisation, même si l'aspect le plus grossier de cette politique comme simple question d'urbanisme (qualifié à l'époque de "criminogène") est dépassé.

Enfin une anecdote qui synthétise tout : " Samedi 23 mars 2002, au Théâtre de Chelles, un débat sur le sort des salariés face aux restructurations des entreprises a lieu avant la représentation de la pièce *501 blues*, jouée par cinq ouvrières de l'usine Levi's de la Bassée (dans le Nord) qui ont été licenciées, comme plus de cinq cents de leurs camarades, au moment de la fermeture du site. (...). A travers ce débat, on a vu se manifester et s'opposer trois générations ouvrières. La première est celle des ouvriers syndiqués, politisés, aujourd'hui pour la plupart retraités. Ils ont lutté, conquis des avantages sociaux et retiré de la fierté de ce combat qui continuait celui des générations précédentes. La seconde est celle des ouvrières de Levi's, licenciées après plus de vingt ans d'ancienneté, déchués mais gardant leur fierté d'avoir travaillé dur, d'avoir lutté, d'avoir su transmettre des valeurs, ayant conservé malgré tout le bénéfice de la socialisation dans un univers ouvrier fortement structuré mentalement et politiquement.

Enfin, la troisième génération est incarnée par ces futurs opérateurs, presque tous originaires des cités paupérisées des années 1990 et issus de l'immigration. Ils refusent tout héritage du monde ouvrier et rêvent d'une réussite individuelle de petit patron. Ils sont les victimes directes de la dynamique de ségrégation sociale et spatiale qui depuis quinze ans opère des fractures béantes dans l'univers des classes populaires. "(Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *le Monde diplomatique*, juin 2002) .

c) Une restructuration du mode de production capitaliste

Lorsque nous parlons de disparition de l'identité ouvrière il s'agit, entre autres choses, de tout ce que nous venons de décrire. Cette disparition n'est pas que le simple effet d'une contre-révolution après laquelle les choses réapparaissent même si c'est sous une *forme* différente ; une contre-révolution se définit comme une transformation structurelle du rapport d'exploitation. La lutte de classe pourra s'étendre, s'approfondir, l'identité ouvrière ne reviendra pas, bien au contraire.

Après la première période de développement de la subsumption réelle du travail sous le capital, la crise ouverte au début des années 70 a débouché sur une restructuration du rapport capitaliste d'exploitation. Dans cette restructuration est abolie et dépassée la contradiction qui avait soutenu l'ancien cycle de luttes entre, d'une part la création et le développement d'une force de travail créée, reproduite et mise en oeuvre par le capital de façon collective et sociale, et, d'autre part, les formes de l'appropriation par le capital de cette force de travail, que ce soit dans le procès de production immédiat (le travail à la chaîne, le système de la " grande usine "), dans le procès de reproduction de la force de travail (le welfare) ou dans le rapport des capitaux entre eux (des aires nationales de péréquation). C'était là, la situation conflictuelle qui, dans le cycle de luttes antérieur, se manifestait comme identité ouvrière *confirmée dans la reproduction même du capital* et qu'abolit la restructuration.

L'extraction de plus-value relative a produit un procès de reproduction du face à face du capital et du travail qui lui est adéquat en ce qu'il ne comporte aucun élément, aucun point de cristallisation, aucune fixation qui puisse être une entrave à sa fluidité nécessaire et au bouleversement constant qu'elle nécessite. Contre le cycle de luttes antérieur, la restructuration a aboli toute spécification, statuts, "welfare", "compromis fordien", division du cycle mondial en aires nationales d'accumulation, en rapports fixes entre centre et périphérie, en zones d'accumulation interne (Est / Ouest). L'extraction de plus-value sous son mode relatif se doit de bouleverser constamment et d'abolir toute entrave en ce qui concerne le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, le rapport des capitaux entre eux (péréquation).

Dans le premier point, nous avons affaire à toutes les caractéristiques du procès de production immédiat : travail à la chaîne, coopération, rapport entre production et entretien, définition du travailleur collectif, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de travail. Dans le deuxième : travail / chômage / formation / flexibilité / précarisation ; cycle d'entretien du travailleur. Dans le troisième,

les modalités de l'accumulation et de la circulation : rapport entre production et marché, accumulation nationale, différenciation entre centre et périphérie, division mondiale en deux aires d'accumulation, "dématérialisation" de la monnaie, désintermédiation financière. Ce qui est dépassé, *en même temps* que les axes qui portaient la baisse du taux de profit, c'est la situation conflictuelle qui se développait comme identité ouvrière, qui trouvait ses marques et ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la "grande usine", dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'Etat. *Il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital ne pouvait se situer à ce niveau, en ce qu'il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe.*

La mondialisation du cycle du capital est la forme générale de la restructuration, elle n'en est pas la dynamique, qui demeure la plus-value relative, mais la synthèse de toutes les caractéristiques, une sorte d'abstraction intermédiaire. En ce sens, la mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste. Elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital. Segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimités construisant un espace non homogène (mais non homothétique ou uniforme), tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du travail.

Avec l'identité ouvrière, c'est tout ce qui fondait le prolétariat, dans le cycle de luttes antérieur, à se poser en rival du capital à l'intérieur de la reproduction de celui-ci, que la restructuration du mode de production capitaliste dépasse, contre et au travers de l'échec, dans le début des années 70, du cycle de luttes antérieur.

Lié de façon essentielle à la subsomption formelle du travail sous le capital, le programmatisme (montée en puissance et affirmation du prolétariat comme classe dominante) se "décompose" dans la première phase de la subsomption réelle (de l'après-première guerre mondiale à la fin des années 70). C'est à cette situation que met fin la restructuration du mode de production capitaliste engagée dans les années 1970, et c'est une nouvelle structure et un nouveau contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital, l'exploitation, qui définissent maintenant un nouveau cycle de luttes : "au delà de l'affirmation du prolétariat".

Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste sans défaite ouvrière. Cette défaite c'est celle de l'identité ouvrière, des partis communistes, du syndicalisme, de l'autogestion, de l'auto-organisation. C'est tout un cycle de luttes qui a

été défait, *sous tous ses aspects*, la restructuration est essentiellement contre-révolution, cette dernière ne se mesure pas au nombre de morts.

Les conditions de la subsumption réelle du travail sous le capital, dans cette première phase de la subsumption réelle, fondaient le prolétariat à disputer au capital la gestion du mode de production selon des modalités qui lui seraient spécifiques s'il y parvenait. Plus encore et différemment qu'en subsumption formelle, il était légitimé à cela par le capital lui-même. Que cela soit irréalisable, impossible (non formellement mais dans les termes, activités et conditions mêmes de ce "projet" et cela tant du côté de la classe ouvrière que de la classe capitaliste) ne change rien à l'affaire, cela a toujours été le cas dans l'histoire du programmatisme. En confirmant à l'intérieur de lui-même une identité ouvrière, en intégrant la reproduction du prolétariat dans son propre cycle, en subsumant sa contradiction avec le prolétariat comme sa dynamique même, le cours de la contradiction entre le prolétariat et le capital dans cette première phase de la subsumption réelle fonde le premier à proclamer : "la contradiction n'a plus lieu d'être". Ce qui est un projet de dépassement du mode de production capitaliste. C'est ce projet qui donnait à la classe son unité malgré les diversités sociologiques de la classe ouvrière, toujours repérables dans n'importe quelle phase du capitalisme. Le capital avait fait du travail son propre rival à l'intérieur de lui-même. Ce mouvement fut brisé, il y eut défaite ouvrière. La défaite n'a pas l'ampleur de celle de 17-39, mais la restructuration en jeu n'est pas non plus de même ampleur, on reste dans le même mode de subsumption. Il y a défaite et contre-révolution. La classe capitaliste brise tout ce qui confortait cette identité ouvrière et légitimait le prolétariat en rival du capital. La destruction de cette identité ouvrière n'est pas une simple conséquence "néfaste" et "objective" de la crise, elle n'est pas le simple reflet d'une croissance industrielle qui s'essouffle.

La contradiction entre le prolétariat et le capital se noue maintenant au niveau de la reproduction du mode de production capitaliste, cela nous donne la base abstraite du nouveau cycle : il y a coalescence entre la contradiction entre le prolétariat et le capital et le procès constitutif des classes. Cette coalescence c'est la fluidité du double moulinet de la reproduction capitaliste (rejet de l'ouvrier comme vendeur de sa force de travail et transformation du produit en moyen d'achat des moyens de production dont la force de travail, cf. Marx, *Le Capital*, ed. Soc. t.3, p. 19-20). C'est cette coalescence qui différencie radicalement le nouveau cycle de luttes de toutes les périodes où la révolution et le communisme se présentaient comme libération et affirmation du prolétariat. Cette nouvelle structure et ce nouveau contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital ne sont pas un simple changement de forme et même de contenu, mais une transformation de la composition de la classe ouvrière et donc de sa pratique, c'est l'existence d'une classe ouvrière historiquement spécifiée. Le nouveau cycle de luttes n'est pas un miracle structuraliste, mais l'action d'une classe ouvrière recomposée. Il s'agit, on l'a déjà évoqué, de la disparition des grands bastions ouvriers et de la prolétarianisation des employés, de la tertiarisation de l'emploi ouvrier (spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engins, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires, etc - ce type d'emploi est maintenant majoritaire chez les ouvriers), du travail dans des

entreprises plus petites, d'une nouvelle division du travail et de la classe ouvrière avec l'externalisation des activités à faible valeur ajoutée (travailleurs jeunes, payés au smic, souvent intérimaires, sans perspective professionnelle), de la généralisation des flux tendus, de la présence de jeunes ouvriers pour qui la scolarisation a rompu le fil des générations et qui rejettent massivement le travail en usine et la condition ouvrière en général, des délocalisations. La possibilité de la " déchéance sociale "est toujours présente si bien que la condition ouvrière disparaît au profit des " in "et des " out "et de la division entre " Français "et " immigrés ", ces derniers représentant la frange indécise entre le " in "et le " out ". Mais c'est une division à construire sur la base d'un rapport au travail et aux allocations. *Le paradoxe de cette nouvelle composition de classe est de faire disparaître l'existence de la classe ouvrière au moment même où sa condition s'étend et où cette " disparition " n'est que l'effet de cette nouvelle composition et de sa segmentation.* La classe ouvrière est on ne peut plus présente et la lutte des classes l'axe autour duquel tourne l'histoire, mais d'une part elle n'est plus confirmée dans la reproduction du capital et d'autre part le prolétariat n'est en contradiction avec le capital qu'en se remettant lui-même en cause.

Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital ne se définit plus que dans la fluidité de la reproduction du double moulinet de la reproduction capitaliste, le prolétariat ne s'oppose au capital qu'en affrontant le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe. Cet affrontement du prolétariat à sa propre constitution en classe est maintenant le contenu de la lutte de classe et *l'enjeu* de celle-ci est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe et de toutes les classes. C'est le contenu et l'enjeu des activités de l'actuelle classe ouvrière. Mais simultanément c'est, pour le prolétariat, agir en tant que classe qui est devenu une limite de sa propre lutte nécessaire en tant que classe. Définie dans les catégories du capital, jusqu'à et y compris leur nécessaire représentation politique, son existence en tant que classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe, limite interne qui le définit et l'enracine dans les catégories nées de la division sociale et manufacturière du travail, de la segmentation de la force de travail, des modes de vie et de consommation, de la diversité des projets d'ascension sociale ; définition dans les catégories du capital qui ne s'accompagne plus d'une identité confirmée dans la reproduction du capital incluant un projet spécifique de réorganisation de la société. Le prolétariat est une classe de cette société et, de l'Union Sacrée de 1914 au vote Le Pen de 2002, cela n'est pas sans conséquences funestes.

Dans ce cycle de luttes où la contradiction entre les classes se situe au niveau de l'autoprésupposition du capital, c'est-à-dire, pour les classes de leur reproduction réciproque (réciproque mais non égalitaire ou symétrique, le capital subsume le travail, ce qui a pour conséquence déterminante que la lutte des classes se résorbe comme économie et que la crise révolutionnaire de la reproduction des classes est d'abord, chronologiquement et non théoriquement, une crise économique) lutter en tant que classe devient la limite interne de la lutte de classe du prolétariat, à plus forte raison la représentation politique de son existence en tant que classe qui n'est plus le fétichisme

de l'identité ouvrière et de sa spécificité (la "politique ouvrière"). Dans le démocratisme radical, cette représentation devient aléatoire et nécessairement inadéquate.

Dans les aires périphériques du mode de production capitaliste, la production par le prolétariat de toute son existence dans le capital, la coalescence entre l'existence de la classe et sa contradiction avec le capital a pour conséquence que la reproduction du capital est, en tant que reproduction même, la limite de toutes les luttes, mais cette limite générale de la période actuelle de la lutte de classe prend ici, de par l'absence de développement *local* des déterminations spécifiques de la subsumption réelle comme intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital (le "compromis fordiste"), la forme particulière de l'ethnisation de la classe ouvrière. Dans les aires centrales c'est l'appartenance citoyenne à la communauté nationale jusqu'à et y compris la "préférence nationale". Malgré sa prégnance et sa férocité actuelles, il ne faut pas se tromper, cette limite est très fragile dans la mesure où elle ne contient ni une confirmation de la classe dans la reproduction du capital (bien au contraire) ni, la production d'une identité de substitution comme le patriotisme, ni, surtout, aucun projet qui soit en propre celui du prolétariat.

Si le démocratisme radical est la forme la plus visible, la plus socialement valorisée et légitimée (citoyenne) de la disparition de toute identité ouvrière et du capital comme horizon indépassable de l'existence de la classe ouvrière, il en est d'autres de moins en moins "inavouables"...

De la disparition de l'identité ouvrière au vote Le Pen : racisme et préférence nationale

"Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se *représente* momentanément. Il s'agit de savoir *ce que* le prolétariat *est* et ce qu'il sera obligé de faire, conformément à cet être." (Marx, *la Sainte famille*, éd. Soc., p. 48.)

Dans la problématique programmatique d'un "être révolutionnaire" de la classe, la sentence ci-dessus est définitive, autosuffisante, on passe à autre chose, et on peut en toute tranquillité d'esprit, toute innocence, se livrer à l'analyse du cours historique du mode de production capitaliste, du cours empirique des luttes de classe et de son devenir révolutionnaire *déjà connu*. Mais voilà, le dépassement révolutionnaire du mode de production capitaliste est un *dépassement produit*, une sorte de point historique inconnu, et *la* question ne se présente plus alors, dans chaque analyse particulière, comme celle d'un "désaccord" ou d'une "disharmonie" conjoncturelle, sans grand intérêt théorique et sans conséquences majeures sur un aboutissement inéluctable dans sa définition déjà connue.

En un mot, considérer le cours des choses sur cette base ne pourrait que nous conforter dans un normativisme bien tranquille : la situation est telle, mais nous savons

que ce n'est qu'un " désaccord ", une " disharmonie "momentanée, cela parce que l'avenir nous appartient, mais, surtout, parce que, *dès maintenant*, ce qui se passe, c'est-à-dire ce que fait le prolétariat, ne correspond pas à l'être que nous (la théorie) nous connaissons, en quelque sorte ce n'est pas " rationnel ". A propos du vote ouvrier pour le Front National cela nous donne les conclusions aussi rassurantes que proclamatoires du " Mouvement Communiste "dans son tract " L'épouvantail Le Pen a réussi à recréer l'union nationale pour la République, la lutte de classe se chargera de la défaire ": " Il te faut (le M.C s'adresse à l'ouvrier, nda) au contraire *prendre conscience* (souligné par nous) que la seule solution réaliste pour les ouvriers consiste à détruire l'Etat... ". La participation aux élections est ici le résultat de " l'inculcation dans les têtes des prolétaires du crétinisme électoral par nos adversaires ". Il faut en conséquence que la classe " prenne conscience de sa force en tant que classe "; cette force c'est " sa place dans la production "(nous serions tentés de préciser dans les rapports de production). Ce qui échappe au M.C c'est que cette " place "est *aussi* ce qui fait participer le prolétariat du capital et de l'Etat. Le vote Le Pen est alors simplement qualifié de réactionnaire sans qu'il soit jamais nécessaire de définir ce que l'on entend par là (volonté de retour ? obstacle au sens de l'histoire ?). Toute une série d'expressions non définies viennent remplacer celle que l'on ne veut pas employer : classe ouvrière. *La lettre de Mouvement Communiste* (Mai 2002) utilise " vote populaire ", " classes opprimées ", " classes subalternes ", et le tract : " prolétaires désemparés et souffrants ". Remarquable travail de *dénégation*. De la même façon l'*Oiseau tempête* (texte cité), face aux " impasses de la société capitaliste ", nous assure que la seule perspective est " un combat anti-capitaliste permanent et autonome "contre " les massacres guerriers entre prolétaires ", mais ce qui nous intéresserait plus que les proclamations c'est de nous expliquer le vote ouvrier pour le Front National et les " massacres guerriers entre prolétaires "au-delà du " conditionnement "ou des " illusions de la démocratie ".

A partir du moment où " sa propre situation ", comme dit Marx, n'est pas un être, mais réellement une " situation ", c'est-à-dire un rapport et donc une histoire, on ne peut plus se contenter de la tranquillité et de l'innocence normatives. On ne peut plus poser, d'un côté, ce qui se passe et, de l'autre, passer les désaccords et les disharmonies par pertes et profits dans l'attente de la " prise de conscience ". On ne peut plus dire " peu importe... ", car c'est justement cela qui importe. La disharmonie et le désaccord ne peuvent plus être rejetés à l'extérieur de l'objet comme cela apparaît dans une théorie normative parce que les aléas des " buts "que les ouvriers " se représentent "ne peuvent plus être traités comme disharmonies par rapport à la norme finale du " vrai but ". En fait, c'est tout le contenu du concept de *limite des luttes* que l'on retrouve, concept, il est vrai, délicat à manier.

Le vote Le Pen est une protestation, une *protestation ouvrière* (pas seulement et il faudra l'expliquer) non pas de la classe ouvrière contre le mode de production capitaliste mais contre la disparition de la possibilité de sa *représentation* sociale et politique (nous avons vu dans la première partie ce qu'était la représentation et dans la deuxième le processus de sa disparition). Cette protestation *affirme* l'existence de la

classe ouvrière (comme avait pu le faire le vote contre Maastricht, qui, lui, avait réjoui pas mal de "radicaux"), si cette affirmation s'appuie sur la nostalgie d'un passé révolu et largement fantasmé, elle est, avant tout, *actuelle* car elle n'est pas celle de l'identité ouvrière, même fétichisée dans la représentation politique. C'est une affirmation ouvrière qui ne fait qu'affirmer toutes les catégories actuelles des modalités de l'exploitation. Elle se distingue de l'affirmation de l'identité ouvrière en ce qu'elle n'affirme *que* l'existence du capital tel qu'il est, mais c'est aussi là qu'existe la classe ouvrière.

La reproduction du capital est la limite de cette affirmation d'existence, la protestation qu'est cette affirmation se déroule à l'intérieur de cette reproduction et en suit tous les linéaments de la concurrence entre prolétaires, de la division du travail, de l'individualisation des rapports de travail, etc. *Protestation, parce que, bien que complètement contenue dans le fonctionnement du mode de production, complètement interdite "par sa restructuration* (disparition de l'identité ouvrière : nous ne sommes pas dans une période fasciste). Contrairement à ce qui se passe au cours de la lutte des classes, il n'y a rien *ici* qui soit l'affirmation par ce cycle de sa propre dynamique. Le vote Le Pen ne peut pourtant pas être rejeté dans une sorte d'ailleurs du cycle de luttes actuels. D'abord, il n'y a que sa compréhension qui peut l'expliquer (disparition de l'identité prolétarienne, le capital comme seul horizon, le fait d'agir en tant que classe devenu la limite de la lutte de classe), ensuite *il est le durcissement, la cristallisation pour elles-mêmes des limites de ce cycle : l'appartenance de classe est devenue la limite générale de la lutte de classe.*

Dans les luttes immédiates, la dynamique de ce cycle est une production en rapport et même au travers de ses limites ; la dynamique ne peut, sans se perdre comme dynamique de la lutte de classe, s'autonomiser comme cherche à le promouvoir le Mouvement d'Action Directe. Empiriquement (décembre 95, sans-papiers, chômeurs, dockers de Liverpool, Cellatex, Alstom, Lu, Marks et Spencer, etc), telle ou telle caractéristique de la lutte apparaît, dans le cours de la lutte elle-même, comme limite en ce que cette caractéristique spécifique (service public, demande de travail, défense de l'outil de travail, refus de la délocalisation, de la seule gestion financière, etc), contre laquelle le mouvement se heurte souvent en se scindant, se ramène toujours au fait d'être une classe (ce qui peut, en réaction, provoquer l'autonomisation de la remise en cause individuelle de l'appartenance de classe par rapport à la lutte en tant que classe : le mouvement d'action directe) et encore plus évidemment à l'implication réciproque avec le capital, ce qui est identique, alors que pouvait sur ces bases être promu, auparavant, le projet de gestion ouvrière. C'est ainsi qu'existe réellement la dynamique de ce cycle de luttes. *Ici, dans le vote, c'est l'affirmation d'être une classe qui se donne, dans toutes les caractéristiques du fonctionnement du mode de production capitaliste, sans que cette affirmation soit la médiation d'un au-delà, comme une protestation contre ce même fonctionnement qui en interdit la représentation.*

" Si les auteurs socialistes attribuent au prolétariat ce rôle historique, ce n'est pas du tout parce qu'ils considèrent les prolétaires comme des *dieux*. C'est plutôt l'inverse. Dans le

prolétariat pleinement développé se trouve pratiquement achevée l'abstraction de toute humanité, même de l'*apparence* d'humanité ; dans les conditions de vie du prolétariat se trouvent condensées toutes les conditions de vie de la société actuelle dans ce qu'elles peuvent avoir de plus inhumain. "(Marx, *la Sainte Famille*, éd. soc., p. 47.)

Pour paraphraser infidèlement la suite de la citation : si dans le prolétariat, "l'homme s'est perdu lui-même", il n'acquiert en même temps la "conscience théorique" de cette perte que dans le spectacle de ceux qui en lui-même sont les plus menacés par "la misère qui s'impose à lui inéluctablement - expression pratique de la nécessité -". Cette "misère qu'il ne peut plus éviter", il peut encore la "farder" en son miroir. Sa révolte et son refus de "pareille inhumanité" sont expulsés de lui-même et deviennent le refus de sa propre image que le travailleur immigré lui renvoie. Si "tout rapport à soi est un rapport à l'autre", le refus et la révolte contre soi, peuvent être un refus et une révolte contre l'autre qui est la réalité du rapport à soi.

"Si ce vote (le vote pour le Front National, nda) revêt sans nul doute une forte dimension protestataire, on ne peut méconnaître le fond structurel sur lequel se détachent les relations ouvriers français - ouvriers immigrés aujourd'hui, c'est-à-dire le contexte de *vulnérabilité de masse* (pour reprendre l'expression de Robert Castel) (...) : la détérioration des conditions sociales d'existence (niveau de vie, insécurité, angoisse de l'avenir), la concurrence au travail, la diminution des espoirs de promotion (pour soi et ses enfants), la hantise du déclassement social, l'espoir et la déception liés à la poursuite d'études. C'est sur cette toile de fond que l'on peut comprendre l'attrait exercé par les thématiques du Front National, notamment celle de la préférence nationale, dans les milieux populaires." (Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, éd. Fayard 1999, p. 376.) L'enquête de Beaud et Pialoux fait ressortir que la "cristallisation raciste" se fixe moins sur le comportement des parents immigrés à l'usine (il s'agit d'une enquête sur les usines Peugeot et la région de Sochaux - Montbéliard) que sur celui de leurs enfants à l'extérieur. Ce n'est pas l'ouvrier immigré qui a vingt-cinq de boîte qui est le miroir de la vulnérabilité sociale générale du prolétariat et du "déclassement" mais les jeunes de la deuxième ou troisième génération dont certains en arrivent à endosser et à revendiquer ce rôle de "groupe repoussoir". "La fermeture dramatique de l'avenir avive considérablement leur ressentiment et explique aussi la radicalisation de leurs comportements dans une espèce de spirale incontrôlable : la violence subie en permanence - violence économique, violence de la pauvreté matérielle, violence du racisme - se transforme en une violence retournée, parfois contre soi et souvent contre les "autres", ces "Français" tous voués aux gémonies. Face au racisme diffus qui vise les "Arabes", leurs réponses suivent la logique du retournement : stigmatisés comme "Arabes", ils en viennent à magnifier leur "arabité" "(*ibid*, p. 393.) La fracture ne peut plus être conçue comme une affaire interne à la classe ouvrière, mais en termes de plus en plus ethnicisés. Ce faisant, ces jeunes font peser sur les autres enfants et sur leurs familles le plus gros des risques, celui qui consiste à faire capoter la stratégie d'ascension sociale dans le travail, par l'école ou par le quartier habité.

Sous le titre " La respectabilité ouvrière, enjeu véritable des tensions racistes ", Beaud et Pialoux développent l'analyse suivante : " On peut se demander si le passage au Front National d'un nombre croissant d'ouvriers ne gagnerait pas à être interprété comme une forme de protestation amère, voire désespérée, contre le " moralisme de gauche ". (...) Il nous semble important d'insister sur l'aspect éminemment réactif du vote Le Pen : il y a là une manière viscérale de dire la haine sociale qui habite de plus en plus d'ouvriers, (...). Ce qui est en jeu à travers le vote FN des ouvriers c'est bien la respectabilité de personnes qui ont travaillé dur toute une vie pour acquérir leur maison, bien élever leurs enfants, se construire une bonne réputation, etc. Cette respectabilité, qui effectivement peut paraître dérisoire à ceux qui sont éloignés des milieux populaires, les ouvriers peuvent aujourd'hui la perdre brutalement. De diverses manières : par le chômage qui frappe le ménage, par le déclassement de leur lieu d'habitat (comme pour ceux qui, il y a vingt ou trente ans, ont construit dans un endroit aujourd'hui menacé par la paupérisation sociale ou ont acheté dans une cité " à la dérive "), mais aussi par la contestation diffuse de leur système de valeurs, que ce soit le localisme ou l'autochtonie disqualifiés au profit du cosmopolitisme ou du " métissage ", ou encore par la remise en cause de la division sexuelle du travail. Or cette respectabilité ouvrière, (...), est aujourd'hui moins bien défendue et paraît fortement menacée. (...) Ce qui par exemple nourrit l'exaspération des ouvriers français (et souvent des immigrés anciens, nda) habitant dans les villes ouvrières de la région, c'est le contraste entre le discours sur l'immigration des hommes politiques - l'arrêt de l'immigration légale et la lutte prioritaire contre l'immigration clandestine - et les réalités locales. (...). Ces nouveaux immigrés qui arrivent le plus souvent dans le cadre du regroupement familial, sont soupçonnés d'avoir eu recours à d'autres voies, illégales ou parallèles, notamment le mariage avec des Français(es) d'origine immigrée. (...). Si cette nouvelle immigration est accueillie avec défiance, ce n'est pas nécessairement par réflexe " raciste " mais parce qu'elle ne fera, aux yeux des habitants de ces quartiers, qu'aggraver les problèmes structurels rencontrés à l'école et dans le quartier. (...). C'est en réaction aux promesses non tenues et aux discours moralisateurs des " élites " qu'une sorte de cynisme ouvrier se développe contre les valeurs universalistes et républicaines, celles que défendent les " intellectuels " (au sens ordinaire) accusés d'oublier ou de nier les formes les plus concrètes de la concurrence sociale auxquels les ouvriers - les " petits " - sont confrontés au jour le jour. "(*op. cit.*, pp. 398-399-400)

Depuis plus de quinze ans, le chômage de longue durée, la relégation liée à la perte d'emploi, la réclusion dans les HLM dégradées, la compression des revenus, l'échec scolaire des enfants, rapprochent les conditions de l'ex noyau dur de la classe ouvrière de celles des groupes dont ils pouvaient se croire éloignés, ou qu'ils pouvaient imaginer moins bien armés qu'eux. " Le bulletin Le Pen devient l'expression de la hantise d'être précipité à nouveau dans le monde auquel ils entendaient échapper, une manière de restaurer une identité, de conjurer le déclassement. Il n'est pas jusqu'au racisme ordinaire qui ne soit, alors, une façon de marquer la distance qu'ils voudraient ne pas voir abolie avec ceux qui sont encore un peu moins qu'eux. (...). Maintenant, c'est désormais par opposition à ceux qui occupaient auparavant les emplois les plus

dévalués que toute une frange du monde ouvrier, au chômage, joue son identité. "(texte de membres de la *Fondation Copernic*, *le Monde* du 14 juin 2002). Cette identité ne peut plus être celle du métier, de la solidarité dans la lutte (si celle-ci existe ponctuellement, c'est quotidiennement une situation de concurrence individuelle qui domine), ni celle générale de la condition ouvrière devenue si instable. Le procès de travail atomise les ouvriers et les met en concurrence jusque dans son organisation matérielle : responsabilisation individuelle sur la qualité, les délais ; éloignement physique des postes de travail ; éclatement des horaires ; évaluation personnelle et entretien avec le supérieur direct. L'atomisation est telle et la perte de l'identité ouvrière confirmée par et dans la reproduction du capital si inexorable que l'Etat et la Nation, les communautés les plus abstraites et parce que les plus abstraites, peuvent seules être la communauté de cette individualisation (comme ailleurs la religion, lorsque les communautés traditionnelles éclatent). Cette identité se forge dans la délimitation et la différence d'avec les exclus de la vie nationale, immigrés et même chômeurs "nationaux" auxquels on reprochera les "avantages" octroyés par les "élites liées au cosmopolitisme". Tout se mêle ici : l'identité nationale et l'ancienne fierté du travail. L'identité nationale revendiquée c'est avant tout le mépris vis-à-vis des "exclus", reposant sur la crainte d'en être, le rejet de voir ses problèmes traités par le RMI, la RTT, la CMU.

Nous ne sommes pas d'accord avec Michel Samson pour qui (*le Monde* du 9 mai 2002) : "Ce mot de *protestataire* sert à masquer l'essentiel : cet électorat plus massif le 21 avril que celui du PS, est raciste et xénophobe, au sens ordinaire de ces mots. "Bien sûr l'utilisation politicienne du mot "protestataire" sert à renvoyer cette manifestation dans le domaine du dévouement inconscient, mais cela ne l'empêche pas pour autant d'être protestataire *en tant que raciste et xénophobe* et en toute conscience. " Réserver allocations, retraites et autres prestations aux nationaux revient à voler aux autres une part de ce qui leur est dû : les travailleurs étrangers qui travaillent en France cotisent à la sécurité sociale, aux caisses de retraite, aux Assedic, payent leurs impôts. De surcroît, en consommant nourriture, essence, cigarettes ou films, ils paient les impôts indirects, TVA et taxes, ce qui leur donne droit aux soins hospitaliers, aux programmes de télévision, aux autoroutes, aux écoles, à la protection policière, etc., que l'on paye avec cet argent. "(*ibid.*) Il est exact que les "acteurs politiques" répondent très rarement sur ce point central du programme du Front National préférant, tout comme les manifestants de l'entre-deux-tours, en appeler au fascisme et aux années trente. Mais l'électorat ouvrier de Le Pen, lui, le sait pertinemment et cela fait partie de sa protestation sur la "respectabilité ouvrière" qui passe par la préservation d'un Welfare senti comme menacé par l'immigration et par la consolidation d'une barrière et d'une différence vis-à-vis de ceux qui apparaissent comme les plus exposés à la relégation sociale et tant pis/tant mieux si cela est injuste.

La "préférence nationale" n'est pas une adhésion patriotique à une identité de substitution que serait la "Nation" et encore moins la "race" ou la "civilisation chrétienne". La délimitation entre le "nous" et les "autres" est avant tout un

mouvement interne au rapport entre travail, welfare et services publics (habitats, écoles, hôpitaux, Poste ...), elle est la revendication d'un Etat " qui marche ". Le critère de la délimitation c'est *l'ordre* qui surdétermine le " bon fonctionnement " de l'accès au travail, au welfare, aux services publics. Cet ordre c'est la légitimité exclusive du *travail salarié* (il s'agit ici du vote ouvrier pour le Front National et non de l'ensemble du vote Front National, les " petits patrons " sont évoqués plus loin) que menacent le " chômeur professionnel " (toujours l'autre), le " clandestin ", le " dealer ", " celui qui vit des allocations familiales ", tous ceux dont une identité particulière peut être réellement ou imaginativement la source d'un " avantage ", d'une dérogation à cette règle commune. Cet ordre implique immédiatement la " sécurité " (au sens sarkozien : on ne traîne pas dans les halls d'immeubles) qui se présente comme la garantie de l'obligation au travail et à la règle commune. La délimitation va passer entre cet ordre et ce qui le menace dont la figure paradigmatique est le " jeune arabe " et, comme le nazisme avait inventé les " enjuivés ", ceux dont le comportement quotidien est assimilé à ce paradigme. La " préférence nationale " est la construction d'un groupe " racial " à partir de critères qui ne le sont pas, il s'agit d'une résistance à la relégation sociale contre ceux qui en sont désignés comme les symboles *et les fourriers*. C'est seulement en ce sens que la défense de la " respectabilité ouvrière " devient " préférence nationale " qui se construit *à partir des critères de la respectabilité ouvrière* comme délimitation d'un groupe " racial " à combattre, et non comme affirmation d'un " nous " comme " la France ", " la patrie ", " la chrétienté ". L'" identité nationale " ne se substitue pas à l'identité ouvrière, c'est l'identité ouvrière qui fait de la " résistance " sous la forme de *l'identité nationale qui avait toujours été une de ses déterminations*. " Résistance " mais il ne s'agit pas d'un anachronisme, elle a totalement changé de contenu en retravaillant certaines de ses déterminations, de volonté de libération du travail du salariat, elle est devenue l'affirmation, menacée en tant qu'ordre social, du travail *salarié*.

Comme toujours le groupe " racial " est une complète construction historique qui suit les linéaments des circonstances particulières : le jeune " gaulois " peut être " arabe " et l'Algérien qui a 25 ans de chaîne derrière lui " français ". Dans sa brochure déjà citée, *Temps Critiques* note avec raison que la " détestation du travail " est le fait d'une large fraction de la jeunesse issue des milieux populaires, " la critique du travail s'y manifeste en dehors de toute perspective collective et dans les quartiers où prédominent les jeunes issus de l'immigration récente ". Ils ajoutent : " Les individus prolétaires lorsqu'ils se contraignent à voter le font pour des partis qui osent encore se référer au travail, le FN et LO notamment. " (Il est inutile de répéter ici que si nous pouvons partager certaines analyses de *Temps Critiques* nous rejetons toute la problématique de base exprimée dans cette revue. Il est tout de même notable que dans ce hors série cette problématique de la " valeur sans le travail ", de la " disparition des classes ", de la " disparition de leur contradiction comme exploitation " ne soient que des rappels qui interfèrent peu dans l'analyse, souvent même des appellations comme " individus prolétaires " autorisent l'auteur à faire une analyse de la situation des *classes* sans avoir à prononcer le mot tabou. En outre, la reprise systématique des concepts de

" cycle de luttes", " programme prolétarien ", " identité ouvrière ", " restructuration " amène souvent ce texte là où, selon sa problématique affichée, il ne devrait pas aller).

Le vote Le Pen résulte d'une première délégitimation qui est celle de la reconnaissance sociale de la classe ouvrière : sa disparition en tant que classe confirmée dans la reproduction du capital et porteuse, à partir de sa situation immédiate dans le mode de production capitaliste, de l'affirmation d'une réorganisation de la société. Entre les deux tours de l'élection présidentielle, cette première délégitimation a été redoublée, comme mise en abîme. Les manifestations de l'après premier tour sur les thèmes de la France, de la démocratie, de la République et de la condamnation morale du racisme furent une dénégation de la raison d'être de ce vote, le vote ouvrier pour le Front National fut privé de ses véritables motifs. La classe ouvrière fut délégitimée une seconde fois.

Il n'y avait pas de fascisme et pas d'antifascisme, ni même de manifestation de l'" unité nationale "(la manifestation nationale de l'entre-deux-tours fut un fiasco). Il n'y avait de la part de ceux qui étaient dans la rue que le cri de la créature menacée : nous ne sommes pas comme " eux "; nous ne sommes pas " affreux, sales et méchants ". L'espoir de se démarquer de ces " pauvres ", l'autoproclamation rassurante : " nous sommes encore dans la course ". Affirmer son appartenance et son allégeance à cette société par la reconnaissance réciproque d'être encore des " in ". Les proclamations étaient claires : s'affirmer citoyen, démocrate, républicain, c'était conjurer l'anxiété de basculer dans la précarité, l'inquiétude pour l'avenir, et affirmer comme inhérent à cet " état "de citoyen le " droit "menacé à la promotion sociale. A quarante ans, 18 % de la génération née dans les années 20-30 s'étaient élevés dans la hiérarchie, cette proportion grimpait à 28 % pour la génération née entre 1945 et 1950, depuis elle stagne ; en revanche les perspectives de déclassement social, c'est-à-dire de se retrouver à terme dans une catégorie sociale inférieure à celle du père, sont deux fois plus forte pour la génération née en 1975 que pour ses parents (cf. dossier sur les classes moyennes dans *le Monde* du 23 décembre 1997.) Comme les anciennes classes moyennes avaient la boutique ou la petite entreprise comme patrimoine, pour les " classes moyennes "actuelles " être citoyen "est devenu un patrimoine que l'on met en valeur par l'exhibition de ses diplômes et de ses compétences. Fausto Bertinotti (secrétaire général du parti d'extrême gauche italien *Refondation communiste*) écrit à propos de ces manifestations : " J'y vois une prise de conscience nouvelle des dégâts sociaux provoqués par ce système, une tentative de se réapproprier, à partir de la base, la politique, de la remettre au centre de la société, en somme à l'aube d'une nouvelle volonté de changement, un autre des fruits du mouvement des mouvements du peuple de Seattle. "(*le Monde* du 11 mai 2002.). Bertinotti se berce dans ses propres illusions démocrates radicales : ces manifestations ne sont même pas du démocratisme radical en ce sens qu'elles ne sont pas la reconnaissance de la condition ouvrière dans son horizon indépassable du mode de production capitaliste, mais sa dénégation. Bertinotti aurait du

lire l'éditorial du numéro de *Elle* du 29 avril 2002 (on est beau, on est jeune, on est gentil... on n'est pas des ouvriers).

La disparition de l'identité ouvrière et donc de ce qui était inclus en elle : sa *représentation*, remet en cause à l'intérieur de la démocratie la légitimation démocratique de la lutte des classes.

Le populisme

Le populisme se définit essentiellement comme la volonté d'abolition, *dans la politique*, de la distinction entre société et politique. Contre la démocratie, le populisme refuse de reconnaître comme irréductibles les contradictions et les scissions de la société, et d'accepter leur pacification dans l'État par la médiation du citoyen. Pour le populisme, la société est une communauté directement prise en charge et représentée en tant que telle dans l'État. La communauté, c'est le peuple *contre les classes sociales d'un côté et contre le citoyen de l'autre*. Cependant ce peuple comme communauté n'est pas un état, un donné, il doit être construit par la réunification, la réconciliation, de ce qui a été séparé, disloqué : la société et la religion, le public et le privé, l'économie et la morale, la technique et le culturel, les masses et les élites, le travail avec le capital et la nation, etc. En tant que mouvement politique et idéologique, le populisme se constitue sur les limites des luttes du prolétariat et se retourne contre lui. C'est l'action du prolétariat dans ses luttes revendicatives et de pression sur l'État, ainsi qu'actuellement l'impossibilité de cette activité d'exister comme projet d'organisation de la société selon ses besoins et intérêts, qui produit le peuple. Et le peuple, qui n'admet pas les contradictions, les conflits et les scissions en son sein, se retourne contre lui. Il serait angélique de ne pas constater que c'est dans des régions où parfois les prolétaires ont lutté de façon très violente contre les fermetures d'entreprises et les licenciements et pour obtenir les meilleures conditions de départ que le Front National fait d'excellents scores après la disparition de l'encadrement de la communauté ouvrière.

Mais ce peuple, on l'a dit, n'est pas un donné, n'est pas une classe sociale, ni même un groupe sociologique, il est à construire et à représenter. Par là, il devient l'apanage de la seule classe susceptible d'unifier les contradictions sociales et de les reproduire, parce qu'elle tient les clés de l'autoprésupposition du capital : la bourgeoisie. Celle-ci peut déléguer, de façon parfois conflictuelle, la direction du mouvement aux classes moyennes, ou à des catégories sociales mieux à même de le représenter, parce qu'adéquates à son contenu, comme l'Eglise, l'armée, ou le syndicat selon les contextes. C'est cette délégation aux petits patrons et artisans qui manque actuellement (et manquera toujours) au Front National (tel que les conditions françaises lui imposent d'être) et qui en fait une organisation aussi massive électoralement qu'ectoplasmique socialement. Comme le démocratisme radical, avec lequel il partage bien des caractéristiques (le rêve de la démocratie directe, le culte de l'Etat social, la critique de la mondialisation libérale), le populisme se nourrit aux limites des luttes du prolétariat quand celui-ci ne peut se dégager d'une fixation de la contradiction entre prolétariat et capital au niveau de la reproduction de la force de travail dans le cadre d'une économie

capitaliste de plus en plus segmentée (rupture de l'ordre de la société salariale) où l'articulation entre les secteurs n'apparaît dans leur implication réciproque que comme misère et richesse : " ceux d'en bas "et " ceux d'en haut "(cf. les risques de la situation actuelle en Argentine).

Le petit patronat représente *idéalement* cette réconciliation du travail *respectable* et du capital *mérité*, s'épanouissant dans le cadre de la nation, sociale et familiale. Malheureusement, si c'est un idéal c'est que c'est aussi une réalité. La moitié des ouvriers travaillent dans le cadre d'une petite, voire d'une toute petite entreprise, on pourrait dire que ce n'est pas le nombre qui compte mais la place dans la composition de la classe ouvrière par rapport aux dynamiques capitalistes en cours, or, de ce point de vue, force est de constater que cet éclatement n'est pas archaïque. Comme leur patron, ces ouvriers sont souvent soumis à la pression directe de la clientèle qu'elle soit privée ou celle d'entreprises plus importantes, celui qui apparaît comme aggravant les conditions de travail, forçant à tenir les salaires, c'est tout autant le patron que le client impérieux. " A de nombreux égards, le point de vue ouvrier fait plus souvent corps avec celui du patron : ils dénoncent avec lui le poids des charges sociales, des règlements... L'alliance entre les ouvriers et les petits patrons du commerce et de l'industrie devient possible (...). ", relève Daniel Cohen dans *le Monde* du 3 mai 2002, on pourrait ajouter l'attitude face aux délocalisations, à la mondialisation de la concurrence et à l'envolée des revenus " indus "du capital. Face aux transformations sociales, non seulement le petit patron formalise le mouvement populiste, mais encore les petits patrons sont spécifiquement mis en mouvement en tant que catégorie sociale dont le pouvoir économique et politique est attaqué. Les contradictions actuelles retravaillent donc la tradition de l'extrême droite (travail, famille, patrie, racisme) pour produire les thèmes du populisme : justice économique, communauté nationale, respectabilité du travail, république et souveraineté rendue au peuple. Mais c'est continuellement face à l'exacerbation des contradictions entre les classes que le populisme du travail respectable et du capital mérité doit se prouver comme la représentation en acte de la communauté du peuple, et cela en produisant le peuple contre l'" impopulaire ", le non-patriotique : la finance, les élites politiques de la démocratie *représentative*, les " intellectuels et artistes cosmopolites "et les grands capitaines d'industrie d'un côté ; les " profiteurs du Welfare "et le " groupe repoussoir "des enfants d'immigrés de l'autre.

Bertinotti, dans le texte précédemment cité, a raison de souligner qu'il ne s'agit pas de " populisme vieilli "et que " nous ne sommes pas confrontés à des reflux fascistes ". Si le petit patron représente la figure idéale de ce populisme c'est que celui-ci est absolument " moderne ". Sans qu'il en tienne compte, c'est parce qu'il baigne dans les caractéristiques italiennes de la petite entreprise que Bertinotti peut dépasser la vision poujadiste qui a encore cours en France, bien que là aussi dépassée. Mais en se passant de la figure du " petit patron "et de ses ouvriers, Bertinotti laisse de côté la condition de la réussite précisément populaire de ce populisme, pour n'en faire qu'une

expression de la classe capitaliste, perdant ainsi sa spécificité (il est vrai que pour un tenant pur et dur du programmatisme, c'est une couleuvre difficile à avaler).

Le petit patron est tout à fait moderne. Le gouvernement de Berlusconi comprend douze "petits" patrons sur vingt-six ministres. C'est dans les années soixante-dix, à partir de PME très dynamiques, qu'émergent ceux que Pierre Musso dans le *Monde diplomatique* d'avril 2002 appelle des "néo-condotierri" postfordistes "comme Gilberto Benetton et Silvio Berlusconi. Durant l'été 2001, la direction de l'organisation patronale *Cofindustria* est revenue à Antonio d'Amato, porté par les PME du Nord-Est, contre Carlo Callieri, pourtant soutenu par Agnelli et De Benedetti. Si tous ces éléments font en réalité système et si le capitalisme italien reste dominé par un petit nombre d'actionnaires financiers (malgré le déclin de Mediobanca et la mort d'Enrico Cuccia), il n'en demeure pas moins que les familles historiques du capitalisme fordiste italien ont du partager leur pouvoir avec ces "néo-condotierri" qui même devenu gros ont conservé le mode de fonctionnement d'une PME et dont la réussite dépend des modalités d'exploitation de la force de travail en cours dans ces PME de moins de 10 salariés (on fabrique parce qu'on a déjà vendu, ce qui laisse supposer les conditions de travail et les statuts des travailleurs) qui représentent la moitié des quatre millions d'entreprises italiennes, sans oublier les 22,6 % de la main-d'oeuvre totale employés "irrégulièrement". Cette extrême droite populiste avec son autoritarisme et sa xénophobie (non de rejet mais de garantie policière que l'ouvrier restera à sa place, cf. la régularisation massive récente des clandestins sous contrôle des patrons) s'enracine dans les transformations actuelles du capitalisme : dans sa restructuration. La figure moderne du "petit patron" est celle de "l'obéissance aveugle et absolue aux lois du marché" et à "un libéralisme économique qui ne s'embarrasse d'aucun scrupule vis-à-vis des conditions des travailleurs.". Bertinotti poursuit : "Si l'on ne comprend pas cet engrenage, on ne comprend pas pourquoi cette droite, définie comme anormale ou vieillie, s'affirme au sein de processus économiques modernes." En France, c'est dans cet engrenage que le Front National parvient difficilement à se placer, contrairement à beaucoup d'autres populismes européens ; victime, si l'on peut dire, d'un côté, de la structure productive du capitalisme français et, de l'autre, de son trop grand succès ouvrier qui le coupe sur le plan "sociétal" d'une grande partie des "classes moyennes" (homophobie, condition féminine, avortement, peine de mort, pacs ..). Tout cela tenant au déroulement de la restructuration en France, principalement à un faible éclatement des structures productives lors des restructurations industrielles.

L'éloignement de Jean-Marie Le Pen de l'hédonisme d'un Pim Fortuyn n'est pas qu'un "détail" et Pia Kjaersgaard (chef du Parti du peuple danois) le qualifie de "figure du passé". C'est la profondeur de l'acceptation du libéralisme qui est en jeu, celui-ci ne définit pas seulement une série de principes économiques mais une conception et une pratique du fonctionnement de la société et de la notion d'individu. " Dans la plupart des autres pays, les divisions régionales, religieuses, corporatistes se sont maintenues jusqu'au XX^e siècle (contrairement à la situation française où tout cela est démantelé lors de la Révolution, n d a). Elles ont donc pu être mobilisées par les *citoyens* (souligné par nous) en lutte, pour défendre leurs intérêts particuliers. Dans le

cas français, le "matériel" mis à la disposition des individus pour nommer leurs différences et nourrir leur sentiment d'appartenance collective a été très tôt limité à deux grands registres : la lutte des classes (patrons / ouvriers) et le clivage national / étranger. "(Gérard Noiriel, *le Monde diplomatique*, janvier 2002.) L'identité ouvrière s'est politiquement constituée en France dans ce double clivage : contre les patrons, bien sûr, et dans la distinction d'avec l'étranger. De la troisième République jusqu'aux années 1970, la constitution et la reconnaissance d'une identité ouvrière d'un côté et, de l'autre, l'exclusion des immigrants étrangers sont *les deux faces d'une même pièce*. Depuis la III^e République à la fin du XIX^e siècle jusqu'à la crise / restructuration actuelle, l'Etat et la loi sont les acteurs centraux du clivage à l'intérieur de cette dualité. Cette intégration de la classe ouvrière dans l'Etat-nation ne fut pas que politique, progressivement le simple fait d'appartenir à l'Etat a permis d'obtenir des droits sociaux et c'est alors que le développement de l'immigration fut une conséquence de cette démocratisation. " Jusqu'à la fin du second Empire, la ligne de fracture fondamentale était d'ordre sociologique, opposant le monde des notables aux classes laborieuses et dangereuses. Ces dernières n'avaient pratiquement aucun droit ; le fait que leurs membres soient " français " ou " étrangers " était donc sans importance. Mais à partir du moment où le peuple dispose de droits politiques et sociaux, il devient nécessaire d'établir une discrimination radicale entre ceux qui appartiennent à l'Etat français et les autres. L'étranger est alors défini de façon négative. C'est celui qui ne possède pas les droits consentis aux nationaux. (...). Dès la fin du XIX^e siècle, l'immigration de masse va permettre d'exploiter toutes les potentialités offertes par ce clivage. Les capacités de résistance accordées aux classes populaires par la III^e République ne permettant pas à la grande industrie de trouver sur place toute la main-d'oeuvre nécessaire, il a fallu pour constituer le prolétariat de mineurs, de manoeuvres, d'ouvriers agricoles et de bonnes à tout faire dont le pays avait besoin, " fabriquer " une population privée des droits sociaux accordés aux nationaux et n'ayant pas la possibilité de protester collectivement contre le sort qui lui était fait. Des vignobles du Roussillon aux hauts-fourneaux de Moselle, le patronat va alors chercher de la main-d'oeuvre en Italie, en Pologne et dans les colonies. (...). En interdisant aux étrangers de travailler en France sans une autorisation officielle, l'Etat républicain s'est donné les moyens de réguler les flux migratoires, d'interdire l'entrée des immigrants sur son territoire en période de récession, de canaliser les flux vers les secteurs déficitaires, de limiter la concurrence dans les branches prisées par les nationaux. Au cours de la même période, ce dispositif a été renforcé par une multitude de mesures destinées à élargir la " fonction publique ", de façon à multiplier le nombre des emplois réservés aux Français. "(*ibid.*). Si l'analyse de Noiriel est passionnante, elle laisse cependant de côté le fait que ce qu'il appelle " l'intégration des classes populaires " n'est pas qu'un phénomène institutionnel, mais politique (dans un sens plus large qu'institutionnel), social et économique. Cette intégration est en fait un rapport de classes entre le capital et le travail qui s'impose au-delà des clivages institutionnels, c'est la formation et la confirmation d'une identité ouvrière à l'intérieur de la reproduction du capital. L'action politique et syndicale et tout simplement les luttes

quotidiennes ont régulièrement subverti ce clivage (non sans affrontements), l'existence d'une identité ouvrière permettant cette subversion. La disparition d'une identité ouvrière laisse en revanche le clivage institutionnel à nu, de lui seul dépend l'"intégration" et la reconnaissance (les sans-papiers n'ont eu droit de la part du mouvement ouvrier qu'à un furtif coup de chapeau et parfois même à l'hostilité des immigrés anciens). Le grand maître de ce clivage c'est l'Etat, c'est à lui que l'on s'adresse, c'est de lui que l'on attend tout, d'autant plus que, comme on l'a vu, toute référence intermédiaire a disparu depuis longtemps des luttes sociales en France, n'en déplaise aux Bretons, Basques et autres Corses. C'est toute cette longue histoire qui a structuré en France l'identité ouvrière sur le socle du clivage national / étranger et dont l'Etat était le maître d'oeuvre et le garant ultime qui met en porte à faux le "libéralisme" du Front National et lui donne son air de vilain petit canard de la famille populiste européenne, quand comme ses frères il est le résultat de la disparition de cette identité. Contre cette disparition, en France il n'y a qu'une instance : l'Etat. Pour être rapide, le Front National balance encore entre, d'un côté, la tradition et la loi et, de l'autre, le contrat.

L'extrême droite dont nous assistons au succès en Europe est celle que Jean-Yves Camus (auteur des *Extrémismes en Europe*, éd. de l'Aube, 1998 et du *Front National*, éd. Milan, 2001) qualifie d'"atypique" en ce qu'elle abandonne le culte de l'Etat pour l'ultra-libéralisme, le corporatisme pour le "jeu du marché", et même parfois "le cadre de l'Etat-nation pour les particularismes régionaux ou purement locaux." (*le Monde diplomatique*, mai 2002). En Italie, dans son évolution, l'*Alleanza Nazionale* a laminé les groupuscules néofascistes purs et durs, partout les partis qui se réclament de l'héritage direct du fascisme, du salazarisme, du phalangisme ou de la dictature des colonnels en Grèce sont totalement marginalisés. De même, en Belgique, si le Vlaams Blok (Bloc flamand) se réfère toujours au "nationalisme solidariste" et au "nationalisme flamand" de Henri De Man, le courant libéral y est de plus en plus important et donne le ton général du programme en se référant à Margaret Thatcher qui "a libéré son pays de la dictature des syndicats" (au point que le combat pour l'indépendance de la Flandre n'est plus réservé qu'aux discours dominicaux). Les plus prospères de ces partis d'extrême droite, ceux de l'Europe scandinave, attirent électoralement une proportion de plus en plus grande d'ouvriers même si leur socle demeure les "classes moyennes" et les patrons indépendants. En Norvège, où le chômage est quasiment inexistant et où les revenus pétroliers assurent pour l'instant un avenir sans nuages à l'Etat providence, le succès du Parti du progrès (Fremskridtspartiet) en milieu ouvrier semble mystérieux, d'autant plus qu'il défend l'idée d'une dérégulation totale du marché du travail impliquant une disparition du salaire minimum. Dans la situation de prospérité de la Norvège, une telle dérégulation n'apparaît pas comme une menace mais plutôt comme l'ouverture d'opportunités salariales (concurrence, primes, individualisation...) et l'absence de salaire minimum comme une relégation hors de l'espace salarial commun de la main-d'oeuvre non nationale. La prospérité y apparaît comme la préservation de l'homogénéité ethnique,

religieuse et culturelle. Partout, ce qui domine c'est le ralliement de cette extrême droite au libéralisme, ce qui la différencie et la coupe radicalement du fascisme historique.

Cependant, son succès *électoral* tient à ce que ce libéralisme est boiteux : libéralisme sans, et même, de façon proclamatoire, contre la mondialisation. Le point commun de tous ces mouvements, y compris naturellement le Front National, est d'ériger la "préférence nationale" en protection de ce qui reste d'Etat providence (même quand celui-ci, comme en Norvège, ne paraît pas immédiatement menacé : il vaut mieux faire envie que pitié). Une fois affirmé ce point programmatique dur, la critique de la mondialisation est en fait plus spectaculaire, symbolique et rhétorique que réelle. Si bien que, au-delà de la participation directe de ces partis au pouvoir et des aléas de leurs succès électoraux, leur "modernité" réside avant tout dans le fait que leurs thèmes sont partout présents dans les partis dits "de gouvernement" (sans parler des nombreux arrangements locaux et / ou nationaux ainsi que des changements "personnels" d'étiquette) et que les critiques qui leur sont adressées dans le "débat politique" ne dépassent jamais la stigmatisation diabolique de leur "fascisme" ce qui passe totalement à côté de leur réalité. Même si cela n'a pas d'importance, on ne peut s'empêcher de se demander si ce n'est pas volontaire.

Partout, c'est la disparition de l'identité ouvrière et par là de sa représentation politique social-démocrate et / ou communiste qui déstabilise le fondement politique de l'Etat démocratique. Celui-ci est la pacification d'un clivage social que la démocratie reconnaît comme réel au moment où elle en est la représentation comme affrontement entre citoyens. Contrairement au populisme, la démocratie est la reconnaissance du caractère irréductiblement conflictuel de la "communauté nationale", de ce point de vue la reconnaissance de la classe ouvrière a été historiquement au cœur de la construction de la démocratie, elle en fut même le moteur et le critère. Il est inutile de revenir longuement sur la déliquescence de la social-démocratie déjà abordée dans la partie de ce texte plus spécialement consacrée à la disparition de l'identité ouvrière. La social-démocratie et les partis communistes (frères ennemis) constituaient la forme dominante de la représentation politique inhérente à l'identité ouvrière. Celle-ci s'était constituée dans la première phase de la subsomption réelle du travail sous le capital dans le cadre mondial du fordisme et corrélativement dans le cadre national du bouclage de l'accumulation. Comme expression politique, la social-démocratie se caractérisait par trois points : la constitution d'un parti de masse, une sorte de contre-société (ce point là ne fut jamais effectif en France) ; un projet de réforme de la propriété en "propriété sociale" ; la protection sociale. Le premier point est devenu caduc dans l'entre-deux-guerres, le deuxième s'est alors limité à un effet oratoire dans la présentation des programmes avant d'être officiellement abandonné, ne restait que le troisième. Le keynésianisme interne, en possible situation de compromis avec un libéralisme externe de plus en plus important, est devenu la politique naturelle de l'identité ouvrière jusqu'à ce que toutes les caractéristiques de la restructuration actuelle en ont fait disparaître la possibilité : coût budgétaire des programmes sociaux, montée du chômage, précarisation de la force de travail, décentralisation des relations

professionnelles, autonomisation des marchés financiers, concurrence internationale. C'est-à-dire fondamentalement la modification du rapport d'exploitation. Nous ne rentrerons pas dans l'analyse des différentes possibilités de reconstruction de la social-démocratie ; une des plus intéressantes est certainement celle entamée autour de la CGIL en Italie qui retrouve la stratégie socio-politique qu'elle avait inaugurée à la fin des années soixante-dix, puis, à l'époque, rapidement abandonnée. Quelle que soit la nouvelle configuration "social-démocrate", elle ne sera plus la représentation de l'identité ouvrière mais un accompagnement légal ou contractuel de la restructuration et la déstabilisation générale du fonctionnement de l'Etat démocratique, que cette disparition implique, perdurera.

En effet, la critique démocratique du populisme n'est pas chose aisée. Pierre Rosanvallon faisait remarquer, il y a déjà quelques années, que l'on voit aujourd'hui employés pour critiquer l'idée de référendum sur les problèmes de société, les mêmes arguments qui étaient employés au XIX^e siècle contre le suffrage universel : le manque d'éducation du peuple. Rosanvallon poursuit : " Nous avons besoin de pouvoir faire philosophiquement une critique démocratique du populisme. Ce qui est en cause, pour faire vite, dans une perspective populiste, c'est une vision extrêmement pauvre de la démocratie, une vision primitive de la volonté générale. Le populisme considère que l'énergie sociale est en permanence étouffée par les élites, étouffée par les appareils, étouffée par les partis, étouffée par les institutions. C'est une vision très discutable de la démocratie. La démocratie ce n'est pas simplement l'enregistrement passif des volontés, c'est la construction du vivre ensemble. La volonté commune n'est pas donnée au point de départ. Elle se construit dans le débat et la délibération. C'est sur cette base que l'on peut faire une critique méthodologique, philosophique du populisme. Il n'y a pas un " déjà là " de la volonté générale, un " déjà là " de l'énergie sociale. (...). Si l'on a une vision décisionniste de la démocratie, on ne peut pas faire la différence entre populisme et démocratie. "(Pierre Rosanvallon, *le Monde* du 14 décembre 1993.) Nous ne discuterons pas ici des notions de " volonté commune ", de " citoyen " ou d' " Etat de classe ", nous nous intéressons au problème que la démocratie a avec le populisme. Disons seulement que la " volonté générale " est une réalité, ce sont toujours les intérêts de la classe dominante qui se font valoir comme intérêts généraux, la démocratie, dans le mode de production capitaliste, est le processus le plus adéquat de ce " faire valoir " et ce pour les raisons même qu'énonce Rosanvallon.

La *représentation* pacifiée en " volonté générale " d'une société reconnue comme nécessairement conflictuelle (c'est là toute la force de la démocratie) est un travail et non un reflet. C'est-à-dire que dans le fonctionnement démocratique de l'Etat, la réification et le fétichisme sont des *activités*, c'est la politique comme partis, débats, délibérations, rapports de force dans la sphère spécifique de la société civile, décisions (*cf.* la première partie de ce texte). Se contenter de se moquer des démocrates qui n'acceptent pas le résultat d'un vote c'est un peu léger et c'est ne rien comprendre à la démocratie comme représentation. Les ricanements radicaux restent en deçà d'une analyse démocratique sérieuse de la démocratie.

La démocratie semble inexorablement devenir populiste parce que c'est le travail de représentation qui est en crise. Précisons : les classes existent, l'Etat existe, la classe capitaliste est la classe dominante, le fétichisme de la marchandise doublé du fétichisme spécifique du capital accomplissent toujours leur oeuvre. Dans la mesure où l'intérêt propre de la classe dominante passe par l'Etat, il doit acquérir la forme d'un intérêt universel, d'une volonté générale. Quand nous disons que toute classe dominante doit "représenter son intérêt propre comme étant l'intérêt universel" (Marx, *Idéologie allemande*, éd. sociales, p. 62), il ne s'agit pas d'une supercherie, d'un piège tendu aux classes dominées, d'une manoeuvre qui pourrait être comme ne pas être. L'intérêt *collectif* (exprimant la dépendance réelle réciproque des classes) qui dans une société de classes est l'intérêt *particulier* de la classe dominante prend, en qualité d'Etat, une forme, premièrement, indépendante de l'intérêt particulier de la classe dominante elle-même parce qu'il n'est immédiatement qu'un intérêt particulier face à d'autres et, deuxièmement, indépendante de la simple dépendance réelle entre les classes parce que cette médiation du collectif nie sa particularité, il devient un intérêt *universel*. L'intérêt particulier de la classe dominante ne peut se réaliser comme intérêt particulier que comme intérêt universel, en qualité d'Etat. Il lui faut sortir de sa particularité, l'Etat doit être séparé de la lutte des classes pour être au mieux l'Etat de la classe dominante, la bourgeoisie célèbre comme ses grands hommes politiques ceux qui lui donnèrent souvent du fil à retordre. Le travail politique de représentation est cette sortie de la particularité, ce que Rosanvallon appelle la "construction du vivre ensemble", le "débat", la "délibération". Par nécessité un tel travail n'est possible que dans la mesure où plusieurs intérêts particuliers sont susceptibles de se faire valoir dans la sphère de l'universel (une particularité unique, en rapport seulement avec elle-même, ne peut pas sortir d'elle-même, elle n'est rien) ; même si le vainqueur est forcément connu d'avance, il est dans la nature des intérêts particuliers de devenir indépendants d'eux-mêmes et de concourir (leur propre poursuite implique pour eux d'apparaître comme un intérêt "universel", spécial et particulier parce que face à un autre).

Le problème de la démocratie est actuellement de ne plus connaître qu'une seule de ces particularités aptes à concourir, la disparition de l'identité ouvrière et de sa représentation a entraîné toutes les autres dans son naufrage. Or, seule, cette particularité n'est rien, rien en tant que faire valoir universel. Dans la disparition de la démocratie, la bourgeoisie joue son universalité. Trivialement : plus personne n'y croit ; tellement que les "scandales" qui, sous la troisième République, jusque dans l'entre-deux-guerres, pouvaient ébranler le fonctionnement démocratique de l'Etat, aujourd'hui "tout le monde s'en fout" et ne sont qu'un sujet de comique répétitif et éculé. C'est grave pour la bourgeoisie, non pas seulement parce que le leurre ne fonctionnerait plus (ce qui n'est pas négligeable), mais surtout parce que *tant que le leurre fonctionne cela signifie qu'il n'en est pas un* et que la bourgeoisie apparaît en réalité comme la classe de l'universel, que son intérêt propre se construit réellement dans l'opposition entre les classes et par elle comme l'intérêt général en tant qu'Etat, ce qui nous renvoie à la question du statut actuel de la domination et de l'oppression dans l'exploitation et

l'autoprésupposition du capital. De surcroît, ce que l'on rencontre au niveau des Etats nation se retrouve au niveau du système des Etats dans la politique américaine. La domination des intérêts particuliers de la classe dominante ne se *construit* plus en "volonté générale", les conditions du "débat" et de la "délibération" ont disparu. Le fonctionnement démocratique se scinde alors en une hypertrophie institutionnelle indépendante de tout travail de représentation (cours constitutionnelle, cours des comptes, conseil d'Etat, banques centrales, toutes les autorités indépendantes de régulation économique au niveau national, européen ou international) et une "représentation" vitaliste populiste et aléatoire des intérêts particuliers. Le vitalisme populiste, c'est l'hostilité à tout ce qui peut faire écran entre le peuple et ceux qui sont censés l'incarner au pouvoir. L'aléatoire de la "représentation" réside dans le fait qu'en se "désociologisant" la représentation formalise des thèmes transversaux (sécurité, questions "sociétales", environnement, immigration, "qualité" du personnel politique...) polarisant les votes de façon imprévisible et surtout *accidentelle*.

L'analyse morphologique des manifestations de rue nous confirme dans l'effondrement de la démocratie comme représentation. Tout d'abord durant les dernières décennies le nombre de manifestations a considérablement augmenté, en revanche leur ampleur diminue fortement : des micromobilisations ne rassemblant qu'une cinquantaine de personnes ; les organisateurs sont de moins en moins les partis politiques, encore les syndicats et, de plus en plus, des associations ; les thèmes ne sont plus des causes politiques comme dans les années soixante-dix, mais des objectifs proches et "limités" : revenus, emplois, chômage ; les professionnels du métier politique dont l'activité est considérée comme abstraite et douteuse sont tenus à distance. Mais, "si les catégories de la population qui participent le moins aux élections sont celles qui ont pour caractéristique d'être les plus touchées par les effets de la crise économique, il n'en va pas de même pour la participation aux manifestations. En effet, ceux qui ont le plus souvent recours à la rue sont les ouvriers et les employés et, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, les chômeurs. (...). Alors que les 18-24 ans sont classiquement les plus nombreux à ne pas voter, ils sont massivement impliqués dans les manifestations de rue." (Olivier Fillieule - auteur de *Stratégie de la rue. Les manifestations en France*, Presses de Sciences Po, 1997 - in *le Monde* du 1^{er} juillet 1999).

Le populisme n'épuise pas l'effondrement de la démocratie comme représentation et la disparition de l'identité ouvrière est loin d'être la fin de la classe ouvrière et de la lutte de classe.

L'ANGLE MORT

La communisation, l'action révolutionnaire du prolétariat qui produit immédiatement le communisme *comme le moyen même de sa lutte contre le capital*, sera le dépassement et non une transcroissance du cours des luttes telles qu'elles sont actuellement, c'est-à-dire prises dans la reproduction du capital. Ce dépassement que décrit la notion de communisation n'existe que comme concept, comme abstraction, il est issu de toute une production théorique liée aux luttes de classes et aux crises du capital depuis 68, avec la résurgence du conseillisme (promotion du pouvoir direct des prolétaires organisés en conseils ouvriers sur la société) puis son dépassement comme dernière forme de transition *socialiste*. Mais il n'a jamais décrit un mouvement réel. La notion de communisation inclut alors un problème théorique insurmontable : elle est un aboutissement qui n'existe en aucune façon préalablement, c'est à dire en dehors du mouvement *qui la produit*. Parler de la communisation c'est la supposer non connue. Ce ne sont pas des aspects qui sont inconnus par rapport à d'autres qui seraient connus, l'inconnu tient aux conditions même de la connaissance. Il y a dans le concept même de communisation *un angle mort* théoriquement irréductible. Mais parce que cet aboutissement est le mouvement de sa production, incluant par là sa non connaissance, il s'impose par là comme un concept incontournable. Tout découle de la prise au sérieux des concepts de production et d'histoire, radicalement différenciés de toute idée de réalisation. La communisation décrit une révolution victorieuse du prolétariat, c'est à dire une situation future à partir de la situation actuelle du rapport entre les classes. Ce nouveau rapport s'est mis en place dans l'évolution du capital depuis sa dernière grande crise qui éclata au grand jour en 1974, des luttes de classes qui ont marqué tout le cycle de restructuration du capital mondial de la fin des années 60 aux années 90 et, ce qui est essentiel pour nous, dans l'apparition d'un nouveau cycle de luttes de classe qui contient pour le prolétariat sa propre remise en cause dans sa contradiction avec le capital comme étant l'enjeu des luttes immédiates. Situation dans laquelle la contradiction du prolétariat au capital, la reproduction de l'exploitation, est devenue contradictoire à sa propre existence comme classe, élucidant par là même les causes de ses révolutions vaincues.

Ce sont les luttes du cours du capital qui se dépasseront en communisation. Ce dépassement, nous le posons comme ne pouvant être qu'une rupture (situation de crise extrême et de luttes de classes généralisées) et non une simple augmentation du " volume " des luttes . Il y a rupture quand le prolétariat remet en cause sa propre existence comme classe, c'est à dire quand il n'attaque pas sa situation de travailleur productif de plus value en voulant produire moins de plus value (il n'y a là qu'un partage entre salaire et profit), mais en abolissant la nature de capital des moyens de

production et la production comme accumulation de valeur.. Le contenu que nous définissons comme communisation c'est l'expropriation pure et simple des moyens de consommation (on commencera évidemment par s'emparer des stocks.) de communication, de transport (qui sont les éléments matériels de la constitution de liens immédiats entre les prolétaires luttant contre le capital) et enfin de production (ce sera la suppression de l'existence même d'une sphère séparée de la production et donc l'achèvement du mouvement communiste). Il ne s'agit, en effet, que d'expropriation et non de réappropriation car c'est le rapport de propriété qui est aboli. Ce n'est pas la formation d'une nouvelle économie mais l'abolition du capital, des classes et de la société, l'auto - transformation des prolétaires en individus immédiatement sociaux. Les mesures immédiates de cette lutte contre le capital ne sont pas différentes de la production du communisme.

Cette nécessité de rupture est posée par ceux qui critiquent le démocratisme radical, mais nous devons critiquer la conception qu'a des éléments du courant communiste, les anti-citoyennistes et les Black Blocs ont de la relation entre les luttes et cette rupture (voir plus loin)

Le démocratisme radical est le mouvement actuel qui s'oppose à la mondialisation libérale, qui s'oppose à la poursuite de la restructuration capitaliste, qui propose une défense de l'Etat providence, des services publics, des "acquis sociaux" et d'une manière plus générale des politiques keynésiennes tant au niveau national qu'international. Ce mouvement promeut la démocratie et le citoyen, il est un réformisme paradoxalement conservateur (défense des souverainetés nationales-étatiques). Il défend un capitalisme régulé à visage humain. Le démocratisme radical existe à la fois comme éternisation des formes actuelles de la lutte des classes, *mais aussi* comme fin de la lutte de classe telle qu'elle promouvait le programme ouvrier qui mettait la classe capitaliste en position de l'écraser et débouchant au mieux ou plutôt au pire sur la barbarie socialiste.

(Cf "*Le démocratisme radical*", Roland Simon, Edition Senonévéro, 2001)

Ce programme ouvrier posait la prise du pouvoir au niveau de l'Etat ou à la base pour libérer le travail, faire du prolétariat la classe unique et finir par aboutir, au terme d'une période de développement libre des forces productives, à la société communiste, c'est cette fameuse notion de *transition* qui résumait totalement le programme. Ce programme était la réponse et la pratique communiste du prolétariat dans son rapport au capital, rapport qui portait son propre développement contradictoire comme exploitation, ce développement le prolétariat l'intégrait sous la forme de la libération du travail et des forces productives, libération dont le but était de créer "les conditions du communisme" c'est-à-dire celles de l'abolition de l'économie, abolition de l'économie qui était d'ailleurs rapidement totalement abandonnée dans le projet énoncé, puisqu'on parlait même d'économie communiste. Dans les faits le socialisme fut une forme particulière du capitalisme, au sens propre une alternative au capitalisme. En tant que capitalisme collectif/concurrentiel de nomenklaturas bureaucratiques d'Etat.

L'idéologie ouvrière du socialisme n'était pas un mensonge mais le produit de son origine et du caractère entravé du marché, et particulièrement du marché *du travail* ! La communisation, abolition du capital et production des individus immédiatement sociaux résout le problème du programme révolutionnaire ouvrier et en pose un encore plus redoutable.

Critiquer le démocratisme radical et affirmer la communisation sont à l'heure actuelle ce que l'on appelle "faire de la théorie". Il s'agit de faire la théorie de l'abolition du capital tant comme mouvement de "l'économie" que comme "lutttes", qui sont les deux formes immédiatement apparentes du rapport capitaliste dans sa reproduction heurtée. D'une part le capital comme rapport économique est la reproduction objectivée, apparemment séparée (fétichisme du capital), de l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. D'autre part les luttes de classe quotidiennes ne sont pas condamnées à rester conscience immédiate, elles produisent dans nombre d'affrontements une "désobjectivation" du rapport capitaliste exploitation et accumulation de marchandises à exproprier pour quelles existent comme prémisses de nouveaux rapports.

Au travers de cette affirmation et de cette critique s'élabore l'anticipation de ce que sera la communisation, non plus comme concept général mais comme transformation effective des luttes actuelles en production du communisme. *Il s'agit de réduire l'angle mort et non pas de faire voir dans le miroir magique de la réalisation de l'histoire.* L'élaboration de l'anticipation du cours du capital et des luttes vers leur dépassement révolutionnaire n'est pas une "découverte" mais fait partie de ce cours qui anticipe son propre mouvement.

La situation dans laquelle le procès de communisation peut s'initier, être écrasé, repartir ailleurs se démultiplier, s'étendre, l'emporter et ce sans aucune stratégie, cette situation existe - elle? vient - elle? rapidement ou non? Comment le mouvement du capital et des luttes produisent-ils cette situation ? Comment les analyses que nous et d'autres font participent-elles à cette production de la situation révolutionnaire? Comment le mouvement du mode de production capitaliste comme contradiction du capital et du prolétariat disparaît-il? Il s'agira bien à la fois d'une crise économique et d'une crise *de* l'économie. L'économie c'est le rapport réifié du capital à lui-même, rapport se reproduisant et reproduisant le prolétariat comme exploité c'est-à-dire comme force de travail salariée effectivement ou potentiellement, les deux fractions étant exploitées car c'est le prolétariat tout entier qui est exploité au travers de la fraction tournante employée à un instant donné.

Tous ces points se trouvent dans l'angle mort, il ne suffit pas "d'avoir des conceptions" voire des positions sur le contenu de cet angle mort, c'est-à-dire sur la formation et l'enclenchement du processus révolutionnaire, pour qu'il n'existe pas bel et

bien ici et maintenant comme angle mort. Parce qu'on définit la communisation non comme un préalable mais parce qu'on l'approche dans le mouvement qui la produit.

De la situation actuelle à la révolution, à la communisation se met en place la situation où elle sera faite, on ne peut tenter d'éclairer le déclenchement de la communisation qu'en analysant les luttes actuelles et en critiquant toutes les théorisations qui font du dépassement du capital une alternative à construire, car même si l'alternative n'a strictement aucun avenir c'est toute cette conception de la révolution comme " autre " société, " autre " économie, existant potentiellement au travers des luttes que nous critiquons, le communisme n'existe pas virtuellement, le temps du programme ouvrier étant clos, toute alternative l'est avec lui.

Le mouvement ouvrier avec son programme de montée en puissance de la classe jusqu'à ce qu'elle devienne le pôle absolu de la société n'existera plus, l'alternativisme démocrate-radical qui prend plus ou moins sa succession partage avec lui le projet de développement d'un autre possible au sein du capital. Aucun autre possible que le capital n'existera dans le capital, mais les luttes qui fondent ces théories sont réelles, le fait qu'elles ne mettent pas le capital en cause produit ces slogans bien flous d'alternatives, parce que justement ces luttes ne débouchent pas sur un nouveau mouvement ouvrier, sur une montée en puissance qui posait une véritable alternative comme le programme de transition qu'on vient d'évoquer.

Il ne se forme plus d'organisations syndicales ou politiques ouvrières d'importance et surtout qui promeuvent une identité ouvrière, mais plus encore dans les luttes, c'est l'appartenance de classe qui devient une contrainte. C'est être prolétaire qui n'est plus revendiqué, au contraire *l'opposition au capital devient opposition à sa propre appartenance de classe*. Cette opposition montre clairement que la révolution sera abolition par le prolétariat du capital et des classes et donc du prolétariat lui-même, abolition de la condition prolétarienne. Cette opposition à sa propre appartenance de classe qui ne peut devenir abolition *fonde actuellement le caractère humaniste du démocratism radical y compris de son opposition intime anticitoyenniste* comme on le verra plus bas. Humanisme qui participe de l'éternisation de l'horizon capitaliste puisque tout est pensé sur la base de l'abstraction "l'homme", abstraction de l'individu du capital.

Faire et publier des analyses qui se veulent révolutionnaires est une activité qui ne peut exister que dans un courant car on n'est jamais seul à partager une trajectoire et une position dans le cours des luttes et des transformations de la société capitaliste. Ce courant, nous l'appelons "communisateur". Se placer dans l'optique de la communisation c'est repousser toute étape et toute stratégie, poser le dépassement de tout programme et de toute accumulation de forces, de toute stratégie, non comme une attitude d'en dehors mais comme une activité révolutionnaire. Abordons maintenant le courant communisateur par quelques exemples, en sachant que ce courant est à la fois très petit, très divisé et très flou!

Polémique dans l'angle mort

Autonomie et potentialité permanente de dépassement révolutionnaire. L'exemple d'Echanges et Mouvement.

Une revue comme Echanges et Mouvement pose la permanence de la conflictualité des rapports capitalistes d'exploitation et postule, au moins implicitement, que cette conflictualité porte sans cesse une potentialité de dépassement révolutionnaire, ses rédacteurs sont attentifs aux "conditions" mais fondamentalement ce présupposé existe toujours. Ce qui est toujours posé aussi, c'est que ce qui doit primer pour que les travailleurs mettent en oeuvre leur potentiel révolutionnaire, c'est leur autonomie. Or quand on parlait d'autonomie dans l'ancien cycle de lutte, on parlait d'affirmation du prolétariat à partir de ce qu'il est dans le procès de production comme procès de travail et comme procès de production et il ne fallait donc pas s'offusquer ni s'étonner quand on voyait le syndicat en redevenir toujours l'expression la plus adéquate. Expression la plus adéquate dans et par l'implication réciproque du prolétariat et du capital." L'implication réciproque entre et le prolétariat et le capital devient alors vision politicienne, l'intégration de la classe c'est le parti communiste, les syndicats, les hauts salaires, la démocratie, l'antifascisme, les néo-réformistes...etc., l'histoire devient une succession d'échecs, d'erreurs, de demi-réussites parfois, de mystifications souvent " (TC 7). L' " autonomie " en tant qu'orientation de lutte est spécifique d'une période précise de la décomposition d'une lutte de classes qui avait pour contenu et objectif l'affirmation de la classe ; Echanges fait de ce moment *une nature révolutionnaire* Poser leur manque d'autonomie c'est dire tranquillement que les prolétaires ne sont pas responsables leurs échecs révolutionnaires, qu'ils auraient été trahis et trompés, et donc que leur *nature révolutionnaire*, quant à elle, n'aurait été pas atteinte. Cette conception se situe dans une visée révolutionnaire mais n'en n'est pas moins sclérosée, le mouvement ouvrier tout bureaucratisé voire "embourgeoisé" qu'il était, n'en appartenait pas moins (paradoxalement pour beaucoup de gens se rattachant au conseillisme) réellement aux luttes de classe. Cependant ce qu' E & M énonce (après les anarchistes et l'IS) est fondamental, à savoir que le communisme n'est pas de résultat d'une prise de pouvoir étatique ou basique initiant une période de transition.

Se fonder sur la conflictualité pour elle-même, sans la concevoir comme implication réciproque et sans y intégrer directement et explicitement l'accumulation du capital, comme le fait Echanges et Mouvement, c'est se condamner à chercher sans cesse la pureté radicale dans les luttes et finir, par moments, par dire que les prolétaires feront la révolution sans le savoir.

Notre projet n'est pas de découvrir dans les luttes autre chose que ce qu'elles sont et que ce qu'elles disent - mais dans une situation, que nous analysons comme nouvelle, celle où *l'appartenance de classe devient une contingence imposée par l'adversaire capitaliste*- de saisir comment se met en place une confrontation qui aura la communisation pour issue telle que nous pouvons actuellement la concevoir.

Si nous avons évoqué Echanges et Mouvement c'est parce que cette revue, de par son ancienneté, sa permanence et son général souci de rigueur, occupe une place très importante pour ceux qui pensent que la révolution c'est au "minimum" l'abolition de l'Etat et du capital. La position incontournable d'E & M tient aussi à ce que, par cette réaffirmation permanente de l'autonomie ouvrière, est balayée toute crainte d'un quelconque impérialisme d'organisation. Mais il faut dépasser ce fétichisme de l'autonomie tout simplement parce que si cette revendication a pu avoir sa validité en tant que critique de toute stratégie organisationnelle et/ou politique, maintenant toute stratégie a vécu et la saisie des conflits doit nous éclairer sur la révolution tout simplement, sur la production du communisme. Le prolétariat n'a aucune nature communiste à faire triompher avant de produire la communisation. *Le caractère révolutionnaire du prolétariat n'est pas une donnée essentielle du prolétariat mais se constitue*

Face à cette défense et illustration de l'autonomie ouvrière considérée comme l'essence toujours assassinée d'un possible mouvement révolutionnaire, existe, depuis quelques années, un autre courant, bien plus important maintenant, l'anticitoyennisme et qui, bien qu'aux antipodes des positions hyper-prolétariennes d'Echange, vient paradoxalement répondre aux attentes d'E. & M.

** L'humanisme et l'immédiatisme du communisme des anticitoyennistes. L'exemple des " Témoins de Genova ".*

En France, l'acte de naissance du démocratisme radical se situe en 95 avec le vaste mouvement de grèves et de manifestations face à l'attaque contre la sécurité sociale, les retraites des agents de l'Etat, le caractère publics des transports ferroviaires et les services publics en général. Déjà abordé ici ce courant très important de résistance à la poursuite des politiques de restructuration capitalistes, de défense des derniers éléments du welfare state s'est articulé avec une opposition au cours mondial du capital désigné sous le nom de mondialisation ou de globalisation, ce caractère défensif s'est structuré dans un corpus idéologique que nous avons appelé démocratisme radical, car l'idéal de démocratie dont il veut une application véritable voire "radicale" oriente l'ensemble de cette idéologie.

Une opposition à ce mouvement s'est très vite formée sur la dénonciation du fétiche du démocratisme radical: le citoyen, d'où le nom d'anticitoyennisme qu'elle porte désormais. L'anticitoyennisme dénonce le dit citoyennisme comme réformisme, comme apologie d'un capitalisme à visage humain, comme idéologie droit-de-l'homme, comme nouvelle social-démocratie, ce qui est flagrant, parfaitement clair dans le nom que globalement le D.R. se donne: "la gauche de gauche". Mais l'anticitoyennisme est dans la même "impasse" (celle de la brochure " l'impasse citoyenniste ") que lui: celle de l'individu isolé face au capital, du hors-classe qui cherche à se recomposer une société Pour la *théorie anticitoyenniste d'action directe* il s'agit de la "TAZ"- (zone autonome temporaire). A la très grande différence du citoyennisme *il ne s'agit pas d'un réformisme* mais d'une transposition volontariste de l'émeute prolétarienne, transposition qui est caricature puisque la cause de cette émeute est absente: la défense, par le pillage,

d'un welfare attaqué (même si ici ou là quelques reprises individuelles ont eu lieu auxquelles ont pu se joindre quelques personnes du cru). Si l'émeute est une impasse qui ne prétend à rien, la TAZ en revanche se veut exemplaire et espace de liberté dans la lutte. La *révérence* à l'exploitation donc à l'anticapitalisme face à un simple antilibéralisme ne signifie nullement que l'anticitoyennisme développe une analyse de classe, c'est (mais c'est beaucoup) la radicalisation du démocratisme radical! C'est-à-dire *qu'il dépasse le DR tout en étant sur la même base : l'individu isolé*. La critique de la démocratie ne fait que déboucher sur la démocratie directe que l'on oppose à la démocratie participative, la question qui se pose à l'anticitoyennisme est la même que celle qui se pose au citoyennisme: *quelle société ici et maintenant pour l'individu?*

L'anticitoyennisme fait de la surenchère et *dénonce* sous le nom de citoyennisme le courant dominant du démocratisme radical tout en lui collant aux fesses (tout comme le dit citoyennisme colle aux fesses des sommets de la globalisation) ou plus justement il le dénonce *parce qu'il lui colle aux fesses*, et *pour* lui coller aux fesses. L'anticitoyennisme ne peut appeler le DR par ce nom, il l'appelle citoyennisme parce qu'il est lui-même une forme volontairement liée au démocratisme-radical et qui se pose justement comme " radicale " et revendique la démocratie (directe), il se braque contre le citoyen parce qu'il adore l'individu tel qu'il est dans la société capitaliste c'est-à-dire atomisé. L'anticitoyennisme saisit bien le prolétariat comme une classe, mais ça n'est pas comme classe que le prolétariat est révolutionnaire. Toute l'importance et la limite actuelle de l'anti citoyennisme sont là.

L'abandon par l'individu de ses vieux habits de prolétaire est devenu un préalable au caractère révolutionnaire de son opposition au capital. L'appartenance de classe comme une contingence imposée par l'adversaire capitaliste est à la fois exprimée et totalement occultée par une phraséologie humaniste:

" L'hiatus est que le citoyen s'accorde très mal avec l'homme.

Quand le premier est une réduction à une somme de droits et de devoirs toujours présentés rationnellement, que laisse t-il au second de sa vitalité (...) La réponse est rien, rien de rien même...

Le citoyen grandit sur le cadavre de l'homme, il est anti-humain...

Le citoyen est la forme achevée de l'homo servilis. Mais tant qu'il y aura des êtres humains il n'y aura pas de Citoyen. Le bon citoyen n'existe pas. Pas encore. "

Les témoins de Genova, "l'exception génoise".

Certes cette citation est particulièrement gratinée mais elle ne fait que décliner l'essentiel de la pensée anticitoyenniste que l'on retrouve, beaucoup plus élaborée et pas naïve, dans "*l'Impasse citoyenniste*" ou dans les documents sur le mouvement d'action directe diffusés par "*Mutines séditions*" (références de tous ces textes et de leurs critiques dans. T.C. 17).

Dans *"Les témoins de Genova"* encore, l'article *"Un mouvement hétérogène"* s'approche de plus près de ce que nous considérons comme la réalité, en décrivant un mouvement avec deux composantes. L'une, antimondialiste, utilisant la notion de démocratie radicale est définie comme l'agent de la transformation idéologique des antagonismes sociaux, c'est à dire *"remplacement de la vieille lutte de classe par la participation citoyenne"*. L'autre composante est définie comme anticapitaliste, sa caractéristique serait de n'avoir aucune revendication *"voulant rompre avec l'ordre social"* et avec le rôle médiateur de ce mouvement vis à vis des institutions capitalistes internationales, *"du spectacle et du cirque démocratique"*. On se trouve devant un mystère puisque ce courant *"rupturiste"* est une composante d'un *mouvement plus vaste qui n'est pas nommé, dont on dit seulement que ce sont les média qui le caractérisent comme antiglobalisation*. Ce mouvement est posé comme de *"reconstruction idéologique dont l'idée centrale est que le capital transnational a trop de pouvoir"* mais ce mouvement reste *socialement* absolument inexistant, il est simplement relié à la gauche institutionnelle dont il est dit être l'aile gauche, mais encore?

Donc avec les rupturistes on a affaire à une composante minoritaire qui ne revendiquerait rien, d'un mouvement majoritairement bel et bien revendicatif, mais que fait-il là? En fait cette rupture ne le serait qu'avec l'autre composante dont la présence est pourtant absolument nécessaire, rupture tout aussi *"spectaculaire"* que le cirque démocratique et qui même, si cirque il y a, en fait totalement partie, *tant il est vrai que le succès médiatique des manifs anti-sommets a longtemps tenu pour une très large part aux affrontements et aux soi-disant agents provocateurs*.

En fait il n'y a pas de rupture du tout, les BB sont une partie intégrante des manifestations, le terme de rupture n'a de sens que comme autocompréhension de la présence et éventuellement comme justification de cette présence face à la critique souvent faite *"qu'avons nous à faire dans cette galère"*. Ici il n'est absolument pas question de faire une telle critique tacticienne et normative, mais de comprendre de façon critique le rapport entre l'action des anticitoyennistes et le courant démocrate radical.

Jusqu'à Gênes la répression violente des manifestations a, malgré des dénonciations des *"violents"* par les *"pacifiques"*, globalement uni les manifestations comme convergence contre l'offensive mondiale du capitalisme. La violence policière à Gênes a atteint des sommets, déclenchant chez les *"pacifiques"* des réactions de défense non bëlantes, elle a tué et est même allée chercher les *"pacifiques"* dans leur QG et les a torturés, cette violence a eu pour résultat, qu'il soit délibérément recherché ou issu de conflits internes à l'appareil politico-répressif, de maximiser la réaction des organisateurs officiels représentant le courant majoritaire contre l'aile *"radicale"* de ce qui constitue la coalition objective des contre-sommets. *Les éléments "démocratiques", une fois le coup de la dénonciation d'une soi-disant provocation policière réussi, se sont amputés de leur "bras armé" mais ils n'es restent pas manchots*. Par le niveau qu'elle atteint, la violence largement étendue au delà des BB, s'est rendue elle même inutile.

Elle a atteint un but qui n'était pas le sien mais qui peut en partie maintenant les satisfaire : les choses ont changé, les travailleurs sont là !

Mais les BB, heureux du ralliement partiel des éléments des COBAS et de la CGIL est le dindon de la farce. Le choc social qu'a été la violence capitaliste de l'état a placé le démocratism radical, en tant que tel, en position de cristalliser toutes les contradictions sociales : des luttes d'usines à la mondialisation en passant par les quartiers, le démocratism radical se révèle comme un populisme. La clarté de la situation en Italie, où la CGIL agit pour encadrer cette cristallisation, ne donne pour l'instant qu'une grille de lecture pour un processus en cours.

Si la définition du démocratism radical par les anticitoyennistes reste dans le vague et ne se précise que pour le définir comme supplétif de la gestion capitaliste, et ce essentiellement sur le plan idéologique, c'est que les luttes de classes que le DR remplacerait par la "participation citoyenne" sont absentes des articles des " Témoins... " et donc absents leurs liens complexes avec le DR. Dans l'article "*Les expulsés...* " (qu'on évoquera plus bas) après l'éditorial et celui sur le commerce équitable, on verra que *l'anticitoyennisme ne comprend ce rapport luttes-DR que comme du détournement des luttes par cette "gauche de la gauche institutionnelle"* Or comme nous le disions en parlant d'*Echanges...* les luttes sont toujours autonomes, on ne peut "détourner" que ce qui est détournable, c'est-à-dire ce qui appelle dans sa forme même ce dit détournement comme son propre débouché.

Dans l'éditorial des "*Témoins*" toujours, on trouve: "*La réalité est que le mouvement antiglobal qui est de par sa nature, un mouvement pluriel, multipolaire, composite, se découvre être un sujet "politique" -en négatif- dans le refus commun du mode capitaliste de production, des lois du marché. Et ce caractère critique et anticapitaliste des no-global est "inacceptable". Parce que le simple fait de mettre l'accent sur l'homme plutôt que sur les rapports quantitatifs tels que taux de profit, développement, etc. est révolutionnaire?* "

On voit dans la lecture critique des analyses du mouvement qu'il y a des désaccords de fond entre anticitoyennistes sur la compréhension du démocratism radical ici crédité d'anticapitalisme en assimilant tranquillement opposition aux lois du marché, ce qui ne débouche que sur le commerce équitable, et opposition au capitalisme (ce qui d'ailleurs n'est en général qu'opposition aux multinationales), cet anticapitalisme se résume *in fine* à "mettre l'accent sur l'homme".

Si le mouvement antiglobal est un continuum clivé entre citoyennisme et anticitoyennisme; l'anticitoyennisme est lui-même clivé entre, d'une part des tendances tendant à faire des analyses dans une optique de rapports de classe, et d'autres part des tendances plaquant les termes de révolutionnaire et d'anticapitaliste sur des analyses platement humanistes. De tels plaquages permettent de magnifier l'ensemble d'un mouvement antiglobal dont le caractère majoritaire potentiellement contre-révolutionnaire est masqué sous le qualificatif très mode de "pluriel".

Cependant parmi les opposants au "citoyennisme" existent aussi des cercles qui se trouvent sur des positions de classe à la limite entre le militantisme pour l'organisation autonome du prolétariat et l'activité uniquement tournée vers la communisation, c'est-à-dire une action qui ne nécessite pas de tenter de construire une positivité ouvrière puisque le prolétariat n'a rien à affirmer, mais n'a que le capital à abolir et, partant, lui même comme toutes les classes immédiatement. Certains de ces militants-critiques conçoivent leurs positions comme une forme actuelle et très spécifique de l'anarcho-syndicalisme, liant résistance quotidienne et anticipation du Grand Soir, ce qui compte dans les faits, c'est qu'ils ne sont ni un syndicat, ni un groupuscule politique mais un groupe communisateur ; d'autres sont en rupture avec une ultra-gauche conseillo-bordiguiste fossilisée et en font le bilan.

Certes on peut dire (et c'est très certainement vrai) que de "jeunes prolétaires" viennent aux anti-sommets pour avoir "un pur affrontement" avec l'Etat, pour s'en prendre aux symboles du capital et éventuellement à des éléments essentiels telle la prison à Gênes (symboliquement aussi le niveau d'affrontement anticipé s'interdisant une délivrance des prisonniers) mais ils viennent justement là, à ce moment là, et c'est dans le cadre de l'action démocrate radicale que de tels affrontements, qui, quoiqu'en disent les "pacifiques" ne dépassent pas le niveau d'affrontement général, sont possibles et sont même *emblématiques de l'action d'ensemble*.. Constituer une aile d'un courant ne veut bien sûr pas dire qu'on est d'accord avec la majorité de ce courant, mais qu'on y est bel et bien, qu'on le veuille ou non.

En conclusion provisoire on peut dire que l'action des black blocs a été un succès, elle a polarisé les manifestations sur l'affrontement direct avec l'Etat en le posant comme élément constitutif essentiel du capital, elle a largement uni les manifestants dans la haine de la police. Son succès a été crescendo jusqu'à Gênes où l'ampleur inégalée de la manifestation, la participation élargie des manifestants à leur propre défense active, le déchaînement de la police auront été *sa victoire, homologuée par sa dénonciation urbi et orbi par les ONG (ATTAC en tête)*.

Ce grand succès a été celui de la possibilité et de l'inévitabilité pour les anticitoyennistes d'être dans ces manifestations, du fait de leur appartenance foncière à ce mouvement anti-mondialisation libérale comme son aile gauche. La seule possibilité de radicaliser ce mouvement n'était et ne pouvait pas être dans les mots mais bien dans la rue et le black bloc l'a fait. Il a ainsi boosté l'ensemble du phénomène des anti-sommets. Les groupes qui en son sein cherchent une liaison avec un mouvement plus quotidien et de base des travailleurs n'ont aucune chance d'y parvenir, aucune positivité des luttes ne pouvant plus être capitalisée. Il faudra que l'histoire des manifs et de l'action des BB soit écrite, elle est une forme importante des luttes du nouveau cycle.

Nous sommes embarqués avec et contre le DR., mais notre opposition au DR ne se veut pas idéologique et unilatérale comme celle de l'anticitoyennisme même le

plus conséquent. Si l'anticitoyennisme *dénonce* le DR c'est parce qu'il s'y relie dans ce que le démocratisme radical a d'essentiel, un mouvement qui nie fondamentalement le caractère strictement de classe de l'antagonisme au capital. Cette négation a deux formes liées et conflictuelles :

- L'éternisation de l'horizon capitaliste du démocratisme radical.
- La révolution, pour l'anticitoyennisme quand il en parle, ne s'enclenche qu'une fois dépassé l'horizon capitaliste

Le terme de *multitude* lancé par Negri dans *Empire* et qui a eu un énorme succès à Gènes signe très clairement l'abandon du caractère de classe de l'antagonisme au capital, car s'il se substitue à *Masses* (avec son caractère on ne peut plus compact) c'est bien pour marquer qu'il s'agit de la révolte d'une multitude d'individus isolés face au capital mondial, "l'empire".

Le dépassement des limites démocrates radicales de la lutte de classe actuelle n'est pas une "rupture" dans le champ idéologique mais bien une rupture de la reproduction du capital. Le dépassement des positions de l'anticitoyennisme par des gens qui y sont investis ne peut que se placer dans la perspective de cette rupture *en critiquant la base conceptuelle générale de l'anticitoyennisme: l'individu prolétaire, se posant déjà au-delà de la classe, donc aclassiste, ni citoyen ni travailleur productif*. Cette critique de sa propre base ne peut se contenter d'être révérencielle (coup de chapeau) mais ne peut être que réappropriation de la critique de l'économie politique: l'analyse de classe du mode production capitaliste comme exploitation du prolétariat, et les luttes de classes et les crises de ce mode de production ouvrant la perspective du communisme comme abolition du capital et des classes par les prolétaires.

Alors que l'anticitoyennisme, dans son immédiatisme du communisme, c'est à dire dans l'illusion de la destruction de tout lien social, se comporte comme si le communisme était déjà là, comme si le capital n'était plus maintenant qu'un communisme aliéné, paradoxalement, l'individu sans communauté de l'anticitoyennisme participe conceptuellement de l'éternisation du capital. Cette compréhension explique son centrage sur la critique de la marchandise, critique en actes symboliques dans les cassages de carreaux des "majors companies" et des banques. Ce qui est absent c'est le procès même du capital au communisme, la communisation. La communisation est absente de la théorie anticitoyenniste parce que le communisme est déjà présent pour elle !

Dans "*Les témoins...*" l'article : "*Commerce équitable mon cul*" se moque de l'individu qui tout seul dans sa cuisine se donne bonne conscience en utilisant des produits labellisés "solidaires" et en plaçant son argent dans des entreprises "éthiques", qui rêve d'un capitalisme autolimité... , bref d'un capitalisme à visage humain. Oui mais! quid de la défense des services publics, des retraites par répartition, des allocations chômage inconditionnelles, des remboursement à peu près garantis des soins et des arrêts de travail, de la défense du contrôle de ces arrêts par des médecins fonctionnaires

et non des agents directs des patrons, de la revendication du revenu garanti? Quid du refus du nucléaire et des OGM? Quid de la revendication de la souveraineté alimentaire? Quid du refus de la destruction de toute agriculture vivrière qui envoie les paysans du sud dans les bidonvilles géants alimenter le travail informel? Quid de la lutte contre la pollution et la destruction d'une masse d'espèces animales et végétales? Bref encore quid de tout ce qui va avec le commerce équitable qui demande avant tout la suppression de la dette dont on voit les derniers effets en Argentine, (sur ce point rappelons que la critique démocrate-radical de la dette est une extériorisation de la contradiction prolétariat/capital en une contradiction entre capitaux). Cette critique rigolote du commerce équitable fait l'impasse sur tout ce qui fonde cette revendication, parce que c'est une autre paire de manches que de critiquer le vrai programme démocratique radical. C'est une autre paire de manches si on ne veut pas simplement et mécaniquement dire : "Une seule solution la révolution!". C'est une autre paire de manche si on ne veut pas sortir un autre catalogue dont on sait pertinemment que ce sera le même! Or l'anticitoyennisme est exactement pris entre les deux: il est l'individu qui se pense au-delà du prolétaire et ne veut pas annoncer "Une seule solution..." et ne veut pas non plus être citoyen, l'anticitoyennisme ne sait pas quoi faire des revendications alternativistes du démocratisme radical parce qu'il est lui-même alternativiste, tous deux se posent une même question : "quelle nouvelle société construire?". On ne peut critiquer le démocratisme radical si on reste dans la même confusion entre luttes revendicatives et construction d'une autre société. Ces revendications sont incriticables et c'est quand on cherche des revendications qui seraient une alternative qu'on reste le bec dans l'eau.

"La démocratie participative et l'économie solidaire" sont refusées, la solution c'est la surenchère sur la même base, l'individu de cette société qui nie les classes dans le mouvement même où elle les reproduit, mais en crise! Dans cet article on a en plus un exemple parfait du coup de chapeau: "... chaque capitaliste pris isolément doit impérativement faire toujours plus de profit (augmenter le taux de plus-value aurait dit Marx) sous peine de disparaître..." D'abord il y a confusion entre taux de profit et taux de plus-value, (qui n'est pas qu'une bonne vieille formule d'un bon vieux Marx!), le taux de profit n'ayant pas un rapport direct avec le taux de plus-value au niveau d'un capitaliste individuel, ensuite, ce qui est plus important et critiquable c'est le rapport révérenciel qui n'engage à rien, qui fait écho au "vieux mouvement ouvrier" et a sa position révolutionnaire, sans la critiquer positivement, et qui par là se dispense d'analyser le démocratisme radical et permet de faire les impasses que l'on a vues.

L'article " *Les expulsés sont des citoyens comme les autres*" débute ainsi: " *Le citoyennisme est une machine à neutraliser toute expérience potentiellement subversive pour en faire une contestation soluble dans la réforme au prix de détournements qui frisent l'arnaque*" et décrit la crapulerie de Verts proposant aux sans-papiers d'aller nettoyer les plages polluées par l'Erika et d'obtenir ainsi un "certificat de citoyen d'honneur", quelques-uns se sont fait avoir et l'un d'entre eux a été expulsé! Autre arnaque: les pousser à revendiquer le droit de vote. L'auteur refuse que la lutte des sans -

papiers pour en avoir soit qualifiée de citoyenne alors qu'ils ne seront jamais de vrais citoyens, cela ne fait pas de doute, mais l'auteur dit aussi : " *Même en considérant que demander des papiers, c'est vouloir accéder à une sorte de normalité (ce qui est partiellement vrai, c'est surtout refuser des conditions de vie insupportables et s'organiser pour qu'elles changent) cette normalité est bien loin de celle du citoyen faisant valoir ses droits par l'Etat qui le représente* ". On le voit cela n'a rien à voir avec ce qui est dit dans la première phrase : " *expérience potentiellement subversive* " détournée et rendue réformiste. Il n'y a pas eu de détournement, les sans - papiers se sont bagarrés pour avoir des papiers. Les démocrates peuvent appeler ça du réformisme s'ils veulent, car en effet les "irréguliers" voulaient une normalisation dans leur vie insupportable, et alors? Déclarer qu'il y avait expérience potentiellement subversive est tout autant idéologique que de dire que leur lutte était citoyenne, sauf que c'est pour la bonne cause. Les luttes sont vraies et ne mentent pas sur leur contenu, celle des sans papiers ne s'est jamais déclarée citoyenne ni subversive; il est vrai que l'auteur ne dit que " *potentiellement subversive* ", mais d'où le tire-t-il? C'est une projection pas une compréhension, s'organiser pour lutter c'est la lutte elle-même, autant dire que toute lutte est potentiellement subversive, c'est ce que sous-entend "Echanges" avec d'autres concepts, du point de vue que nous avançons ici, c'est faux. C'est l'immédiatisme du communisme qui pose que toute lutte peut transcroître en mouvement révolutionnaire. Ce qui semble vrai c'est que nous sommes dans un cycle de luttes qui va vers une situation révolutionnaire au travers d'une crise de l'économie, crise dans laquelle le capital existera jusqu'au bout comme contre-révolution.

* *Dans le cycle de luttes actuel, deux conceptions du processus de dépassement révolutionnaire s'opposent*

Nous avons d'une part, les positions posant la communisation immédiate, sans transition, au terme d'un cycle de luttes et d'accumulation du capital (Pour nous, ce cycle débuté autour de 90 - pourra être -sera - aussi long que la restructuration des années 70 et 80).

D'autre part les positions *immédiatistes* qui posent que le communisme peut être produit immédiatement. La distinction n'est pas temporelle ou chronologique, elle est conceptuelle : qui fait la révolution, un sujet qui s'est débarrassé de son appartenance de classe ou le prolétariat en tant que classe dans son rapport au capital ? Est-ce une contradiction entre des classes ou entre communisme et capital ? La distinction temporelle est une conséquence. Pour nous, il est clair que la révolution ce n'est pas ici et maintenant (de la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir), elle est plus tard, dans l'angle mort au terme du parcours et produite dans le parcours. C'est ça, l'angle mort.

L'activité théorique doit faire exister cet angle mort. L'immédiatisme de la révolution, de fait, nie cet angle mort en se concentrant sur l'instant, au nom de l'abandon de toute transition. Une "période de transition" post révolutionnaire, bien sûr;

mais aussi la définition de la lutte de classes comme cours du mode de production capitaliste. De fait elle instaure une nouvelle sorte de transition ou plutôt un préalable : la fin du vieux mouvement ouvrier et la fin de la polarisation de la société en classes et la masse d'individus qui en résulte devient le sujet de la révolution. (cf. "l'Impasse citoyenniste" chapitre 6) Si, en effet, il ne peut plus y avoir une quelconque période de transition, il n'en demeure pas moins qu'il n'y a pas d'immédiatisme du communisme. L'angle mort n'est pas un en soi inconnaissable mais le champ des luttes et des crises que nous devons tendre sans cesse à maîtriser en sachant qu'il restera pourtant l'angle mort jusqu'à la communisation.

Nous devons sans cesse poser le débouché révolutionnaire des luttes de classe contre le capital. Il faut en effet tout de même relever que l'anticitoyennisme parle très peu de révolution, ce débouché est implicite, le terme, tellement usé et piétiné par la contre-révolution socialiste réelle est certes à manipuler avec des pincettes, mais il ne s'agit pas seulement de cela, il s'agit bien plus d'une conséquence de l'immédiatisme du communisme, qui postule un dépassement ici et maintenant dans les luttes (cf. "La potentialité subversive" vue plus haut). Ce dépassement certes s'oppose à la construction d'enclaves alternatives dans le capital mais il peut devenir un abandon du renversement social pour une résistance de tous les jours ressourcée dans les affrontements où existent - de fait - des TAZ et où se créent des liens interindividuels forts contre le capital. Ces liens étant ensuite le moyen de poursuivre la résistance dans une vie plus ou moins en rupture et/ou par des contacts élargis mais n'ayant aucune perspective autre que le quotidien et le prochain affrontement avec l'Etat. Cet immédiatisme et ce quodiennisme ont, entre autres, comme conséquence une production analytique limitée. La réticence à l'élaboration d'un corpus dont on pense qu'il risque fort de se figer en "idéologie" (terme impropre, il s'agirait en vérité d'un programme, d'un système, l'idéologie y est déjà, il s'agit de l'humanisme) est consubstantiel à l'immédiatisme qui se fixe l'aujourd'hui comme horizon et qui se débat avec les cadavres du mouvement ouvrier, du marxisme et de l'anarchisme prolétarien. Le dépassement du programme ouvrier d'affirmation lui semble nécessiter l'abandon du caractère systématique de l'élaboration théorique typique de ce mouvement et de ses organisations. C'est radicalement juste pour les organisations et le programme, pas du tout pour la révolution comme production consciente du communisme.

Etre prolétaire ce n'est plus se revendiquer de la condition ouvrière et encore moins faire des incantations humanistes. L'Homme tient le lieu qu'occupait le "travail créateur" dans le programme ouvrier. Au-delà de l'ouvrier producteur des richesses et de l'Homme absolu il y a la communisation, non pas à glorifier mais à saisir/anticiper dans les luttes en ce que justement elles ne posent pas le socialisme mais bien l'opposition à la condition prolétarienne. Ce n'est pas la "dictature des marchés" mais la dictature du capital qui nous contraint à la condition prolétarienne et pas par pour nous empêcher de nous révolter mais bien dans l'exploitation. L'abolition du capital c'est l'abolition des classes. L'abolition de la condition prolétarienne n'est pas la libération d'un Homme enfermé dedans, c'est l'autotransformation des prolétaires en individus immédiatement sociaux, c'est la lutte contre le capital qui nous fera tels. Dans les affrontements violents

des anti-sommets (mais non-guerriers contrairement à ce que certains disent) la communauté de la lutte anti - policière n'est pas un nouveau rapport social *entre opposants à la police*. Ce que sera l'immédiateté sociale de l'individu dans la communisation de la société est ici son propre mouvement, l'immédiateté n'est que subjective: elle devient "dynamique de groupe", le "groupe en fusion".

Après avoir critiqué l'anticitoyennisme et l'immédiatisme du communisme, il nous faut maintenant critiquer ceux qui tentent de redresser chez les anti-cityennistes, précisément chez les Black Blocs l'abandon (dans les positions réelles sinon la parole) de la théorie du prolétariat (la révolution comme action du prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste).

UN ANTI-CITOYENNISME DE CLASSE ?

Le texte le plus intéressant de ceux qui veulent donner des " bases de classe " à l'anticitoyennisme est " l'appui à l'appel pour un bloc anticapitaliste révolutionnaire " (mars 2000) des communistes de conseils des Etats Unis : Collective action Notes, Red and Black Notes et The bad days will end (traduit et publié dans " cette semaine " N° 80 et diffusé sur son site internet, <http://cettesemaine.free.fr/>, texte que nous reproduisons en annexe).

Après une critique du contenu réformiste du mouvement antimondialisation, le texte en arrive à l'essentiel et c'est là que commence notre critique:

1°.".. pour être contre la mondialisation il faut être contre le capitalisme, l'Etat et la nation."

Il est évident que c'est faux! Etre contre la mondialisation c'est s'opposer aux politiques concrètes du FMI, de l'OMC de la BM et tutti quanti, c'est s'opposer à l'ensemble des politiques qui sont la mise en place d'un marché mondial de la force de travail, à la spécialisation des productions par pays et groupes de pays ; bref c'est bel et bien s'opposer à la mondialisation qui est d'ailleurs bien souvent qualifiée *de mondialisation libérale*.. Dire que cette opposition est sans avenir, c'est autre chose que dire qu'on n'est pas antimondialiste si on n'est pas anticapitaliste. Le grave défaut de cette position c'est de poser qu'on va intervenir pour dire aux gens ce qu'ils font vraiment contrairement à ce qu'il croient faire! Non, ils font exactement ce qu'ils disent! Cela n'exclut évidemment pas de vouloir clarifier les choses mais cette clarification ne sera pas la révélation aux manifestants de leur vraie nature. Les affrontements dans lesquels les BB ont été centraux ont certainement fait *changer de position* de nombreux manifestants, mais changer n'est pas découvrir ses vraies positions qu'on ignorait. De manière plus générale cette compréhension relève d'analyses normatives qui posent ce qui doit être et ne pose pas de *processus de transformation véritable*, la fin est dans le début, c'est au sens strict un devoir-être, une nature.

2° " Cette opposition nécessite une perspective prolétaire : être en faveur de la classe ouvrière et la possibilité pour celle-ci de s'organiser de façon autonome et révolutionnaire au sein de conseils ouvriers."

Tout d'abord on est étonnés car on vient de voir que pour être contre la mondialisation il faut être contre le capital et voilà maintenant qu'il faudrait en plus être pour les conseils ouvriers. C'est un exposé des raisons de la présence des conseillistes qui est fait: "...être en faveur de la classe ouvrière et la possibilité pour celle-ci de s'organiser de façon autonome et révolutionnaire au sein des conseils ouvriers". Ici on voit une position *propagandiste* en faveur de l'organisation autonome de classe, organisation qui, contre les bureaucraties réformistes détournant les luttes, révèle la vraie nature révolutionnaire du prolétariat. C'est l'autonomie qui est censée permettre à cette vraie nature de se révéler.

Plus fondamentalement on a ici une position strictement "programmatique" de la révolution : la classe doit s'organiser face au capital, s'en séparer, s'affirmer; c'est exactement ce qui est maintenant radicalement devenu impossible. Ce que manifestent à leur manière les BB, les anticitoyennistes. Cette impossibilité revient immédiatement sur ces camarades et rend leurs positions proprement intenables d'illogisme. Les rédacteurs doivent aussitôt détromper le lecteur qui aura vu le caractère anachronique flagrant de leurs positions, ce qui amène le point suivant :

3°"Cette idée n'est pas un relent de la vieille gauche ou de dogme léniniste dans lequel le prolétariat des usines, organisé au sein de syndicats, serait le sujet " réel" de l'histoire."

Certes ce n'est pas à former de nouveaux syndicats qu'ils appellent, mais d'une part Lénine n'était pas trop syndicaliste (!), ensuite, encore une fois, les syndicats ne détournent pas les ouvriers de la révolution et pour finir n'est ce pas en tant que sujet "réel" que les conseillistes appellent les ouvriers à former leurs conseils? On comprend cette dénégation car il est vital de se distancier de la vieille gauche et du léninisme sous peine d'être totalement ringardisé dans le milieu visé par cet appel, mais cette dénégation ne change rien et quand ces camarades communistes en arrivent à la situation actuelle tout bascule et devient antinomique avec ce qu'ils viennent de dire, ce qui amène au point suivant :

4° "La mondialisation elle-même a entraîné une désindustrialisation de larges pans de la main-d'oeuvre américaine. En même temps, le capitalisme sous sa forme moderne, a transformé la société en une "usine sociale" dans laquelle nous sommes tous des travailleurs".

Tout d'abord on ne comprend plus ce que voulait dire "être en faveur de la classe ouvrière ", car d'une part il y aurait beaucoup moins d'ouvriers et d'autre part la

société serait une usine sociale dont tous les membres seraient des travailleurs. Où sont passés les conseils ouvriers? Et si c'est la *société* qui est une usine on ne voit même plus de classes, tout au plus des riches *au-dessus et au-dehors de la société*. On reconnaît bien sûr l'influence des théories opéraïstes telles que Negri les a développées, "l'ouvrier social" qui débouchent sur la *multitude*. C'est la théorie du "*general intellect*". L'emploi qui est fait ici de ce concept place, dans le travail, le "*general intellect*". On débouche alors sur la multitude qui l'incarne, elle est le caractère social, en lui-même, du travail. Or, le "*general intellect*", c'est le capital. Au moment même où l'on donne à l'Autonomie un contenu qui lui est adéquat (le caractère social du travail comme rapport immédiat du travail à lui-même), ce contenu fait disparaître le prolétariat comme classe particulière. Ce texte se tire de la difficulté par une pirouette en citant la revue *Aufheben*.

5° "Si nous combattons le capital, alors nous devons nous considérer nous-même comme le prolétariat"

Pourquoi donc se poser la question de savoir si on est le prolétariat? il suffit d'être contre le capital! Les BB sont bien plus cohérents, ils ne représentent qu'eux-mêmes et c'est très bien comme ça!

6° "A travers cette union entre la classe ouvrière et son essence, nous construisons ainsi la base d'une véritable unité internationale, qui posera un jour les fondements de l'abolition du capitalisme, du salariat et du travail en lui-même".

Que signifie "l'union entre la classe ouvrière et son essence" ?

Nous voyons des communistes qui participent aux actions en posant qu'ils sont le prolétariat puisqu'ils combattent le capital, on comprend donc que l'essence du prolétariat c'est combattre le capital et donc que la classe ouvrière doit rejoindre son essence grâce à la perspective dans laquelle ces communistes agissent dans l'antimondialisme, c'est-à-dire en voulant y créer un "pôle politique" anticapitaliste.

Pour ces groupes la classe ouvrière a donc une essence anticapitaliste. Comme dans le rapport capitaliste la classe ouvrière c'est la force de travail salariée, son essence c'est bien sûr le travail, pour poser que son essence c'est d'être anticapitaliste, il faut donc que ce soit le travail qui soit anticapitaliste. Ce qui est très exactement le contenu du programme du mouvement ouvrier, la "vieille gauche" et le "Léninisme" dont ces groupes veulent se différencier.

Poser une nature révolutionnaire (essence) du prolétariat est nécessaire lorsque l'on appelle à son autonomie. En effet l'autonomie est censée libérer la nature révolutionnaire du prolétariat habituellement muselée par la bureaucratie politique et surtout syndicale (ici l'AFL-CIO).

7°"Nous construisons la base qui posera un jour les fondements de l'abolition du capitalisme, du salariat et du travail en lui-même".

Cette fois on ne peut pas dire que c'est de l'immédiatisme! On construit (déjà ça prend du temps) " la base qui posera un jour " (donc une fois construite cette base doit encore attendre son heure) " les fondements de l'abolition... ". Cette base c'est sans doute une organisation (la véritable unité internationale) et ces fondements sont-ils les conseils? Les conseils sont dans cette logique des organes proprement révolutionnaires et s'ils ne sont que des fondements de l'abolition du capitalisme on doit en déduire qu'il n'y a pas production immédiate du communisme mais étape transitoire. L'ordre des termes: "abolition du capitalisme, du salariat et du travail en lui-même" souligne le problème. On voit mal les conseils ouvriers être des organes d'abolition du travail car les conseils ne peuvent être que des organes de dictature du prolétariat, c'est-à-dire d'affirmation du travail.

Confier aux conseils ouvriers la tâche d'abolir le travail est une tentative de faire coïncider le programme ouvrier avec la situation actuelle dans laquelle le prolétariat entre en contradiction immédiate avec sa propre existence comme classe. L'IS avait déjà en son temps avancé le même thème, mais ce qui était à l'époque le point le plus avancé de la théorie révolutionnaire est maintenant totalement dépassé et constitue un *évitement* de la remise en cause du programme ouvrier, un raccourci théorique qui laisse en l'état le programme et s'exempte d'analyser le mouvement BB. Cette position entérine la formule "radicale" d'abolition du travail sans saisir en quoi cette formule renvoie à une remise en cause du travail salarié qui met dans l'activité elle-même ce qui est le contenu de la contradiction entre les classes qu'est l'exploitation. L'abolition du travail est une formule qui retourne l'affirmation du travail sans quitter la problématique du travail, c'est une démarche qui toujours et encore reste dans l'essentialisme, tant de l'exploitation que de la révolution. On pourrait dire que peu importe le terme et que ce qui compte c'est que le prolétariat abolisse le capital. Mais il y a cohérence entre la considération qu'il y a une nature révolutionnaire du prolétariat qui est forcément le travail et la référence aux conseils, c'est cette cohérence là qui reste incohérente avec l'abolition du travail (l'expression bricolée et conservatrice que l'on a vue de l'opposition des prolétaires à leur condition de classe) et surtout avec le caractère immédiat du communisme qui est posé par le BB, de manière immédiatiste mais qui en tout cas ignore toute transition au communisme, transition incontournable dans la théorie des conseils.

C'est en résumé un texte ultra-gauche qui se *raccroche* au Black bloc. *Collective Action Notes* est très lié à *Echanges* et partage avec lui tous les thèmes d'autonomie du prolétariat et de nature révolutionnaire du prolétariat. Cette position de classe programmatique s'adapte très mal à l'intervention des BB qui ne s'embarrassent pas d'une telle gymnastique discursive " Construire la base qui posera un jour..." Et ce n'est pas la pirouette : "Nous combattons le capitalisme alors nous devons nous *considérer* nous-même comme le prolétariat" qui résout quoi que ce soit.

Les BB diront en substance : "nous sommes des individus, des Hommes et nous voulons nous libérer de la *domination* (et non de l'exploitation) capitaliste". Et c'est finalement à la fois plus clair et moins faux puisque ce sont bien des prolétaires qui s'opposent à leur appartenance de classe. Ils ne cherchent pas à faire coïncider une forme morte, le programme ouvrier, avec l'anticapitalisme humaniste radical.

Aucune *position* conseilliste ne peut agir comme BB, des conseillistes le peuvent mais ils ne peuvent avancer le programme des conseils. Critiquer l'humanisme théorique des BB n'est pas restaurer le programme ouvrier, ce que tente le texte de ces trois groupes conseillistes. Le texte qui se présente comme une analyse critique de l'antimondialisation et comme l'ouverture d'une perspective prolétarienne fonctionne toujours selon le système du dévoilement :

a) dévoilement de ce que doit être l'antimondialisation pour l'être vraiment :

"Pour être contre la mondialisation il faut être contre le capitalisme".

b) dévoilement de l'essence du prolétariat :

" Si nous combattons le capital alors nous devons nous considérer comme le prolétariat".

Ces groupes ne partagent pas la conviction des BB d'une toujours possible transcendance d'un mouvement en révolution, ni la conviction que la révolution c'est ici et maintenant. Mais ce non-immédiatisme c'est la construction d'une véritable internationale, puis c'est l'organisation des ouvriers en conseils, c'est-à-dire que ce non immédiatisme est *l'organisation politique du prolétariat*. Le paradoxe est donc que le prolétariat aurait une essence révolutionnaire mais il faut l'organisation du prolétariat pour que cette essence se manifeste. C'est la question du devenir révolutionnaire du prolétariat qui est ainsi reposée alors qu'elle était résolue en posant une essence révolutionnaire. Cette manifestation de l'essence du prolétariat dans le mouvement antimondialiste, c'est une démarche de dévoilement de sa vraie nature au prolétariat. Le dévoilement est toujours lié à construction de la conscience, de la conscience vraie qui se manifeste finalement dans l'organisation.

A l'heure actuelle, comme le montre l'expérience des BB ou encore la lutte des chômeurs en France le devenir révolutionnaire des prolétaires c'est le devenir immédiatement contradictoire à leur propre appartenance de classe, de leur contradiction au capital.

S'opposer à sa condition prolétarienne interdit une quelconque construction préalable à la lutte de classe et à la révolution, toute construction se fait sur la base de ce qu'on est dans cette société, elle est toujours une affirmation de sa condition, cette énonciation est une "position théorique", mais c'est la lutte de classe qui ne produit plus un mouvement ouvrier. Si un nouveau mouvement ouvrier ne se construit pas, ce n'est ni l'effet d'une propagande capitaliste après l'effondrement du socialisme réel, ni l'effet de l'idéologie petite-bourgeoise que véhiculerait la couche dirigeante de l'antimondialisme. La fin du socialisme et l'éclosion de l'antilibéralisme sont produits

par la même cause qui a produit la disparition du mouvement ouvrier : la restructuration capitaliste des années 80 et 90. Le texte que nous analysons fait allusion à cette restructuration lorsqu'il parle de la "désindustrialisation de larges pans de la main d'oeuvre américaine. En même temps, le capitalisme sous sa forme moderne, a transformé la société en une vaste "usine sociale" dans laquelle nous sommes tous des travailleurs".

Cette restructuration a été la mise en adéquation du procès de travail et des conditions de reproduction du prolétariat avec l'exploitation sur la base de l'extraction de plus-value sous sa forme relative, ce qui se traduit par la flexibilisation, la précarisation du travail salarié et la mondialisation du cycle du capital, mondialisation qui, parce qu'elle remet en cause la péréquation du profit dans des aires nationales, détruit les Etats-providence et leurs politiques keynésiennes. La contradiction entre le prolétariat et le capital se centre maintenant sur la reproduction même des classes, le prolétariat n'a plus de positivité à opposer au capital et ne peut plus former un mouvement qui la porte (le mouvement ouvrier avec son programme de développement des forces productives). Le prolétariat entre maintenant en opposition immédiate à son existence comme classe dans son opposition au capital, il ne peut plus y avoir de politique ouvrière, ni révolutionnaire, ni véritablement réformiste. Le réformisme défensif du welfare state de l'antilibéralisme ne détourne pas les luttes, ce sont les luttes qui ne posent plus d'au-delà du capital à atteindre après une période transitoire sous le contrôle du prolétariat.

Cela ne crée pas, contrairement à ce que laisse penser le texte, un prolétariat classe unique mais c'est dans ce cadre nouveau que les *salariés* semi-intellectuels de l'Etat et des services sociaux (en France surtout) défendent l'Etat-providence et la régulation du capital mondial, ce faisant ils *représentent* adéquatement les luttes défensives du prolétariat, cela vaut bien les bureaucraties ouvrières social-démocrates! Les conseillistes en appellent à l'autonomie, mais l'autonomie dans le capital c'est avoir sa propre bureaucratie! Sinon on parle des luttes tout simplement, il ne faudrait tout de même pas croire que des conseils ne pourraient pas se bureaucratiser, ha! mais nous oublions il doivent être formés de délégués nommés et révocables à tout instant! L'inventivité juridique des conseillistes cherche à empêcher l'organisation de classe à laquelle ils appellent d'être une organisation! Toute organisation de classe dans le capital se structure comme le capital l'impose et se bureaucratise, et "la base d'une véritable unité internationale fondement de l'abolition du capitalisme" le serait tout autant si elle devait exister, mais elle n'existera pas.

Actuellement une position anticapitaliste de classe ne peut partir que de la mort du mouvement ouvrier et de son programme. Dans le mouvement antimondialisation on a deux courants liés et ennemis : le Démocratisme Radical ou citoyennisme et l'anticitoyennisme (pour employer les termes utilisés en France) ou bien l'antilibéralisme et le Black blok. Le DR pose l'indépassabilité du capital à humaniser, le mouvement BB de son côté agit comme si le capital comme rapport social d'exploitation était déjà aboli et réduit à une domination. Dans cette situation on peut voir se juxtaposer deux pratiques : l'une (DR) écarte toute révolution et l'autre (BB) "l'enjambe". Les deux peuvent agir de concert mais, de plus en plus, le DR se suffit à

lui-même. Cette étrange situation est produite par le fait évident que les manifestations anti-sommets ne sont pas des luttes ouvrières, ces mouvements s'articulent à des luttes ouvrières et de chômeurs, paysannes, ou à des luttes de "petits bourgeois" paupérisés mais elles posent avec conséquence deux acquis :

- Ces luttes sont défensives et ne portent pas leur dépassement sur leurs propres bases mais s'opposent à la poursuite de la restructuration qui est approfondissement de l'exploitation, par la mondialisation et la dérégulation économique libérale.
- Le communisme ne peut plus passer par l'affirmation du prolétariat et donc se présente maintenant avant la révolution, comme action au-delà de la classe, faute de pouvoir être abolition immédiate des classes.

Cette tentative de la part de trois groupes conseillistes américains de *suturer* le programme ouvrier à l'immédiatisme illustre la nécessité de saisir la révolution comme communisation, action de classe abolissant immédiatement les classes. Le problème se situe exactement au point de contact entre la mort du programme ouvrier et l'exigence immédiate du communisme.

La volonté de créer une perspective pour une action autonome du prolétariat repose sur deux postulats intimement liés:

1° Le prolétariat, bien qu'il mène une résistance permanente à la base contre l'exploitation capitaliste, (cf. "*Fragile prospérité, fragile paix sociale*", Curtis Price, édit: Echanges) n'est finalement pas autonome dans sa lutte mais encadré et entravé par des organisations syndicales et politiques qui ne le représentent pas réellement mais qui sont des structures fondamentalement capitalistes et contre-révolutionnaires. Le problème c'est que si ces organisations sont en effet totalement intégrées à la société capitaliste et chargées de la gestion conflictuelle de l'exploitation de la force de travail, elles sont par là-même représentatives de la *force de travail achetée par le capital*, cette force de travail n'étant (malheureusement pour CAN) que l'autre nom du prolétariat. Cette représentativité globale ne signifie absolument pas qu'il n'y a pas de conflits au sein des luttes de classe ni surtout que le syndicalisme épuise la lutte de classe, mais que fondamentalement il n'y a pas un manque d'autonomie qui s'oppose à une action révolutionnaire du prolétariat.

2° On peut ouvrir une perspective au prolétariat, c'est-à-dire que le positionnement se proclamant révolutionnaire prolétarien crée un espace où l'action et l'organisation du prolétariat peut se développer, ce qui suppose que c'est une proclamation politique qui peut ébranler le dit carcan politico-syndical et que le prolétariat n'attend que ça.

La conclusion de ces deux points est que le prolétariat autonome présent dans les manifestations, c'est tout simplement les quelques personnes qui se proclament prolétariennes-autonomes et qui finissent par *se considérer* comme le prolétariat pour ne pas devoir parler en son nom!

Les conseillistes américains atteignent ici une forme de mise en abîme : on appelle à l'autonomie du prolétariat, on est donc le prolétariat ; ils devraient manifester entre deux miroirs, ils se verraient ainsi être virtuellement l'immense majorité qu'est le prolétariat.

Cette position a un sens théorique, le prolétariat existerait deux fois:

- le prolétariat comme classe révolutionnaire, l'essence du prolétariat. (et comme qui dit essence dit forcément aussi phénomène)
- le prolétariat comme force de travail salariée par le capital, le prolétariat comme phénomène.

Les deux prolétariats sont séparés, l'essence, on le sait, est très volatile et ne subsiste d'elle que la mémoire, ce sont les conseillistes qui conservent et magnifient les moments historiques dans lesquels le prolétariat aurait eu une pratique révolutionnaire directe : les conseils. Il est donc normal que le prolétariat phénoménal doive s'unir à son essence, qui, bien qu'elle se considère comme le prolétariat, reste parfaitement consciente que ces manifestations ne sont pas des luttes prolétariennes même si elles sont prises dans la contradiction de classe et *s'articulent* à des luttes de classe.

Cette ambivalence militante est la forme active d'une théorie ambivalente du prolétariat : la théorie des deux prolétariats ou du prolétariat double ou de la nature dite contradictoire du prolétariat. Toutes ces formes théoriques ont en commun d'avoir une *nature* du prolétariat, cette nature c'est d'être travail salarié et non-propriété *face au capital*. C'est *par* ce "face au capital" que les deux aspects peuvent exister séparément ou "contradictoirement" (si l'on défend comme perspective l'autonégation du prolétariat). D'un côté, le prolétariat du et pour le capital, de l'autre, le prolétariat non capital et contre le capital. En réalité, ces deux aspects n'existent pas pour eux-mêmes ils sont identiques, ils ne définissent pas une dualité interne de la classe mais le rapport entre prolétariat et capital comme exploitation. Cette extériorité du prolétariat et du capital qui fait transférer dans le prolétariat la contradiction entre les classes est constitutive de la fin de l'époque programmatique de la lutte du prolétariat, celle des conseils, où l'affirmation de classe est conservée mais sans aucune médiation de l'Etat, où le prolétariat assumerait directement la période transitoire de l'Etat ouvrier et où donc la dégénérescence de l'Etat serait *l'auto-abolition* programmée du prolétariat. C'est cette théorisation de la fin de l'époque du programme *révolutionnaire* (l'époque du conseillisme historique de Pannekoek) qui donne naissance à cette dualité théorique du prolétariat sur laquelle est fondée *l'essence* dont il est question ici.

Ce n'est en aucune façon la volonté d'être dans ces manifestations qui nous critiquons ici car ces manifestations sont vraies et s'opposent réellement à l'Etat. Les BB avec leurs limites (qui sont celles de la situation elle-même) dans leur pratique émeutière pointent le contenu de la révolution : l'abolition de la condition prolétarienne par et dans l'affrontement avec le capital, abolition qui sera ainsi abolition de toutes les classes. Ce qui est critiqué ici c'est la volonté d'y être en tant que le prolétariat (son essence) et, en posant que l'antimondialisation doit être anticapitaliste pour être antimondialiste, prétendre lui ouvrir une perspective *dans ces manifestations* .

Les manifestations ne peuvent être (réellement) qu'en-deçà de la révolution, éternisation d'un capital horizon indépassable ou (symboliquement) enjambement au-delà du rapport révolutionnaire, réappropriation d'un espace urbain déserté par sa population remplacée par la police, destruction des symboles du capital (dépassement symbolique encore une fois, des armes de la critique par la critique par les armes) et création d'un "nouveau rapport social" entre les émeutiers (ce qui pointe l'abolition de la condition prolétarienne).

Les conseillistes qui, comme tous les rupturistes, appellent à une "action autonome" de la classe prolétarienne, sont placés devant une alternative impossible : être dans les manifestations comme les BB ce qui implique qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes et posent le développement de la lutte prolétarienne comme celui de l'émeute elle-même telle qu'elle est ou continuer dans leurs chapelles à lancer des incantations à l'autonomie de la classe, à vilipender les antimondialistes et à envier les BB.

Pour résoudre ce dilemme de devoir choisir entre un "faire quelque chose" non-révolutionnaire et un "ne rien faire" révolutionnaire, certains conseillistes tentent un "faire prolétarien par procuration", un faire dépassant l'incantation par la *proclamation* de l'existence d'un créneau ouvert au prolétariat dont ils seraient en quelque sorte l'avant-garde en dépit de leur anti-avant-gardisme définitoire.

Les conseillistes ne se rallient pas sans réserve au mouvement activiste BB qui n'en appelle pas au prolétariat et se fonde sur l'individu mythiquement au-delà du capital dans son opposition au capital. Ils savent que cette opposition ne pose pas un dépassement révolutionnaire et ils le montrent dans leur refus de se rallier sans préserver leur théorie conseilliste, c'est-à-dire une analyse qui se veut strictement de classe mais programmatique. Les BB sont au-delà du programme dans leur immédiatisme du communisme et les conseillistes (au risque d'être de vieux ouvriéristes) tentent de préserver le programme *dans et malgré l'attrance* de la lutte BB contre la mondialisation et le réformisme antimondialiste. En fait, ici, la théorie conseilliste se saborde.

Le communisme ici et maintenant et le communisme médié par l'affirmation de classe, sont deux positions théoriques qui ne sont pas dans une équivalence. Le programme n'existe pratiquement plus sous une forme organisationnelle alors que le mouvement d'action directe est la dynamique autonomisée de la contradiction de classe dans ce cycle (cf. TC 17), mais leur opposition pose tout de même sur le plan théorique et "à leurs corps défendant" *la communisation comme action de classe*.

Le courant conseilliste se trouve devant l'antimondialisme démocrate-radical en position de dénonciation, l'anticitoyennisme aussi quoique sur d'autres bases. L'intervention des BB dans les manifestations anti-sommet de Seattle a eu une très grande importance, les conseillistes américains se sont donc trouvés amenés à vouloir s'unir aux BB en y "important" leur théorie (moyennant l'abolition du travail par les conseils), ce collage semble possible car bien que les BB ne soient pas sur des positions de classe et qu'ils s'opposent au capital comme marchandises et domination et non

comme exploitation, ils ont vis-à-vis de la théorie du prolétariat une attitude révérencielle. Les BB utilisent des formules et des termes qui peuvent superficiellement faire croire aux conseillistes que l'appel qu'ils leur lancent à la constitution d'un "bloc anticapitaliste révolutionnaire" peut permettre de développer un *discours de lutte de classe*. En fait même ce discours est impossible, seule existe la possibilité d'enjamber symboliquement la révolution pour avoir une activité émeutière qui *soit son propre objet*, c'est-à-dire qui se pose comme création d'un instant de liberté comme un au-delà provisoire du capital, et cela ne peut pas se dire dans le langage du programme qui est justement celui de la médiation, de la transition au communisme.

La critique de la médiation du programme et la critique de l'immédiatisme de l'anticitoyennisme ne constituent que le "côté négatif", que l'envers de la théorie de la communisation. La critique doit devenir élaboration positive dans l'analyse des luttes comprenant bien sûr celles des anticitoyennistes. C'est la lutte de classe du prolétariat qui *produira le dépassement immédiat du capital* dans la crise généralisée de l'exploitation, dans l'éclatement de la contradiction entre les classes, capital et prolétariat. Ce qui sera le plus important dans cet éclatement de la contradiction c'est que *le prolétariat ne sera pas autonome*, contrairement à ce que souhaitent les conseillistes et contrairement à la pratique auto-référencielle de l'émeute BB. Le prolétariat dans sa lutte ne sera pas autonome, de même il ne construit plus un mouvement ouvrier séparé et face au capital, la non-autonomie du prolétariat dans sa lutte contre le capital ce sera l'abolition immédiate de toutes les classes et donc du prolétariat lui-même.

Annexe

Le texte ci-dessous a été rédigé par des communistes des conseils américains. Ils répondent ici à un appel lancé par des anarchistes avant les manifestations de Washington du 15 au 17 avril 2000 en vue de constituer un bloc anti-capitaliste révolutionnaire. Chacun se rassemblant tout en conservant ses propres bases, il y a notamment des points de convergence qui se dessinent, qu'il s'agisse de refuser les bureaucrates (syndicats, ONG) et les réformes des institutions préconisées par les associations citoyennes. Ainsi, l'opposition aux FMI/OMC/Banque Mondiale ne peut que se fonder sur des bases de classe. Explications.

Appui à l'appel pour un bloc anti-capitaliste révolutionnaire

Récemment, un certain nombre de groupes anarchistes ont lancé un appel pour la constitution d'un Bloc anti-capitaliste révolutionnaire en vue des manifestations contre le FMI à Washington DC. Pour ne pas se limiter à former un "black bloc" anarchiste,

ces militants ont étendu leur appel aux autonomes, aux libertaires anti-autoritaires, aux marxistes, aux anarcho-syndicalistes et aux communistes-conseillistes pour former un front commun, organisés séparément, mais agissant de concert en tant que pôle révolutionnaire et anti-capitaliste au sein du large mouvement contre la "mondialisation". Adhérant aux idées et perspectives politiques du communisme conseiller, les publications Collective Action Notes, Red and Black Notes et The Bad Days Will End souscrivent à l'appel lancé par nos amis anarchistes. Nous faisons cela non pas en tant que représentants d'organisations participantes, et encore moins en tant que "leaders" d'aucune sorte, mais plutôt en tant qu'individus représentant des publications de modeste diffusion.

Les actions de Washington (appelées A16) ont l'intention de construire une suite aux manifestations qui se sont déroulées à Seattle l'année dernière contre le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce. Dans le prolongement d'une résistance croissante à la "mondialisation" et contre les institutions financières internationales telles que l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale, certains veulent mettre en avant l'émergence d'un "nouveau mouvement" et même un "nouvel anti-capitalisme". Ces déclarations montrent sans doute que la mondialisation n'est pas l'avenir inévitable que les patrons capitalistes et les bureaucrates semblent nous proposer. Mais le "nouvel anti-capitalisme" qui s'est exprimé à Seattle était un mélange contenant, semble-t-il, une bonne part de la vieille tendance réformiste portée par la bureaucratie de l'AFL-CIO, le Sierra Club, la National Lawyer's Guild (groupe d'avocats), Ralph Nader et sa clique, et autres ONG. Ces groupes ne voient le mouvement anti-mondialisation que comme un moyen de pression pour que l'Etat capitaliste limite le pouvoir des institutions financières internationales et remplace le "commerce libre" par le "commerce équitable". Cette perspective réformiste est associée à un protectionnisme nationaliste détestable là où nous aurions besoin d'une large solidarité internationale. Des tensions sont apparues entre les réformistes et les radicaux à Seattle, où les "gardiens de la paix sociale" ont volontairement agi comme des auxiliaires de l'Etat en soutenant les flics dans leur travail de répression des radicaux. Au moment où le mouvement prépare les journées de Washington, une clarification politique s'impose.

Parmi les questions qui se posent, celle posée par l'appel d'un Bloc anti-capitaliste révolutionnaire s'oriente vers l'option de la lutte des classes plutôt que vers celle du réformisme. L'appel déclare que le message réformiste contenu dans le slogan "un commerce équitable, pas de commerce libéral" et l'appel à un "contrôle des institutions financières internationales" n'est pas acceptable. L'appel rejette la thèse qui affirme qu'une seule voie est possible et opte à l'inverse pour une critique du capitalisme qui se veut totale. L'appel s'oppose au protectionnisme et au nationalisme qui semble gangrener une bonne partie du mouvement anti-mondialisation, prônant ainsi la disparition des nations. Cet appel s'oppose totalement au mouvement de ceux qui se nomment "pacifistes" et insiste sur le droit de groupes et d'individus à s'organiser et

agir au sein du large mouvement contre la mondialisation. Il s'agit de montrer en quoi tout ceci n'est pas seulement juste mais surtout nécessaire.

Cet appel des anarchistes n'a pas pour vocation de "diviser" le mouvement. C'est un appel pour renforcer un pôle politique concret au sein du mouvement anti-mondialisation. Ce pôle politique affirme que pour être contre la mondialisation, il faut aussi être contre le capitalisme, l'Etat et la nation. Cette opposition nécessite une perspective prolétaire : être en faveur de la classe ouvrière et la possibilité pour celle-ci de s'organiser de façon autonome et révolutionnaire au sein de conseils ouvriers.

Cette idée n'est pas un relent de la vieille gauche ou du dogme léniniste dans lesquels le prolétariat des usines, organisé au sein de syndicats, serait le sujet "réel" de l'histoire. La mondialisation elle-même a entraîné une désindustrialisation de larges pans de la main d'œuvre américaine. En même temps, le capitalisme sous sa forme moderne, a transformé la société en une " usine sociale " dans laquelle nous sommes tous des travailleurs. Comme l'écrit le journal anglais Aufheben dans un éditorial récent au sujet des manifestations du 18 juin à Londres : " si nous combattons le capital, alors nous devons nous considérer nous-mêmes comme le prolétariat ".

A travers cette union entre la classe ouvrière et son essence, nous construisons ainsi la base d'une véritable unité internationale, qui posera un jour les fondements de l'abolition du capitalisme, du salariat et du travail en lui-même. C'est en ayant cette perspective à l'esprit que nous soutenons l'appel pour un bloc anti-capitaliste révolutionnaire.

mars 2000

Curtis Price, *Collective action notes* / Neil Fettes, *Red and black notes* / Ed Caldwell, *The bad days will end*

EN BREF : LE DÉMOCRATISME RADICAL

Nous donnons ici le canevas qui a servi d'introduction, en novembre 2001, à la présentation du livre le Démocratisme radical (Roland Simon, ed. Senonevero) lors d'une rencontre à la librairie Paidos à Marseille.

Définition

Le démocratisme radical se veut, dans le meilleur des cas, la critique du mode de production capitaliste pour laquelle il ne s'agit plus pour le prolétariat d'abolir ses conditions d'existence, c'est-à-dire abolir le mode de production capitaliste et lui-même, mais de maîtriser ses conditions d'existence. Pour cela ce mouvement social trouve dans la démocratie revendiquée comme radicale la forme et le contenu le plus général de son existence et de son action (maîtrise, contrôle). Le prolétaire est remplacé par le citoyen, la révolution par l'alternative.

La notion d'alternative est centrale en ce qu'elle suppose que les conditions actuelles de la production et de la société en général pourrait être gérées de deux façons différentes. Le démocratisme radical a des solutions pour tout.

Le mouvement est vaste : de formes qui ne revendiquent qu'un aménagement, un capitalisme à visage humain, jusqu'à des perspectives alternatives qui se veulent rupture d'avec le capitalisme tout en demeurant dans la problématique de la maîtrise. Ce qui théoriquement disparaît c'est que le dépassement du mode de production capitaliste est le fait de l'activité d'une classe dans une contradiction qui est implication réciproque.

Comprendre pourquoi le démocratisme radical existe

Il faut passer de la dénonciation à une véritable critique qui intègre la raison d'être de ce qu'elle critique. Sans cela la dénonciation conserve les présupposés du démocratisme radical.

Le démocratisme radical n'est pas une idéologie au sens trivial du terme : erreur contre vérité.

Il doit être conçu dans une perspective historique :

- * la révolution n'est plus montée en puissance et affirmation de la classe,
- * la crise des années 60/70,
- * la restructuration comme lutte des classes,
- * la fin de l'identité ouvrière,
- * la fin du programmatisme en général,
- * plus-value relative, plus de points de fixation,

- * le double moulinet,
- * contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction.

La reproduction de la classe ne comporte plus aucune confirmation d'une identité ouvrière opposable au capital comme base d'une réorganisation de la société (une affirmation de la classe contre le capital).

Il en résulte cette chose inédite.

Quand dans les luttes, le prolétariat pose la contradiction au niveau de la reproduction du rapport entre les classes, de sa propre remise en cause, de la remise en cause du capital comme étant sa propre base de renouvellement, quand il n'est en contradiction avec le capital qu'en produisant tout son être dans le capital, il en résulte *cette chose inédite, c'est agir en tant que classe qui devient la limite de la lutte de classe du prolétariat*. C'est cette limite que le démocratisme radical formalise et promeut. Cette action en tant que classe ne part plus d'une identité ouvrière base d'une réorganisation sociale, agir en tant que classe devient simplement reconnaître la nécessité, l'éternité du capital. La contradiction devient simple opposition en tant que moment de la reproduction du mode de production capitaliste dont le capital comme pôle particulier du rapport est l'agent de sa reproduction. L'opposition du prolétariat n'a plus alors qu'à se conformer aux catégories du capital. A partir de là, nous observons soit l'acceptation pure et simple ; soit l'alternative dite rupturiste en ce qu'elle veut faire de ces catégories manipulées par le prolétariat un dégagement face au capital, mais qui, de fait, ne peut aller plus loin que ces catégories. Le prolétariat est alors contraint de reconnaître dans le capital, le propre mouvement de sa définition s'autonomisant de lui dans un simple lobby du capital variable. Le démocratisme radical est très instable et constamment insatisfait de lui-même (comme système global et non dans chacune de ces branches).

Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque. Plus d'existence pour soi confirmée de la classe face au capital. Cela signifie que le prolétariat produit tout ce qu'il est, toute son existence dans les catégories du capital, c'est pour cela qu'il peut en être l'abolition ; mais c'est aussi toute la limite des luttes dans notre période : entériner l'existence de la classe dans le capital.

Le démocratisme radical est activités inhérentes à la lutte de classe dans le cycle actuel

Le démocratisme radical dans les luttes quotidiennes :

- * L'évolution du temps de travail devra être porteur d'émancipation.
- * L'allocation universelle devient passage progressif à l'activité bénéfique à l'individu et à la société, abolition de l'exploitation dans le salariat.
- * Utilisation de la richesse accumulée, répartition.
- * La revendication salariale devient partage des richesses.
- * La critique de la mondialisation devient première par rapport à ce dont elle est la mondialisation (le capital). La mondialisation fait l'exploitation.

* En France, on le voit à l'oeuvre dans les luttes générales : déc 95, les sans-papiers, les chômeurs. Il prospère et entérine les limites bien réelles de ces luttes.

* Dans des luttes plus circonscrites également : Cellatex, Lu, Marks et Spencer, Moulinex. Le PC et la CGT contre les entreprises non-citoyennes qui profitent des subventions de l'Etat et qui licencient.

Son principe consiste à contracter en une pratique unique la lutte revendicative et la création d'une nouvelle société. Le dépassement du capital est un mouvement progressif à partir des catégories du salariat. C'est une alternative. On transforme le dépassement du capital de résultat d'une contradiction interne en mouvement fondé sur une simple opposition. Il n'y a pas d'alternative car c'est de par ce qu'il est dans le mode de production capitaliste que le prolétariat peut être la classe produisant le communisme, l'immédiateté sociale de l'individu.

Sous ses formes les plus radicales, l'alternative pose un tronc commun qui serait la caducité réalisée du capital ne subsistant plus que comme domination, volonté politique imposée à la société. A partir de là : soit la catastrophe capitaliste ; soit la prise en charge de cette caducité comme conditions objectives. C'est réellement une alternative : " Une loi de la valeur nationale et populaire "(Bihr) ; obliger l'Etat à respecter la démocratie ; la reconnaissance de la réalisation du travailleur social. Tout cela est bien réel dans la lutte de classe et il existe un *parti de l'alternative* dont l'existence devient la justification de son idéologie.

La ligne générale de ces pratiques

Comme synthèse des pratiques du démocratisme radical : toutes les conditions actuelles non comme rapports de production et contradictions mais comme une opposition entre des volontés politiques, des choix de société.

Le principe de base de ces pratiques est la proclamation (et la critique) de la soumission de la société à la logique économique. Le capital n'est plus un mode de production, mais une logique économique imposée à la société. La critique de l'économie l'oppose à la société, il faut donc s'organiser autrement. L'objectivité de l'économie est entérinée comme un absolu face à la subjectivité individuelle. Tout n'est à nouveau qu'une question de contrôle. Vu le sujet de ce contrôle, l'individu, ce contrôle sera la démocratie.

L'objet de ce contrôle :

- * Relance de la consommation sans pénaliser les entreprises (surtout nationales),
- * Pression sur les revenus financiers (surtout étranger ou inféodés à l'étranger),
- * Réduire les inégalités, la consommation de luxe.
- * Réguler la concurrence.

*L'Etat est un lieu de compromis sociaux (accommodement) ou de double pouvoir (rupture) au sein de la société. Accommodement ou rupture, le fonctionnement idéologique et la raison d'être sociale dans ce cycle sont les mêmes : l'alternative, la maîtrise des conditions d'existence.

La critique du travail salarié est naturalisée en critique du travail, c'est-à-dire en critique des modalités de son effectuation. Le capital n'est plus qu'un procès de production en général *plus* des déterminations extérieures, choix politiques, ce n'est que par ces déterminations et ces choix qu'il est exploitation c'est-à-dire pour le démocratisme radical injuste et irrationnel.

La discussion qui a suivi a porté sur les thèmes suivants

* La démocratisme radical est-il une nouveauté par rapport à l'histoire du réformisme?

* Le moment de la crise économique comme nécessité du dépassement révolutionnaire.

* Comment comprendre l'action des Black bloc, leur rapport avec le démocratisme radical?

* Donner des exemples concrets du démocratisme radical comme limites des luttes.

* Peut-il y avoir une dynamique globale et / ou révolutionnaire s'enclenchant à partir d'une lutte particulière?

* La question de l'intervention et du " militantisme "contre le démocratisme radical.

ARGENTINE

A propos de l'insurrection ouvrière et populaire en Argentine, nous signalons deux brochures essentielles sur la question : " Argentine "(document de travail n°5 du *Mouvement Communiste*, écrire, sans aucune autre mention ,à BP 1666 Centre Monnaie, 1000, Bruxelles Belgique) et " l'Argentine de la paupérisation à la révolte "(*Echanges et Mouvements*, BP 241, 75866 Paris Cedex 18). Nous publions ci-dessous les remarques, sous forme d'une lettre au *Mouvement Communiste*, que nous ont inspirées ces deux brochures, principalement la première. Il faut ajouter à ces deux textes français celui de la revue *Aufheben* n°11 (PO Box 2536 Rottingdean, Brighton BN2 6LX, UK).

On écrit plus spontanément pour critiquer que pour remercier, pourtant après la lecture de votre brochure c'est essentiellement dans ce but que je vous écris. Votre texte sur l'Argentine est extrêmement intéressant, c'est un travail remarquable donnant connaissance d'une lutte de classe que je connaissais mal ou pas du tout (je ne pense pas être le seul). On ne peut que regretter de ne pas disposer de travaux équivalents sur d'autres pays mais j'imagine aisément la somme de travail que cela représente. Je me permettrais cependant quelques remarques qui ne remettent pas du tout en cause ce que je viens de dire et qui sont même le résultat de la lecture de votre texte et peut-être de mon manque de connaissances du sujet.

Deux points de détail sans grande importance : le caractère un peu décousu du plan du texte qui parfois nuit à la clarté de l'exposé, je pense entre autres au péronisme ou à la crise économique dont les analyses sont un peu dispersées dans le texte, c'est également le cas de la dernière vague de luttes traitée au début et à la fin de la brochure. J'aurais également bien eu besoin d'une chronologie à laquelle me référer à certains moments de la lecture.

D'autres remarques.

* A propos des premières pages *sur la crise économique*. Il me semble que l'approche est un peu contradictoire entre la page 9 et la page 10. Page 9 : " Mais ceci (l'alignement du peso sur le dollar) n'a que très peu d'importance sur la croissance économique du pays tant les exportations jouent un rôle mineur (moins de 9% du PIB). "Page 10 : " Mais, voilà le problème, le retournement du cycle économique argentin en l'an 2000, s'est produit au pire moment de la conjoncture internationale, quand, en raison en particulier de l'entrée en crise des Etats-Unis, la concurrence mondiale s'est exacerbée, les investissements directs à l'étranger des pays forts du capitalisme vers l'Argentine se sont raréfiés et l'accès au crédit s'est fait plus difficile. Pendant ce temps, contrairement à ce qui s'est passé lors de la crise de 1990-1991, le taux de change du dollar n'a pas cessé de croître. Ceci, couplé aux dépréciations du peso mexicain et du réal brésilien, a mécaniquement rendu plus chers les coûts de production en Argentine (main-d'oeuvre, services aux entreprises, sous-traitance, biens

intermédiaires et matières premières non importées, etc.) relativement aux pays voisins. Conséquence, les flux du crédit et des investissements directs se sont progressivement détournés du marché argentin ». En outre, vous faites bien ressortir la restructuration de l'économie argentine durant la période Menem, il semblerait qu'à l'issue de cette période la question de l'articulation internationale dépasse largement la simple question de la part des exportations dans le PIB et devienne un problème général de financement de toute l'économie argentine.

Toujours à propos de la crise : il n'y a pas d'articulation entre la partie " économique " et les formes de luttes actuelles. Vous laissez de côté la relation qu'il peut y avoir entre la *forme de la crise* et le mouvement social : la fin du grand mouvement ouvrier argentin aussi bien dans sa forme syndicale collaborationniste que dans ses formes plus autonomes et radicales, et surtout le caractère interclassiste des luttes de la période actuelle avec leurs aspects nationalistes. Sans faire explicitement le lien, dans sa brochure sur l'Argentine, *Echanges* écrit : " En avril 1991, la loi de convertibilité, qui établit qu'un peso égale un dollar, allait avoir pour conséquence d'ôter au gouvernement toute possibilité d'émettre de la monnaie. L'Argentine devenait, pour se financer, dépendante des capitaux étrangers, et la dictature, une bourgeoisie compradore, agent direct du capital financier international. Elle ne représente plus les " citoyens argentins " mais ses intérêts propres comme nous allons le voir. La ruine du pays sera son propre enrichissement ainsi que celui du capital financier. " (p. 51) ; " Cette dette est odieuse et illégitime " (p. 53), et citant sans critique *O Globo* : " (...) l'entreprise pétrolière YPF a été forcée de s'endetter à l'extérieur alors qu'elle disposait de ressources suffisantes pour soutenir son propre développement " (p. 54). Sans que l'articulation soit nettement affirmée, le lien est pressenti. Dans votre texte il me semble que la crise vous amène simplement à dire, en caricaturant un peu : " ça va mal ", " le chômage augmente ", " la pauvreté s'accroît " etc., de là vous pouvez passer aux luttes mais alors vous ne tenez plus compte de la spécificité de la crise (*Echanges* non plus). Tenir compte de cette spécificité est important pour aborder sa possible résorption tant économique que sociale.

* *A propos de l'interclassisme.* Souligner l'importance de l'interclassisme est essentiel, comme y voir le problème fondamental du mouvement. Cependant la critique classiste classique de l'interclassisme peut ici être un leurre. L'interclassisme ne " menace " pas, il me paraît inclus dans le mouvement à partir du moment où celui-ci se " limite " à des luttes sur la reproduction. C'est ce contenu qui, me semble-t-il, implique cet interclassisme. Séparée de la production, la reproduction de la force de travail devient une question de pauvreté et la pauvreté ne définit aucune classe. Je pense que ce qui se passe en Argentine relève d'une transformation (au niveau du procès d'ensemble) qui est en train de prendre une certaine ampleur mondiale : la disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. La radicalité du mouvement argentin tenant au fait que là nous n'avons pas de " repli " possible dans la revivification de formes précapitalistes de reproduction. Il est même possible alors que ces luttes inventent une porte de sortie pour la classe capitaliste argentine (le capital

n'invente de solution que dans sa confrontation avec le prolétariat). Je pense cela à la suite de ce que vous envisagez vous-mêmes : une alliance entre grande bourgeoisie et syndicats avec pérenisation des organismes d'auto-assistance et faire payer la facture aux fonctionnaires, aux classes moyennes et aux petits patrons (pp. 18 et 109 de votre texte). De son côté *Echanges* note : " Mais le plus inquiétant pour le devenir de ce réseau (le réseau de troc), c'est que différentes collectivités, municipales et provinciales, ont d'une certaine façon reconnu ce mode de répartition des marchandises, admettant même le *credito* comme monnaie " légale ". (p. 41). *Echanges* formule l'hypothèse que l'on puisse avoir là " des formes destinées à suppléer les carences de certaines structures permettant au système de survivre malgré le chaos économique (...) "(p. 36).

L'interclassisme détermine également la façon de rejeter, plus que d'attaquer, tout le personnel politique et non pas l'Etat. Tout cela lié à la forme de la crise qui peut amener à légitimer un " vrai "Etat (national, social, démocratique, non-corrompu, etc.).

* *A propos de l'autonomie.* Votre texte montre que celle-ci est menacée et même disparaît dès que l'on dépasse un niveau immédiat et très local. Cela ne tient pas à l'absence d'une " force politique défendant cette autonomie "(p. 26). Là je suis en désaccord avec vous, d'abord sur la question générale du rôle que l'on peut attribuer à une " force politique "défendant l'autonomie (nous avons déjà eu un échange à ce sujet, cf. TC 16) et surtout sur la notion même d'autonomie. Pour moi, celle-ci ne désigne pas n'importe quelle activité où des prolétaires se concertent directement pour faire quelque chose ensemble, une sorte de forme générale de l'action indépendante des institutions, mais un moment historique particulier de la lutte de classe. Je pense que l'on ne peut parler d'autonomie que si la classe ouvrière est capable de se rapporter à elle-même contre le capital et de trouver dans ce rapport à soi les bases et la capacité de son affirmation comme classe dominante. Tout cela a disparu. Si l'on peut, à la rigueur, encore parler d'auto-organisation celle-ci n'a plus l'*autonomie* comme perspective ou contenu, c'est-à-dire la perspective d'émancipation de ce que la classe est dans des rapports de production qui n'apparaissent alors que comme " contrainte ". L'auto-organisation peut être alors une forme de lutte efficace mais qui ne sort pas de son rapport au syndicalisme (cf. dans *Echanges* n° 102 la discussion sur la grève des travailleurs des entreprises sous-traitantes des chemins de fer italiens). Si l'autonomie comme perspective disparaît c'est que la révolution ne peut avoir pour contenu que la communisation de la société c'est-à-dire pour le prolétariat sa propre abolition. Avec un tel contenu, il devient impropre de parler d'autonomie. Vous relevez que " les exploités n'affichent pas un programme révolutionnaire propre "et qu'il n'y a donc pas " d'organisation autonome "(p. 34). A l'heure actuelle, en Argentine ou ailleurs, un " programme révolutionnaire propre "ne peut être pour le prolétariat que sa propre abolition, il est peu probable qu'un tel programme passe par ce que l'on entend habituellement par " organisation autonome ". Les quelques cas d'occupations avec reprise de la production que vous signalez et appelant à la reprise de l'entreprise par l'Etat sont le contenu actuel de l'autonomie (l'autonomie de la classe ouvrière c'est le

travail et la valeur). La grande période de l'autonomie des luttes à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix (une des parties les plus passionnante de votre texte) est semble-t-il achevée non pas seulement parce que factuellement on ne relève pas des luttes semblables mais en raison des transformations mêmes que vous exposez dans le mode d'exploitation, dans la composition de la classe ouvrière, dans les modalités de sa reproduction. Le "Rodrigazo" en 1975, avec les conseils de zones, apparaît comme le champ du cygne de cette période et de cette époque de la lutte de classe (p. 99). Déjà durant cette période, l'autonomie n'aboutit qu'à la formulation de programmes de nationalisations et de planification (p. 84) ou à un renouveau syndical (p. 98). Il est même remarquable que les formes d'autonomie ou d'auto-organisation soient actuellement en Argentine adéquates à un contenu interclassiste. "Les dernières mesures d'une classe politique aux abois : l'amputation des salaires et des retraites, le blocage des comptes bancaires, les manipulations des diverses monnaies de substitution, la fuite des capitaux, font qu'une unité de lutte se constitue. Toutes les classes de la société, à l'exclusion des classes dirigeantes de l'économie, de la politique et de l'appareil répressif, vont s'engager dans la lutte, estompant les divergences qui avaient pu se faire jour auparavant (par exemple, l'hostilité des classes moyennes au mouvement des *piqueteros*). "(Echanges, p. 11). Il faut répéter que le problème n'est pas l'interclassisme mais ce qui le rend possible : la pauvreté, la forme spécifique de la crise.

A partir de là l'autonomie apparaît pour ce qu'elle a toujours été : la formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est. Ce qui apparaît en Argentine c'est que l'autonomie ouvrière stricte est révolue et qu'il n'y a plus d'"autonomie" que formalisant des luttes sur la reproduction (qui justement n'attaquent pas les rapports de production et donc ne remettent pas en cause la classe ouvrière dans son existence même comme classe) donc interclassiste. "Dans toute cette période, depuis janvier, les comités de quartiers qui se fédèrent en assemblées de quartier et en collectifs plus larges sont avec les *piqueteros* au centre des actions les plus importantes, agissant comme des groupes de pression sur le pouvoir en place. (Echanges, p. 21). Ces assemblées sont analysées plus loin comme formalisant l'alliance avec les classes moyennes (*ibid*, p. 29). Mais, ce qui compte c'est que cela soit "une auto-organisation spontanée" (p. 31), même si les revendications des assemblées sont : fin du *corralito*, nationalisations, effacement de la dette extérieure, une certaine autarcie (des tendances nationalistes).

Votre attachement à l'autonomie n'est pas aussi formel que celui d'Echanges, mais il vous amène cependant à voir dans les choses ce qui n'y est pas et à postuler une "dimension communiste cachée" (p. 4). Je ne fais pas d'amalgame, mais de la même façon Echanges, dans sa brochure (très intéressante également bien que moins complète) écrit : "C'est en ce sens (comme affrontement entre le capital et le travail, c'est moi qui résume le paragraphe précédent) que les résistances de classe en Argentine prennent pour nous toute leur signification, et que les formes de ces résistances, pour spécifiques et imparfaites qu'elles soient, doivent être analysées et discutées, en tant que

création d'un mouvement autonome de lutte pour une émancipation. "(*Echanges*, p. 6). Il est bien évident qu'aucun mouvement de classe révolutionnaire ne débute en proclamant " nous faisons la révolution communiste universelle ", mais dans votre brochure le " sens communiste caché "demeure bien caché et, dans celle d' *Echanges*, la création d'un " mouvement autonome de lutte pour l'émancipation "n'existe... que dans l'introduction du texte. Dans les deux cas, tout l'intérêt des brochures réside dans le fait qu'elles ne cherchent pas à démontrer à tout prix ces affirmations liminaires.

Ces remarques ne changent rien à ce que je disais au début et le fait même qu'on puisse les faire tient à l'intérêt et à la richesse de votre texte. L'analyse des luttes de classes en Argentine nous amène à nous poser une question fondamentale : comment dans son inventivité la lutte de classe attaquera la production sans que cela soit une prise en mains et prise en charge de celle-ci, qu'est-ce que l'expropriation, quel sera le lien de cette attaque avec les luttes au niveau de la reproduction qui apparaît de façon assez générale actuellement comme le maillon faible (mais pas fatal) du capital ? De ce lien dépend également la réponse à la question : comment la communisation révolutionnaire de la société pourra entraîner ou neutraliser les classes moyennes et éviter que ne se forme un " bloc de la trouille " ?

COURRIER

Lettre de H.

Camarade hollandais

Salut,

Après lecture de TC 17, je voudrais faire quelques points.

Comme d'habitude, il y a plein d'éléments très intéressants, mais je trouve que TC se perd trop dans des auto-justifications répétitives avec lesquelles je ne suis pas d'accord pour les raisons suivantes :

1. la plus importante, c'est la raison théorique dont je parlerai plus tard ;
2. moins importante est la convivialité pour le lecteur occasionnel. Ca doit être possible de trouver un meilleur équilibre entre le fait que TC n'est pas forcément pour le grand public et le besoin d'être théoriquement correct;
3. elles se font au prix d'une perte des priorités, au moins les priorités comme je les vois moi.

Toute théorie est, par définition, cristallisation de la conscience de classe. Mais il n'y a pas classe et théorie, la théorie est une activité de la classe parmi plein d'autres. Peu importe que les membres ou même la majorité ne soit pas d'accord avec la théorie à un moment donné. La classe n'est pas nécessairement en harmonie.

Une fois qu'on pose la théorie comme activité inhérente à la classe on n'a plus besoin de justifier la classe ou la théorie. Sinon, on se trouvera dans une spirale infinie de justifier la justification et j'avoue que je pense que ça se passe un peu avec TC. Ignorant consciemment le risque d'une trop grande simplification, on pourrait dire que :

- ⇒ Le capitalisme c'est de la merde et il faut y mettre fin
- ⇒ Toute solution partielle n'aboutira à rien, il faut une révolution

Pour défendre ces positions on aura toujours besoin de la théorie de la valeur, des cycles de luttes, de l'exploitation et de plein d'autres briques de la construction théorique, mais on n'aura pas besoin d'une ontologie qui n'en finit pas.

Comme je disais au début, la théorie est une des activités nécessaires d'une classe. Mais je commence de plus en plus à penser que la théorie comme auto-justification est un héritage du programmatisme, où le prolétariat avait des projets.

Quant au troisième point, l'exploitation est directement ou indirectement la substance des réalités comme l'intensification du travail, le chômage, la famine, etc.

Je pense qu'on ne peut pas répondre ou critiquer d'autres théories en se limitant aux armes théoriques. Je crois que la théorie doit être la base d'une critique, mais il faudra aussi montrer par l'exemple pourquoi les demandes des démocrates radicaux ne peuvent pas aboutir, au moins pas à long terme.

La démocratie radicale ne prétend pas être révolutionnaire, donc on ne peut pas la critiquer pour ça. Pour le mettre banalement, il faudra montrer que les problèmes quotidiens des gens sont liés au capitalisme. Quand un démocrate radical dit que les capitalistes devraient se comporter correctement, il ne suffit pas de lui que répondre avec des arguments théoriques. Il faut également des arguments historiques et pratiques sans abstraction du problème concret.

Quand il y a nostalgie vers l'Etat, il faudra montrer que l'Etat est un produit du capitalisme, et que l'idée selon laquelle il y avait, il y a longtemps, un Etat au sein duquel les petits capitaux se développaient jusqu'au moment où ils débordaient les frontières est historiquement et théoriquement une aberration. Je viens de lire quelques livres sur l'histoire du colonialisme et de l'esclavage et c'est intéressant de voir à quel point l'Etat nation se transforme dans cette tension entre capitaux internationaux (ou non nationaux) et nationaux.

Quant à la démocratie, il serait important de montrer l'écart entre sa prétention et sa réalité : le suffrage n'a jamais été universel et plus il le devenait, moins les gens s'y intéressaient. La base électorale de la plupart des présidents est probablement autour des 25 %, ce qui n'est probablement pas très différent d'un seigneur féodal, mais lui au moins ne faisait pas semblant de représenter autre chose que sa classe.

En d'autres mots, je pense que TC devrait passer plus de temps aux actualités quotidiennes : mondialisation, actualités politiques, etc.

Dans l'optique écrite plus haut, la question si la révolution est inévitable ou non n'a pas de sens.

Nous n'existons pas face à une classe dont nous devons scientifiquement déterminer ou justifier son caractère révolutionnaire. Encore a risque de simplification, je pourrais dire que la révolution est inévitable, parce qu'on la veut. C'est par la nécessité de la révolution vis-à-vis des problèmes et rapports concrets qu'on peut convaincre les gens et non pas en disant que peu importe ce qu'on dit, le prolétariat est révolutionnaire, parce que même si c'est vrai, ce n'est pas un argument. En programmation la théorie devait donner une justification à la révolution.

Je suis tout à fait d'accord avec la réponse à la question de la critique du travail. Il serait très intéressant de faire une analyse historique détaillée pour voir pourquoi et en particulier quelle activité humaine devient, suite à la commercialisation et la capitalisation " travail ".

Il y a plein d'autres choses à dire, mais ça suffit pour le moment.

A bientôt

H.

Réponse, (Mai 02)

(...)

Si j'ai bien compris ce que tu entends par " autojustification ", il s'agirait d'une autojustification de la théorie et cela dans un double sens.

Tout d'abord, dans un sens disons banal : il s'agit de la justification de l'existence de la théorie par rapport à la classe, à la situation historique dans un cycle de luttes ; justifier de ne faire " que de la théorie ", évaluer les possibilités d'" interventions ", etc. Logiquement tout cela peut paraître sans fin, mais la logique a un objet et, concrètement, la chaîne des justifications n'est pas infinie. Mais, " poser la théorie comme activité inhérente à la classe ", n'est pas une chose faite une fois pour toutes. On peut bien sûr faire un texte sur la théorie, montrer que la conscience de classe dans le cas du prolétariat ne peut jamais se résoudre en une conscience de soi, en ce que, contrairement à la bourgeoisie, l'activité du prolétariat ne subsume jamais la totalité de la reproduction sociale. En cela, toujours rapport à ce qui n'est pas lui, la conscience de classe du prolétariat est théorique au sens large (pratique) de la non-immédiateté à soi (le prolétariat n'est jamais dans l'identité moi = moi ; car moi est un toujours un autre – l'exploitation), et dans un sens plus restreint, inclus dans le premier, recouvre ce que l'on désigne couramment par " théorie ". Mais une fois que l'on a fait ce texte, on ne le range pas comme une " brique " sur laquelle on poserait d'autres " briques ", comme une chose qu'il aurait simplement fallu dire (" poser ") avant de passer à l'application de cette théorie. En effet, *the question* c'est précisément, dans chaque analyse particulière, celle du " désaccord " et de la " disharmonie ", ce que tu règles de façon un peu trop péremptoire pour ne pas masquer une gêne.

La sentence de Marx que tu paraphrases en écrivant " peu importe que des membres etc. " m'a toujours laissé un peu songeur et insatisfait, même si, bien commode, je l'ai parfois utilisée. Marx écrit : " Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se *représente* momentanément. Il s'agit de savoir *ce que* le prolétariat *est* et ce qu'il sera obligé de faire, conformément à cet *être*. " (*la Sainte famille*, éd sociales, p. 48.) Dans la problématique programmatique d'un " être révolutionnaire " de la classe, la sentence est définitive, autosuffisante, on passe à autre chose, et on peut en toute tranquillité d'esprit, toute innocence, se livrer à l'analyse du cours historique du mode de production capitaliste, du cours empirique des luttes de classe. Mais, déjà, ce qu'il est " contraint de faire conformément à cet être " n'est plus la même chose en 1848 qu'en 1852 et encore moins qu'en 1871.

" Il (le prolétariat) ne peut abolir ses propres conditions de vie sans abolir toutes les conditions de vie inhumaines de la société actuelle, que résume sa propre situation. " (*ibid*) Replacée dans son contexte, la première citation ne renvoie pas seulement à une problématique programmatique classique de l'"être révolutionnaire ", mais encore à une problématique fortement humaniste. En un mot, considérer la théorie sur cette base ne pourrait que nous conforter dans un normativisme bien tranquille : la

situation est telle, mais nous savons que ce n'est qu'un " désaccord ", une " disharmonie "momentanée, cela parce que l'avenir nous appartient, mais, surtout, parce que, *dès maintenant*, ce qui se passe, c'est-à-dire ce que fait le prolétariat, ne correspond pas à l'être que nous (la théorie) nous connaissons, en quelque sorte ce n'est pas " rationnel ".

A partir du moment où " sa propre situation ", comme dit Marx, n'est pas un être, mais réellement une " situation ", c'est-à-dire un rapport et donc une histoire, on ne peut plus se contenter de la tranquillité et de l'innocence normatives. On ne peut plus poser, d'un côté, que la " théorie est inhérente à la classe "et, de l'autre, passer les désaccords et les disharmonies par pertes et profits. On ne peut plus dire " peu importe... ", car c'est justement cela qui importe. La théorie, c'est-à-dire le décalage, doit constamment se " justifier ". Non pas se " justifier "en répétant chaque fois ce qu'est la théorie, mais se " justifier "dans son objet. Cet objet (les coordinations de 1986 ; la lutte des chômeurs et précaires de 1997-1998 ; les grèves de décembre 1995 ; les manifestations du *Mouvement d'action directe* ; l'Intifada, etc.) est lui-même théorie, c'est-à-dire se produisant et se comprenant comme rapport à l'autre (le rapport d'exploitation dans ses trois moments) et non conscience de soi. C'est dans le cours même de l'analyse, dans les caractéristiques concrètes spécifiques de chaque objet, que se " justifie "la théorie et qu'elle dit le fondement et le contenu de sa critique de cet objet. La disharmonie et le désaccord ne sont pas rejetés à l'extérieur de l'objet comme cela apparaît dans une théorie normative. En fait, c'est tout le contenu du concept de *limite des luttes* que l'on retrouve, concept, il est vrai, délicat à manier. Si, dans ce cycle, la limite de chaque lutte c'est fondamentalement le fait d'" agir en tant que classe ", la limite est alors inhérente et existera nécessairement toujours de façon spécifique à la lutte et selon les modalités de la reproduction du mode de production capitaliste dont le prolétariat est une classe. La limite est simultanément ce sans quoi la lutte n'aurait pas lieu, non au sens d'un pis aller, mais d'une nécessité, quelque chose qui ne peut pas ne pas être, et un moment de l'autoprésupposition du capital. Elle est une façon concrète de dire simultanément la théorie *et* le désaccord, la disharmonie qu'elle ne rejette pas hors d'elle comme accidentelle ou sans intérêt, elle dit même que sans eux elle ne serait pas. Donc, c'est vrai, une théorie non programmatique et non normative *se " justifie "constamment*, parce qu'elle n'est pas transparente à elle-même.

Ensuite, le second sens de l'" autojustification "serait celui où la théorie n'aurait d'autre objet que de se contruire elle-même, également sans fin. Si je comprends bien ce n'est évidemment pas la nécessité de posséder les briques théoriques énumérées (valeur, cycle de luttes, exploitation...) que tu contestes, ces briques sont nécessaires pour aborder n'importe quel sujet, mais une sorte de biais théorique qui nous amènerait à l'élaboration sans fin d'un système au détriment de l'" utilisation "de ces briques. Ce biais, c'est ce que tu qualifies, me semble-t-il, d'"ontologie qui n'en finit pas ". On peut opposer un argumentaire historique à ce que tu dis. Chaque fois que la théorie s'est plus ou moins considérée comme suffisante, possédant ses éléments, cela ne fut pas bien brillant : le " marxisme "de la deuxième internationale, le

"diamat" stalinien. Plus près de nous et plus intéressant, le mélange "bordigo-conseilliste" de *la Guerre sociale* ou de *la Banquise* s'est enfermé dans la défense normative d'une norme de la révolution. Mais cet argument n'est pas suffisant.

La construction théorique *systématique* de TC ne vient pas mettre en forme les "projets" du prolétariat, justement parce qu'à la différence de cette mise en forme programmatique, elle est, comme tu le dis, *sans fin*. Est-ce qu'un système sans fin est encore un système ? Vaste question que je laisserai de côté : la théorie ne peut se clore sur elle-même et une théorie qui ne s'enlise pas dans l'empirique n'en est pas une. Si une théorie se construit sans fin, brique à brique, c'est parce qu'on prend au sérieux le fait que la lutte de classe est réellement productrice de théorie, c'est-à-dire que l'on prend au sérieux ce que tu énonces dès le début de ta lettre. La propension à la construction continue est incluse dans cette proposition. L'important c'est le flux, la lutte des classes comme flux théorique.

Il peut sembler alors que l'on ne laisse pas le réel vivre sa vie et que nous ne le considérons pas comme différent du discours théorique, "ce qui se passe" ne serait là que comme détermination interne du flux théorique. C'est une pure illusion : "Le procédé d'exposition doit se distinguer formellement du procédé d'investigation. A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori*." (Marx, *Postface de la deuxième édition allemande du Capital*.) Je rajouterai que l'on ne parvient jamais (heureusement ou malheureusement, peu importe) à ce "mirage", car la "vie de la matière" est elle-même, en ce qui concerne la lutte de classe, théorique (au sens où j'en ai parlé plus haut). Il y a alors continuellement un grain de sable dans le "mirage". Il est exact que toute analyse, toute étude d'un objet particulier revient à ce que tu appelles une "auto-justification" de la théorie. Cela tient d'une part à la spécificité de l'exposition théorique, mais, surtout, à ce que la lutte de classe dans son acception la plus immédiate est théorique.

Le sujet de cette construction sans fin n'est pas de construire une ontologie révolutionnaire du prolétariat suppléant à toute autre argumentation. Je suis là-dessus d'accord avec toi. On ne cherche pas à "justifier la révolution". Mais, cela me semble insuffisant de dire "la révolution est inévitable parce qu'on la veut", cela ne sort pas de la fausse question de l'inéluctabilité et de la non-inéluctabilité, c'est-à-dire de l'impasse de la controverse entre subjectivisme et objectivisme. Comme je le dis dans ma petite contribution à l'échange sur la question de l'inéluctabilité dans TC 17, ce qui est inéluctable c'est la lutte des classes. Mais la lutte des classes n'est rien d'autre que le capital comme contradiction en procès, en ce sens le dépassement qu'elle produit n'est pas le résultat heureux autant qu'hasardeux d'une configuration historique, d'un rapport de forces, qui n'auraient qu'une relation contingente avec ce qui les précède. Le dépassement n'est pas la cerise sur le gâteau du procès qui le produit, quelque chose de

donné par surcroît et par hasard à la lutte des classes. *La lutte des classes produit son dépassement et n'existe qu'en ce qu'elle le produit.* Aborder, comme tu le dis, des " problèmes et des rapports concrets ", et les aborder concrètement, c'est montrer que la révolution et le communisme sont le dépassement produit de ces " problèmes "et de ces " rapports ". C'est là que l'on peut passer à un autre point de ta lettre.

Tu dis " le capitalisme c'est de la merde, il faut y mettre fin / toute solution partielle n'aboutira à rien, donc il faut une révolution ". C'est sur cette proposition on ne peut plus simple et directe que tu fondes les directions que notre travail doit prendre et les thèmes qu'il doit aborder. " Une seule solution la révolution ", il faudrait le montrer concrètement sur toutes sortes de sujets. A ce moment là, ferions-nous autre chose que de la dénonciation ? Bien sûr, par exemple, on ne dénoncerait pas le démocratisme radical comme non-révolutionnaire, mais comme fausse solution, cependant, comme la seule solution est la révolution, la différence finalement n'est pas si évidente : il est une fausse solution ou une solution éphémère parce qu'il n'est pas révolutionnaire. Or si nous sortons pour de bon de la dénonciation qui ne mène à rien c'est en expliquant pourquoi le démocratisme radical existe ; on n'explique pourquoi il existe qu'en considérant le cycle de luttes actuel dans sa totalité, donc on l'explique dans le processus révolutionnaire de cette société, comme une nécessité dans ce processus. Et nous voilà renvoyés à ce que tu comprends comme l'" auto-justification "de la théorie dans la " justification "de la révolution.

Si l'on comprend la révolution et le communisme comme *dépassement produit* d'un cycle de luttes spécifique, on n'oppose pas la vérité à l'erreur même en présentant celle-ci comme une fausse solution ou une solution éphémère. De ce point de vue, quand nous critiquons les grèves de décembre 95, la lutte des chômeurs et précaires de 97-98, le mouvement d'action directe, nous ne nous limitons pas aux " argument théoriques "et nous ne faisons pas abstraction du problème concret et même de la façon concrète dont la lutte est menée, il n'y a qu'à voir comme le livre " Fondement critiques d'une théorie de la révolution "est souvent au ras des paquerettes. Nous ne pouvons pas le faire, non seulement parce qu'alors notre travail serait sans grand intérêt, mais, surtout, parce que nous allons jusqu'à considérer que les limites concrètes, particulières, de ces luttes ne sont pas des solutions fausses ou éphémères, mais que *c'est seulement de cette façon concrète et limitée que ce cycle de luttes affirme sa propre dynamique* : la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. La révolution comme seule solution n'existe pas deux fois, une fois dans le discours révolutionnaire qui dit " attention c'est pas la bonne solution "et une deuxième fois sous la forme du développement empirique auquel le discours s'adresserait. La " révolution seule solution "ne peut exister que comme le processus immédiat, dans ses limites nécessaires (du fait même qu'il est lutte de classes), de ce développement empirique. Plutôt que de montrer que les solutions sont fausses ou éphémères, ce qu'il faut montrer c'est en quoi dans les conflits internes de ces mouvements dans leurs limites, leurs contradictions, leurs impasses, la façon dont ils sont battus, *ils expriment et formalisent le contenu révolutionnaire de ce cycle.* Ce que nous avons chaque fois tenté de faire

avec les luttes citées plus hauts. Ce n'est qu'au travers de tous ces aléas qu'est pratiquement et théoriquement produit le contenu du communisme.

En conclusion, TC passe beaucoup de temps sur l'actualité, cela fait bien longtemps que nous n'avons pas sorti un bel et bon beau texte théorique pur et fondamental (le n° 20 devrait être consacré aux problèmes que soulève la reprise de la dialectique hégélienne chez Marx). Depuis le n° 13, les éditoriaux prennent de plus en plus de place, chaque n° est composé d'articles (au lieu du texte unique), il y a eu *le Journal d'un gréviste*, les textes sur la lutte des chômeurs, sur l'insurrection équatorienne, la guerre au Kosovo, les manifestations du mouvement d'action directe, les "sans-papiers" dans le livre *le Démocratisme radical*, l'analyse souvent remise en cause de la restructuration, on prépare un gros travail sur l'évolution de la gestion de la force de travail et des modalités de l'achat-vente de la force de travail à partir de l'analyse particulière du PARE (TC 19), le n° 18 comportera un texte sur Gênes, sur le "11 septembre", sur la seconde Intifada et peut-être, dans l'éditorial quelque chose sur les dernières élections présidentielles. Si nous sommes souvent obligés de signaler ce genre de choses, pourtant évidentes, c'est que jamais nous n'avons abordé aucun sujet comme "illustration de la théorie", "application", nous n'avons jamais fonctionné sur le mode de la dénonciation, de la vérité et de l'erreur, c'est en cela qu'il s'agit d'une construction théorique infinie et même d'une réflexion infinie sur la théorie et même, pourquoi pas, de la théorie sur elle-même. Je suis d'accord pour accroître la place consacrée aux actualités quotidiennes et nous sommes prêts à accueillir toutes les contributions intérieures / extérieures. Sur ce dernier point, je pense que cela pourrait être une bonne utilisation de notre site internet qui pour l'instant n'est pas utilisé au mieux, c'est le moins que l'on puisse dire.

R.

A la suite de cet échange de courrier, H. a proposé au site "l'Angle mort" <http://anglemort.ouvaton.org>, / le texte suivant, mettant en œuvre les principes exprimés dans sa lettre :

Réflexions

Je veux utiliser le site pour exprimer ma colère. Colère contre un capitalisme qui reprend sa force, colère contre l'arrogance du pouvoir, colère contre l'impunité avec laquelle le capital peut creuser les disparités, balancer des masses de gens dans la misère, promouvoir ces théories débilés, colère contre toutes ces critiques parfois extrêmement pertinentes, mais ne proposant que des solutions naïves et embarrassantes et colère contre ma propre impuissance.

Ces quelques réflexions ne sont pas des théories finies, elles ne vont pas au fond des choses et je ne doute pas que parfois elles se contredisent. Ce sont des bribes de pensées que j'ai simplement envie de partager. A l'exception de la première, elles ne sont pas contre ou se réfèrent à des textes existants. Elles sont pour tous ceux qui sont en colère comme moi.

Critique sur le texte de Baudrillard, Le Monde Diplomatique de Novembre

Le texte de JB à la mérite d'être suffisamment flou pour pouvoir nourrir des soirées de discussions d'intellectuels de toutes sortes. Tout le monde peut y trouver quelques chose, parce que la description du monde se fait à travers des abstractions et des généralisations genre 'mondialisation', 'singularités', 'cultures' et encore mieux le 'nous' dans 'Tout nous est virtuellement donné, et nous avons droit à tout, de gré ou de force'.

De qui parle t'il, qui sont les acteurs ? Dans le monde concret la mondialisation se fait par des gens, des 'citoyens' qui investissent leurs capitaux au delà de leurs frontières. L'objectif pour ce mondialisateur est la recherche de profit, et en cela il ne diffère nullement de son confrère qui n'opère que au niveau national. On pourraient les appeler 'des capitalistes'. Nous n'entrons pas ici dans les débats sur ce qui est ou n'est pas la mondialisation.

Dans l'histoire du capitalisme la recherche de profit à toujours été un processus violent, que ça soit dans le procès de travail ou par la soumission d'autres cultures. Ce n'est pas le privilège de cette période ou de la mondialisation. Des singularités ont toujours été détruites et régénérées parce que le capitalisme est aussi bien homogénéisateur que diversificateur.

Dire que 'Pour la puissance mondiale toutes les formes différentes et singulières sont des hérésies', est d'oublier que la révolution industrielle, le taylorisme, le fordisme et le CAD/CAP ont été critiqués pour les mêmes raisons. Chaque restructuration est la remise en cause de l'existant, d'un mode de vie, de résistances. Je ne veux pas dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Il est clair que le capitalisme se restructure depuis la fin des années 70. Il est clair que les modalités d'exploitation et de circulation se modifient et ces modifications ne sont pas anodins, mais cette restructuration est un mouvement interne au capitalisme, et non pas quelque chose qui s'imposerait de l'extérieur aux rapport sociaux antérieurs qui seraient en quelques sortes préférables et victimes. Mais la seule critique qui va au fond des choses est celle qui prend le capitalisme en tant que rapport social comme cible.

Toute critique de la mondialisation qui ne vise pas le capitalisme en soi, se trouve tôt ou tard à glorifier l'espace national et/ou l'époque pre-mondialisation, c'est à dire la période historique jusqu'au mi 70. Elles oublient d'abord que le capital a toujours été vu comme profondément international, de Smith et Ricardo, via Marx et Rosa Luxembourg, jusqu'à Keynes et Jallée. Ensuite elles oublient que l'état pre-mondialisation, était aussi l'état des guerres indochinoise et de l'Algérie, de l'apartheid et de la ségrégation, de la guerre froide et de la Corée, de McCarthy et de l'anti-syndicalisme, des famines au Biafra et en Inde. Est ce que les trente glorieuses étaient vraiment si glorieuses pour tous ? Ou est ce qu'on se contente de simplement regarder quelques aspects, dans quelques zones très limitées ou encore mieux, d'idéaliser un modèle de paix sociale et de bonheur généralisé, ignorant convenablement les luttes, guerres, dictatures et famines, ou en classant ces dérangements parmi des exceptions dans un système qui était autrement souhaitable. N'oublions pas que Franco, Salazar, les dictatures Grecque, Chilienne, Argentine, Uruguayenne, le rapport du club de Rome, Bopal et De Gaulle, faisaient parti des trente glorieuses, qui étaient inaugurées par la bombe sur Hiroshima et Bretton Woods. Franchement, il n'y a pas beaucoup de raison d'être nostalgique. L'époque pre-mondialisation a connu les mêmes barbaries qui ont marquées toute l'histoire du capitalisme et ce n'est pas en luttant contre la mondialisation que l'on va résoudre le problème. Toutes les critiques faites par la gauche et l'extrême gauche pendant les trente glorieuses n'étaient quand même pas des caprices de gamins gâtés. Ces critiques de la mondialisation oublient que c'est une aberration de croire qu'il fut un temps où il y avait des états nation au sein desquels se développaient des capitaux. L'Etat nation se développe, se cristallise, par d'un coté des développements (commerce, expropriation de paysans, etc.) dans des zones géographiques limitées, ne portant pas encore le nom 'états', mais aussi dans et grâce à un espace qui est mondial par définition, liant l'Afrique et le continent Américain par le commerce d'esclaves, l'Inde avec l'Angleterre par la production du textile, la mer Baltique avec l'Asie à travers la Hollande, mais aucune des ces zones n'étaient constituées de ce qu'on appelle maintenant des états. Ces derniers ne commençaient réellement à se former qu'à partir du 17ème siècle, jusqu'au fin 19ème. Les commerces

et autres rapports entre des zones avant qu'on puisse parler des états, n'étaient pas de simples contacts inter-régional sans plus, au contraire, ces contacts transformaient profondément les rapports et modes de vie au sein des régions. C'est ce jeu 'mondial' qui a créé des états. D'ailleurs 'l'Etat' n'existe qu'en tant qu' 'états', et donc rapport avec d'autres. Ce n'est pas l'espace mondial qui se produit à partir d'états qui seraient la forme naturelle des rapports entre les hommes, ce sont plutôt les états qui se créaient comme fragmentation du monde. L'état national n'aurait jamais pu se développer sans le capital mercantile, qui était mondial par nature. La formation de ces états nations était d'ailleurs généralement marquée par des excès de violence pour détruire tous ce qui leur faisait opposition. Il faut rajouter que la mondialisation n'implique pas du tout la disparition ou même l'affaiblissement de l'Etat. Par des processus de regroupement (UE, ALENA, OAS, etc.) et de décentralisation l'Etat est plus présent que jamais. En exprimant tout rapport humain en un droit quelconque, jusqu'au droit de l'animal, l'Etat est devenu l'unique médiateur incontournable pour tout aspect social. La mondialisation ne se combat pas en espérant pouvoir se retirer derrière ses frontières, comme si l'époque nationale était si belle. Critiquer la mondialisation sans critiquer le capitalisme ne fera du mal à aucun des deux. La mondialisation n'est pas un processus abstrait mise en place par un ennemi invisible. La mondialisation c'est la préoccupation principale du capitaliste qui peut habiter au coin de ma rue.

Théorie, expérience et conscience

Expliquer pourquoi on fait ou ne fait pas de la théorie est explicitement ou implicitement se référer à un être, qui est le prolétariat, se mettant à faire de la théorie. C'est présupposer que cet être ne serait pas théorisant par sa nature et chercher à expliquer pourquoi il le devient. De là découlent toutes les questions sur le degré de pureté des théories, qui peuvent varier entre des erreurs aux tromperies et manipulations.

La même chose pour ceux qui cherchent un rapport entre l'expérience et la conscience. Comme si je peux avoir des expériences en absence de ma conscience. Il n'y a pas deux étapes, ou une quelconque influence réciproque. L'idée qu'il s'agit de deux entités qui s'influencent réciproquement, relève du matérialisme instrumentaliste et rigide selon lequel l'esprit peut se tromper des vraies intentions de son corps. La conscience n'est pas simple interpréteur des ondes reçues de l'extérieur. Il n'y a pas d'objectivité neutre que la conscience recevrait et interpréterait plus ou moins correctement pour ensuite le renvoyer vers l'émetteur. Réception est interprétation et l'interprétation se fait sur la base de ce qu'on est, mais ce qu'on est c'est bien plus qu'un ensemble d'expériences. C'est ce qu'on est dans un rapport de classes. Notre conscience n'est donc pas déterminée par ce qu'on est, comme s'il peut y avoir 'être' sans conscience, comme si c'est un mouvement réel entre un aspect fondamental et un aspect secondaire.

Con

Rappelons qu'il n'y a plus de programmatisme et plus de cristallisation. La contradiction se présente comme opposition et tout en sachant que je fais partie d'une auto présupposition, je peux dire que le capitaliste est un con, parce que c'est bien à lui que je m'oppose. J'ai envie de pouvoir dire « Merde aux capitalistes », sans qu'on me dise que 'merde' n'est pas épelée correctement.

Le communisme comme destin

Il faut sortir de cette idée que le communisme serait le 'but des luttes des classes'. Chaque fois que le communisme était posé, ce n'était pas par un destin, mais par la spécificité de la contradiction du moment. C'est comme ça que l'histoire du capitalisme n'est pas le déroulement d'un scénario déjà décrit au début, mais l'histoire de la lutte des classes. Cela ne veut pas dire que cette histoire est arbitraire ou accidentelle. Les luttes sont bien celles du rapport de production capitaliste et les modalités fondamentales de ce rapport se sont développées vers 1848 : plus values absolue et relative. L'apparition et la description par Marx de ces deux formes ne sont que les faces du même mouvement. Marx ne fait qu'exprimer les contradictions de son temps. Le fait que sa théorie dépasse son temps n'est pas parce quelle serait 'scientifiquement' correcte, et qu'elle expliquerait un développement déjà écrit dans les étoiles de 1848, mais c'est parce qu'elle exprime et critique un certain nombre de caractéristiques de la contradiction de classes qui n'ont pas changé. Mais à chaque moment que Marx et d'autres théoriciens ont été réinterprétés et actualisés, ces actualisations prenaient la forme de discussions entre groupes et intellectuels et par des débats académiques abstraits, mais fondamentalement elles étaient des 'nouvelles' théories, utilisant les anciennes pour exprimer la contradiction du moment. La cours des luttes des classes en est un de création et de destruction continues, de continuité et de discontinuité, mais elle n'est jamais accidentelle ni son contraire, déroulement d'un scénario préétabli. Rétrospectivement on peut expliquer le cours historique des luttes des classes, mais cette explication doit son contenu et sa raison d'être à la lutte actuelle. Elle n'est ni scientifique (j'utilise ce mot avec la connotation usuelle, de neutralité, impartialité et détaché des querelles de l'histoire humaine, une connotation que je disputerai fondamentalement, les sciences étant autant que toute autre théorie de par son contenu et sa raison d'être un produit de son temps, donc de la contradiction des classes) ni a-historique, elle est en soi l'expression et fait partie des luttes quotidiennes d'aujourd'hui.

Mondialisation

L'Europe se construit bel et bien par ses états nations au sein desquels on voudrait trouver recours contre les malheurs de la mondialisation. La mondialisation

est le produit délibéré d'entre autres ces états nations, tout en écrasant d'autres états nations et/ou des éléments de leur ancienne composition. L'état nation n'est nullement victime de la mondialisation, il est sa base et sa garantie. L'état nation est vue comme victime seulement par ceux qui croyaient que l'état nation était là pour protéger les pauvres, pour être arbitre neutre, pour faire de la justice, plutôt que pour assurer le bon déroulement des contraintes de rentabilité du capital, que ça soit en passant par un compromis social, ou par les balles de la police et la peine de mort.

Programmatisme et auto-présupposition

La fin du programmatisme implique qu'on ne peut plus adresser le prolétariat en troisième personne. On ne peut plus parler d'une nature ou d'une mission historique. On ne peut plus juger des stratégies selon leur degré de conformité à cette nature ou cette mission. Le prolétariat n'est rien d'autre que ces stratégies et nous en faisons partie. Je peux m'opposer aux capitalistes sans sciemment tenir compte du fait qu'il s'agit d'une auto-présupposition. Mon opposition se situe dans cette auto-présupposition, elle est sa réalisation, mais pas la réalisation de quelque chose qui me serait extérieur. L'auto-présupposition n'est ni guide, ni recette, ce qui serait de nouveau tomber dans le piège de la téléologie. Elle nous permet une compréhension et analyse du passé jusqu'à il y a une minute, mais au moment de maintenant elle existe dans les mots que je mets sur ce papier et elle se confond avec ma subjectivité immédiate et mon opposition du moment. Elle n'est pas un aspect séparé de mon être, et pas seulement parce que forcément je ne peux que faire partie d'un des pôles de la contradiction. Puisque l'auto-présupposition se confond avec la reproduction de toute la société, elle cesse d'être quelque chose utilisable autrement que dans des critiques et analyses rétrospectives. Elle ne peut pas nous guider dans nos jugements des luttes, parce que toutes les luttes et nos jugements en font partie. Ceci pour dire que je suis d'un côté tout à fait d'accord que la lutte des classes n'est pas un match de foot, mais à ce moment même dans mon opposition immédiate au capitalisme, je m'oppose aux capitalistes, qui sont des personnes physiques et tangibles, comme dans un match de foot. Je n'ai absolument pas l'illusion que ce rapport est symétrique et c'est bien pour ça que le match ne finira pas par la victoire d'une des 2 équipes, ni par une 'subsumption inversée', mais par la disparition des 2.

Tort ou raison ?

Dans l'histoire le tort et la raison n'existe pas, mais c'est différent dans le présent. Est-ce qu'on peut dire que les démocrates radicaux ont tort ? Oui et non. Non dans le sens qu'ils expriment les idées de leur mouvement. Un mouvement ne peut pas avoir tort par rapport à soi-même. Oui, dans le sens que leurs objectifs ne sont pas les

mêmes que les nôtres, mais alors les discussions doivent se centrer sur les objectifs, parce qu'en éclaircissant les objectifs on puisse juger le mouvement et ses idées. Un mouvement est sa propre raison. Ca ne sert à rien de reprocher au capitaliste que ses pratiques ne sont pas rationnelles, parce qu'elles provoqueraient la misère. Pour le capitaliste le critère de rationalité est la rentabilité à court ou à long terme et le degré de misère ne rentre que dans ses considérations quand ça devient une entrave à sa rentabilité. Il ne suffit pas de dire qu'on n'est pas d'accord avec les DR, parce que leurs positions ne mèneraient pas au communisme. Ils répondront que c'est normal, parce qu'ils ne visent pas le communisme. Le débat sur la politique en soi ne sert à rien si on ne le met pas dans le contexte des objectifs implicites ou explicites. Par contre on peut critiquer les DR sur leur propre territoire en démontrant l'impossibilité de leur objectif, un capitalisme humain, en se tenant même à leur propre définition de l'humain : égalité, droit au travail, éducation, subsistance minimale, guerres civilisées et supervisées, droit à l'autodétermination des peuples et tout le baratin.

Participation aux luttes

J'ai longtemps pensé un peu comme Bush : « ceux qui ne sont pas d'accord avec moi, sont contre moi », en d'autres termes : « ceux qui ne voient pas la révolution comme moi, sont des contre révolutionnaires ». En dehors de l'isolation frustrante à laquelle cette position mène forcément, je ne suis plus sûr de sa validité, sans pour autant devenir le démocrate qui dit qu'il y a quelque chose d'intéressant et de vrai en tout. L'actualité n'est pas simple confrontation perpétuelle entre révolution et contre révolution, tout moment n'est pas potentiellement révolutionnaire, si ce n'était pas étouffé par la contre révolution. On peut poser la révolution à chaque moment, mais sans tomber dans l'objectivisme, il y a des moments plus opportuns que d'autres pour sa réussite. Ceci dit, je me pose aussi la question quant à la participation à certaines luttes. Je ne participerai pas aux luttes contre la mondialisation, parce que je m'en fout de la mondialisation et tout discours sur l'échange équitable, le droit des citoyens, me font des frissons. Je ne suis pas en désaccord avec les anti-mondialistes, parce que leurs propositions ne feraient que prolonger la durée de vie du capitalisme, ou ne feraient qu'adoucir les misères même si elles seraient réalisables. Je suis en désaccord parce que leurs propositions ne peuvent aboutir de manière durable, sont souvent carrément élitistes et que même si partiellement elles aboutissent à quelque chose, elles ne mènent qu'à une solution très partielle et une auto satisfaction très déplacées par rapport aux véritables maux du monde qui n'auront pas changés fondamentalement. Je ne suis pas d'accord avec l'échange équitable pour plusieurs raisons. D'abord l'échange entre travail et capital, de façon idéale, est équitable, mais basé sur l'exploitation. Tout l'échange est par définition égalisation de processus de travail et de production inégaux. Echange égale rapport de force, il y en a toujours un qui gagne et un qui perd, même si l'apparence à court terme peut suggérer autrement. C'est bien gentil de payer plus cher pour les graines de café d'un paysan Colombien, mais tôt ou tard, tous ces systèmes

tombent sous les plus banales lois du marché, de la corruption, du népotisme, de l'enrichissement privé (voir l'article dans le Monde Diplomatique de Novembre sur les entreprises citoyennes). Ce développement n'est pas contingent, en fonction de la bonne ou mauvaise volonté des intervenants, mais le résultat inévitable de tout rapport social basé sur l'échange et les rapports de classes et de force que cela implique. Il ne s'agit même pas d'un résultat intentionnel, bien dissimulé par ceux qui promouvaient l'échange équitable. On ne parle même pas de l'impact que le fait de privilégier le paysan Colombien peut avoir sur le paysan Africain ou Asiatique avec le même produit. Et comment on va faire si tous les paysans du monde font planter du café, parce qu'ils ont compris le système. Et comment on fait si ce paysan Colombien emploie sa femme, ses enfants et des ouvriers en les sous payant pour empocher un joli surprofit. On va envoyer des inspecteurs ? L'échange équitable est un moyen facile pour se taper sur les épaules et ensuite fermer les yeux pour d'autres problèmes, pour l'avenir du projet et pour son impact même pendant que ça a l'air de réussir. Dans ce sens l'échange équitable est pire que de donner des miettes aux clochards. Aux derniers au moins on donnera quelque chose à manger ou boire, sans forcément se faire des illusions que cela changera le monde ou d'avoir l'illusion d'avoir contribué à l'allègement de la pauvreté. Mais alors des luttes comme des manifestations contre une guerre en Iraq ? Je n'aime pas plus l'Iraq que les Etats-Unis, et je ne me ferais aucune illusion qu'une telle manif puisse rapprocher le communisme, mais est-ce que parfois ça ne vaut pas la peine d'exprimer sa colère simplement pour l'exprimer. Je ne suis en désaccord avec une manif contre la mondialisation, mais je ne suis pas en désaccord avec une manif contre la guerre, même si je vois les limites.

Le droit des peuples à l'autodétermination

Au nom du droit des peuples, la seule chose qu'on puisse reprocher aux Serbes c'est de ne pas avoir respecté les règles de politesse en expulsant les musulmans, parce qu'à part ça ils avaient le droit à l'autodétermination. Problème gênant bien sûr, c'est que les musulmans aussi avaient ce droit...

H.

Extrait de "Communisme", revue du Groupe Communiste Internationaliste (GCI)

P. 36-37 du N° 52. Fév. 2002

Communisation?

Une autre idéologie centriste soi-disant neuve, consiste en ce qu'on appelle aujourd'hui la "communisation". On affirme par exemple, dans le tract cité plus haut pour son intéressante critique au pseudo-anticapitalisme, et qui est signé "des libertaires": *" Pour tendre à la production de nouveaux rapports sociaux, les attaques contre le capitalisme doivent déjà contenir une communisation de la lutte et des rapports qui s'en dégagent. Il n'y a plus aucun projet positif, aucune affirmation prolétaire possible à l'intérieur du capital "*

Bien sûr, nous sommes d'accord avec le fait que dans la lutte contre le capital nous devons développer des relations nouvelles et qu'il n'y a aucune affirmation prolétarienne possible à l'intérieur du capital. Le problème, c'est ce " petit mot ", devenu à la mode dans certains milieux pseudo-révolutionnaires: "communisation". Comme si le communisme se faisait peu à peu, comme s'il pouvait se développer sans détruire préalablement le capitalisme, comme s'il pouvait surgir sans anéantir totalement le capitalisme, comme si le *marché* capitaliste pouvait disparaître sans qu'un despotisme humain ne s'exerce contre lui. Au fond, cette théorie n'est pas neuve non plus. Dès le début du 20ème siècle certains secteurs de la social-démocratie développèrent ce qu'ils dénommèrent alors "socialisation" : la société devait se "socialiser" peu à peu.

Il est clair que les défenseurs de la théorie de la "communisation" considéreront ce parallèle comme une offense et protesteront en disant qu'il s'agit de quelque chose de tout à fait différent. Cependant, dans la pratique on introduit dans les deux cas une conception gradualiste, et on nie ouvertement le saut de qualité que constitue l'insurrection, la dictature contre le taux de profit et la valeur, sans lequel parler de communisation ou de socialisation ne peut que semer la confusion et servir la réaction.

D'autre part, l'idéologie actuelle de la "communisation" surgit d'un groupe qui n'a jamais rompu avec la social-démocratie, avec le léninisme et l'eurocentrisme. *Théorie Communiste* est un groupe typiquement eurocentriste pour qui, tout ce qui se passe en Europe est le fait du prolétariat, et tout ce qui se passe loin d'Europe est le fait de masses populaires (ils ont été jusqu'à qualifier la révolte prolétarienne en Irak en 1991 de "soulèvement populaire" !). De même, *Théorie Communiste* soutient ouvertement qu'en Russie, à l'époque de Lénine, régnait la dictature du prolétariat! Pour les révolutionnaires internationalistes, il est clair que cette dictature s'exerça *contre* le prolétariat et qu'il s'agissait de la vieille dictature capitaliste, comme nous l'avons démontré dans différentes analyses (52). Sur ces bases (qui assimilent le programme du prolétariat au développement du capitalisme défendu par Lénine) et sur base de la théorisation selon laquelle la question de la transition révolutionnaire serait historiquement dépassée parce que le programme du prolétariat aurait été réalisé par le capital(53), on considère que le prolétariat pourrait se nier lui-même et réaliser le

communisme sans se fortifier comme classe et imposer sa dictature (ce qui est ouvertement révisionniste).

Cette théorie pourrait sembler moderne et attirante, mais elle n'est absolument pas claire sur la question essentielle de la révolution, de l'insurrection et de l'action révolutionnaire et dictatoriale de destruction de la société bourgeoise. Comment le prolétariat pourrait-il se nier sans se constituer en force? Certainement pas à l'intérieur du capitalisme, comme le prétend la social-démocratie. En s'organisant en dehors et contre lui. En s'organisant en dehors de ses structures, parlementaires, syndicales et contre ses cortèges et ses manifestations de moutons, en se constituant en force antagonique à tout ce cirque. Ce n'est qu'en se constituant en force internationale, en parti révolutionnaire de destruction du monde bourgeois que le prolétariat peut, dans le même processus, se nier et détruire le capital et l'Etat. Faire croire que le monde pourrait être *communisé* en dehors de la puissance organisée du prolétariat en parti, c'est collaborer avec tout le spectre politique gauchiste bourgeois qui s'applique à nier justement le plus important: la rupture violente et totale de l'ordre capitaliste par la révolution ; le saut de qualité, la conspiration révolutionnaire et l'insurrection, l'organisation internationale du prolétariat en parti communiste, son oeuvre destructrice de toute la société bourgeoise. Parler de communisme sans se référer à tout cela est utopique et réactionnaire.

Si la terminologie classique des révolutionnaires en lutte pour le parti révolutionnaire, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat ou pour un semi-état prolétarien, dérange les camarades "libertaires" qui écrivent ce tract, qu'ils en choisissent une autre, mais surtout qu'ils ne renoncent pas à l'essentiel : la lutte insurrectionnelle, la destruction par la violence du capitalisme. De nombreux révolutionnaires, de Bakounine à Flores Magon utilisèrent des termes tels que dictature des frères internationaux, dictature de l'anarchie, dictature des conseils ouvriers et même "parti libéral", sans pour autant (et c'est en cela qu'ils étaient révolutionnaires) renoncer à l'essentiel : la nécessité de la concentration de la violence révolutionnaire, de la lutte armée révolutionnaire, la nécessité de liquider le capitalisme par la violence de classe.

Dans le milieu où évoluent nos camarades "libertaires", il ne s'agit pas d'une question de mots. En envisageant une communisation sans dictature révolutionnaire du prolétariat, ces camarades renoncent réellement à la révolution sociale(54).

Notes :

52. Voir à ce sujet notre série d'articles sur la période 1917-1923 in *Le Communiste: Russie, contre-révolution et développement du capitalisme* n°28, décembre 1988, et plus particulièrement les articles intitulés *La conception social-démocrate de la transition au socialisme* et *Contre le mythe de la transformation socialiste. La politique économique et sociale des bolcheviques.*

53. Voici une perle qui se passe de commentaires : *"De toute façon, le programme du prolétariat avait été réalisé par le capital! La république démocratique universelle on l'avait: c'était l'ONU (Organisation des Nations Unies) plus le FMI (Fond Monétaire International). Le développement des forces productives aussi, c'étaient les cadences infernales plus l'automatisation".*
54. Il ne nous semble pas important, ni pertinent d'approfondir les élucubrations de *Théorie Communiste*, parce que ce petit groupe d'initiés s'est amusé à redéfinir tous les concepts, et entrer dans les détails nécessiterait de trop longs éclaircissements terminologiques. Disons simplement que les aspects les plus caricaturaux de leur programme, tels la théorie du dépassement du programmisme, le dépassement historique de la transition, la théorie de l'auto-négation du prolétariat sans son affirmation en tant que classe, découlent du fait que, par "programme", *Théorie Communiste* entend le programme de la social-démocratie ; par "transition", la transition léniniste, par "affirmation du prolétariat", l'affirmation du pouvoir des bolcheviques en Russie... Toute cette construction se base sur les concepts social-démocrates, et perd tout intérêt dès le moment où on définit ces termes en fonction de la critique communiste des bolcheviques, telle qu'elle fut notamment reprise au sein de la Troisième Internationale par ce qui s'appelait la Gauche Communiste allemande, italienne,... et en général internationale.

Réponse à l' " Organe Central en français " du " Groupe Communiste Internationaliste ", " Guide et organisateur de l'action communiste " (sic)

Chers guides et organisateurs

Il va sans dire que cette lettre n'est qu'une mise au point publiée dans TC et n'a jamais été envoyée au GCI avec lequel nous n'entamons aucune discussion.

Pourquoi vous êtes-vous soudainement intéressés à nous ? Il est évident que nous ne méritons pas les quelques pages que vous nous consacrez dans la mesure où nous sommes dans l'incapacité de vous répondre car la question de la construction du Grand-Parti-Révolutionnaire-Prolétarien est sortie de l'histoire il y a maintenant presque un siècle et des préoccupations théoriques il y a une trentaine d'années. La théorie a toujours un peu de retard à l'allumage, la vôtre exceptée qui est définitivement éteinte. Centristes, droitiers, gauchistes, sociaux-démocrates, gradualistes, nous succombons et

implorons un peu d'indulgence. Nous nous consolons en pensant que vous n'avez jamais ouvert un numéro de *Théorie communiste* (voir plus bas) et nous vous en remercions.

Mais alors, pourquoi ? Voyons voir, réfléchissons, nous avons comme un doute. Ne serait-ce point dans ces quelques arpents de neige que l'on appelle le Québec que se trouverait la solution ? Depuis des années vous labourez ces terres et voilà que là-bas, coup sur coup, certains ont l'ingratitude de parfois s'intéresser à d'autres qu'à vous. Et pourtant que d'efforts et de mansuétude ! Par exemple, les auteurs de la " Belle province "peuvent continuer à se dire " libertaires ", mais à condition qu'ils soient pour le Parti, et pas pour la communisation, et même s'ils se disent " libertaires "vous les trouvez gentils ... à condition qu'ils viennent chez vous.

Une telle abnégation doit vous coûter et vous méritez amplement votre autoproclamation comme " guides et organisateurs de l'action communiste ". De notre côté, nous sommes un " petit groupe restreint d'initiés ", comme vous le dites si bien dans votre fatuité, et n'ayant aucune ambition organisationnelle nous ne pouvons que constater ce que d'autres font d'idées puisées dans *TC*. Nous nous en réjouissons parfois, et nous critiquons souvent. A ce propos, votre excommunication de *TC* s'orne de deux citations. Pour la première vous précisez la référence, mais cela a beau ressembler à du *TC*, cela n'en est pas (ce qui n'empêche que, malgré de nombreuses réserves sur ce texte, c'est avec plaisir que nous pourrions discuter avec ses auteurs) ; pour la seconde c'est, d'après vous, une " perle "qui se passe tellement de commentaires, qu'elle se passe également de références. Là où vous êtes fourbes c'est quand votre façon de l'introduire dans votre texte ne peut que laisser comprendre que c'est une citation de *TC*. Or, elle se trouve page 17 d'une brochure intitulée " Catastrophe et révolution "qui n'est pas une production de *TC* et qui fut même longuement critiquée, cette citation même, dans *TC* 16 (à ce propos prenez-vous vos lecteurs pour de tels imbéciles non-initiés que vous rajoutez à cette citation la signification des sigles ONU et FMI ?). Là également, sur la base de ce texte et de notre critique, nous entretenons des rapports théoriques et amicaux forts agréables avec son auteur. C'est certainement un effet de notre opportunisme doctrinal.

On ne saurait être guides sans être magnanimes, dites nous, s'il-vous-plait, ce qui l'emporte chez vous de la bêtise ou de la malhonnêteté. Pour vous aider à répondre à cette délicate question voici quelques citations de *Théorie Communiste* à propos de nos monstrueuses déviations.

" *Eurocentrisme* "

* " Cela ne nous gêne pas d'appeler mouvement du prolétariat cette série de luttes (en Equateur) incluant celles du "mouvement indien" essentiellement paysan. Non seulement ces dernières s'inscrivent dans des luttes urbaines et industrielles récurrentes et ne prennent leur ampleur que dans ce contexte. Mais encore nous appelons prolétariat la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit en activités contradictoires ". (*TC* 16, p.16)

* " Les émeutes de 88 (en Algérie) ont avant tout une origine ouvrière, fin septembre, début octobre, les grèves se multiplient et une grève générale est prévue pour le 5 octobre. Face à l'augmentation des prix, les salaires sont toujours bloqués : les émeutes éclatent les 5 et 6 octobre 88. "(TC 11, p. 82)

* "L'histoire et l'analyse de l'Intifada, c'est l'histoire et l'analyse d'un mouvement prolétarien et de sa limite intrinsèque : le nationalisme. (...) L'histoire de l'Intifada est une perpétuelle tension entre sa nature fondamentale de mouvement prolétarien et le nationalisme. "(TC 11, p. 115)

* " Tout d'abord le pouvoir en Irak ne change pas, il aurait fallu pour cela trouver un compromis national, chose impossible, quel principe de développement et de rapport au capital mondial aurait pu servir de base à ce compromis ? Il est bien plus préférable de laisser le pouvoir central massacrer la révolte ouvrière chiite du sud (cf. 'La guerre des Shuras ', brochure parue à Montréal), ce qui donne un avertissement à l'Iran et aux ouvriers du secteur pétrolier dans les pétromonarchies (...). (TC 11, p. 162)

* " A partir de la fin 78 et au début 79 (en Iran), le mouvement déterminant de la période est le vaste mouvement de luttes du prolétariat ". (TC 11, p. 97)

" *Gradualisme* "

* " La communisation est une action révolutionnaire produisant immédiatement de nouveaux rapports comme lutte contre le capital, elle n'est en aucune façon un état social. Elle ne peut créer d'enclaves, elle ne peut que l'emporter mondialement ou disparaître totalement. Il n'y a pas de différence entre l'action révolutionnaire et son but, les mesures de communisation sont des mesures de lutte, chaque mesure ne s'effectue que comme anticipation de la mesure suivante, elles n'existent que comme dynamique, cours accéléré de la révolution se répandant. La victoire ou la défaite de la révolution sera rapide, mais des éclatements se produiront à répétition en divers points du monde jusqu'à ce qu'un éclatement ou sans doute plusieurs éclatements simultanés ne l'emportent, mais il n'y aura pas de révolution partielle, il n'y aura pas d'acquis à défendre. "(TC 16, p. 10-11)

* " Nos orientations dans la période actuelle, c'est la critique des rapports de production capitalistes restructurés, c'est donc la critique de l'alternativisme, c'est l'affirmation que le communisme n'est pas démocratie vraie, n'est pas économie sociale, qu'il ne répond pas à la question de comment relier les individus entre eux ; c'est l'affirmation de la rupture révolutionnaire comme incontournable.

C'est l'affirmation enfin que la révolution communiste est révolution prolétarienne, que c'est le prolétariat en tant que classe qui abolit les classes en produisant le communisme, qu'il trouve dans ce qu'il est contre le capital la capacité de communiser la société. "(TC 13, p. 3)

* " Le prolétariat met à jour dans sa lutte contre le capital les notions de salaire et de profit, pose par sa lutte la richesse produite et accumulée dans sa forme sociale de capital, c'est-à-dire impliquant l'existence du salariat, de la plus-value, de la marchandise, qui le définissent lui-même ; il commence à s'emparer des moyens de production comme mesure de sa lutte contre le capital. On est alors au stade où le mouvement comme lutte quotidienne atteint son point de fusion, l'eau va se mettre à bouillir, à changer d'état. Le moment du saut qualitatif est celui où, à partir de là, la classe, dans la lutte contre le capital, produit le propre fait d'être une classe comme une contrainte extériorisée, imposée par le capital. C'est le moment déterminant de la lutte des classes. Mais l'eau a beau bouillir, a beau avoir changé d'état c'est toujours de l'eau, heureusement.

Heureusement, car dans cette situation où l'appartenance de classe est la relation conflictuelle avec le capital, le prolétariat lorsqu'il "s'empare des moyens de production", le fait comme mesure dont la forme et le contenu lui sont fournis par ce qu'il est : abolition de l'échange, de la valeur, de la propriété, de la division du travail, des classes, etc. ; sur la base de l'échange, de la valeur, etc. C'est le moment où son action de classe n'a pour contenu que l'abolition des classes, la communisation de la société. L'eau cesse alors d'être de l'eau, même sous forme de vapeur.

La crise est ce moment de l'histoire du mode de production capitaliste où se noue l'irréconciliabilité absolue entre la logique de l'accumulation capitaliste et les revendications ouvrières que cette accumulation même implique, parce qu'elle les fait siennes en tant que mouvement nécessairement contradictoire de l'exploitation. La révolution ne procède pas directement de la résistance quotidienne, des luttes revendicatives, elle en est l'aboutissement non comme une transcroissance, mais comme dépassement produit de cette irréconciliabilité. "(TC 13, p. 27)

" *Le peuple* "

* " Tant que le mode de production capitaliste se reproduit, le prolétariat est nécessairement soumis à ses formes d'existence car le capital est le sujet constamment renouvelé de la reproduction du rapport, et la contradiction du prolétariat avec le capital trouve tout aussi nécessairement ses limites, qui peuvent aller jusqu'au nationalisme et au racisme, dans les formes de l'autoprésupposition du capital. "(TC 16, p. 4)

* " Le populisme se nourrit et se revivifie continuellement aux limites des luttes du prolétariat, quand celui-ci ne peut se dégager soit des contradictions relatives à une reproduction non spécifiquement capitaliste de la force de travail, soit d'une fixation de

la contradiction entre prolétariat et capital au niveau de la reproduction d'une force de travail potentielle, soit du cadre d'une économie duelle où l'articulation entre les deux secteurs n'apparaît dans leur implication réciproque que comme misère et richesse, soit, et c'est souvent le cas, de tout cela à la fois . "(TC 11, p. 99)

" Léninisme "

* " La compréhension de la prise du pouvoir par les Bolchéviks comme la victoire de la révolution prolétarienne est le point où se bloquent toutes les dynamiques théoriques de la Gauche "italienne", son "trou noir". Ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale qu'une partie de la Gauche abandonne la notion "d'Etat prolétarien". Par là la Gauche se condamne à n'avoir qu'une compréhension critique théorique de type politique de la montée en puissance de la classe comme affrontant son affirmation autonome. Sinon c'est reconnaître la prise du pouvoir par les Bolchéviks comme contre-révolution.

C'est pour avoir franchi ce pas, ayant été pratiquement contrainte dans le cours de la révolution de s'opposer au bolchévisme et à l'Internationale, que la dynamique ouverte par la Gauche germano-hollandaise fut infiniment plus porteuse et productive et par là-même, plus erratique. "(TC 14, p. 44)

* " Les Gauches, même la Gauche germano-hollandaise, ne saisissent jamais la véritable nature de la révolution russe : révolution programmatique ayant pour contenu l'affirmation autonome de la classe et par là-même trouvant dans la capacité du travail à revendiquer la gestion de la société capitaliste, donc dans ce qui est sa puissance même à l'intérieur du capital, acquise dans le passage en subsomption réelle, sa limite se formalisant contre elle-même comme une contre-révolution que les partis issus de la seconde internationale sont plus ou moins aptes, selon leur situation spécifique, à prendre en charge, à formaliser.

Quand la Gauche germano-hollandaise pose la révolution bolchévique comme révolution bourgeoise et contre-révolution, elle passe à côté de l'essentiel de cette révolution bourgeoise : sa spécificité en tant que contre-révolution. Elle n'existe comme révolution bourgeoise, dans sa possibilité même et ses caractéristiques, que comme contre-révolution, sur les limites de la révolution prolétarienne programmatique. Quand l'ultra-gauche voit le côté contre-révolutionnaire du bolchévisme (Otto Rühle), c'est simplement pour opposer dans la révolution russe, de façon non liée, la révolution bourgeoise et "l'élément prolétarien", ou pour parler d'une révolution bourgeoise s'appuyant sur le prolétariat (G.I.C.), sans déterminer théoriquement le contenu et le déroulement de cet appui, sans le caractériser. "(TC 14, p. 46)

* " Si la critique de la contre-révolution bolchévique demeure formelle, c'est qu'elle n'est pas reliée au contenu de la révolution dans cette phase historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital, phase dans laquelle elle ne pouvait que déboucher sur la montée en puissance de la classe à l'intérieur du capital et son

affirmation comme pôle dominant de la société. La contre-révolution bolchévique s'articule alors nécessairement avec la révolution. Les Gauches, même la Gauche germano-hollandaise, ne saisirent jamais la véritable nature de la révolution russe : révolution ayant pour contenu l'affirmation autonome de la classe et par là-même trouvant, dans la capacité du travail à revendiquer la gestion de la société, donc dans ce qui est sa puissance même à l'intérieur du capital, acquise dans le passage en subsumption réelle, sa limite se formalisant contre elle-même, comme une contre-révolution que les partis issus de la Seconde Internationale sont plus ou moins aptes, selon leur situation spécifique, à prendre en charge, à formaliser. Implacablement, la révolution comme affirmation de la classe se transforme en gestion du capital, se renverse en contre-révolution à laquelle elle fournit son propre contenu. "(TC15, p. 75)

" Le programme "

* " Le programmatisme est un concept fondamental de la théorie développée depuis des années par "Théorie Communiste". Il désigne la théorie et la pratique du prolétariat ayant pour contenu et pour but la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste, l'affirmation du travail productif et l'érection du prolétariat en classe dominante. Inhérent à la domination formelle du capital sur le travail, il permet une périodisation des cycles de luttes, dans la mesure où ses déterminations de base perdurent en se modifiant en domination réelle. Comme théorie et pratique du prolétariat, il intègre le développement du capital, tant comme identification de son développement à la montée en puissance de la classe que comme période de transition, celle-ci étant la médiation nécessaire à la constitution de la société des producteurs associés.

Dans ces termes mêmes, la perspective programmatique était impossible, une contradiction en mouvement : en tant qu'affirmation du travail productif, en tant que prolétariat s'affirmant, devenant classe dominante, elle nécessitait, pour être, la prise en charge du développement du capital. Le socialisme réel, enraciné dans une révolution prolétarienne, fut la concrétisation de cette impossibilité. Son caractère contre-révolutionnaire n'était finalement que la réalité empirique de celle-ci comme retournement contre elle-même de la révolution programmatique : la réalité empirique, triviale, de cette impossibilité qu'est l'auto-exploitation du prolétariat. La révolution programmatique s'achevait contre elle-même dans la restructuration du capital et de la classe capitaliste, installant la domination réelle du capital. "(TC 13, p. 1)

* " Dans le programmatisme, le prolétariat est déjà dans la contradiction qui l'oppose au capital l'élément positif à dégager, son affirmation, son érection en classe dominante est la réalisation de son être.

Ce contenu de la lutte de classes c'est ce que depuis 20 ans dans T.C. nous appelons "le programmatisme"(le prolétariat fait, dans sa libération, de sa situation et

définition dans le mode de production capitaliste, le programme du communisme, le communisme comme programme)

L'intérêt du concept :

- historiciser les notions de lutte de classes, de révolution et de communisme.
- comprendre la lutte de classes et la révolution dans leurs caractéristiques historiques réelles et non par rapport à une norme.
- ne plus opposer révolution, communisme et conditions (les fameuses conditions qui ne sont jamais mûres).
- sortir de l'impasse entre un prolétariat toujours en substance révolutionnaire (révolutionnaire, en fait, comme la période suivante entend le terme) et une révolution qu'il ne fait jamais.
- construire les éléments divers d'une époque comme une totalité en produisant leur connexion interne en même temps que leurs diversités et leurs conflits (Marx et Bakounine ; Luxembourg et Bernstein...).
- éviter de se retrouver avec une nature révolutionnaire du prolétariat, qui chaque fois qu'elle se manifeste, aboutit à une restructuration du capital.

Disposer d'un concept totalisateur de la lutte de classe, comme celui de programmatisme, permet de passer au concept de cycle de luttes (voir T.C.8). Si l'on dit la révolution était, en subsumption formelle, affirmation de la classe, on possède alors toutes les déterminations de cette époque, y compris les caractéristiques de la révolution allemande, dans leur connexion interne (le rapport entre montée en puissance et autonomie de la classe) et comme totalité : de la social-démocratie à l'A.A.U.E ; de Noske à Rühle.

L'affirmation de la classe n'est pas une totalité indifférenciée, elle implique comme activité de la classe, un mouvement de particularisation de ses activités. Cette affirmation est une dualité :

- La montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste,
- Son affirmation en tant que classe particulière et donc la préservation de son autonomie.

Dans la période "Marx / Bakounine"(1848-1871) : relative coexistence de ces deux termes ; pour l'un et l'autre, c'est la dominante et l'articulation des deux termes qui diffèrent (cf T.C.12).

Dans la période social-démocrate : de plus en plus impossible de tenir les deux termes sans qu'ils s'excluent réciproquement.

Dans la nécessité de ses propres médiations (partis, syndicats, coopératives, mutuelles, parlement...) la révolution comme affirmation de la classe se perd elle-même, non comme révolution en général, mais bien comme affirmation de la classe. Sa montée en puissance se confond avec le développement du capital. Ce qui entraîne : le rapport entre lutte de classe et développement du capital comme développement objectif (la classe ne peut qu'être exclue comme terme de la contradiction du mode de production capitaliste).

De Bernstein à Luxembourg, Lénine et Pannekoek : on a toutes les nuances de relations entre développement du capital, situation objective et lutte du prolétariat :

- la reconnaissance du progressisme du capital,
- le capital transcroit en socialisme et / ou la période de transition,
- la démocratie devient forme et contenu de la révolution.
- Inversement : l'autonomie et le but révolutionnaire comme affirmation de la classe, deviennent antagoniques à leurs propres médiations : critique de la montée en puissance comme intégration :
- les Jungen,
- toutes les oppositions radicales dans la S.D,
- Malatesta, Nieuwenhuis,
- le syndicalisme révolutionnaire comme tentative de solution mais qui ne dépasse pas la problématique : l'affirmation indépendante de la classe dans le capital est sa propre médiation.

Il résulte de tout cela que l'impossibilité de la révolution comme affirmation de la classe est produite à partir d'elle-même : opposition de ses termes, nécessité d'une période de transition, implication avec la restructuration du capital. "(TC 14, p. 34)

* " Les avancées politiques, pratiques et théoriques extrêmes des révolutions russe, allemande et espagnole posent l'affirmation de la classe comme une contradiction en procès, et montrent de façon absolue que la révolution ne peut plus être qu'abolition du capital et donc du prolétariat lui-même. C'est l'affirmation de la classe en elle-même, qui constituait la limite de ce cycle, et non quelques modalités de sa réalisation, ou des conditions immatures. "(TC 14, p. 25)

SENONEVERO

Comme nous l'avons déjà annoncé dans le numéro 17, nous participons aux éditions Senonevero dont les premières livraisons ont vu le jour en mai 2001.

**Association pour la Recherche en Histoire Sociale
(ARHIS)**

184 rue Saint Maur
75010 PARIS

<http://ca.geocities.com/senonevero>
senonevero@yahoo.fr

Contact :

Lola Miesseroff – tél. & fax 01 42 06 38 78

Diffuseur :

Dif'Pop' – 21 ter, rue Voltaire – 75011 Paris – tél. 01 40 24 21 31

Ligne éditoriale

Les éditions SENONEVERO s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme.

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes - le prolétariat comme la bourgeoisie - et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Ouvrages parus :

*** LE TRAVAIL ET SON DEPASSEMENT**

Bruno ASTARIAN

226 Pages - prix public : 12,95 €

*** LE DEMOCRATISME RADICAL**

Roland SIMON

264 pages - prix public : 12,95 €

*** FONDEMENTS CRITIQUES D'UNE THEORIE DE LA REVOLUTION**

Roland SIMON

720 pages - prix public : 27,45 €

Vient de paraître :

*** LE MOYEN ORIENT - Histoire d'une lutte de classes**

1945-2002

Théo Cosme

Prix :15 euros

De la fin de l'Empire ottoman à la guerre du Golfe (1991), la "*Question d'Orient*" était celle du développement des rapports capitalistes au Moyen-Orient. L'Orient fut une "*Question*" car ce développement n'était pas endogène. La formation de bourgeoisies y fut cahotique et la production de prolétaires catastrophique. Depuis la fin de l'Empire Ottoman, la formation de rapports sociaux spécifiquement capitalistes s'est déroulée au Moyen-Orient au travers de la succession de trois fractions dominantes de la bourgeoisie : bourgeoisie foncière, administrative et commerçante ; bourgeoisie nationaliste ; bourgeoisie rentière (malgré nos critiques, nous reconnaissons notre dette aux travaux de Georges Corm). Chacune, dans sa spécificité, inclut et exprime à un moment donné les nécessités générales du développement du capital. Par là également, leur action peut parvenir à d'autres buts que ceux qu'elles s'étaient primitivement fixés. C'est dans ce cadre que nous étudions la formation de l'Etat d'Israël, la montée de l'islamisme, la révolution iranienne, la guerre du Liban, la première Intifada, l'échec du mouvement palestinien, l'invasion du Koweït et l'élimination finale de la figure autonome du rentier. Plus généralement les guerres israélo-arabes sont, pour les pays arabes, le critère et l'histoire du développement en leur sein des rapports sociaux

capitalistes, l'existence d'Israël a été jusqu'à maintenant la contrainte à ce développement.

C'est la guerre du Golfe en 1991 qui a définitivement résolu le problème essentiel que dans la restructuration mondiale du mode de production capitaliste posait le Moyen-Orient : l'intégration de la rente pétrolière dans la péréquation générale du taux de profit. On peut alors cesser de considérer le Moyen-Orient comme une question particulière. La "*Question d'Orient*" est fondamentalement résolue dans la mondialisation des rapports capitalistes, ce que confirment la caducité du sionisme, l'effacement et les risques d'implosion de l'Arabie Saoudite, la seconde Intifada, l'évolution de l'islamisme et la guerre américaine en Afghanistan.

Il reste maintenant la question générale de la définition, de l'exploitation et de la reproduction d'un prolétariat massivement déraciné et paradoxalement renvoyé à des solidarités apparemment traditionnelles.

Outre son découpage et la compréhension de celui-ci, le parcours du capitalisme au Moyen-Orient pose plusieurs problèmes théoriques majeurs : le caractère non endogène du développement du capitalisme ; le rapport entre les identités intermédiaires (communautés religieuses ou ethniques) et l'Etat-nation ; le rapport de la rente pétrolière à la péréquation du taux de profit ; les formalisations religieuses et nationalistes de la lutte de classe.

A paraître en 2003 :

***RUPTURE DANS LA THEORIE DE LA REVOLUTION**

Textes 1965-1973

Collectif

Présentation de François Danel

La formation à partir de 1995 d'un mouvement démocratique radical se développant rapidement à l'échelle mondiale et aussi vite contesté de l'intérieur comme réformiste ou citoyeniste a prouvé que la lutte des classes n'a pas disparu avec le "vieux mouvement ouvrier" programmatique et que l'effondrement du capitalisme bureaucratique ne signifie nullement l'éternisation de l'exploitation capitaliste sous sa forme "pure", c'est-à-dire concurrentielle.

Trois grandes questions se dégagent des débats en cours. La révolution a-t-elle pour contenu la réappropriation des "richesses" ou l'abolition de la valeur ? Surgit-elle comme un dépassement immédiat de l'aliénation ou se produit-elle comme un dépassement médiatisé par la crise du rapport d'exploitation ? Est-elle le fait d'une vague "multitude" humaine posant face à elle le capital comme pure extériorité ou celui d'une classe définie dans le rapport capitaliste, le prolétariat, quand il entre en contradiction avec sa propre action en tant que classe ? Or ces trois questions font écho à celles posées dans une situation très différente par certains groupes théoriciens issus de l'ultragauche

marxiste ou de l'anarchisme après 1968, quand le programme de gestion ouvrière du capital se décomposait sous l'effet du refus du travail.

Il ne s'agit donc pas dans cette anthologie de présenter les matériaux d'une quelconque "archéologie" de la révolution prolétarienne. Par la médiation ou le "détour" d'une reprise critique des acquis théoriques du mouvement post-soixante-huitard, c'est de nous, maintenant, qu'il s'agit. De la *communisation*, c'est-à-dire de l'abolition sans transition du capital comme dépassement produit des limites de nos luttes actuelles. De la *théorie*, comme contenu et production du processus révolutionnaire, comme autocompréhension du processus, et non plus comme sa "vérité" ou sa raison transcendante. Ce qui implique la *critique de l'idéologie de la révolte* que produit dans son immédiatisme subversif et dans sa naïve identification du communisme à l'essence ou la nature humaine la mouvance anticitoyenniste.

Avec ce livre, les individus associés dans les éditions Senonevero veulent seulement contribuer à la clarification du débat, qui reste de toute manière ouvert, puisque le cours des luttes retravaille sans cesse questions et réponses.

INTERNET

A suivre absolument :

le site de "l'Angle mort"

<http://anglemort.ouvaton.org/>

Theorie
Le monde tel qu'il va
Exploitation et luttes de classes
La question d'Orient
Démocratisme radical et action directe

Nous signalons:

"La matérielle"

<http://lamaterielle.chez.tiscali.fr//index.html>

Une grande partie du site est consacrée à une critique de Théorie Communiste

DÉJÀ PARUS

Théorie Communiste n° 1 (Avril 1977) Le Prolétariat.

Théorie Communiste n° 2 (Janvier 1979) La production du Communisme.

Théorie Communiste n° 3 (Mars 1980) Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle - Les luttes de classes de 67 à 75 - Le développement économique de la crise (1967/1975).

Théorie Communiste n° 4 (Décembre 1981) Des luttes actuelles à la révolution - Notes sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 5 (Mai 1983) La production de la théorie communiste.

Théorie Communiste n° 6 (Mai 1985) Théorie Communiste : Synthèse.

Théorie Communiste n° 7 (juillet 1986) Le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 8 (Novembre 1987) La notion de cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 9 (Mai 1989) Le prolétariat et le contenu du communisme.

Théorie Communiste n° 10 (Décembre 1990) La grève des cheminots de l'hiver 86/87.

Théorie Communiste n° 11 (Juin 1993) Moyen Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.

Théorie Communiste n°12 (Février 1995) La révolution prolétarienne 1848 – 1914. Sur la restructuration

Théorie Communiste n°13 (Février 97) Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. Etat, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.

Théorie communiste N° 14 (Décembre 97) L'Ultra-Gauche. "Théorie communiste".

Théorie Communiste n°15 (Février 99) L'objectivisme- La lutte des chômeurs et précaires - "L'alternative".

Théorie Communiste N° 16 (Mai 2000) La communisation.

Théorie Communiste N° 17 (Septembre 2001) Le démocratisme radical et ses critiques.

TC Editeur : Le journal d'un gréviste . Sur la grève de nov.déc. 95 – Avril 96